

République de Côte d'Ivoire

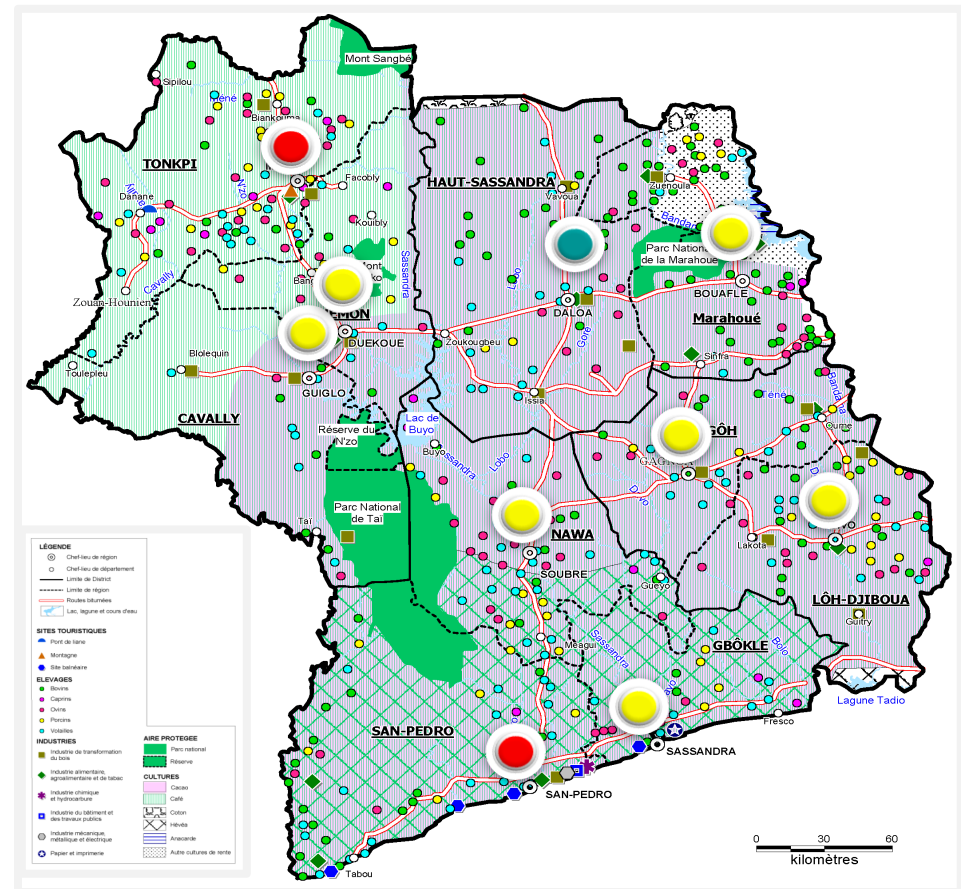
MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

Programme d'aménagement de Pôles Economiques Compétitifs (PEC)

Tome II-4

Zone Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire

Octobre 2016



□ L'étude d'élaboration du **programme d'Aménagement des Pôles Economiques Compétitifs (PEC)** a été initiée par le Gouvernement ivoirien dans le cadre de sa politique de développement territorial, **d'octobre 2015 à juin 2016.**

□ La maîtrise d'ouvrage de l'étude a été assurée par **le Ministère du Plan et du Développement à travers la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Développement Régional et Local**, sous la supervision de **Madame Nialé KABA**, Ministre du Plan et du Développement et d'un Comité de Pilotage composé de :

- **M. YEO Nahoua**, Directeur de Cabinet du Ministre du Plan et du Développement ; Président du Comité de Pilotage ;
- **M. ALLOU Saraka Koffi André**, Directeur Général de l'Aménagement du Territoire, du Développement Régional et Local, Coordonnateur du programme PEC ;
- **M. TCHERE Séka**, Conseiller du Président de la République chargé de l'Administration Publique, de la Décentralisation, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Local ;
- **M. ATTA Koua Hubert**, Directeur de la Promotion et du Développement Régional et Local ;
- **M. OUATTARA Aboubacar**, Conseiller Technique au Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité ;
- **M. N'GUESSAN Kouamé**, Directeur de la Décentralisation des Universités au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- **Mme BONI BOUEDI Jeanne Chantal**, Conseiller technique au Ministère du Pétrole, et de l'Energie ;

- **M. TANO Adjegny Paulin**, Directeur de la Planification, des Statistiques et de la Coopération industrielle au Ministère de l'industrie et des Mines ;
- **M. COULIBALY Bê Lancina**, Conseiller Technique au Ministère des Infrastructures Economiques ;
- **M. TOURE Moussa**, Directeur de la Programmation, des statistique et de la Prospective, au Ministère des Transports ;
- **M. ZONGO Claude**, Conseiller technique, au Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme ;
- **M. ADAMA Sall**, Conseiller Spécial, au Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- **M. AGKPO Jean Luc André**, Conseiller Technique, au Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;
- **Mme EPONOU Valérie épse ACKA**, Sous-Directeur de la Programmation et de la Budgétisation, au Ministère de l'Agriculture ;
- **Dr KLO Fagama**, Sous-Directeur de l'Aménagement, au Ministère du Tourisme ;
- **M. KOUADIO Kouakou Parfait**, Conseiller Technique au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable ;
- **M. Lassina KONATE**, Conseiller Technique au Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste ;
- **M. KOFFI Yao**, ex Directeur de Cabinet du Ministre du Plan et du Développement ;
- **M. KOUAME Kouakou Lancina**, ex Directeur de Cabinet du Ministre du Plan et du Développement.

□ **Le Comité de Pilotage a été appuyé par une équipe d'experts nationaux :**

- **Pr ALLA Della**, Géographe, Université Felix HOUPOUET BOIGNY ;
- **M. ATTAHI Koffi**, Urbaniste, District Autonome d'Autonome d'Abidjan ;
- **M. KOUAME Alexandre**, Urbaniste, Ministère auprès du Président de la République, Chargé de la Défense ;
- **M. AKPOUE Jean Marie**, Géographe, Ministère du Plan et du Développement ;
- **Mme CAPRI née TRAORE Massandjé**, Juriste, Ministère du Plan et du Développement ;
- **M. FOTIENHORO Séraphin Pierre**, Ingénieur des Travaux Publics, Ministère du Plan et du Développement ;
- **M. DOUKOURE Charles**, Statisticien, Ecole Nationale de Statistique et d'Economie Appliquée ;
- **Dr HININ Moustapha**, Statisticien, Ministère du Plan et du Développement ;
- **M. KRA Kouadio Eugène**, Géographe, Présidence de la République ;
- **M. ADAM-YEBOUA N'Krumah**, Agroéconomiste, Ministère du Plan et du Développement ;
- **M. KOFFI Siméon**, Economiste, Ministère du Plan et du Développement ;
- **M. ALLA Yao Julien**, Economiste, Ministère du Plan et du Développement.

□ **L'étude a été exécutée par le Bureau d'études Marocain VALYAN'S. Y ont participé :**

- **Philippe de Boni**

- **Moulay-Rachid Cherkaoui**
- **Arnaud Bihannic**
- **Driss Bencheckroun**
- **Myriam Bensayeh**
- **Ismail Dounas**
- **Abderrahman El Andaloussi**
- **Ali Kadiri**
- **Jihane Slimani**
- **Oualid Zaim**
- **Hicham Chaoudri**
- **Kenza Rachidi**
- **Mounia Lahlou**
- **Khalid Iben Yaich**
- **Amina Bennouna**
- **Naoual Aissaoui**
- **Driss Aquachar**
- **Ghita Sekkat**
- **Aymane Bouhlal**
- **Ismail Amri**

□ **L'équipe de VALYAN'S a été appuyée par des experts :**

- **Jacques Barbier**
- **Mokhtar Bouanani**
- **Abdellatif Guedira**
- **Driss El Bada**
- **Bertrand Lanoiselé**
- **Hervé Bru.**



- Sous l'impulsion du Président de la République, **Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA**, la Côte d'Ivoire s'est fixée pour ambition de devenir un pays émergent à l'horizon 2020.
- La stratégie de développement adoptée afin de réaliser cette ambition s'appuie sur une industrialisation progressive en vue d'une croissance forte, durable et inclusive. Elle met l'accent sur le développement d'infrastructures économiques de qualité prenant en compte les préoccupations liées à l'aménagement du territoire et la préservation de l'environnement.
- Aussi est-il envisagé, entre autres, une décongestion de la métropole abidjanaise et une résorption des foyers régionaux économiquement moins développés. A cet égard, le Gouvernement a initié **le programme d'aménagement des Pôles Economiques Compétitifs (PEC)** à la suite des diagnostics territoriaux issus des Etudes monographiques et économiques des ex-Districts de Côte d'Ivoire.
- Le programme d'aménagement des PEC, qui traduit la nouvelle dynamique de la politique gouvernementale en matière d'aménagement du territoire, vise à assigner à nos territoires, des vocations spécifiques porteuses d'un développement durable sur la base des potentialités locales et des avantages comparatifs dont ils sont dotés. Il constitue un important levier pour améliorer les conditions de vie des populations tout en assurant l'attractivité des territoires régionaux vis-à-vis des investisseurs.
- Ce programme propose une structuration du pays en **quatre (04) zones géoéconomiques que sont le Centre Nord-Est, le Nord-Ouest, le Sud-Est et le Sud-Ouest**. Ces zones géoéconomiques sont des bassins de vie économique, de taille suffisamment significative pour générer des économies d'échelle substantielles et garantir la rentabilité des investissements. Elles ne sont ni des circonscriptions administratives, ni des collectivités territoriales.
- Un tel découpage du territoire national confère aux opérateurs économiques, davantage de visibilité sur les potentialités locales, ainsi que sur les opportunités d'investissement qui en découlent. Aussi, **les trente-et-un (31) chefs-lieux de région ont été érigés en « connecteurs » de trois ordres : les connecteurs principaux, les connecteurs secondaires et les connecteurs locaux**. Chaque type de connecteur répond à un besoin d'équipement plus ou moins standardisé et diversifié.
- Plusieurs acteurs ont contribué à la mise en place de ce nouveau cadre. C'est le lieu de réitérer mes sincères remerciements à **l'UEMOA, aux Ministères techniques, aux Collectivités territoriales, au Secteur privé, aux Banques et Etablissements financiers, à la Société civile, aux Partenaires au développement et aux Populations** qui, par leurs accompagnement et contributions, ont permis d'enrichir et de disposer d'un si important document de planification spatiale.
- Je voudrais engager l'ensemble de ces acteurs à continuer à jouer pleinement leur partition dans le cadre de la mise en œuvre des actions envisagées en vue de transformer les régions de notre pays en lieux attractifs et compétitifs. **Nous devrions tous nous y impliquer et créer autour de ce programme commun une coalition d'intérêts dans sa réalisation**, tout en veillant à l'évolution des conjonctures nationale et internationale.



	N° PAGE
SIGLES ET ABREVIATIONS	6
RESUME	8
INTRODUCTION	9
I. DIAGNOSTIC STRATEGIQUE DE LA ZONE	13
1.1. Etat des lieux du territoire	14
1.1.1. Caractéristiques territoriales	15
1.1.2. Caractéristiques socio-économiques	21
1.1.3. Secteurs productifs	27
1.1.4. Domaines sociaux	70
1.1.5. Facteurs de compétitivité	89
1.2. Principaux constats (atouts et faiblesses)	95
1.2.1. Secteurs productifs	96
1.2.2. Domaines sociaux	104
1.2.3. Facteurs de compétitivité	105
II. ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA ZONE	108
2.1. Opportunités clés de développement de la zone	109
2.2. Vision, piliers et objectifs de développement de la zone	115
III. PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA ZONE	121
3.1. Projets pour améliorer l'attractivité de la Zone (Pilier 1 de la Vision)	123
3.1.1. Projets pour garantir l'accès au logement et aux services de base (Objectif c1)	124
3.1.2. Projets pour développer une offre de soins de qualité accessible à tous (Objectif c2)	150
3.1.3. Projets pour généraliser l'accès à l'enseignement et stimuler la réussite scolaire (Objectif c3)	170
3.1.4. Projets pour favoriser le développement de la culture et du sport (Objectif c4)	190
3.2. Projets pour renforcer la compétitivité de la Zone (Pilier 2 de la Vision)	214
3.2.1. Projets pour doter la zone d'infrastructures logistiques et de distribution (Objectif e1)	215
3.2.2. Projets pour renforcer les secteurs agricole et halieutique comme moteurs de croissance (Objectif e2)	229
3.2.3. Projets pour développer une industrie valorisant les richesses naturelles de la zone (Objectif e3)	334
3.2.4. Projets pour mettre à niveau et enrichir l'offre touristique actuelle (Objectif e4)	363
3.3. Projets transversaux pour accélérer le désenclavement de la Zone (Objectif t1)	378
3.4. Territorialisation des projets dans les Pôles Economiques Compétitifs (PEC) de la Zone	393
3.4.1. Projets de développement de SAN PEDRO, PEC principal dans la zone	395
3.4.2. Projets de développement de MAN secondaire dans la zone	408
3.4.3. Projets de développement de DALOA, connecteur secondaire dans la zone	421
3.4.4. Projets de développement de SOUBRE, connecteur local dans la zone	434
3.4.5. Projets de développement de BOUAFLE connecteur local dans la zone	444
3.4.6. Projets de développement de GAGNOA connecteur local dans la zone	455
3.4.7. Projets de développement de GUIGLO, connecteur local dans la zone	465
3.4.8. Projets de développement de DUEKOUE, connecteur local dans la zone	474
3.4.9 Projets de développement de SASSANDRA, connecteur LOCAL dans la zone	484
3.4.10 Projets de développement de DIVO , connecteur LOCAL dans la zone	493
CONCLUSION	502
ANNEXE : TABLE DES MATIERES	519

SIGLES ET ABREVIATIONS

AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
APEX-CI	Association pour la promotion des exportations de Côte d'Ivoire
ARTCI	Autorité de Régulation des Télécommunications de Côte d'Ivoire
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
C.N.E	Centre Nord-Est
CAFOP	Centre d'Animation et de Formation Pédagogique
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CARENA	Compagnie Abidjanaise de Réparation Navale
CCI France	Chambre de Commerce et d'Industrie Française
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CET	Centre d'Enfouissement Technique
CET	Collège d'Enseignement Technique
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CHR	Centre Hospitalier Régional
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CIDT	Compagnie Ivoirienne de Développement du Textile
CIE	Compagnie Ivoirienne d'Electricité
CNE	Centre-Nord-Est
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
COTIVO	Société la cotonnière ivoirienne
CRTS	Centre Régional de Transfusion Sanguine
D.A	District Autonome
ENS	Ecole Normale Supérieure
ENV	Enquête Niveau de Vie des ménages
ESPC	Etablissement Sanitaire de Premier Contact
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAOSTAT	Food and Agriculture Organization Corporate Statistical Database
FIRCA	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
HG	Hôpital Général
IMM	Industries mécaniques et métallurgiques
INPHB	Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny
INS	Institut National de la Statistique
ITC	International Trade Center (Centre international du commerce)
LP	Lycée Professionnel
LPH	Lycée Professionnel Hôtelier



SIGLES ET ABREVIATIONS

MDG	Millénium Développement Goal
MEMPD-PEMED-CI	Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement - Projet des Etudes Monographiques et Economiques des Districts de Côte d'Ivoire
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
METFP	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MGB	Marché de Gros de Bouaké
MICS/EDS	Enquête par grappe à Indicateurs Multiples /Enquêtes Démographiques et de Santé
MIRAH-DAP	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques - Direction de l'Aquaculture et des Pêches
MSLS	Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida
N.O	Nord-Ouest
OACI	Organisation de l'Aviation Civile Internationale
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONEP	Office National de l'Eau Potable
PAA	Port Autonome d'Abidjan
PAMT	Plan d'Action à Moyen Terme
PAPEC	Programme d'Aménagement des Pôles Economiques Compétitifs
PAV	Point d'Apport Volontaire
PEC	Pôle Economique Compétitif
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PMS	Plateforme Multiservices
PND	Plan National de Développement
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PNIA	Programme National d'Investissements Agricoles
PSP	Pharmacie de Santé Publique
RAN	Régie Abidjan Niger
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
S.E	Sud-Est
S.O	Sud-Ouest
SAMU	Service d'Aide Médicale Urgente
SDU	Schéma Directeur Urbain
SITARAIL	Société Internationale de Transport Africain par Rail
SNDR	Stratégie Nationale de Développement Régional
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TPE	Très Petite Entreprise
UE	Union Européenne
UMF	Unité Mobile de Formation
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture



- **La zone Sud-Ouest**, peuplée de **8 551 058 habitants** avec 87 hab/Km² (RGPH 2014) comprend les régions du Tonkpi, du Cavally, du Guemon, du Haut Sassandra, de la Marahoué, du Worodougou, de San Pedro, du Gboklê, de la Nawa, du Gôh et du Lôh Djiboua. Elle produit 84 % du cacao national, 78 % du café national, 33 % de l'hévéa national, 37 % du palmier à huile national, 53 % de la banane plantin national, 59 % du volume de bois traité. La zone produit également des mines ainsi que des métaux ferreux et non ferreux.
- Cependant cette zone fait face à un déficit d'acteurs économiques et une insuffisance des services et des équipements publics sociaux.
- Pour réinsérer le territoire dans une dynamique de développement économique, deux (02) secteurs principaux à savoir l'agriculture de rente et l'industrie (mines) doivent être développés notamment dans les dix (10) Pôles Économiques Compétitifs (PEC) de la zone qui se distinguent selon leur rayonnement en :
 - Connecteurs principaux (2) : **San Pedro**, 2^{ème} pôle industriel du pays, tirant profit de sa position géographique et de son port en eau profonde et **Man**, principale ville de l'Ouest de la Côte d'Ivoire, pôle abritant des activités commerciales et agricoles importantes et qui constitue une plateforme d'échanges avec le Nord-Ouest du pays, le Libéria et la Guinée grâce à une position géographique privilégiée (*ces villes génèrent des économies de localisation nécessaires à la première valorisation, aux échanges et aux transports régionaux efficients*) ;
 - Connecteur secondaire (1) : **Daloa**, principal bassin de consommation et l'un des centres urbains les plus dynamique du pays ;
 - Connecteurs locaux (7) : **Soubré, Guiglo, Sassandra, Gagnoa, Bouaflé, Duekoué et Divo**, des villes qui génèrent les économies d'échelle nécessaires à la mise sur le marché du potentiel agricole.
- De même, il importe d'accélérer les projets de proximité et structurants suivants : (i) Réhabilitation et construction d'ESPC; (ii) Développement du secteur Education/Formation ; (iii) Infrastructures de transport et logistiques (autoroute de l'Ouest, Zone Industrielle et Logistique (ZIL), rails, et (iv) Projets routiers pour désenclaver toute la zone.

INTRODUCTION

- Dans son discours à la Nation à l'occasion du nouvel an 2014, le Président de la République, son **Excellence Alassane OUATTARA** affirmait : ***"Les visites d'Etat que nous avons commencées sont autant d'occasions pour donner l'impulsion nécessaire à la création de pôles économiques régionaux"***.
- Il apparaît clairement que le Programme d'aménagement de Pôles Economiques Compétitifs ou Pôles Economiques Régionaux, initié par le Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement (MEMPD) découle de cette volonté du Chef de l'Etat.
- Le programme d'aménagement des Pôles Economiques Compétitifs s'inscrit dans le processus de relance économique. Il est un programme d'aménagement et de développement des territoires. Il vise à créer de grands pôles économiques régionaux, de grands espaces économiques, des pôles d'équilibre à la macrocéphale qu'est la ville d'Abidjan.
- En effet, aujourd'hui, Abidjan concentre à elle seule la majorité des activités et des centres de décision du pays (la majorité des entreprises et des emplois du secteur moderne). Abidjan polarise fortement l'ensemble du territoire national si bien que les autres villes sont court-circuitées par son influence. Cette forte polarisation a pour conséquence la quasi inexistence de villes fortes en Côte d'Ivoire hormis celle d'Abidjan.
- C'est cette tendance que le programme d'aménagement des PEC veut inverser en créant autour des villes cibles (**chefs-lieux de région et les deux Districts Autonomes**), de véritables régions économiques. Une région économique est un espace organisé autour d'une ville appelée pôle ou centre moteur dotée d'activités motrices. De sorte à ce que ce complexe spatial puisse se spécialiser dans un type d'activité pour lequel il a des avantages comparatifs, et cela en vue d'être compétitif.
- L'édification de pôles économiques compétitifs vise donc à assigner à chaque territoire ou pôle, une vocation spécifique pour laquelle il détient des avantages absolus ou comparatifs, porteurs de développement.
- Plus spécifiquement, les PEC visent à :
 - mettre en œuvre des projets conformes aux ressources locales endogènes et au profil socioéconomique des zones identifiées ;
 - impulser les opportunités de développement (filières économiques clés à développer, chantiers structurants, etc.) ;
 - maximiser la richesse créée et la richesse captée dans chaque région économique ;
 - minimiser les évactions de richesse dans chaque région économique.

INTRODUCTION

- La construction de cette armature urbaine s'appuie sur les théories économiques relatives à la problématique de l'urbanisation et la performance économique. Ces dernières mettent en relief qu'au niveau des pays, trois forces (i. **les économies d'échelle** ; ii. **la mobilité des facteurs** et ; iii. **la réduction des coûts de transport**) interagissent de sorte à favoriser l'émergence d'une urbanisation diversifiée, avec des localités se trouvant à un stade d'urbanisation embryonnaire, intermédiaire ou avancé.
- En effet, **les économies d'échelle** encouragent les entreprises, les villes ou les pays à produire davantage certains biens et services et, de ce fait, à en réduire les coûts unitaires de production, ce qui les rendrait plus productifs et compétitifs. **La mobilité des facteurs** permet qu'ils soient utilisés dans l'entreprise, la ville ou le pays les plus productifs. **La baisse des coûts de transport** permet aux entreprises, aux villes et aux pays de se spécialiser, ce qui favorise des échanges commerciaux fondés sur l'avantage comparatif.
- Aussi le programme d'aménagement des Pôles Economiques Compétitifs (PEC) identifie-t-il :
 - **les connecteurs ou PEC locaux** : des petites villes qui sont à un stade embryonnaire d'urbanisation facilitent les économies d'échelle internes, comme l'accueil d'une grande entreprise qui transforme des produits agricoles locaux ;
 - **les connecteurs ou PEC secondaires** : des villes parvenues à un stade intermédiaire d'urbanisation qui facilitent les économies de localisation grâce à la concurrence entre des entreprises intervenant dans le même secteur ;
 - **les connecteurs ou PEC principaux** : des grandes villes se situant à un stade avancé d'urbanisation qui facilitent les économies d'urbanisation grâce à une base économique diversifiée qui favorise l'innovation.
- Ainsi le programme d'aménagement des Pôles Economiques Compétitifs (PEC) se présente comme un outil important pour la Côte d'Ivoire dans le processus actuel de transformation structurelle de son économie du fait qu'il devrait permettre une contribution croissante de l'urbanisation aux performances enregistrées, à partir de villes compétitives, attractives, inclusives et organisées autour de pôles de développement.

- Le présent document constitue **le numéro 1 du deuxième tome (Tome II.1) du Programme d'aménagement des Pôles Economiques Compétitifs**. Il s'intéresse à la **zone géoéconomique Sud-Ouest** de la Côte d'Ivoire, qui englobe les territoires des ex-Districts du Bas Sassandra, des Montagnes, du Gôh Djiboua et du Sassandra-Marahoué.
- Outre la conclusion, le document est structuré en 3 parties :
 - **La première partie présente le diagnostic stratégique** réalisé pour la zone Sud-Ouest, sur les volets économique et social, ainsi qu'en termes de facteurs de compétitivité. Elle fait ressortir l'Etat des lieux du territoire (1.1) et les principaux constats (atouts et faiblesses) (1.2) ;
 - **La deuxième partie explicite les options stratégiques de développement** arrêtées pour la zone géoéconomique Nord-Ouest. Elle met en lumière les opportunités clés de développement (2.1), la vision et les objectifs stratégiques arrêtés pour la zone (2.2) ;
 - **La troisième partie fournit une déclinaison de la vision stratégique en projets** économiques, sociaux et infrastructurels. Puis elle s'attache à spatialiser la banque de projets au niveau de chaque chef-lieu de région (PEC) de la zone. Elle est scindée en 4 sections : projets pour améliorer l'attractivité de la zone (Pilier 1 de la vision) (3.1), projets pour renforcer la compétitivité de la zone (Pilier 2 de la vision) (3.2), projets transversaux pour accélérer le désenclavement de la zone (Objectif t1) (3.3) et la territorialisation des projets par pôle économique compétitif de la zone (3.4).

I. DIAGNOSTIC STRATÉGIQUE DE LA ZONE DU SUD-OUEST

1.1. ETAT DES LIEUX DU TERRITOIRE

1.1.1 Caractéristiques territoriales

a) Données géographiques

La zone Sud-Ouest, d'une superficie de 98 713 km², se compose de 4 Districts (*), 10 régions et 33 départements

District	Superficie (km ²)	% Superficie nationale	Régions	Départements
Montagnes	31 002	9,6	- Tonkpi - Cavally - Guemon	13
Bas-Sassandra	28 095	8,7	- Nawa - San Pedro - Gboklê	8
Sassandra-Marahoué	23 796	7,3	- Haut-Sassandra - Marahoué	7
Gôh-Djiboua	15 820	4,9	- Gôh - Lôh-Djiboua	5
Zone Sud-Ouest	98 713	30,5	10	33

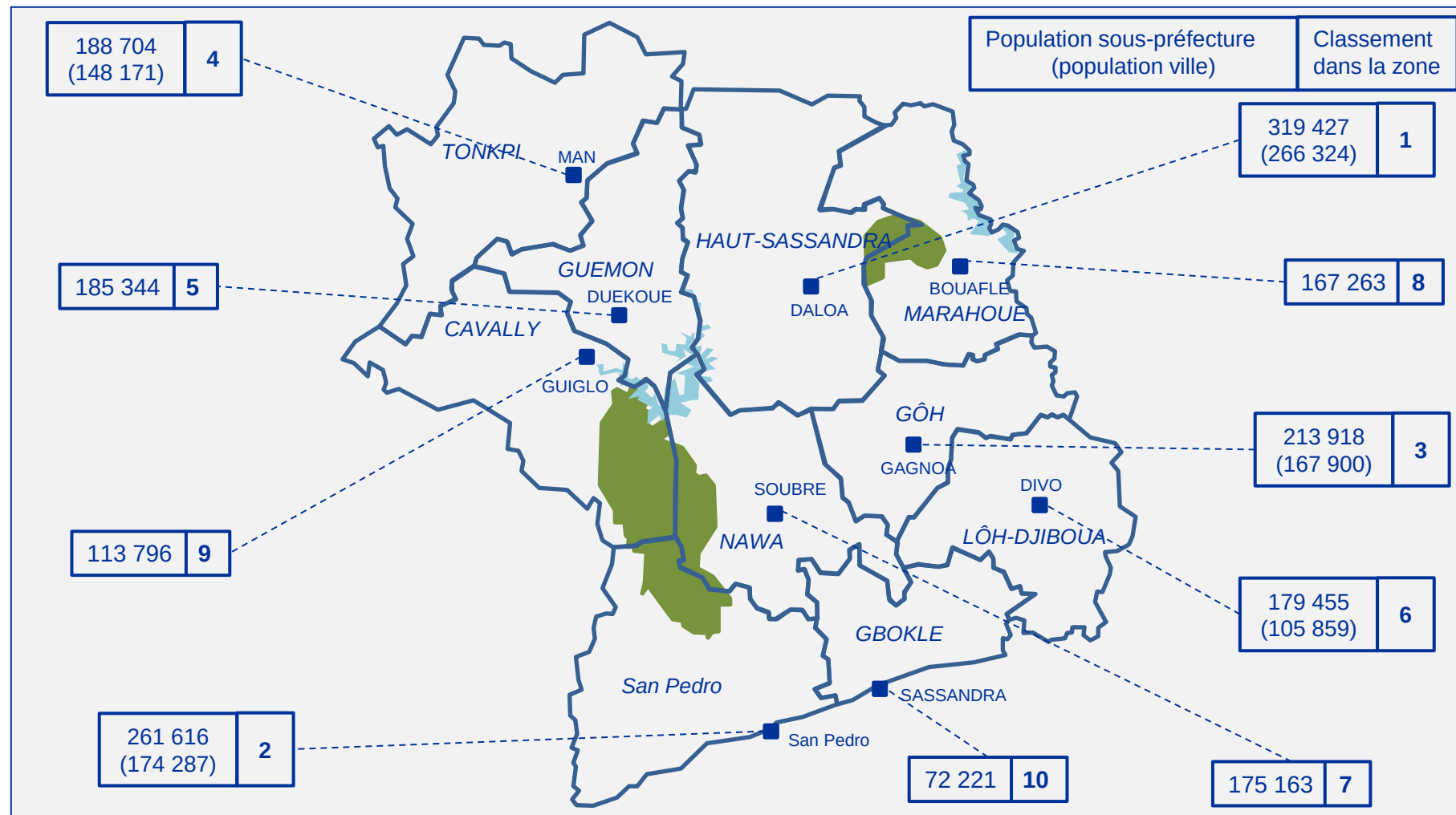
Subdivisions administratives de la zone Sud-Ouest



1.1.1 Caractéristiques territoriales

a) Données géographiques

La zone compte 10 chefs-lieux de région, dont Daloa, avec 266 324 habitants, est la ville la plus peuplée



Source : INS – RGPH - 2014

Le réseau hydrographique de la zone compte 5 fleuves, 3 rivières et 2 lacs

Ressources naturelles au niveau de la zone Sud-Ouest

- Le **Sassandra** prend sa source à l'est de la ville d'Odienné et s'oriente vers le sud pour se jeter dans l'océan Atlantique. Ses principaux affluents sont la Lobo, le N'Zo, la Dodo et le Gôh
 - Le **Bandama rouge (ou Marahoué)** est un affluent du fleuve Bandama. Il prend sa source dans les hautes terres du nord-ouest du pays à quelques kilomètres de la ville de Boundiali. Sa longueur est de 550 km et son bassin hydrographique de 24 300 km²
 - Le **Cavally** prend sa source en Guinée, au nord du Mont Nimba. Ses principaux affluents sont le Mémé et le Nsé
 - Le **San Pédro** prend sa source aux abords du parc national de Taï. Sa longueur est de 112 km avec un bassin versant de 3 310 km²
 - Le **Néro** prend sa source dans le département de Tabou. Sa longueur est de 80 km et avec un bassin versant de 985 km²
-
- Le **Davo** traverse la région du Gôh du nord au sud. Sa longueur est de 225 km avec un bassin permanent qui connaît une forte crue aux mois de septembre-octobre et un étiage en janvier, février et mars
 - Le **Boubo** se jette dans l'océan Atlantique par la lagune Makey (département de Grand-Lahou dans le District des Lagunes). Sa longueur est de 130 km avec un bassin versant couvrant 5 100 km²
 - Le **Gôh** se jette dans la lagune Tagba au sud de la Côte d'Ivoire. Sa longueur est de 100 km
-
- Le **Lac de Kossou** est le plus grand lac de Côte d'Ivoire. Il est situé à 40 km de la ville de Yamoussoukro. Sa longueur est de 150 km, avec une retenue d'eau de 30 milliards de m³, couvrant 1 700 km² de terre
 - Le **Lac de Buyo** est l'un des principaux lacs de barrage, né du fleuve et du barrage Sassandra. Sa retenue d'eau est de 8,4 milliards de m³

Réseau hydrographique de la zone



1.1.1 Caractéristiques territoriales

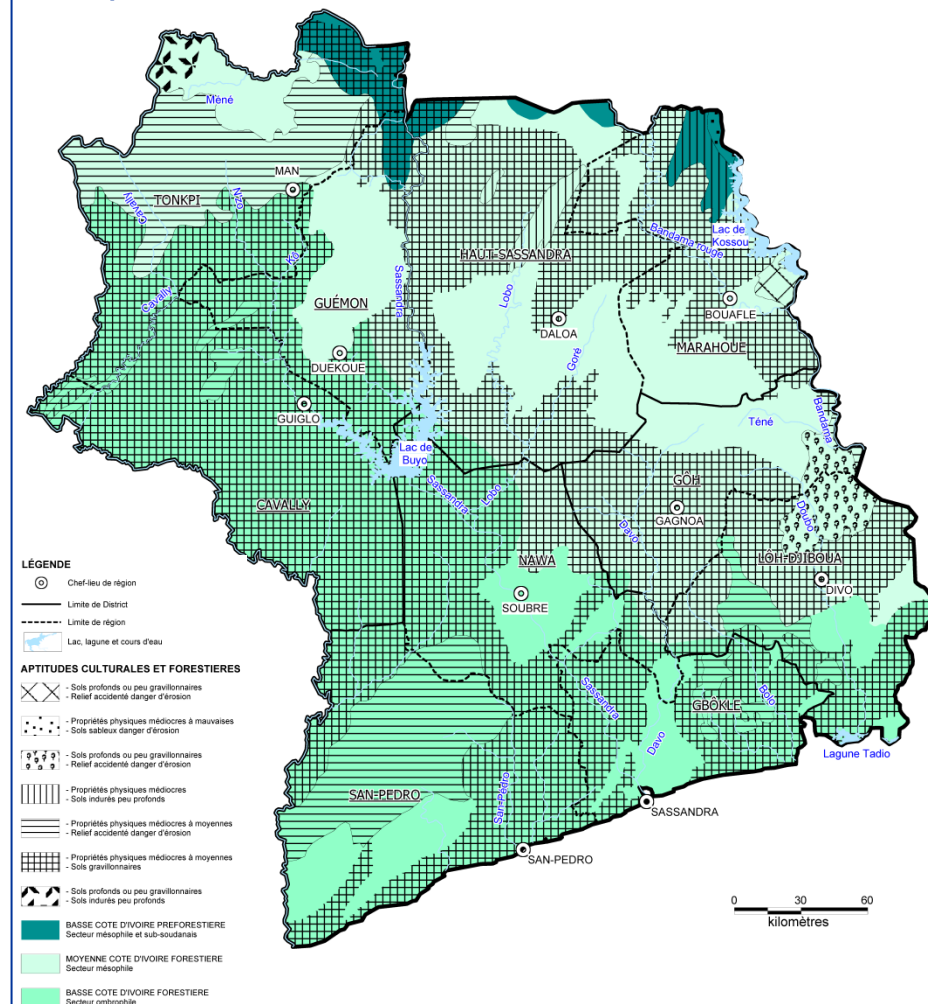
c) Ressources naturelles

Les caractéristiques climatiques et naturelles permettent de développer des cultures diversifiées dans la zone

Type de culture	Principales cultures
Cultures de rente	■ Café ■ Cacao ■ Hévéa ■ Palmier à huile
Cultures vivrières	■ Igname ■ Manioc ■ Riz ■ Banane plantain ■ Maïs ■ Arachide
Cultures fruitières	■ Ananas ■ Mangue ■ Banane douce ■ Coco ■ Agrumes à essence
Cultures maraîchères	■ Tomate ■ Gombo ■ Aubergine ■ Choux ■ Laitue

- Les cultures de rente sont développées dans la zone Sud-Ouest (principalement le café et le cacao), grâce aux bonnes propriétés physiques des sols
- Les sols profonds et hydromorphes bénéficient aux cultures céréalières (riz, maïs, etc.) et maraîchères grâce à leur capacité de rétention d'eau
- Les cultures fruitières, moins développées que dans le reste du pays, sont portées par la banane douce (banane poyo)

Aptitudes culturelles et forestières des sols de la zone



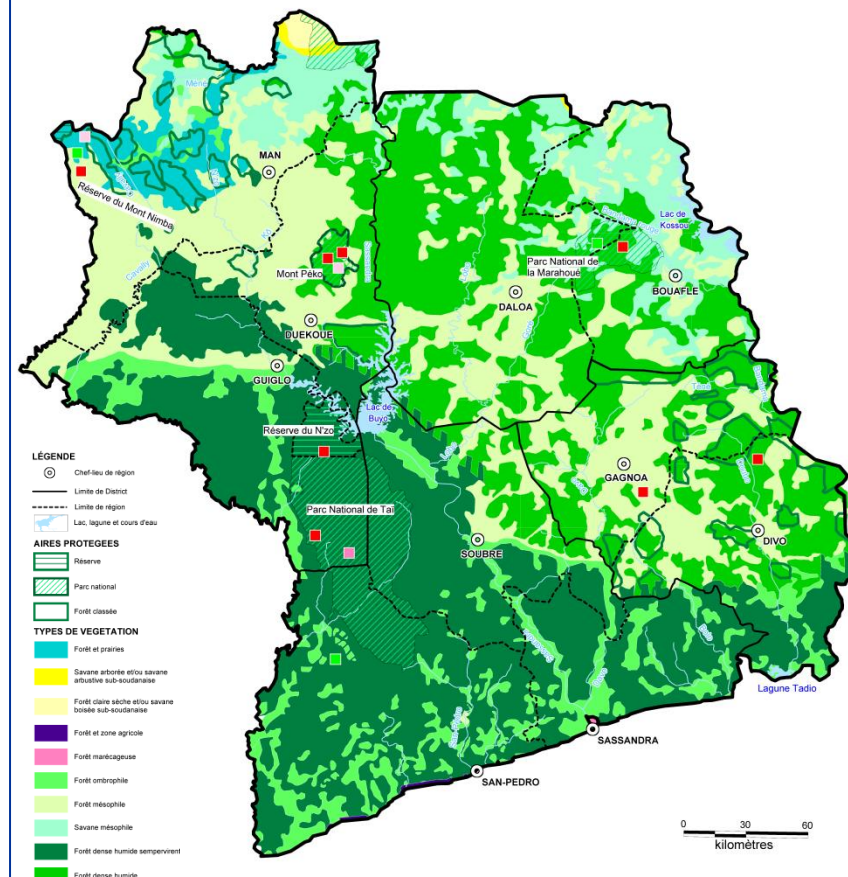
1.1.1 Caractéristiques territoriales

c) Ressources naturelles

La zone compte plus de 150 forêts classées et 10 parcs nationaux qui abritent une grande variété d'espèces animales et végétales

District	Forêts	Parcs
Montagnes	53 forêts classées d'une superficie totale de 852 055 ha	8 parcs classés d'une superficie totale de 97 6961 ha dont : • Parc national du Mont Sangbé, d'une superficie de 95 000 ha • Parc du Mont Péko, d'une superficie de 34 000 ha • Parc National de Taï
Sassandra -Marahoué	25 forêts d'une superficie de 373 058 ha dont la forêt classée du Haut-Sassandra d'une superficie de 102 000 ha	3 parcs classés d'une superficie totale de 88 041 ha
Gôh-Djiboua	44 forêts classées d'une superficie totale de 234 566 ha dont la forêt du Davo totalisant une superficie de 13 600 ha	
Bas-Sassandra	40 forêts classées d'une superficie de 832 935 ha	7 parcs classés d'une superficie totale de 271 830 ha dont : • Parc du Gaoulou • Parc National de Taï

Biodiversité de la zone Sud-Ouest



Source : MEMPD-PEMED-CI - 2015/* Non exhaustif

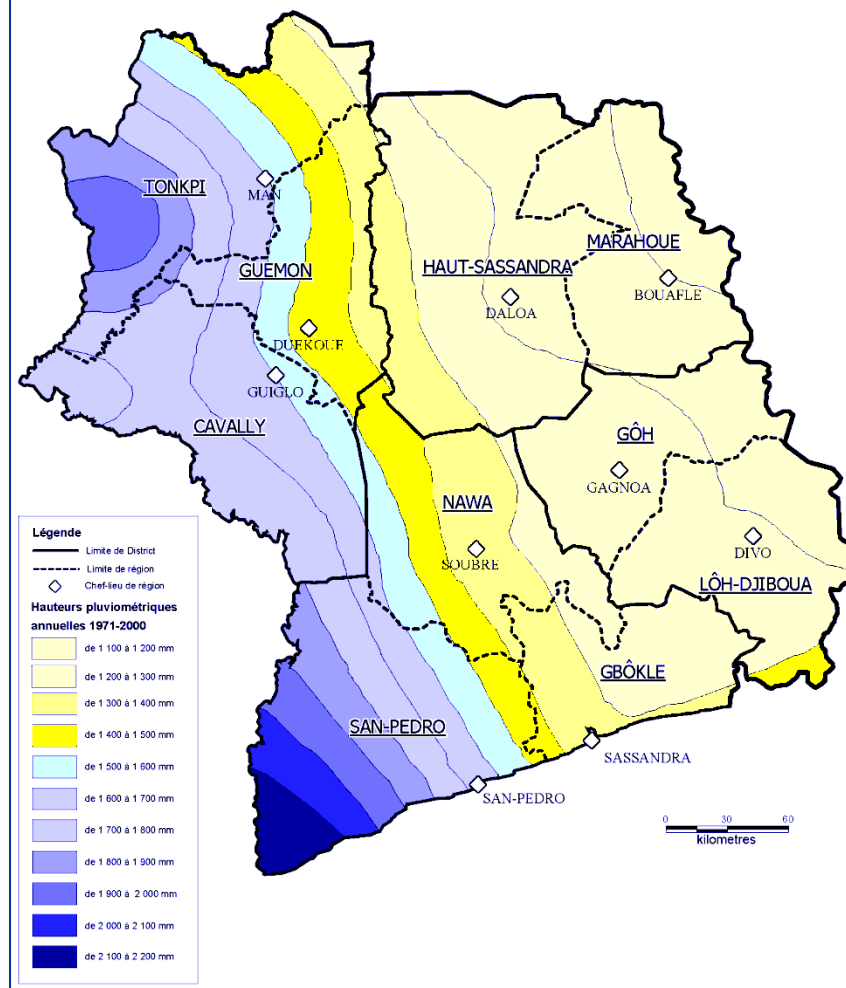
1.1.1 Caractéristiques territoriales

d) Climat

La zone bénéficie d'une pluviométrie annuelle variant entre 900 et 1 900 mm

District	Description
Montagnes	3 aires d'inégale pluviométrie - Des précipitations comprises en moyenne entre 1 000 et 2 000 mm de pluie par an 71 jours de pluie enregistrés en 2013
Bas-Sassandra	- Régime pluviométrique irrégulier avec des périodes de sécheresse souvent prolongées (de janvier à mi-avril) - Pluviométrie comprise entre 1 200 et 1 500 mm/an pour une moyenne de 110 jours cumulés de pluie
Sassandra-Marahoué	- Des moyennes pluviométriques annuelles variant entre 1 000 mm et 1 900 mm - Pluviométrie plus importante dans la partie sud du District avec des hauteurs pluviométriques dépassant les 1 900 mm
Gôh-Djiboua	2 aires d'inégale pluviométrie : - Précipitations moyennes annuelles comprises entre 900 et 1 200 mm de pluie dans le nord-est du District - Précipitations moyennes annuelles comprises entre 1 200 et 1 500 mm de pluie dans le reste du District 135 jours de pluie en moyenne par an

Moyennes des précipitations de la zone

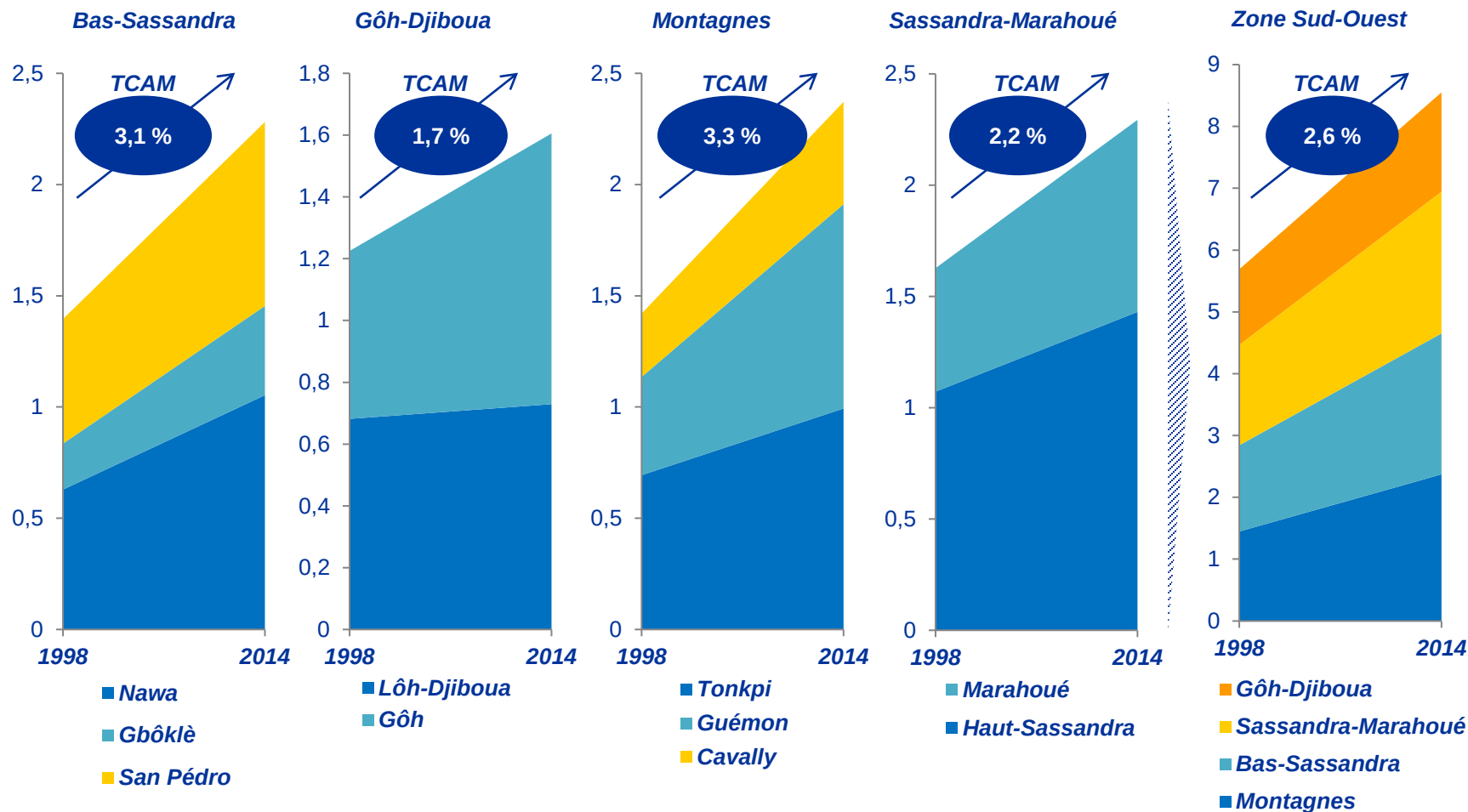


1.1.2. Caractéristiques socio-économiques

a) Caractéristiques démographiques

Entre 1998 et 2014, la zone Sud-Ouest a enregistré un taux d'accroissement démographique moyen de 2,6 % par an

Répartition de la population par région (en millions)



1.1.2. Caractéristiques socio-économiques

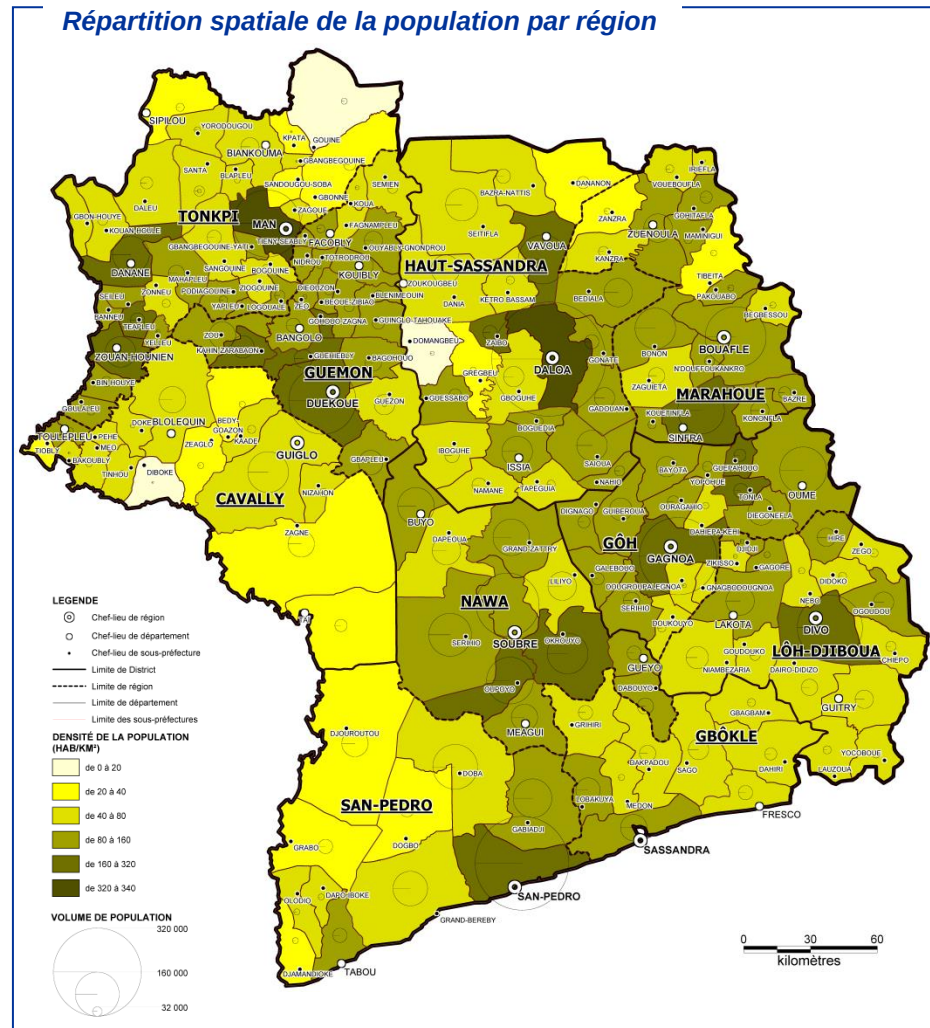
a) Caractéristiques démographiques

Densité

Zone Sud-Ouest

La densité de la population de la zone (87 habitants par km² en moyenne) présente de fortes disparités régionales

District/Zone	Densité de population
Montagnes	76,5
Sassandra-Marahoué	96,4
Bas-Sassandra	81,2
Gôh-Djiboua	101,5
Zone géo économique S.O	87
Zone géo économique S.E	201,2
Zone géo économique C.N.E	42,1
Zone géo économique N.O	29,7
Côte d'Ivoire	70,1



Source : MEMPD-PEMED-CI - 2015

1.1.2. Caractéristiques socio-économiques

b) Situation de l'emploi et du chômage

Chômage

Zone Sud-Ouest

La zone affiche un taux de chômage de 8 % et un taux d'emplois informels de 94 %

<i>District/Zone</i>	<i>Taux de chômage (%)</i>	<i>Emplois informels (%)</i>	<i>Emplois salariés (%)</i>	<i>Emplois vulnérables (%)</i>
Montagnes	7,3	94,1	8,4	89,9
Sassandra-Marahoué	6,1	94,9	9,3	88,40
Bas-Sassandra	9,1	93,9	20	78
Gôh-Djiboua	7,9	92,9	13,6	84,4
Zone géo économique S.O	8	94	13	85
Zone géo économique S.E	15	86	31	64
Zone géo économique C.N.E	4	93	12	86
Zone géo économique N.O	2	95	6	93
Côte d'Ivoire	9	91	18	79

Sources : MEMEASFP - Stratégie de relance de l'emploi - 2014/MEMEASFP - initiatives locales emploi - 2014/MEMEASFP - 2012



1.1.2. Caractéristiques socio-économiques

c) Situation de la pauvreté

La zone affiche un taux de pauvreté de près de 47 %, soit 1 point de plus que la moyenne nationale

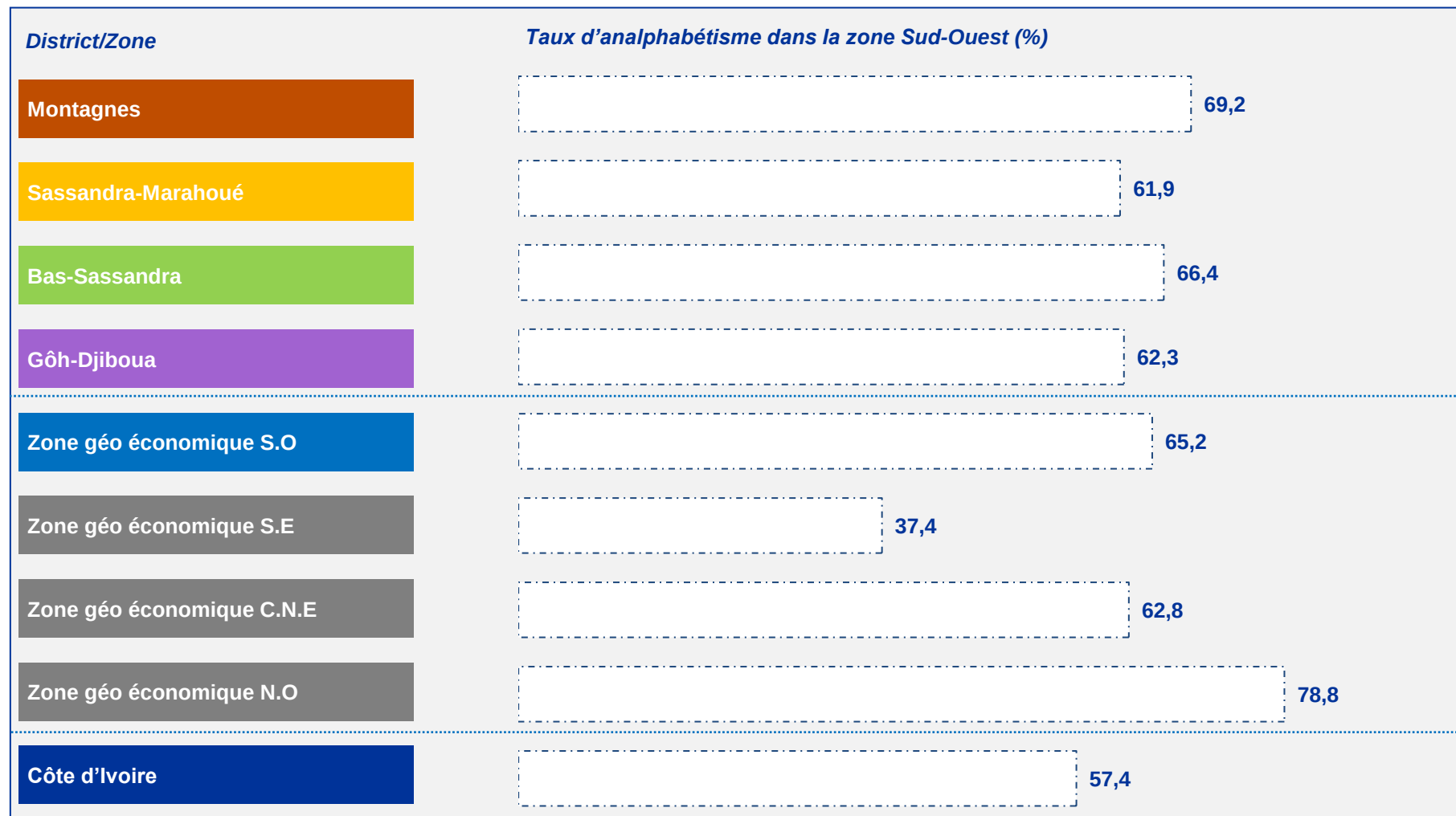
District/Zone	Taux de pauvreté – Milieu urbain	Taux de pauvreté – Milieu rural
Montagnes	39	55,1
Sassandra-Marahoué	46,2	59,7
Bas-Sassandra	39,1	38,8
Gôh-Djiboua	52,7	53,6
Zone géo économique S.O	43,5	51,7
Zone géo économique S.E	28,9	20,2
Zone géo économique C.N.E	49,5	60,2
Zone géo économique N.O	51,4	66,9
Côte d'Ivoire	35,9	56,8

Source : INS – ENV - 2015

1.1.2. Caractéristiques socio-économiques

d) Niveau d'alphabétisation

Avec 65,2 % d'analphabètes, la zone affiche un taux d'analphabétisme supérieur à la moyenne nationale



Source : INS – RGPH - 2014

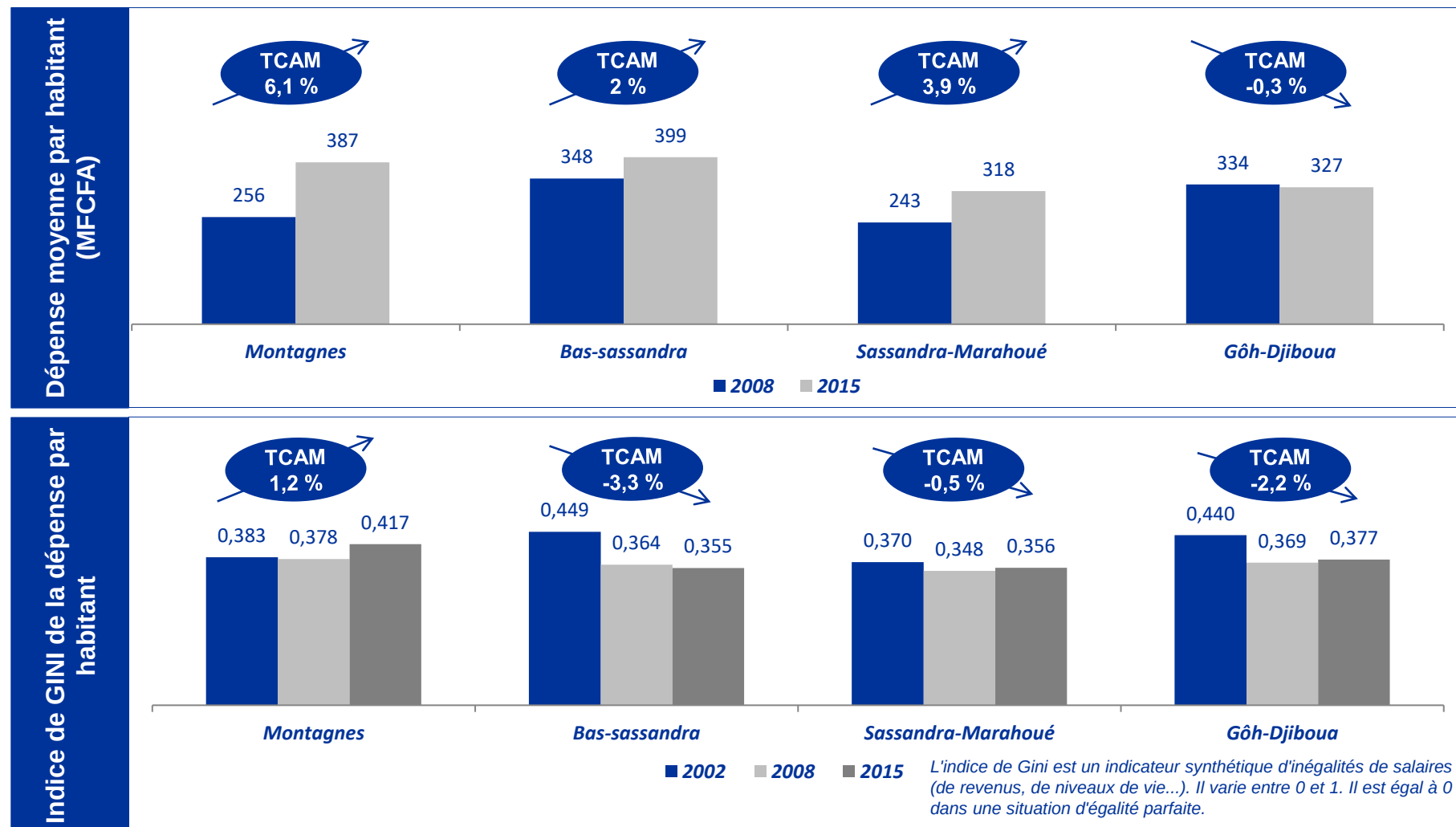
1.1.2. Caractéristiques socio-économiques

e) Consommation des ménages

Consommation

Zone Sud-Ouest

Avec un TCAM de 6,1 % entre 2008 et 2015, le District des Montagnes a connu l'augmentation annuelle moyenne de dépenses par habitant la plus importante, ainsi qu'un creusement des inégalités



Source : INS – ENV - 2008 - 2015

1.1.3. Secteurs productifs

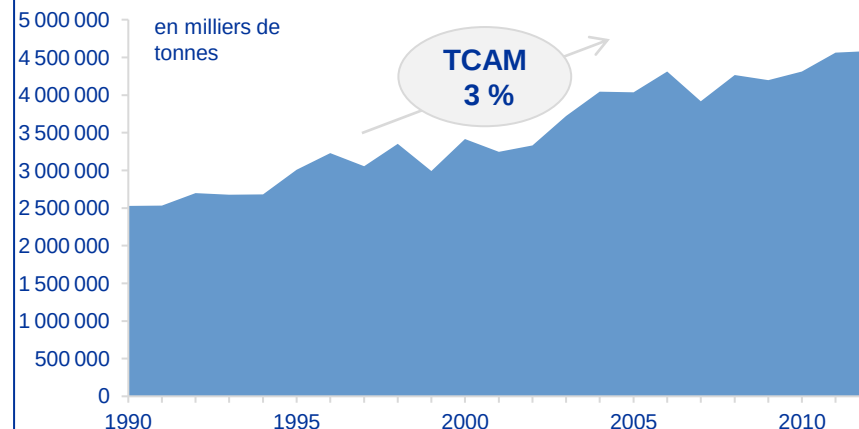
a) Filière cacao

La Côte d'Ivoire est le principal producteur de fèves de cacao en 2013 avec une croissance moyenne de la production de 1 % par an entre 2001 et 2013 contre une augmentation de 3 % par an de la consommation mondiale

Principaux pays importateurs de fèves de cacao – 2014 (t)

		Importations	TCAM 2001/2014
	Pays-Bas	667 503	2 %
	Etats-Unis	437 366	0 %
	Allemagne	307 230	3 %
	Malaisie	298 524	6 %
	Belgique	263 605	8 %
	France	137 724	-1 %
	Monde	3 161 521	2 %

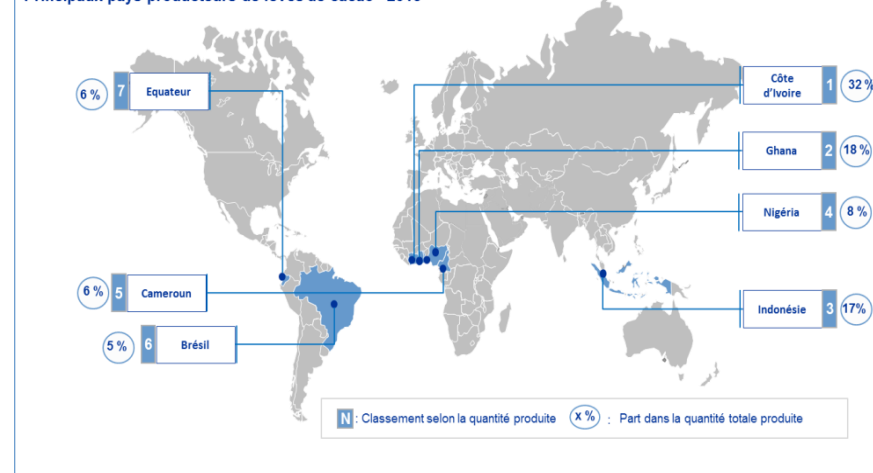
Evolution de la consommation mondiale de fèves de cacao 1990 à 2012



Principaux pays exportateurs de fèves de cacao – 2014 (t)

		Exportations	TCAM 2001/2014
	Côte d'Ivoire	1 117 000	1 %
	Ghana	790 524	9 %
	Nigéria	218 062	NA
	Pays-Bas	202 248	7 %
	Equateur	198 777	10 %
	Cameroun	192 637	4 %
	Belgique	135 441	10 %
	Monde	3 411 879	21 %

Principaux pays producteurs de fèves de cacao - 2013



Source : ITC/FAOSTAT - 2015/NA : Non applicable

1.1.3. Secteurs productifs

a) Filière Cacao

Le rendement en Côte d'Ivoire a diminué de 1 % en moyenne par an entre 2001 et 2013, en raison du vieillissement du verger et des maladies

Rendements des principaux pays producteurs - 2013

	Pays	Rendement (t/ha)	TCAM (2001/2013)
	Côte d'Ivoire	0,58	- 1 %
	Ghana	0,52	5 %
	Indonésie	0,44	- 4 %
	Nigéria	0,31	- 1 %
	Cameroun	0,41	2 %
	Brésil	0,37	2 %
	Equateur	0,32	5 %
	Monde	0,46	0,15 %

Des rendements pouvant être améliorés

Plantations villageoises :

- Mauvaise gestion de la planification des plantations (plantations vieillissantes)
- Faible entretien et traitement phytosanitaire (maladie du Swollen Shoot et de la Pourriture Brune)
- Crises politiques successives
- Âge moyen des planteurs de 49 ans en 2001
- Manque d'intrants : besoin estimé de 15 millions de plants de cacao distribués par an contre 2 millions aujourd'hui

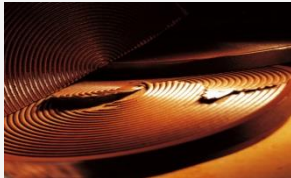
Plantations industrielles :

- Mode de culture peu présent en Côte d'Ivoire, dominé par les exploitations familiales
- L'agro-industrie investit dans la formation des paysans avec notamment la multiplication des champs-école qui permettent d'encadrer la production et d'en améliorer les rendements
- En 2014, la production nationale a atteint un chiffre record de 1,7 million de tonnes, grâce à la mise en place par le CNRA d'une nouvelle variété de cacao, le cacao Mercedes, qui permet d'avoir une récolte au bout de 18 mois au lieu de 6 ans

1.1.3. Secteurs productifs

a) Filière Cacao

5 grandes catégories de transformation des fèves de cacao sont possibles

Pâte de cacao	Beurre de cacao	Tourteau de cacao	Poudre de cacao	Chocolat liquide ou enrobage
				
- Nettoyage, décortiquage et torréfaction des fèves de cacao - Broyage de la pâte et raffinage - Alcalinisation (en option) et épuration - Obtention de la pâte de cacao	Broyage de la pâte de cacao - Pression hydraulique - Filtration - Obtention du beurre de cacao (partie liquide après filtration)		- Concassage des tourteaux de cacao - Broyage - Obtention de la poudre de cacao	Mélange de pâte de cacao, de sucre et de lait (en option) - Malaxage de la composition - Broyage et affinage - Conchage - Obtention du chocolat
	Obtention du beurre de cacao (partie liquide après filtration)	Obtention des tourteaux de cacao (partie solide après filtration)		
Niveau de valeur ajoutée				
+	+	-	+	+
Facilité de mise en œuvre				
+	+	-	+	++

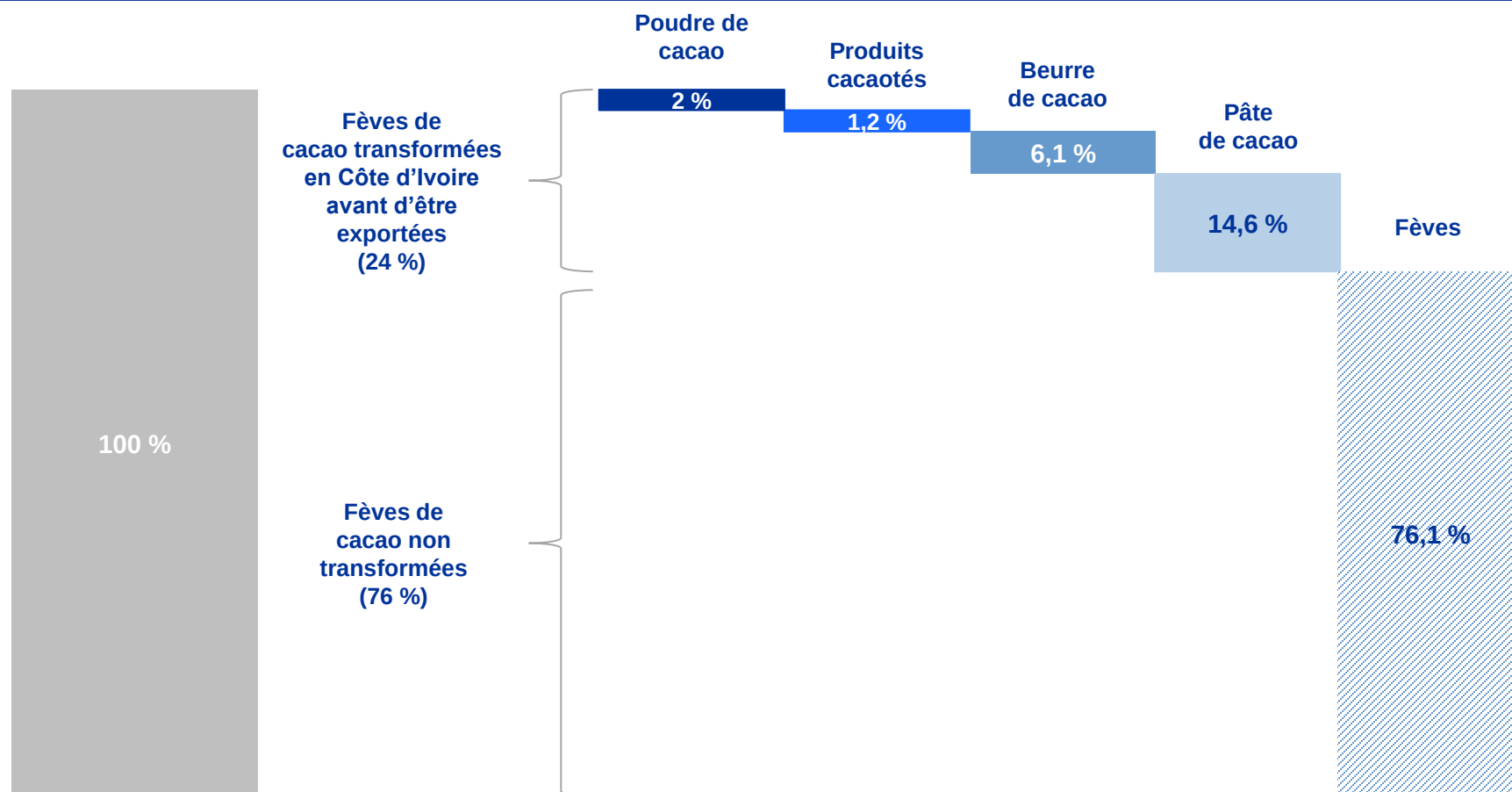
Source : CNUCED/SYFAB (Syndicat national des Fabricants de Produits intermédiaires pour boulangerie, pâtisserie et biscuiterie)

1.1.3. Secteurs productifs

a) Filière Cacao

Alors que les autorités visent un taux de transformation de 50 %, les fèves non transformées ont représenté 76 % des exportations ivoiriennes de cacao en 2014

Répartition des exportations nationales de cacao par types de produit – 2014



Source : ITC - 2014

1.1.3. Secteurs productifs

a) Filière Cacao

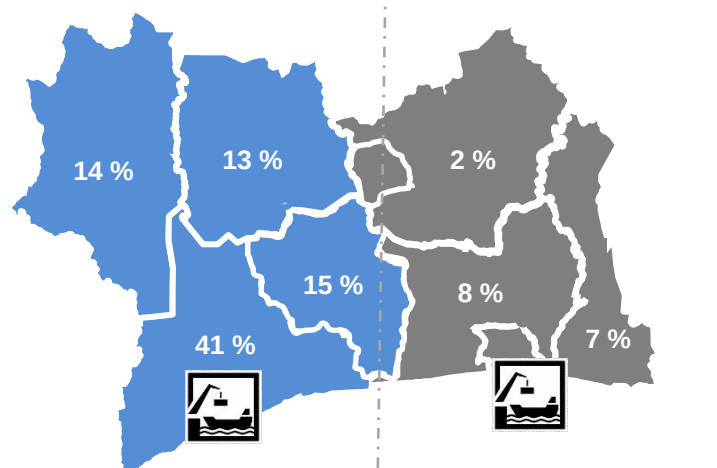
1/3 des produits dérivés issus de la transformation des fèves en Côte d'Ivoire est exporté via le Port Autonome de San Pedro

Production par District, capacités de transformation et dérivés de cacao exportés par zone - 2013

Zone Sud-Ouest

83 % de la production nationale de fèves

1 385 kt



33 %

52 %

48 %

67 %

131 kt de dérivés cacao

552 kt de fèves

504 kt de fèves

262 kt de dérivés cacao

Zone Sud-Est

17 % de la production nationale de fèves

285 kt

Capacité (kt)	Localité
Unicao SA	Abidjan
Cémoi	Abidjan
Micao	Abidjan
Condicaf	Abidjan
Cargill Cocoa SARL	Abidjan
Pronibex	Abidjan

Total Zone Sud-Est 565 kt (51,7 %)

Capacité (kt)	Localité
Olam Cocoa Processing	San Pedro
Saf Cacao	San Pedro
Cargill	San Pedro
Saco	San Pedro
Choco Ivoire	San Pedro
Ivory Cocoa Products	San Pedro
Total Zone Sud-Ouest	527 kt (48,3 %)

Sources : Port Autonome d'Abidjan (PAA)/Port Autonome de San Pedro (PASP)/MINAGRI/CCC/Presse/N.D : Non Disponible

1.1.3. Secteurs productifs

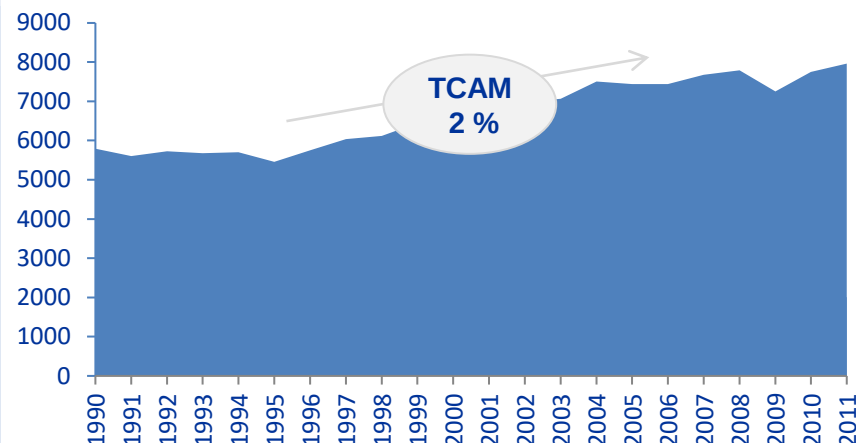
b) Filière Café

Les principaux producteurs de café sont le Brésil et le Vietnam tandis que les importations sont dominées par les Etats-Unis, et par les pays de l'Union Européenne (Allemagne, Italie, France et Espagne)

Principaux pays importateurs de café* – 2014 (t)

		Importations	TCAM 2001/2014
	Etats-Unis	1 524 987	2 %
	Allemagne	1 161 727	2 %
	Italie	546 778	3 %
	Japon	416 845	1 %
	France	356 231	-0,16 %
	Espagne	302 254	2 %
	Monde	7 778 303	3 %

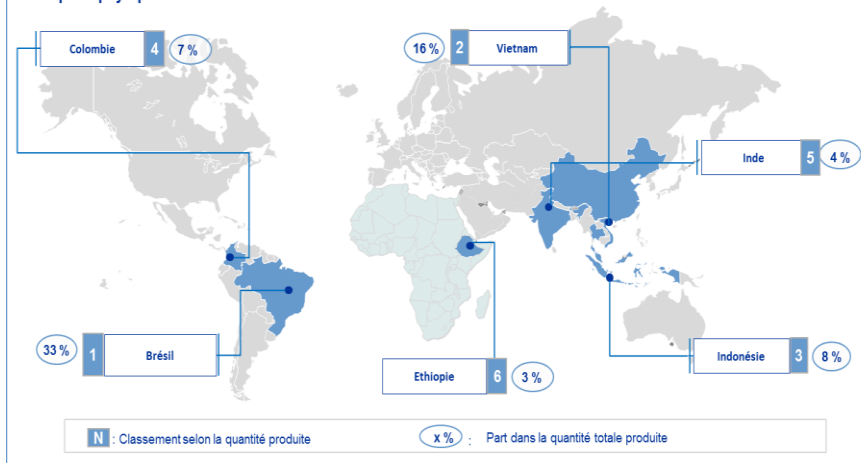
Evolution de la consommation mondiale de café entre 1990 et 2011 (kt)



Principaux pays exportateurs de café* – 2014 (t)

		Exportations	TCAM 2001/2014
	Brésil	1 988 096	4 %
	Vietnam	1 405 478	12 %
	Colombie	623 368	1 %
	Allemagne	541 995	7 %
	Indonésie	384 828	3 %
	Honduras	242 083	0,31 %
	Ethiopie	238 690	8 %
	Monde	8 076 959	3 %
	Côte d'Ivoire	75 825	- 7 %

Principaux pays producteurs de café en 2013



Sources : ITC/FAOSTAT - 2015. *sont pris en compte le café transformé et non transformé

1.1.3. Secteurs productifs

b) Filière Café

Le rendement en Côte d'Ivoire est inférieur à celui des principaux producteurs mondiaux et a en moyenne diminué de 0,5 % par an entre 2001 et 2013

Rendements des principaux pays producteurs de café vert - 2013

	Pays	Rendement (t/ha)	TCAM (2001/2013)
	Brésil	1,42	5 %
	Vietnam	2,50	3 %
	Indonésie	0,56	2 %
	Colombie	0,85	-0,79 %
	Inde	0,85	-1 %
	Ethiopie	0,52	-2 %
	Monde	0,88	2 %
	Côte d'Ivoire	0,47	-0,49 %

Des rendements pouvant être améliorés

- En 1996-1997, le verger caféier se présentait comme suit :
 - 40 % des plantations avaient plus de 30 ans
 - 40 % avaient entre 15 et 30 ans
 - 20 % avaient entre 5 et 15 ans
- La caféière ivoirienne est désormais vieille, avec plus de 80 % des plantations qui ont plus de 30 ans (âge limite de la rentabilité économique)
- La relance de la filière café passe par la création de clones productifs et résistants aux maladies et la mise en place de méthodes culturales associant le caféier à d'autres cultures pérennes
- Le CNRA a mis au point une nouvelle variété de café à haut rendement appelée « **émergence** ». Cette variété, caractérisée par ses gros grains, produit à partir de **12 mois** et a un rendement de **3 500 kg/ha**. Elle va contribuer à l'augmentation de la production qui doit passer de 100 000 tonnes en 2013 à **200 000 tonnes en 2020**

Source : FAOSTAT - 2015

1.1.3. Secteurs productifs

b) Filière Café

Le café vert, résultat d'un premier traitement des cerises de café, permet l'obtention de deux produits après transformation : le café torréfié et le café soluble

Café vert	Café vert marchand	Café torréfié	Café soluble
			
• Traitement par voie humide des cerises de café (méthode propre au café Arabica) : une fois récolté, le café est amené à l'usine (sous 48 heures) pour être décortiqué ➔ Obtention du café vert	• Traitement par voie sèche des cerises de café • Tri • Séchage sans lavage • Trempage • Fermentation • Lavage • Séchage et tri ➔ Obtention du café vert	• Décortiquage • Polissage • Chauffage • Calibrage • Mise en sac ➔ Obtention du café vert marchand	• Cuisson • Refroidissement ➔ Obtention du café torréfié
Niveau de valeur ajoutée			
+	-	+	++
Facilité de mise en œuvre			
++	++	+	-

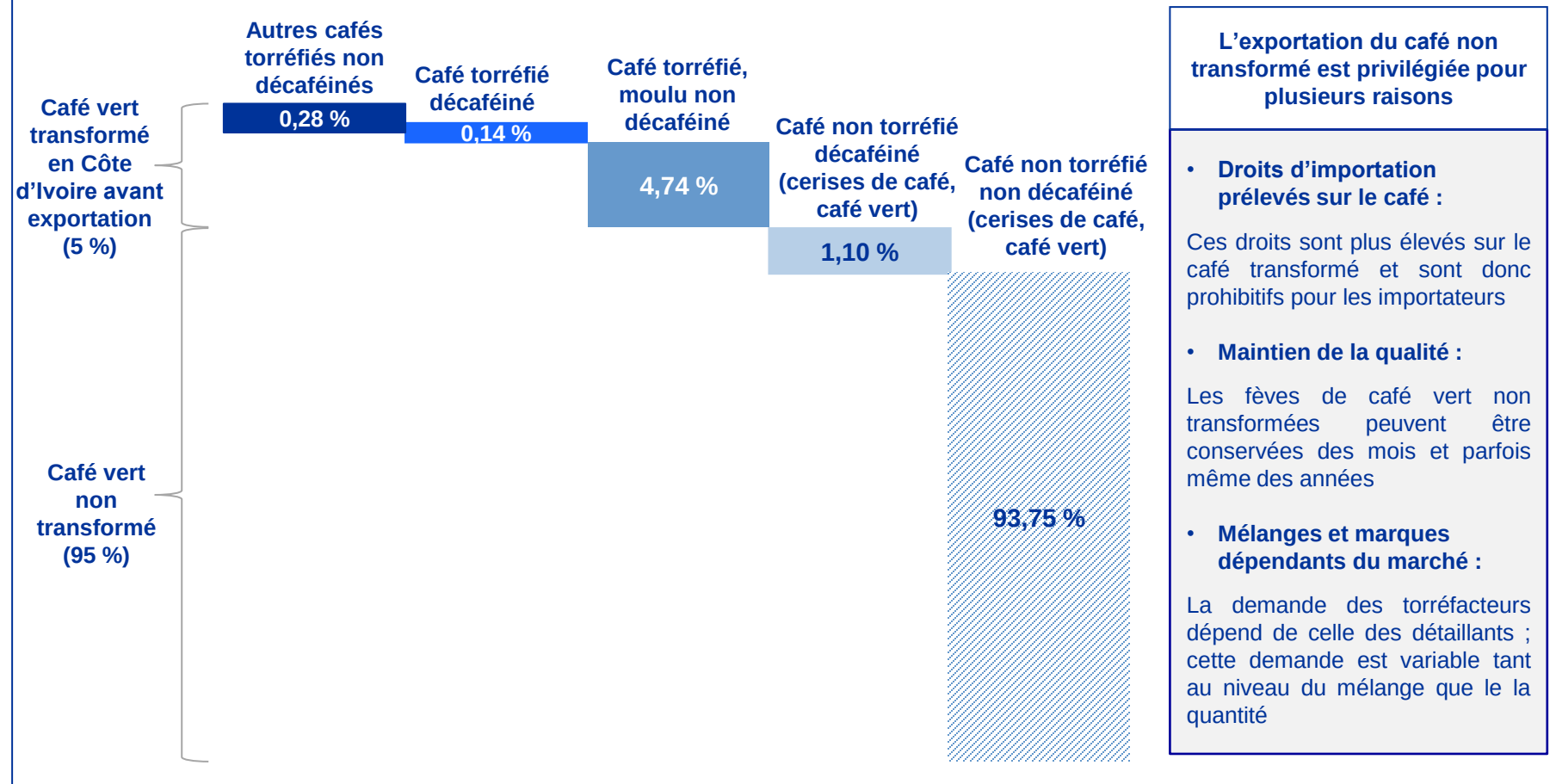
Source : MEMPD-PEMED-CI - 2015

1.1.3. Secteurs productifs

b) Filière Café

La Côte d'Ivoire exporte environ 95 % de son café sous forme de café vert non transformé

Répartition des exportations nationales de café par types de produit – 2014



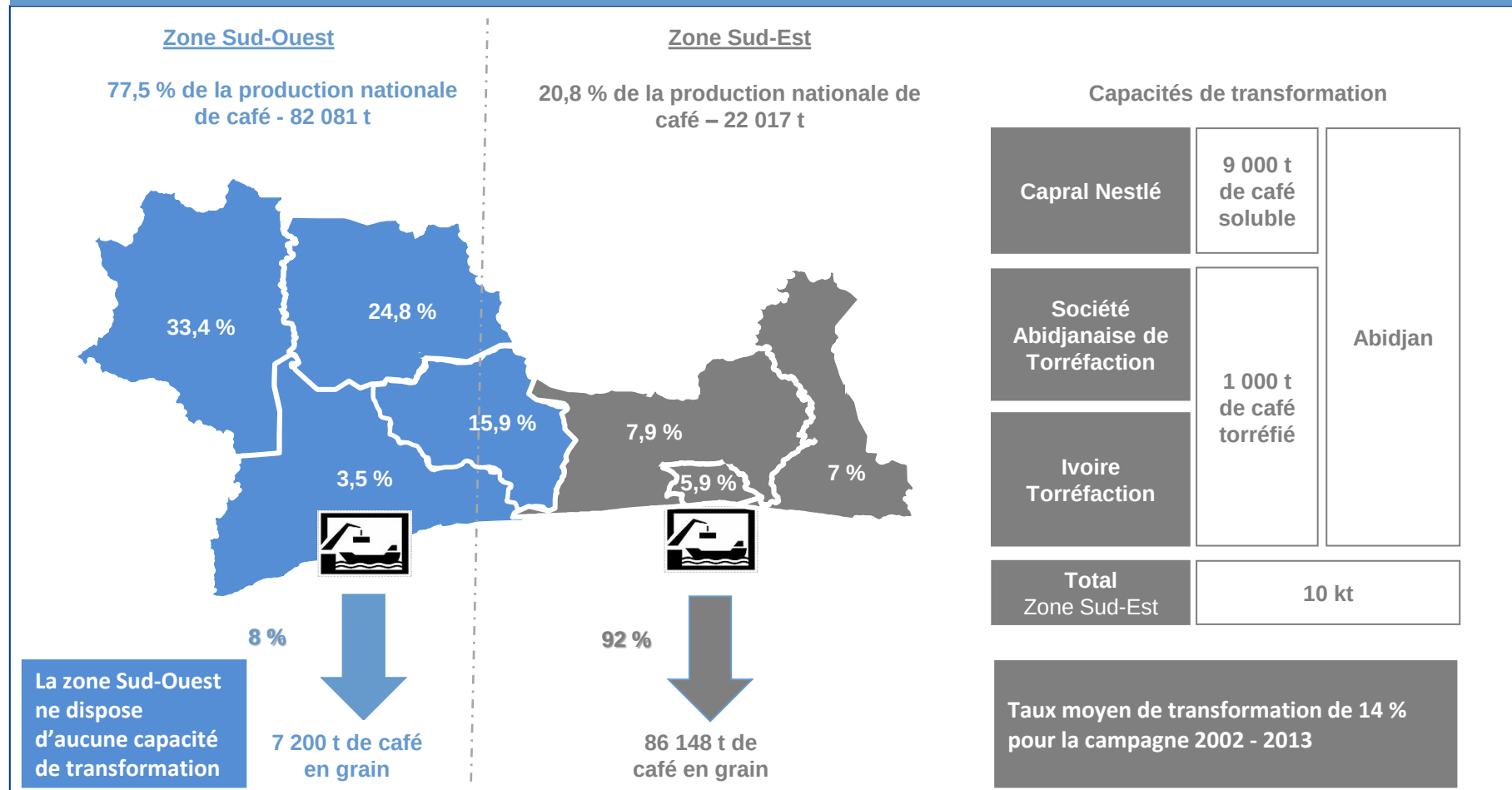
Source : ITC - 2014

1.1.3. Secteurs productifs

b) Filière Café

Bien que la zone représente près de 80 % de la production nationale de café, elle ne dispose d'aucune capacité de transformation et seules 8 % des exportations passent par le Port Autonome de San Pedro

Production par District, capacités de transformation et dérivés de café exportés par zone - 2013



Sources : MEMPD-PEMED-CI - 2015/Port Autonome d'Abidjan (PAA)/Port Autonome de San Pedro (PASP)/MINAGRI/CCC/Presse, Agriculture.gouv.ci/Programme 2QC

1.1.3. Secteurs productifs

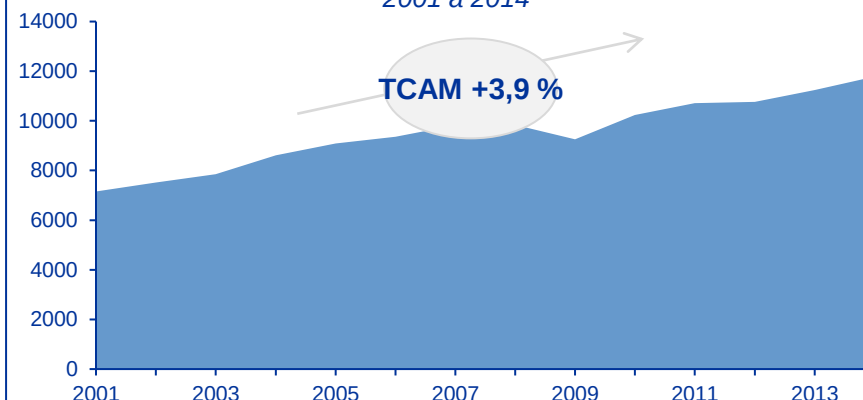
c) Filière Hévéa

La Côte d'Ivoire était le 5^{ème} exportateur mondial de caoutchouc en 2014 et le premier producteur africain en 2013

Principaux pays importateurs de caoutchouc naturel – 2014 (t)

		Importations	TCAM 2001/2014
	Chine	2 610 030	8 %
	Etats-Unis	946 946	-0,4 %
	Malaisie	905 096	2 %
	Japon	696 728	-0,3 %
	Inde	422 998	20 %
	Corée du Sud	416 896	1 %
	Monde	9 013 137	3 %

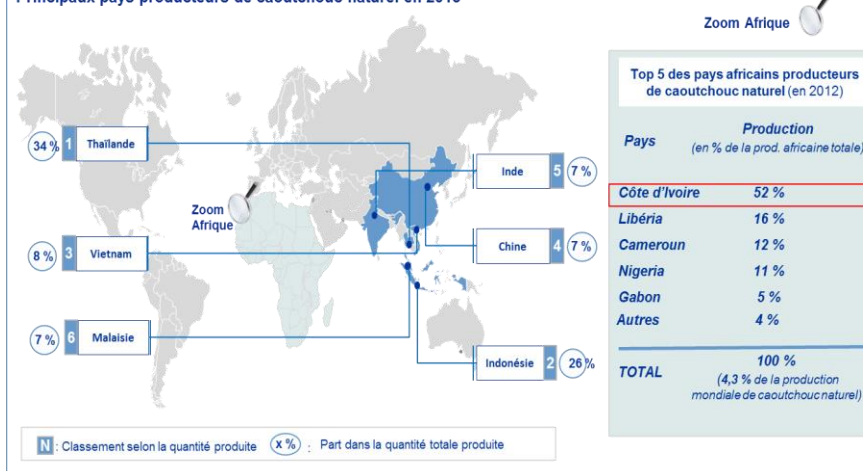
Evolution de la consommation mondiale de caoutchouc naturel 2001 à 2014



Principaux pays exportateurs de caoutchouc naturel – 2014 (t)

		Exportations	TCAM 2001/2014
	Thaïlande	3 409 364	2 %
	Indonésie	2 624 416	5 %
	Vietnam	765 548	8 %
	Malaisie	721 746	-1 %
	Côte d'Ivoire	352 543	8 %
	Allemagne	155 108	16 %
	Guatemala	108 256	8 %
	Monde	9 051 901	3 %

Principaux pays producteurs de caoutchouc naturel en 2013



Source : ITC/FAOSTAT-2015, Société internationale de Plantations d'Hévéas (SIPH)/IRSG - 2014

1.1.3. Secteurs productifs

c) Filière Hévéa

Le rendement de la Côte d'Ivoire en 2013 s'élève à 2,14 t/ha, supérieur à celui des principaux pays producteurs de caoutchouc naturel

Rendements des principaux pays producteurs - 2013

	Pays	Rendement (t/ha)	TCAM (2001/2013)
	Côte d'Ivoire	2,14*	1 %
	Inde	2,04	2 %
	Vietnam	1,73	2 %
	Thaïlande	1,60	-0,4 %
	Chine	1,26	1 %
	Indonésie	0,87	3 %
	Malaisie	0,78	1 %
	Monde	1,16	2 %

Des rendements pouvant être améliorés

	Techniques culturales	Utilisation des intrants/semences
Culture villageoise 	- Techniques culturales illimitées impactant les rendements - Absence d'utilisation d'outils mécaniques	Utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires limitée
Culture Industrielle 	- Techniques culturales comparables aux standards internationaux - Utilisation d'outils mécaniques pour l'entretien des parcelles et les opérations de collecte	- Utilisation d'engrais pendant les premières années de vie de l'arbre - Utilisation de produits phytosanitaires au niveau des pépinières

1.1.3. Secteurs productifs

c) Filière Hévéa

4 grandes catégories de transformation du latex naturel sont possibles

Concentré de latex

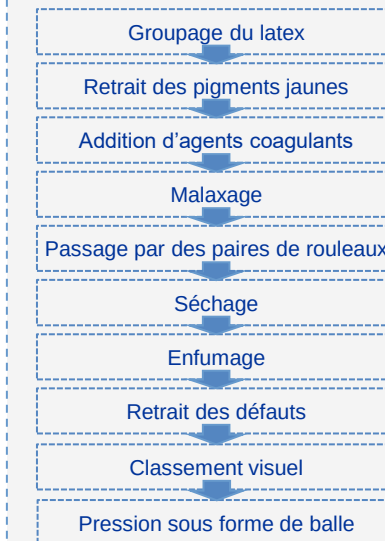


Les concentrés de latex sont produits par le biais de diverses méthodes et notamment de la centrifugation, de l'évaporation, de l'écumage et de l'électro-décantation

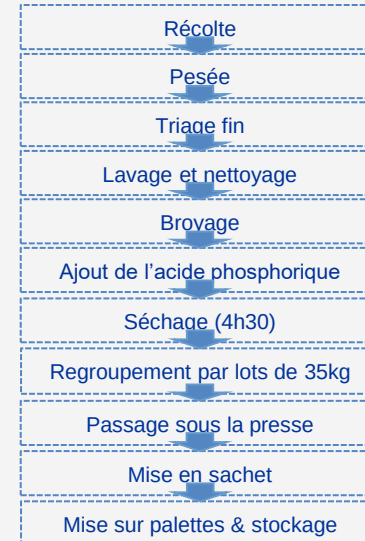
Caoutchouc séché sous forme de feuilles fumées



Caoutchouc séché sous forme de crêpes



Caoutchouc techniquement spécifié sous forme de blocs



Niveau de valeur ajoutée

-

+

+

++

Facilité de mise en œuvre

++

++

+

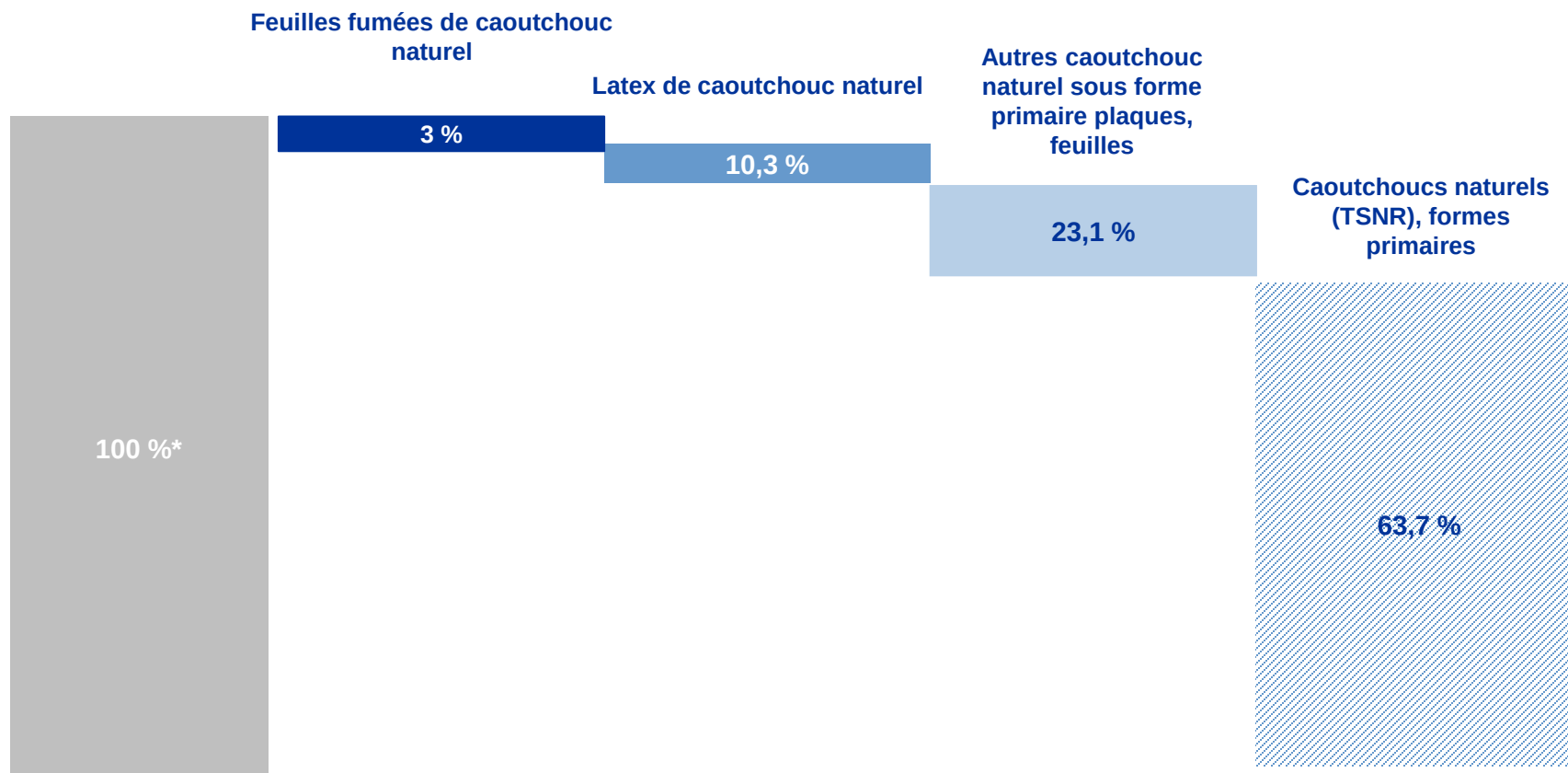
-

1.1.3. Secteurs productifs

c) Filière Hévée

La Côte d'Ivoire transforme près de 64 % de sa production sous formes primaires

Répartition des exportations nationales d'hévée par types de produit – 2014



Source : ITC, 2014/* Chiffre provenant des données miroirs (telles que transmises par les pays importateurs) de l'ITC en 2014 pouvant présenter des disparités avec les résultats officiels de la filière hévée en Côte d'Ivoire

1.1.3. Secteurs productifs

c) Filière Hévéa

La zone Sud-Ouest, qui concentre près de 40 % des capacités de transformation, représente également environ 40 % des exportations

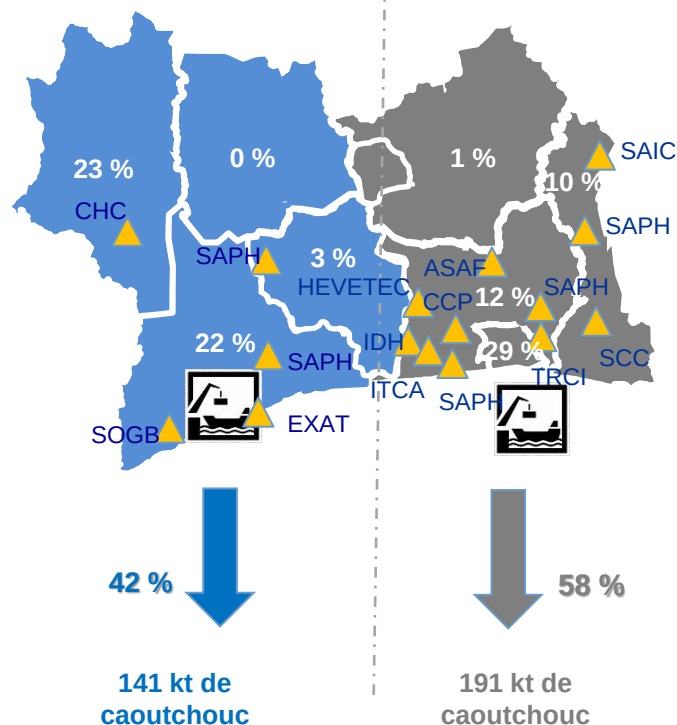
Production par District, capacités de transformation et dérivés de caoutchouc exportés par Zone - 2013

Zone Sud-Ouest

48 % de la production nationale de latex

171 kt

Usine	Capacité (kt)	Localité
CHC	30	Guiglo
SOGB	70	Grand-Bereby
SAPH	6	Yacoli
EXAT	15	San Pedro
SAPH	30	Rapide Grah
Total Zone Sud-Ouest	151 kt (41 %)	



Zone Sud-Est

Usine	Capacité (kt)	Localité
SCC	15	Aboisso
SAPH	20	Bettié
ASAF	15	Azaguié
SAIC	15	Anianssué
TRCI	30	Anguédédou
HEVETEC	6	Sikensi
CCP	20	Pakidié
ITCA	20	Dabou
SAPH	30	Bongo
SAPH	34	Toupah
IDH	10	Grand Lahou
Total Zone Sud-Est	215 kt (59 %)	

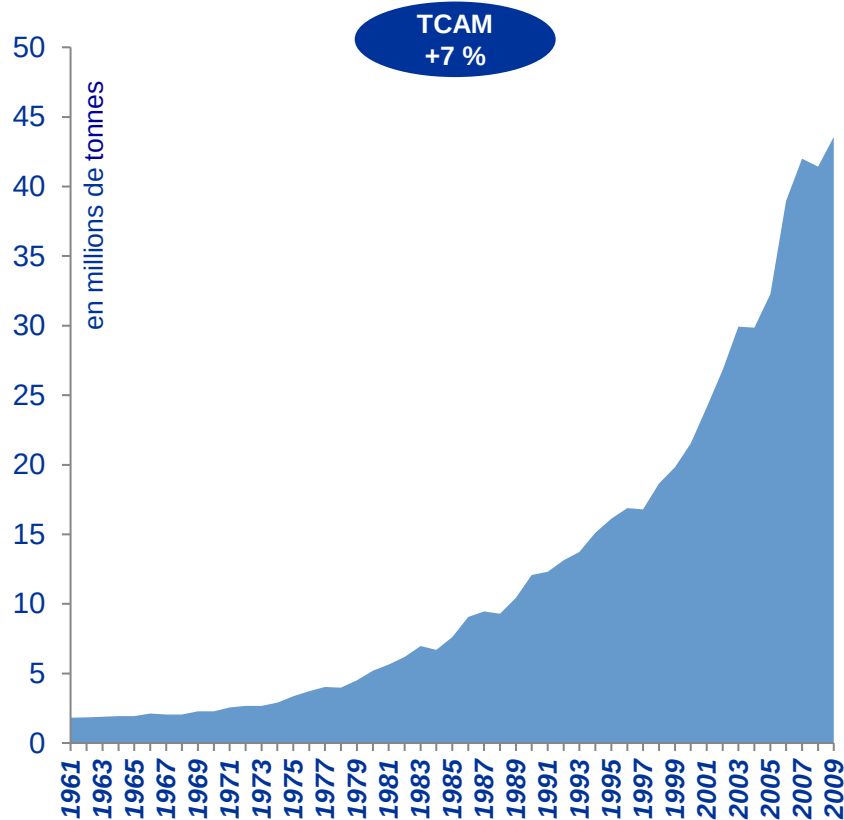
Source : MEMPD-PEMED-CI - 2015/Port Autonome d'Abidjan (PAA)/Port Autonome de San Pedro (PASP)/MINAGRI/CCC/Presse

1.1.3. Secteurs productifs

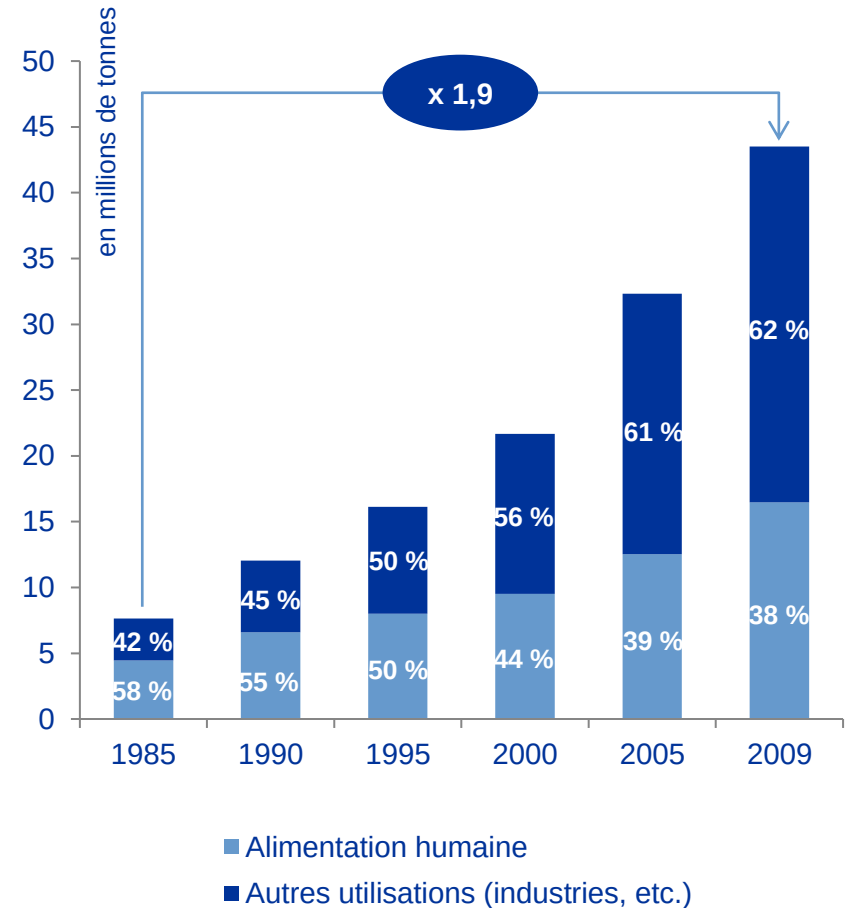
d) Filière Palmier à huile

La consommation mondiale d'huile de palme connaît une croissance exponentielle. Son utilisation à des fins industrielles constitue le segment qui a connu la plus forte progression depuis 1985

Consommation mondiale d'huile de palme (1961-2009)



Consommation mondiale d'huile de palme par utilisation



Source : FAO 2015

1.1.3. Secteurs productifs

d) Filière Palmier à huile

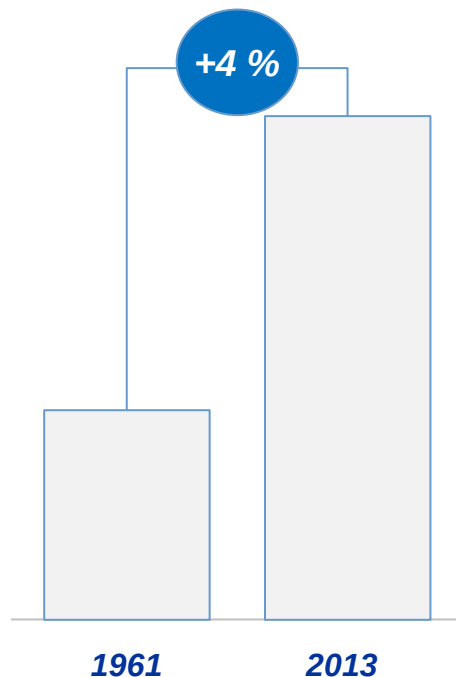
Palmier à huile

Côte d'Ivoire

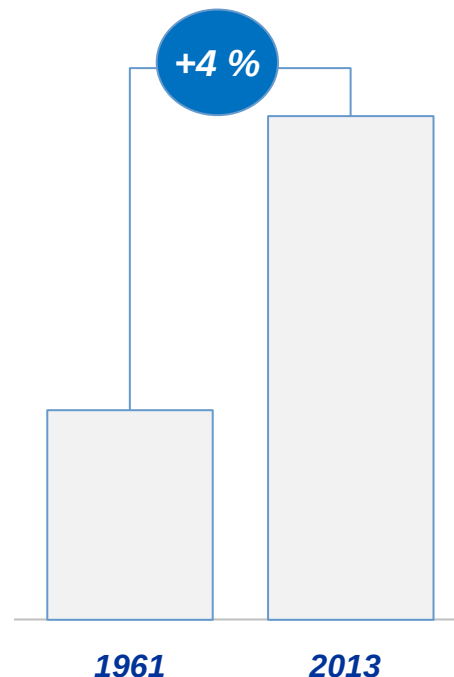
Depuis près de 50 ans, la production nationale croît de manière importante principalement du fait de l'augmentation des superficies de production

Evolution de la production, de la surface cultivée et des rendements de palmier à huile en Côte d'Ivoire

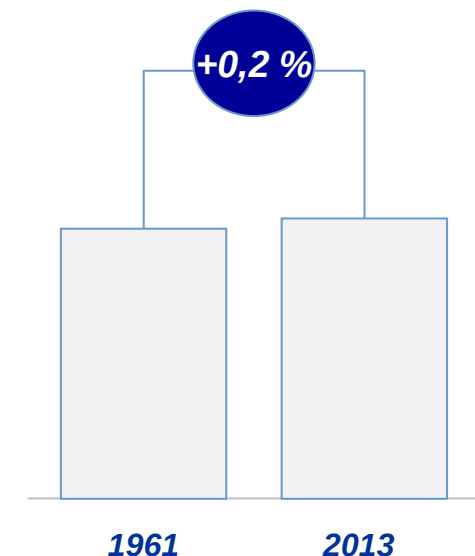
TCAM de l'évolution de la surface cultivée de palmier à huile



TCAM de l'évolution de la production de palmier à huile



TCAM de l'évolution du rendement de la culture de palmier à huile



Source : FAO, MEMPD - PEMED-CI - 2015

1.1.3. Secteurs productifs

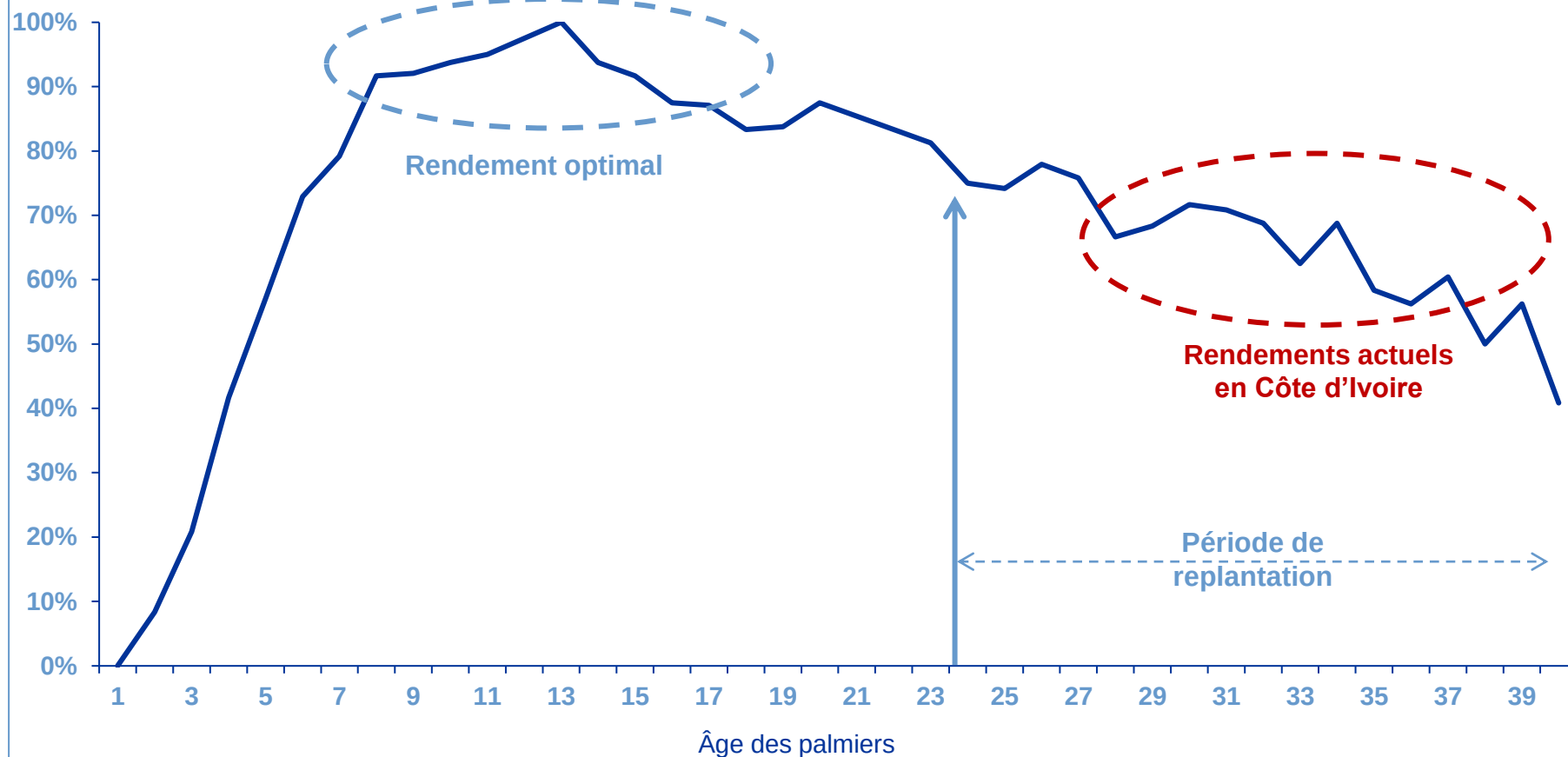
d) Filière Palmier à huile

Palmier à huile

Côte d'Ivoire

Le faible niveau des rendements obtenus aujourd'hui en Côte d'Ivoire s'explique notamment par l'âge avancé des vergers

Rendements des palmiers par âge



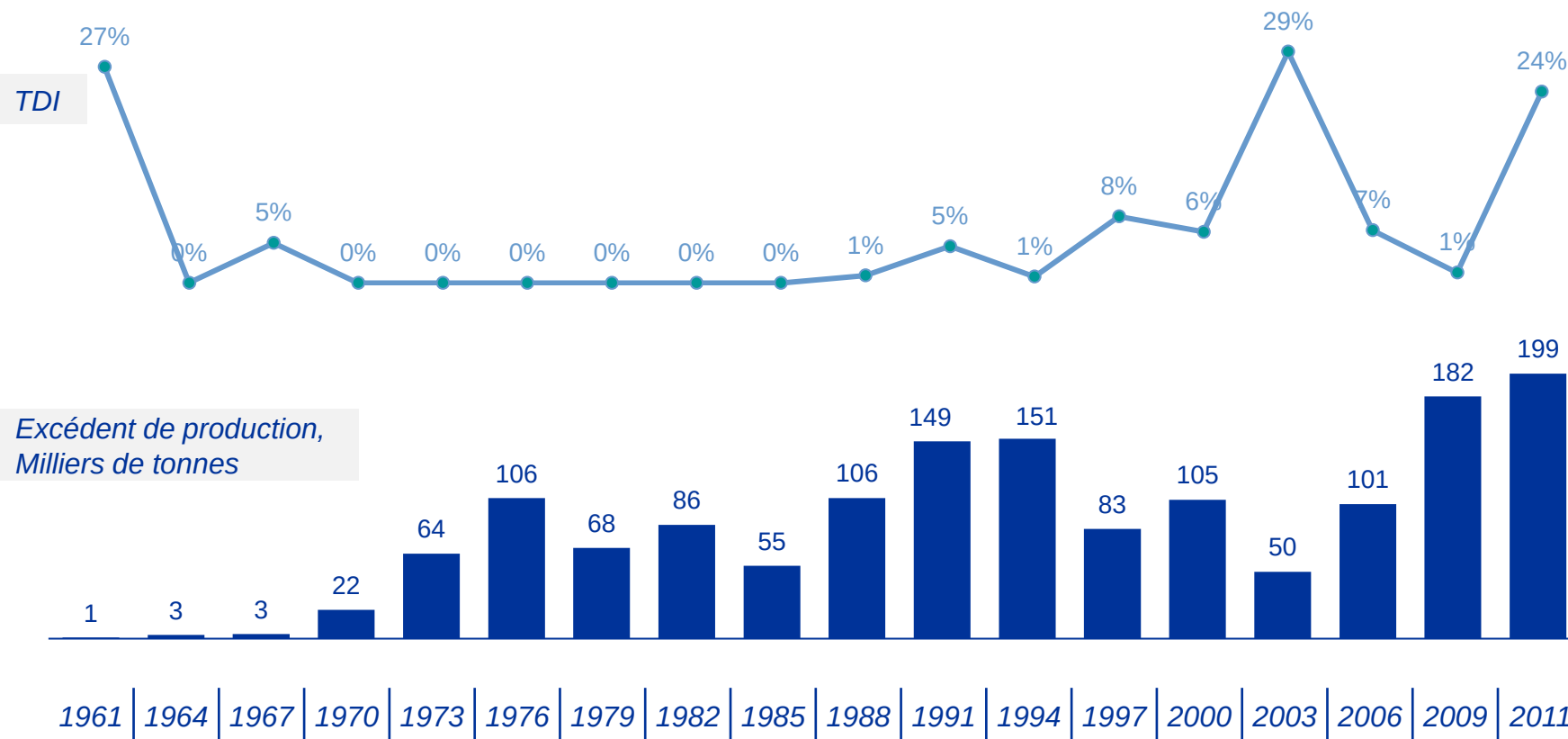
Source : palmoilworld.com 2015

1.1.3. Secteurs productifs

d) Filière Palmier à huile

L'excédent de production grandissant de la filière permet de couvrir l'ensemble des besoins nationaux

Evolution de l'excédent* de production de l'huile de palme et du taux de dépendance des importations**



* Excédent de production : Production – Consommation

** Taux de dépendance des importations : $\text{Importations} / (\text{Production} + \text{Importations} - \text{Exportations}) \times 100$

Source : FAOSTAT - 2015

1.1.3. Secteurs productifs

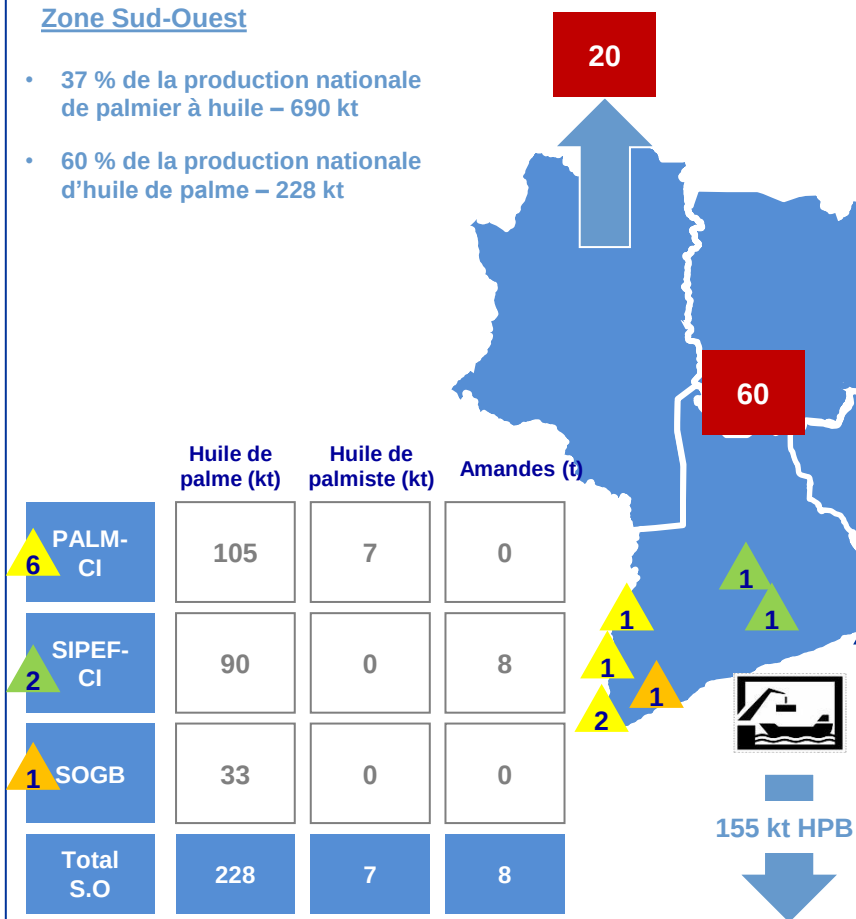
d) Filière Palmier à huile

La zone Sud-Ouest concentre 60 % de la production d'huile de palme et plus de la moitié des exportations

Production par District, capacités de transformation et dérivés de palmier à huile - 2013

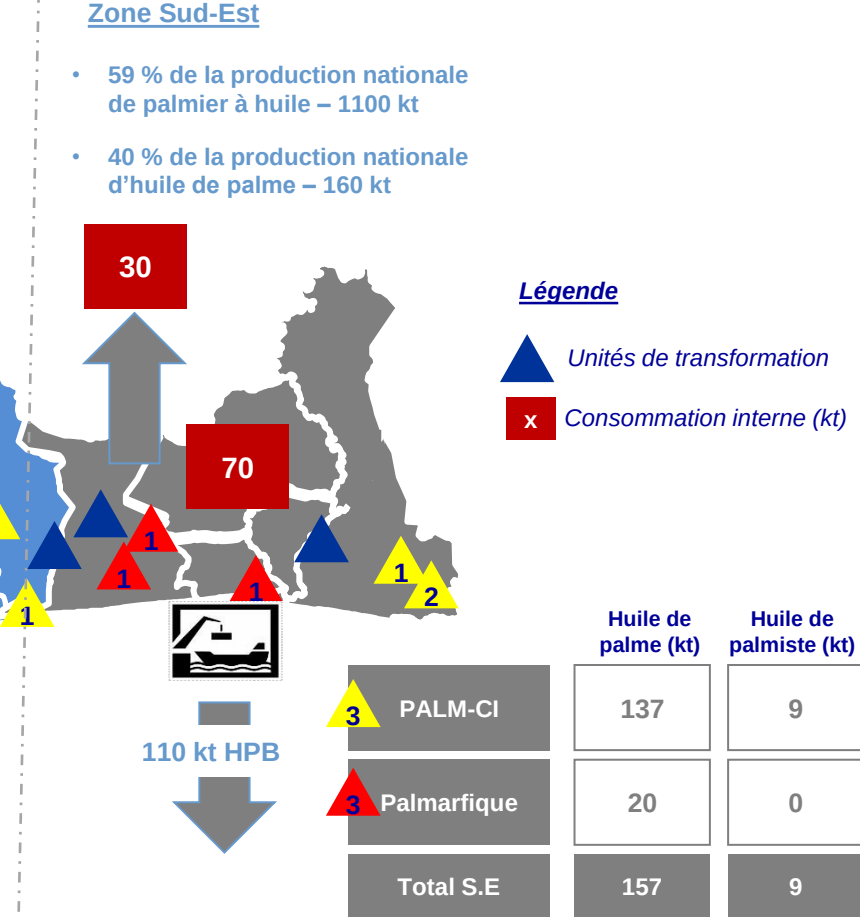
Zone Sud-Ouest

- 37 % de la production nationale de palmier à huile – 690 kt
- 60 % de la production nationale d'huile de palme – 228 kt



Zone Sud-Est

- 59 % de la production nationale de palmier à huile – 1100 kt
- 40 % de la production nationale d'huile de palme – 160 kt



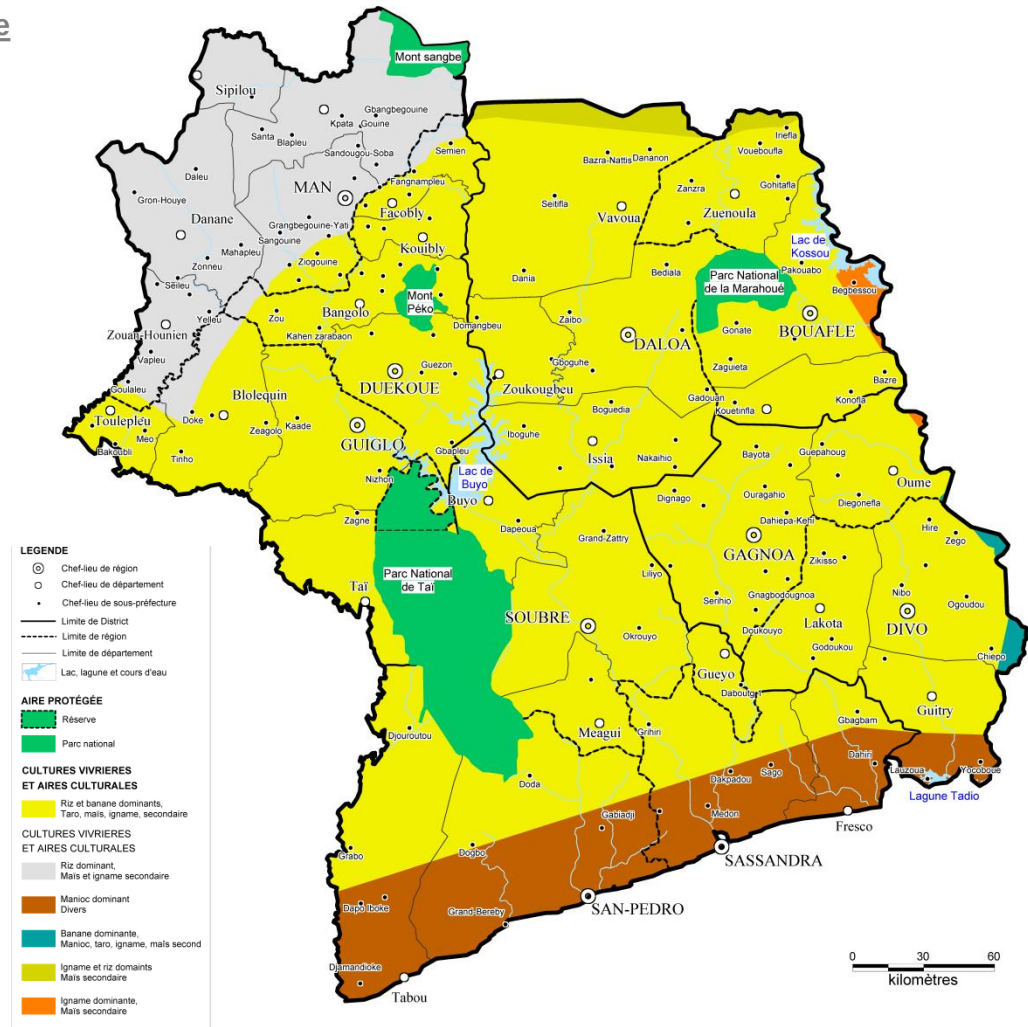
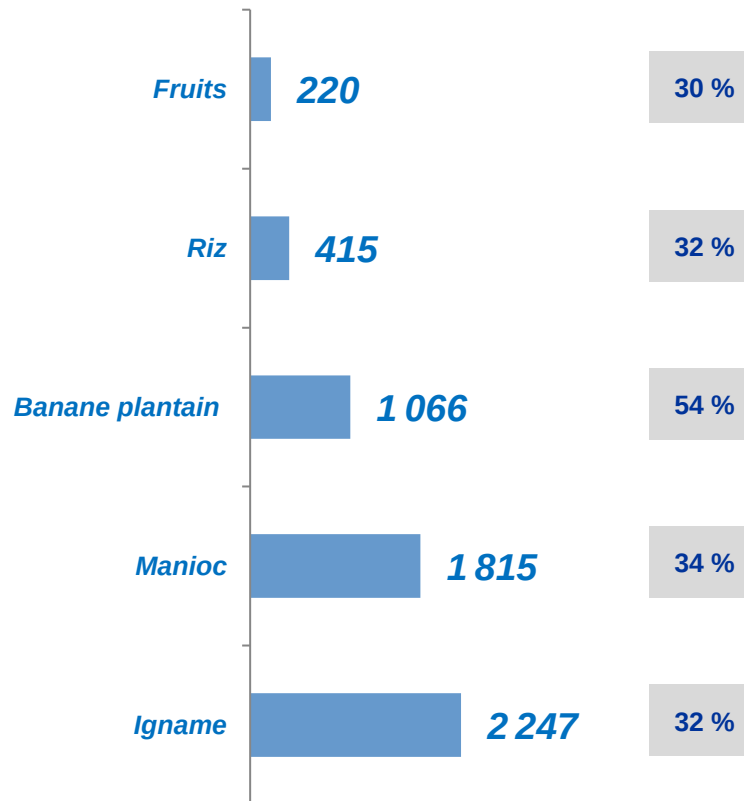
Sources : MEMPD - PEMED-CI - 2015/Port Autonome d'Abidjan (PAA)/Port Autonome de San Pedro (PASP)/MINAGRI/CCC/Presse, Agriculture.gouv.ci

1.1.3. Secteurs productifs

e) Cultures vivrières

Les facteurs géo climatiques de la zone sont propices à la culture de nombreuses cultures vivrières

Production des principales cultures vivrières de la zone
(en millier de tonnes) et part nationale (%)



Source : MEMPD – PEMED-CI, 2015

1.1.3. Secteurs productifs

e) Cultures vivrières

La zone est propice et participe fortement à la production des cultures vivrières (1/2)

Filière	Chiffres clés	Atouts	Difficultés
Riz	415 kt	• Rendements supérieurs aux pays de la CEDEAO • Consommation mondiale en augmentation	• Problématique de stockage • Cultures majoritairement intensives • Transformation limitée • Investissements importants à mener sur les aménagements hydroagricoles
	32 %		
	Montagnes (203 kt)		
Manioc	1 815 kt	• Forte croissance de l'utilisation industrielle du manioc • Consommation mondiale en croissance • Culture clé pour la sécurité alimentaire	• Rendement inférieur à la moyenne CEMAC et 3 fois plus faible que celui du pays le plus performant • Culture périssable • Transformation artisanale
	34 %		
	Montagnes (866 kt)		
Banane plantain	1 067 kt	• Forte croissance de l'utilisation industrielle de la banane plantain • Marché international (hors CEMAC) en croissance soutenue par les importations des Etats-Unis et de l'UE	• Rendement inférieur à la moyenne CEMAC et 2 fois plus faible que celui du pays le plus performant • Problématique de stockage et de transport – pertes importantes • Transformation marginale
	54 %		
	Sassandra-M (404 kt)		



1.1.3. Secteurs productifs

e) Cultures vivrières

La zone est propice et participe fortement à la production des cultures vivrières (2/2)

Filière	Chiffres clés	Atouts	Difficultés
Igne	2 247 kt	- Consommation nationale en hausse - Bon potentiel de conservation - Possibilité de transformation à forte valeur ajoutée (ex : amidon)	- Rendement nettement inférieur à la moyenne des rendements des pays de la sous-région - Pertes importantes liées aux méthodes de stockage traditionnelles - Transformation marginale
	32 %		
	Bas-Sassandra (1 174kt)		
Mais	189 kt	- Rendement en hausse - Potentiel important de transformation à forte valeur ajoutée - Croissance continue des marchés national, régional et international - Demande importante destinée à l'alimentation animale	- Rendement inférieur - Transformation artisanale
	22 %		
	Sassandra-Marahoué (98 kt)		
Fruits	220 kt	- Valeur générée à l'hectare nettement supérieure à la moyenne des cultures végétales - Potentiel important de transformation à forte valeur ajoutée - Marché mondial en forte croissance, particulièrement pour le marché européen	- Rendements actuels inférieurs à ceux observés dans les pays de la sous-région - Transformation se limitant majoritairement à la transformation artisanale en jus de fruit
	30 %		
	Montagnes (157 kt)		

1.1.3. Secteurs productifs

f) Elevage

La zone Sud-Ouest concentre près de 14 % du cheptel national (toutes filières confondues), dont 27 % du cheptel avicole et 30 % des petits ruminants

Répartition des 4 filières par District dans la zone Sud-Ouest (en tonnes)



Bovins



Petits ruminants

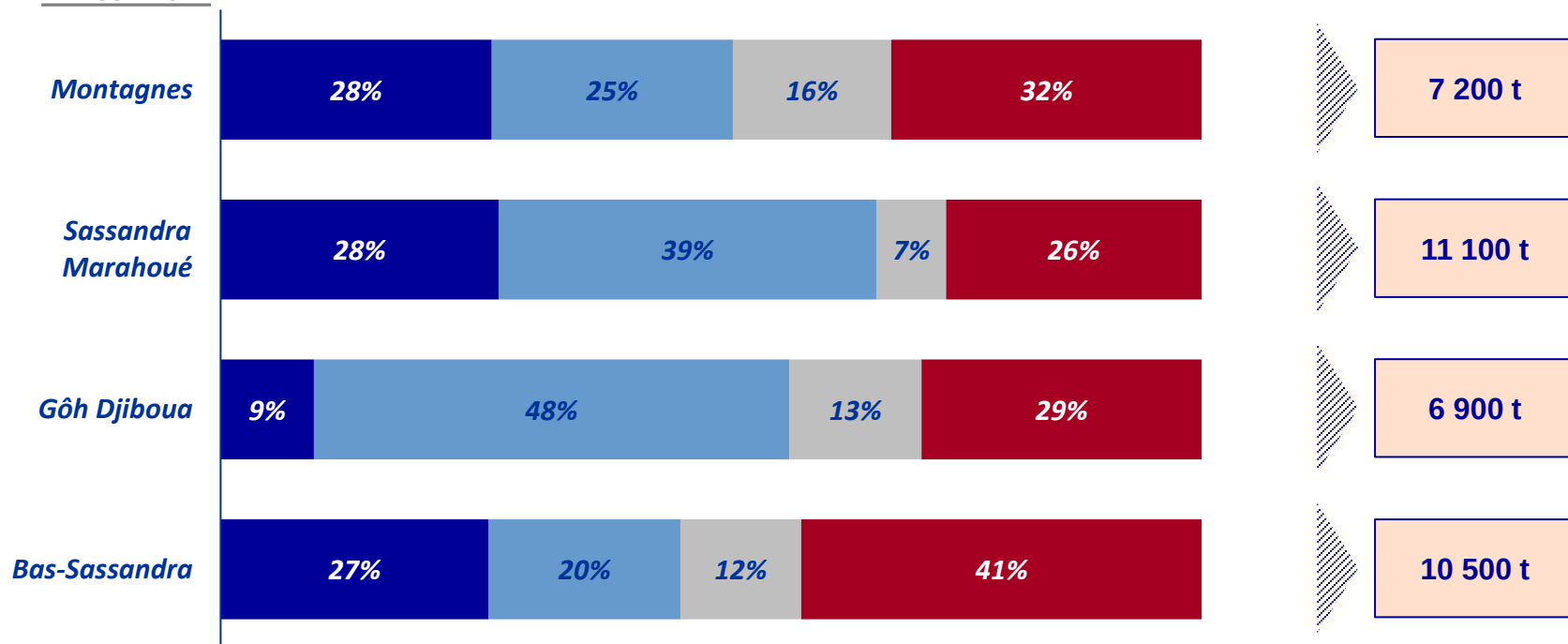


Porcins



Avicole

Année : 2014



1.1.3. Secteurs productifs

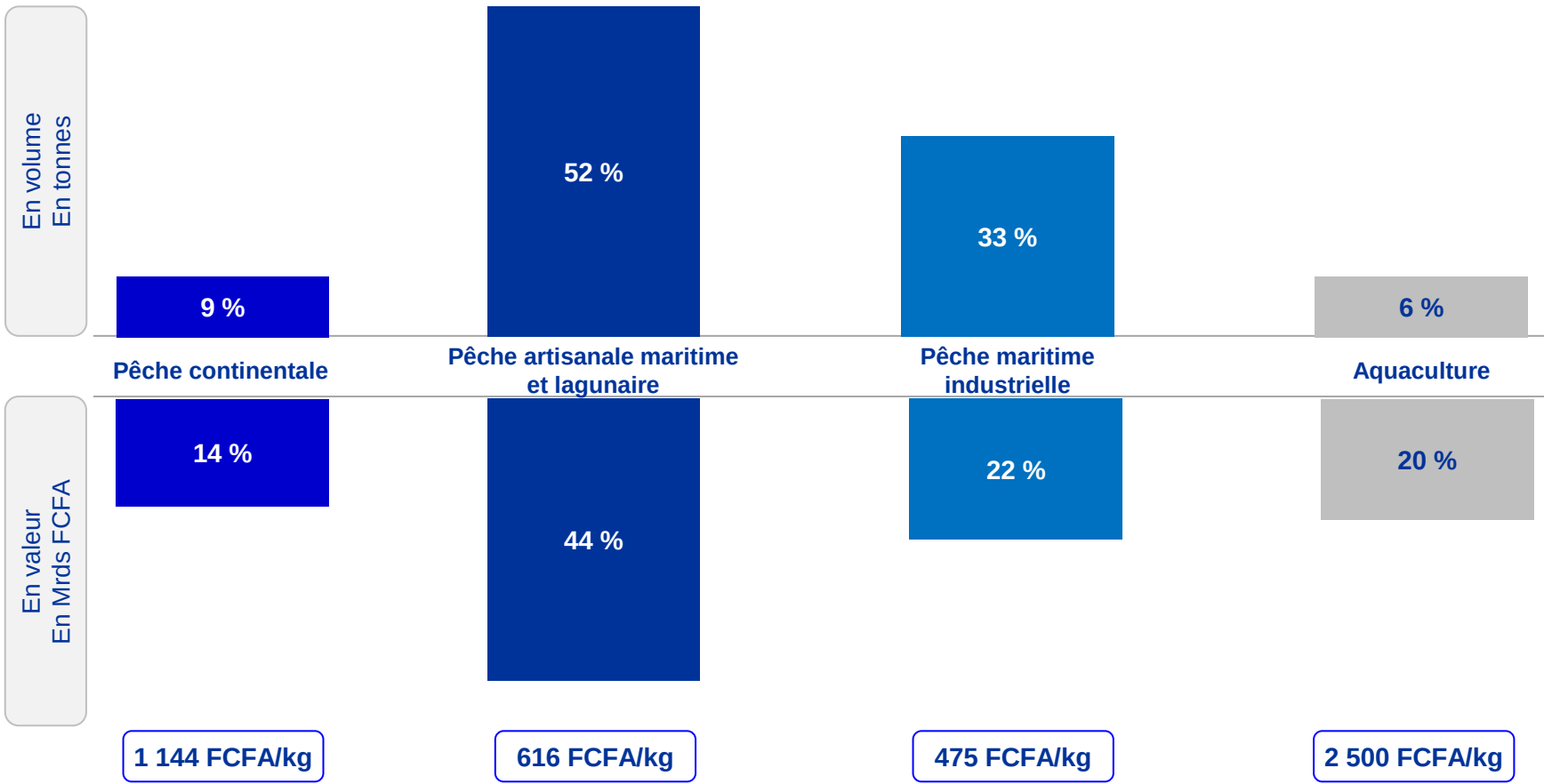
f) Elevage

La zone Sud-Ouest concentre près de 14 % du cheptel national

Filière	Chiffres clés	Atouts	Difficultés
Avicole	11 901 kt	La Côte d'Ivoire est globalement autosuffisante en matière de consommation de viande de volaille	- Système d'élevage principalement villageois (70 %) - Aires d'abattage de poulet principalement traditionnelles et souffrant de conditions d'hygiène alarmantes
	27 %		
	Bas-Sassandra (4 400 kt)		
Ovine	924 kt	Cette filière présente un fort potentiel de développement. En effet, la Côte d'Ivoire n'est pas encore autosuffisante en viandes ovine et caprine.	- Production nationale exclusivement basée sur le système villageois - Peu de contrôle sanitaire au niveau des abattoirs
	30 %		
	Sassandra-Marahoué (340 kt)		
Porcine	127 kt	- La consommation de viande porcine a fortement augmenté ces 50 dernières années (x 2) - Cependant le pays n'est actuellement pas autosuffisant en viande porcine	- Production nationale exclusivement basée sur le système villageois - Peu de contrôle sanitaire au niveau des abattoirs
	36 %		
	Bas-Sassandra (39 kt)		

Au niveau national, le sous-secteur de la pêche artisanale maritime et lagunaire est le plus grand contributeur, avec plus de 50 % des captures en volume et plus de 40 % de la valeur de la production

Composition de la production halieutique en volume et en valeur, par sous-secteurs d'activité
 En %, année 2014



Source : MIRAH – DAP (Annuaire statistique des pêches et de l'aquaculture 2014)

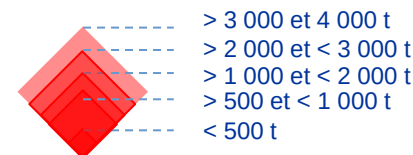
La zone Sud-Ouest concentre plus de 22 % des débarquements nationaux

Chiffres clés de la zone Sud-Ouest

- Près de **17 000 tonnes** de produits de la pêche **débarquées** dont :
 - 72 % issus de la pêche artisanale** (12 315 tonnes)
 - 31 % issus de la pêche continentale (5 294 tonnes)
 - 41 % issus de la pêche maritime et lagunaire (7 021 tonnes)
 - 28 % issus de la pêche industrielle** (4 674 tonnes)
- 25 % de la pêche artisanale nationale** (56 % de la pêche continentale et 17 % de la pêche maritime et lagunaire) et **18 % de la pêche industrielle ivoirienne**
- 76 % des débarquements** de la zone sont concentrés dans le District du **Bas-Sassandra**
- 5 408 pirogues**, dont seulement **13 % motorisées**
- 563 points de débarquements** (soit **39 %** de points de débarquement au niveau national)



Importance du potentiel de pêche dans la zone :

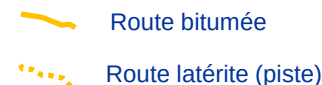


Existence de bassins de consommation dans la zone :

Principales villes en milliers d'habitants



Existence d'un réseau routier



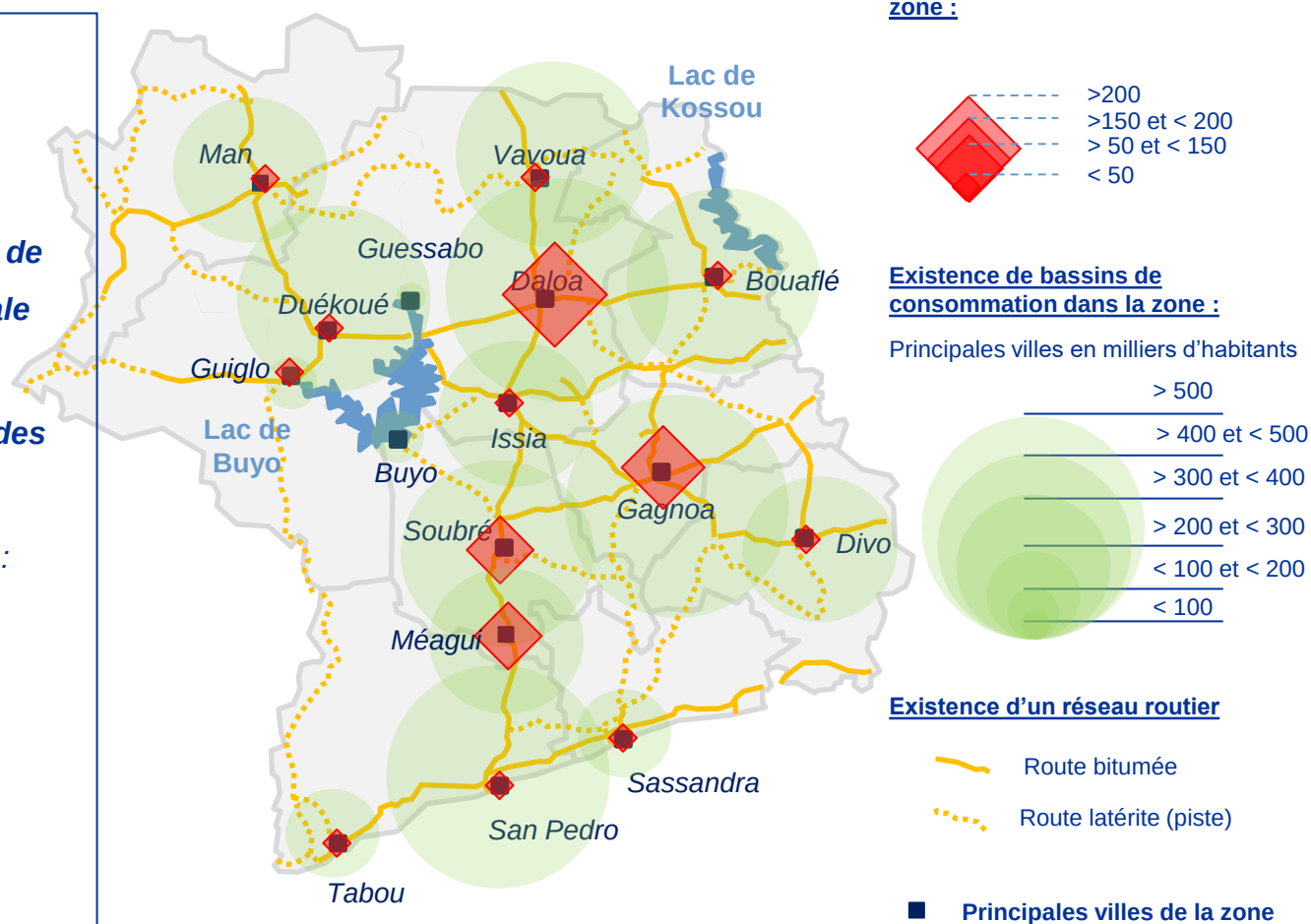
■ Principales villes de la zone

Source : Annuaire statistique - DAP (MIRAH), Enquête-cadre de la pêche continentale 2013

La zone Sud-Ouest contribue à hauteur de 45 % à la production aquacole nationale

Chiffres clés de la zone Sud-Ouest

- Une **production aquacole de 801 tonnes**, soit près de **45 % de production aquacole nationale**
- Un total de **1 072 zones aquacoles**, soit plus de **65 % des zones aquacoles nationales**
- **3 680 étangs aquacoles** dont :
 - **74 % ont une superficie inférieure à 1 ha**
 - **26 % ont une superficie comprise entre 1 à 10 ha**



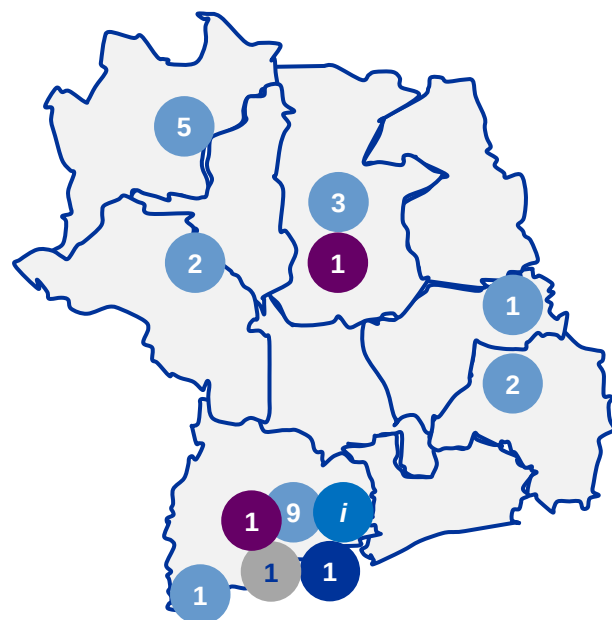
Source : MIRAH - Rapport de synthèse des activités de service 2015

1.1.3. Secteurs productifs

h) Industrie

La zone Sud-Ouest est la deuxième zone industrielle nationale après la zone d'Abidjan : une activité portée par le Port Autonome de San Pedro et par l'exploitation des ressources forestières

Cartographie des entreprises industrielles du secteur moderne (hors agro-industrie)



Typologies d'entreprises*

Activités industrielles

ICP, hors caoutchouc	1 PME	- Production d'engrais et phytosanitaires
IMM	TPE/ Informel	- Travail des métaux
Bois	2 GE/ 21 PME	- Sciage - Menuiserie
Matériaux de construction	1 GE	- Cimenterie
Textile et habillement	1 TPE	- Fabrication d'articles textiles
Cuir et chaussures	1 TPE	- Fabrication de chaussures

*GE : CA > 2 Mds de FCFA

Source : Centrale des Bilans 2012

1.1.3. Secteurs productifs

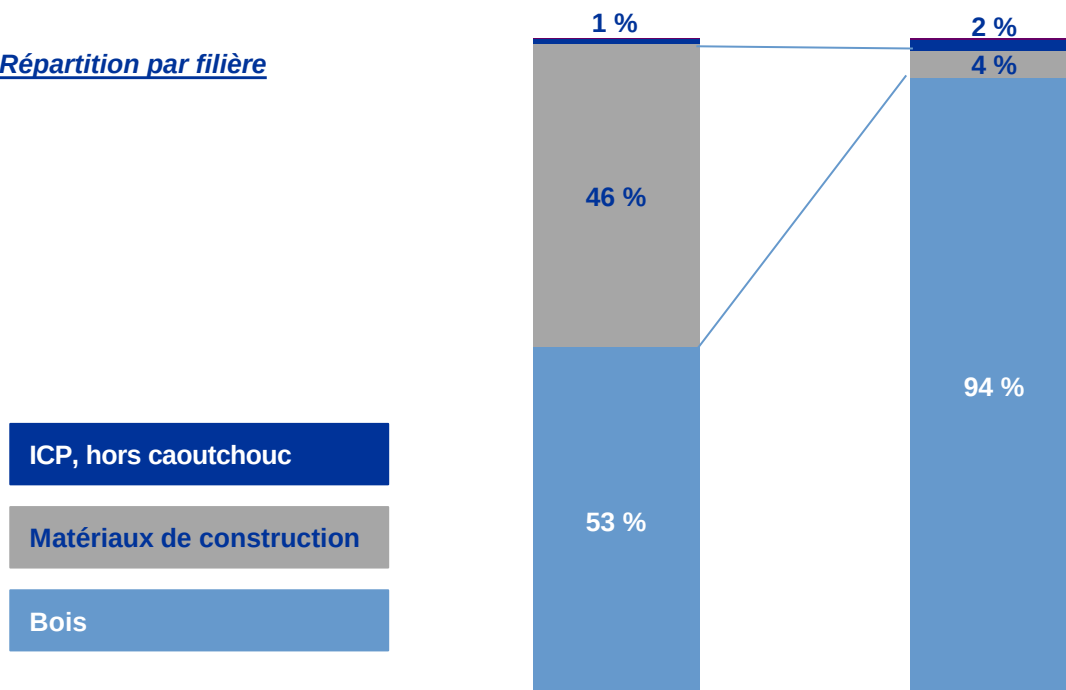
h) Industrie

Une activité qui est encore limitée avec une contribution de seulement 3 % au CA de l'industrie manufacturière nationale*, et une forte dépendance à la filière bois

Chiffres clés de l'industrie manufacturière moderne dans la Zone Sud-Ouest (hors agro-industrie et raffinage)

	Chiffre d'Affaires	Emplois
<u>Zone Sud-Ouest</u>	29,5 Mds FCFA	1 923
<u>% dans l'ind. manif. nationale*</u>	2,3 %	4,7 %

Répartition par filière



Autres filières

- Textile : activité non significative, moins de 0,1 % du CA industriel manufacturier dans la zone et 4 emplois enregistrés au total par les entreprises
- IMM : activité artisanale, activité historique de travail des métaux, mais uniquement par de très petites entreprises et par des acteurs informels
- Electrique et électronique : activité inexistante dans la zone

*Activité industrielle manufacturière hors agro-industrie et raffinage pétrolier

Source : Centrale des Bilans 2012

1.1.3. Secteurs productifs

h) Industrie

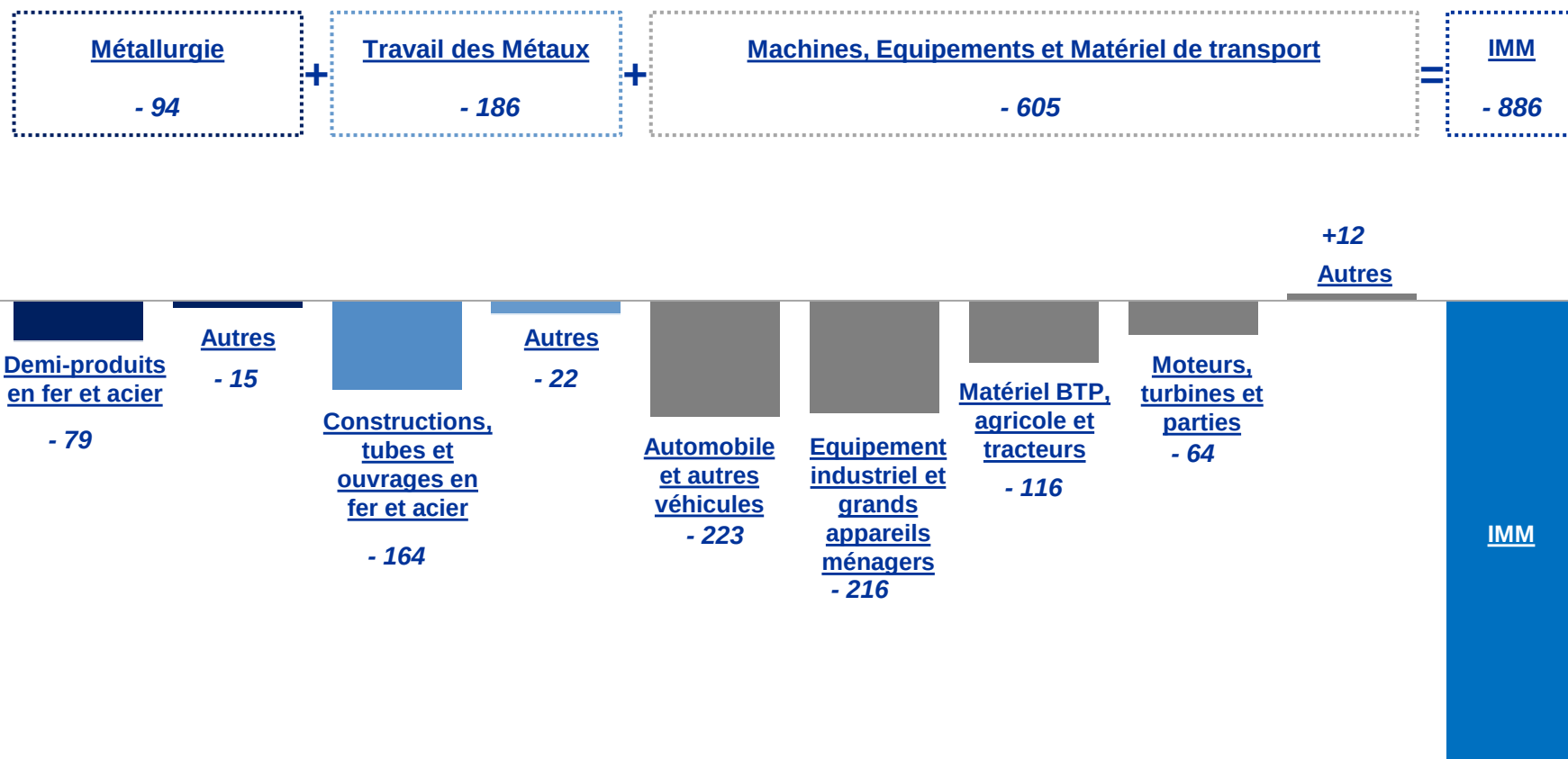
Industrie

IMM

Une filière qui enregistre un déficit commercial de près de 900 MM FCFA : les machines, équipements et matériel de transport génèrent près de 68 % du déficit, pour satisfaire la demande des ménages et des industries

Balance commerciale de l'Industrie Métallurgique et Mécanique en 2014

Milliards de FCFA



Source : Trademap (ITC)

6 opportunités industrielles ont été identifiées dans les IMM, dont 4 pouvant potentiellement être développées dans la zone

Opportunités dans les IMM	Zone Sud-Ouest ?	
Recyclage de l'aluminium	✓	- Disponibilité de débris et de déchets d'aluminium en lingots dans la zone, compte tenu de l'activité de travail des métaux
Transformation du manganèse		- Absence de gisements de manganèse dans la zone
Développement et modernisation de l'industrie de travail des métaux	✓	- Deuxième pôle industriel en travail des métaux en Côte d'Ivoire, regroupant actuellement des petites entreprises et l'informel - Activité BTP dans la zone présentant un fort débouché
Réparation et construction navales		- Activité industrielle concentrée dans le port d'Abidjan qui abrite les grands chantiers (CARENA)
Assemblage de véhicules et autocars	✓	- Possibilité de capitaliser sur la proximité avec le Port Autonome de San Pedro pour : ➤ Accéder au marché régional (existence de liaisons portuaires reliant la Côte d'Ivoire avec les pays voisins) ➤ Optimiser la chaîne logistique
Assemblage de tracteurs	✓	- Disponibilité d'un bassin d'emploi important pour des activités fortement intensives en main d'œuvre

1.1.3. Secteurs productifs

h) Industrie

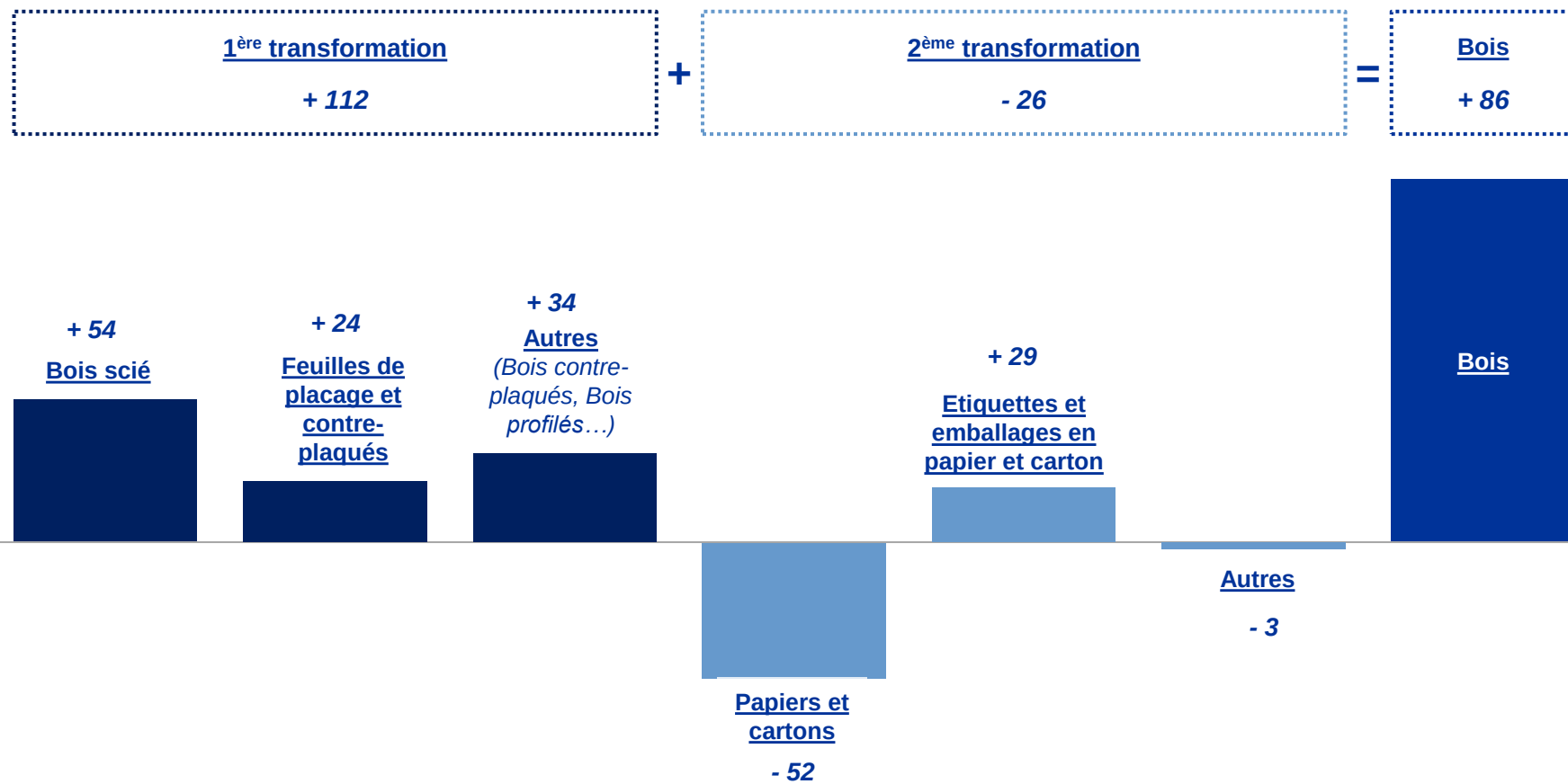
Industrie

Bois

Une filière dans laquelle la Côte d'Ivoire réalise un excédent commercial grâce aux exportations des produits de la première transformation du bois d'œuvre

Balance commerciale des Industries du bois en 2014

Milliards de FCFA



Source : Trademap (ITC)

1.1.3. Secteurs productifs

h) Industrie

Industrie

Bois

4 opportunités industrielles ont été identifiées dans les industries du bois, dont 3 pouvant potentiellement être développées dans la zone

Opportunités dans les Industries du Bois

Zone Sud-Ouest ?

Augmentation des capacités de l'industrie du sciage

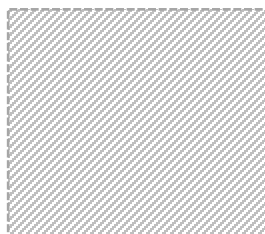


- Activités historiques dans la zone, avec près de 45 scieries installées
- Proximité avec les ressources forestières
- Infrastructure logistique portuaire facilitant le processus d'export

Développement de la production de panneaux



Développement de la fabrication de papiers et cartons



- Activité industrielle concentrée dans la région d'Abidjan

Développement des industries de produits de construction et de menuiserie en Bois



- Activité historique dans la zone
- Proximité avec les ressources forestières
- Dynamique du marché du BTP dans la zone

1.1.3. Secteurs productifs

h) Industrie

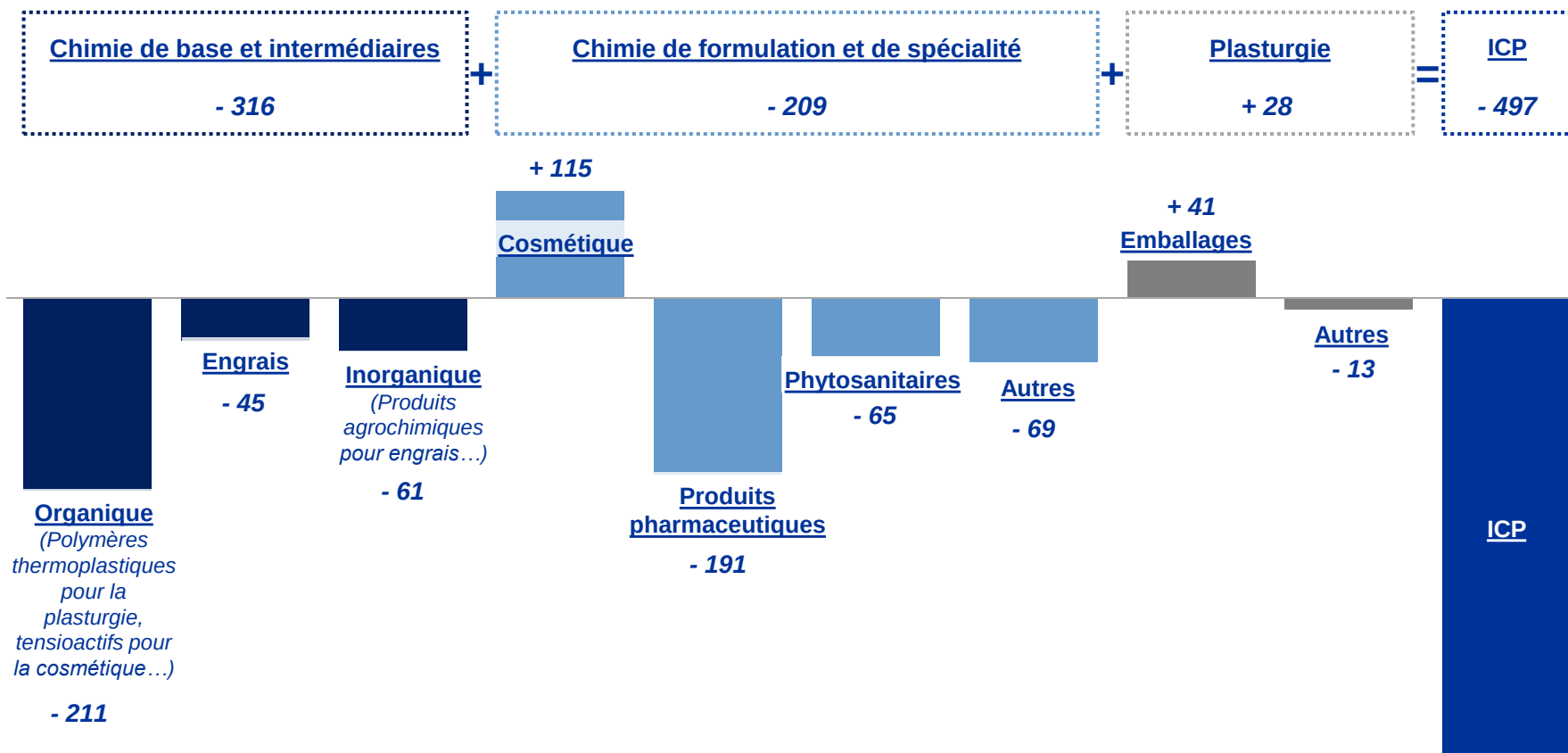
Industrie

ICP

Une industrie qui est dépendante des importations avec un déficit commercial de près de 500 MMFCFA, lié principalement aux produits pharmaceutiques et aux intrants chimiques industriels

Balance commerciale de l'Industrie Chimique et Parachimique* en 2014

Milliards de FCFA



Source : Trademap (ITC); *hors raffinage pétrolier

5 opportunités industrielles ont été identifiées dans les ICP, dont 3 pouvant potentiellement être développées dans la zone

Opportunités dans les ICP

Zone Sud-Ouest ?

Fabrication d'engrais



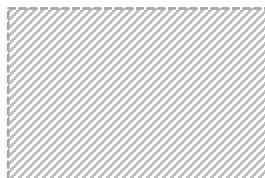
- **Activité agricole importante** (principale zone de production agricole de café et de cacao) et consommatrice d'engrais
- Possibilité **d'optimiser le coût des intrants par la proximité avec le Port Autonome de San Pedro**

Fabrication de génériques dans l'industrie pharmaceutique



- Activité industrielle existante concentrée dans la région d'Abidjan
- Activité **nécessitant une main-d'œuvre très qualifiée non disponible dans la zone**

Fabrication de produits cosmétiques et d'hygiène



- Activité industrielle existante concentrée dans la région d'Abidjan
- **Proximité avec les centres de consommation locale dans la région d'Abidjan**

Fabrication de phytosanitaires



- **Activité agricole importante** (principale zone de production agricole de café et de cacao) et consommatrice de phytosanitaires
- **Réserve foncière disponible** pour le développement de cette activité qui nécessite de grandes superficies

Fabrication d'emballages en plastique



- **Zone exportatrice de produits agricoles et agro-industriels**, grands consommateurs d'emballages
- Possibilité **d'optimiser la chaîne logistique par la proximité avec le port**, pour une activité qui est orientée export

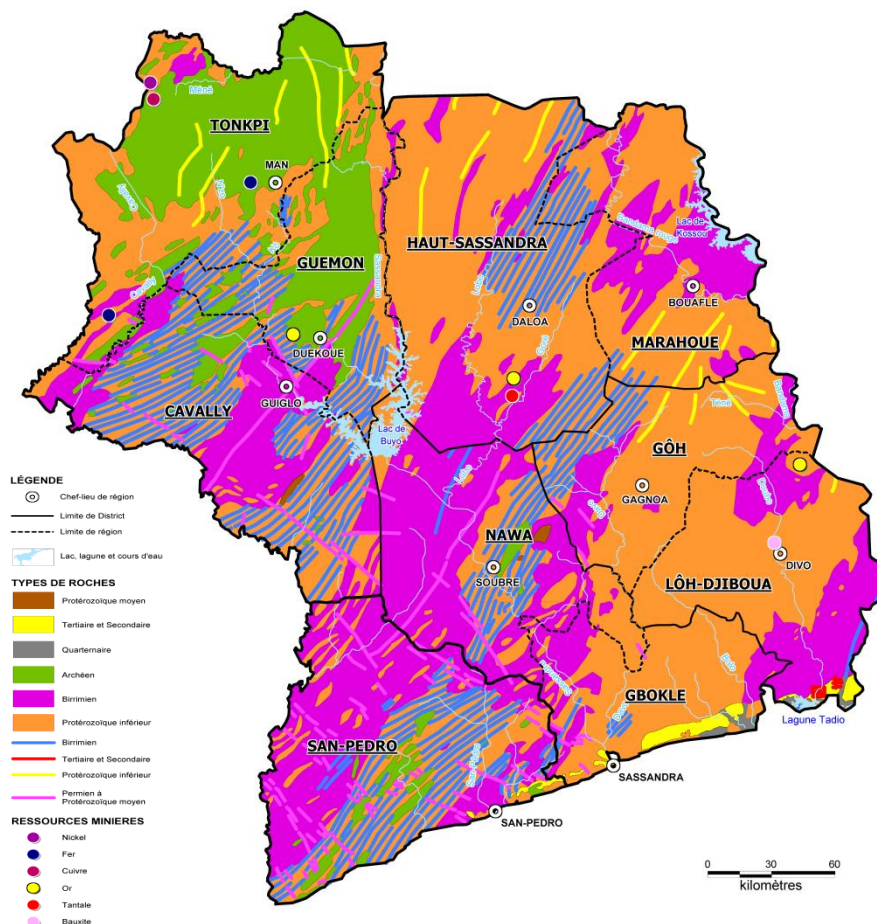
1.1.3. Secteurs productifs

i) Mines et Energies

A l'exception du littoral, les sols de la zone Sud-Ouest sont majoritairement ferrallitiques

District	Types de sol
Montagnes	- Les sols sont en majorité ferrallitiques : - Fortement désaturés sur la majeure partie du District - Moyennement désaturés dans l'est des régions du Tonkpi et du Guémon - Faiblement désaturés avec des sols bruns tropicaux autour de Guézon et Facobly
Bas-Sassandra	- Les sols ferrallitiques fortement désaturés couvrent la quasi-totalité du District - Des sols hydromorphes organiques sont également présents sur l'ensemble de la côte du District
Gôh-Djiboua	- Des sols majoritairement ferrallitiques sont présents : - moyennement désaturés au nord-ouest du District (région du Gôh) - fortement désaturés dans le sud-est (région du Lôh-Djiboua)
Sassandra-Marahoué	- Les sols sont en majorité ferrallitiques : - faiblement désaturés dans la quasi-totalité du District - moyennement désaturés et sols bruns tropicaux aux alentours de Bouaflé, et au nord de la région du Haut-Sassandra - Les complexes hydromorphes minéraux et des sols peu évolués se trouvent près du fleuve Sassandra

Pédologie de la zone Sud-Ouest



Source : MEMPD-PEMED-CI - 2015

1.1.3. Secteurs productifs

i) Mines et Energies

La Zone Sud-Ouest est caractérisée par un potentiel minier important -1/2-

District	Ressources	Etat de l'exploitation
Montagnes	Or	Le principal gisement d'or, situé à Ity (Mont Flotouo), est exploité par la Société des Mines d'Ity (SMI)
	Fer	1,2 milliard de tonnes de minerai à 35 % (Mont Nimba et Mont Klahoyo)
	Nickel-Cuivre	- Projet en cours à Samapleu par la SODEMI-SAMA pour une mine de Nickel-Cuivre avec un potentiel de 40 millions de tonnes (exploitation prévue en 2021) 225 à 275 millions de tonnes de nickel (Sipilou, Moyango, Toubou)
	Argile	3 gisements d'argile avec des réserves de plus de 480 000 tonnes
	Autres	- Manganèse - Indices de diamant, bismuth, étain, ilménite et graphite - Sable
Bas-Sassandra	Or	4 gisements d'or à Oumé et Hiré
	Fer	150 millions de tonnes de minerais à 42 % (Monogaga)
	Sable, granite, gravier	Exploitations de sable (28 626 m³), de gravier (1 820 m³) et de granite (60 000 m³)
	Pétrole	Le puits d'exploration Saphir-1XB sur le bloc CI-514 a prouvé l'existence d'hydrocarbures liquides en offshore profond, dans le bassin de San Pedro

Source : MEMPD-PEMED-CI - 2015

1.1.3. Secteurs productifs

i) Mines et Energies

La Zone Sud-Ouest est caractérisée par un potentiel minier important -1/2-

<i>District</i>	<i>Ressources</i>	<i>Etat de l'exploitation</i>
Sassandra-Marahoué	Or	- Le District compte 6 permis d'exploitation de l'or, dont la mine d'Angovia prévue pour 2017 (ressources estimées à près de 300 000 onces par an) - La production artisanale d'or est estimée à 168 kg/an
	Sable, granite, gravier	150 000 m³ de sable, 75 000 m³ de graveleux et 15 000 m³ de gravier
Gôh-Djiboua	Or	4 gisements d'or à Oumé 1 million d'onces d'or à Bonikro - La mine d'or d'Agbaou a été inaugurée en 2014 pour un investissement de 80 MMFCFA, qui permettra d'augmenter la production aurifère annuelle du pays de plus de 20 %
	Autres	- Importantes ressources de gravier, granite et sable - Une mine de Manganèse à Guitry

Source : MEMPD-PEMED-CI - 2015

Les ressources touristiques sont concentrées dans les régions sud et nord de la zone

Principaux sites et attractions touristiques répertoriés dans la zone, par région



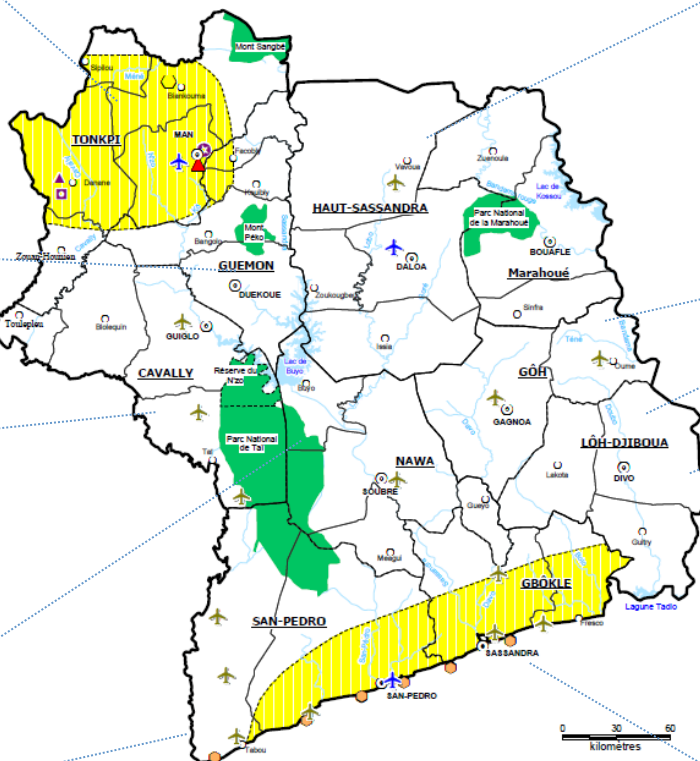
- ✓ **Parc du Mont Sangbé**
- ✓ **Monts Tonkpi et Péko**
- ✓ **Dent de Man**
- ✓ **Cascades de Man**
- ✓ **Singes sacrés à Gbêpleu et poissons sacrés à Dompleu**
- ✓ **Pont de Lianes de Lieupleu**
- ✓ **Villages de Biankouma et Gouessesso**

- ✓ **Montagnes et grottes sacrées de Guitrozon**
- ✓ **Festivals de masques**
- ✓ **Tisseurs de nattes et autres articles**

- ✓ **Parc national de Taï**
- ✓ **Forêt sacrée de Béhoué**
- ✓ **Montagne de Niouldé**
- ✓ **Grottes de Troya**
- ✓ **Arts et Festivals des masques, dont le Wê**

- ✓ **Lac de Buyo**
- ✓ **Chutes de la Nawa**
- ✓ **Singes sacrés**

- ✓ **Sites balnéaires** : baie des Sirènes, Monogaga, Taki, Blieron, Menéké...
- ✓ **Forêt classée de la Haute Dodo**
- ✓ **Plantations de café, hévéa et cacao**



- ✓ **Monuments historiques** (la paix, les 2 ivoires, vieux palais...)
- ✓ **Port de San Pedro**
- ✓ **Phare de Tabou**
- ✓ **Quartier des pêcheurs**

- ✓ **Baie des Hippopotames**
- ✓ **Plages de Lateko et Niezeko**
- ✓ **Sites balnéaires de Dagbebo, Vodiekou, Niéga...**
- ✓ **Parc naturel de l'île de Gaoulou**

- ✓ **Rivières sacrées** : Gnimim Yoplo de Bekoua et Tchetchelmlon
- ✓ **Grottes mystiques** de Zebra et grottes de Wandagué
- ✓ **Forêt sacrée** de Tolouzhouzou
- ✓ **Singes sacrés** de Gbétitapéa
- ✓ **Campement du 1^{er} Chef Canton**
- ✓ **Musée Kouame Raphael**
- ✓ **Centre artisanal de Daloa**

- ✓ **Parc national de la Marahoué**
- ✓ **Pierres taillées** de Gôhitafla

- ✓ **Forêts classées**
- ✓ **Concours wôyô**

- ✓ **Forêt sacrée** de Gbagbo Gneple
- ✓ **Montagne sacrée** de Didoko
- ✓ **Rivière sacrée** Tahatio
- ✓ **Termitière miraculeuse** de Kadeco
- ✓ **Site de pèlerinage** de Gagoue
- ✓ **Tombe** de Gnépilé Kouamé Denis
- ✓ **Village aux singes sacrés**

- ✓ **Cascades** de Dahiri
- ✓ **Pont Général Weygand**
- ✓ **Wharf** de Sassandra
- ✓ **Monument** aux morts des naufrages



Source : Ministère du Tourisme, 2015

✓ Ressources naturelles ✓ Ressources culturelles

1.1.3. Secteurs productifs

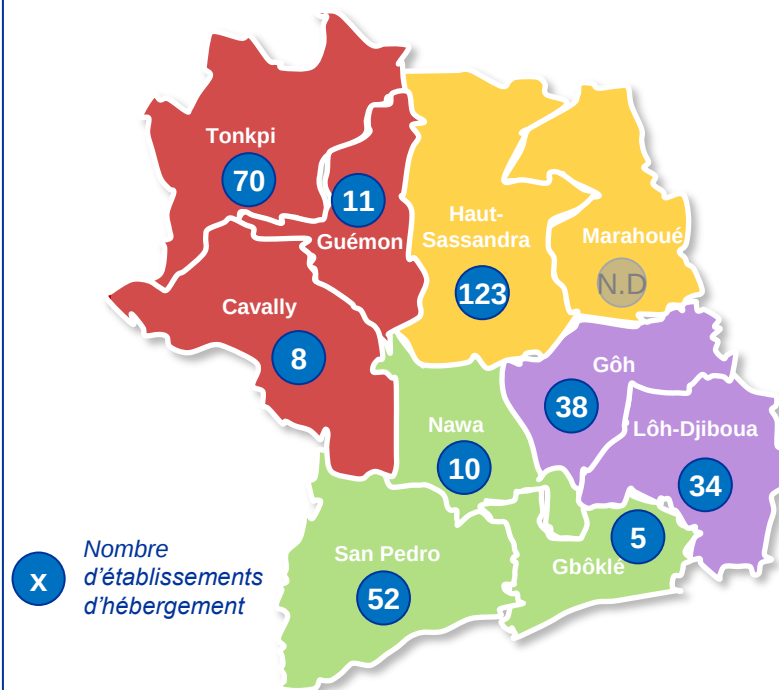
j) Tourisme

L'offre d'hébergement de la zone compte plus de 350 établissements, principalement concentrés autour des chefs-lieux de région

Nombre d'établissements d'hébergement répertoriés dans la zone, par District et comparaison nationale (2015)

Montagnes	89
Sassandra-Marahoué	123
Bas-Sassandra	67
Gôh-Djiboua	72
Zone géo économique S.O	351
Zone géo économique N.O	112
Zone géo économique C.N.E	256
Zone géo économique S.E	759
Côte d'Ivoire	1 478

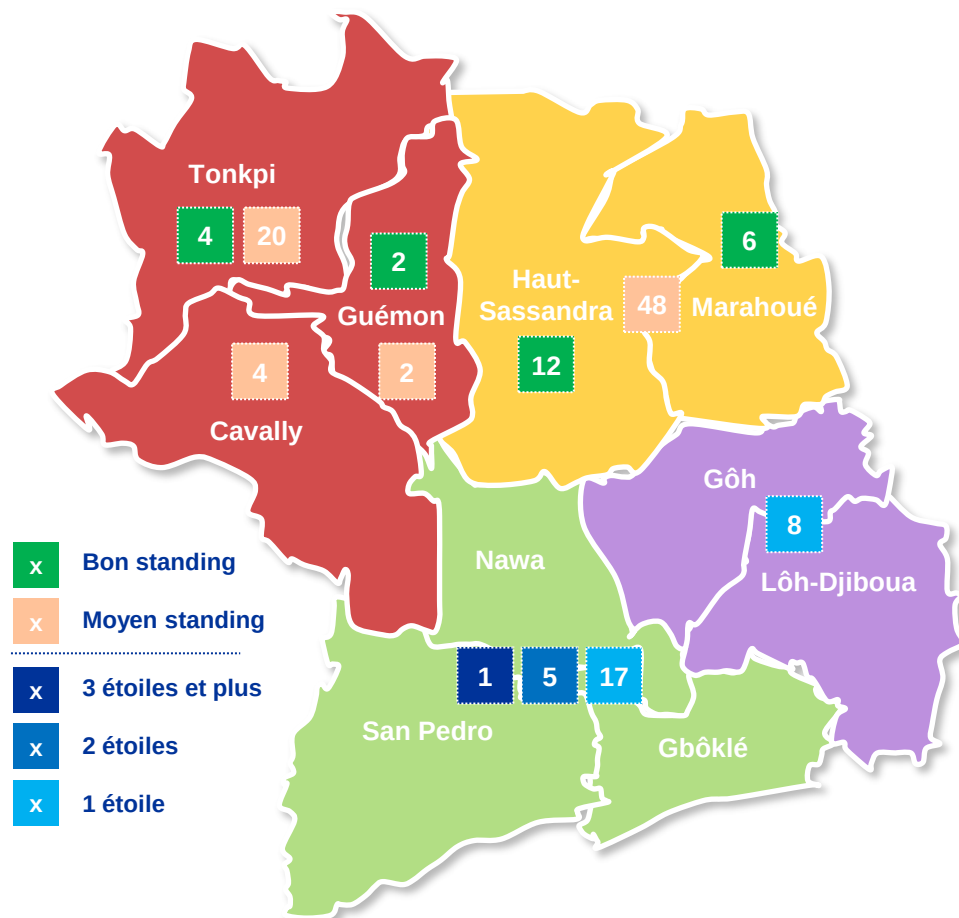
Nombre d'établissements d'hébergement répertoriés dans la zone, par région (2015)



- Le District de la **Sassandra-Marahoué** concentre ~ 35 % des établissements de la zone, principalement situés à **Daloa**
- Dans le District des **Montagnes**, ~ 80 % des établissements sont situés à **Man**, chef-lieu de la région du Tonkpi
- La **ville San Pedro** concentre 15 % des établissements de la zone et ~ 80 % du District du **Bas-Sassandra**

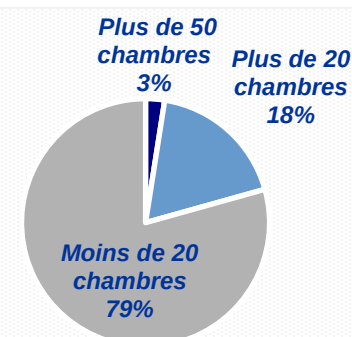
L'offre d'hébergement de la zone se caractérise principalement par des hôtels de quartier non classés

Etablissements d'hébergement dans la zone selon le standing, par District et par région¹ (2014)



- La zone compte **principalement des petits hôtels de quartier**

Répartition d'un échantillon² d'établissements selon la capacité d'accueil (2015)



- Pour l'essentiel, il s'agit d'établissements de **moins de 2 étoiles ou non classés**
- De nombreux hôtels ne disposent **pas d'agrément professionnel ou de licences d'exploitation**
- D'autres ont été **sinistrés par les crises nationales et/ou ne sont pas entretenus**

1.1.3. Secteurs productifs

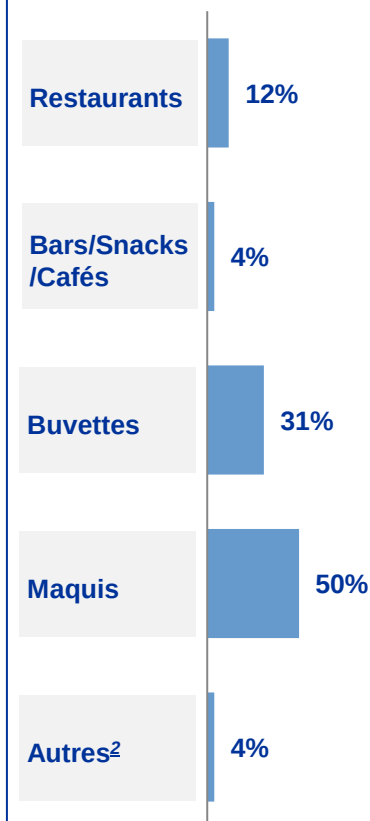
j) Tourisme

L'offre de restauration est principalement constituée de petits établissements de type buvette ou maquis

Répartition des établissements de restauration répertoriés par type, 2015

<u>District</u>	<u>Restaurant</u>	<u>Bar/Snack/ Café</u>	<u>Buvette</u>	<u>Maquis</u>	<u>Autres²</u>
Montagnes	8	4	23	23	27
Sassandra-Marahoué	17	5	71	65	-
Bas-Sassandra	25	5	24	134	1
Gôh-Djiboua	24	16	50	66	-
Zone géo économique S.O	74	30	168	288	28
Zone géo économique N.O	11	-	-	5	5
Zone géo économique C.N.E	85	26	173	241	4
Zone géo économique S.E	589	487	884	621	41
Côte d'Ivoire ¹	763	545	1 225	1 156	115

Répartition des couverts de la zone par type d'établissement, 2015



Sources : Ministère du Tourisme, 2015

¹Inclus 44 établissements à la localisation non disponible - ²Dont type d'établissement non disponible

1.1.4. Domaines sociaux

a) Education

Préscolaire

Zone Sud-Ouest

Le cycle Préscolaire dans la zone se caractérise par le taux brut de scolarisation le plus faible du pays, avec seulement 2,7 % des enfants scolarisés

District	Enfants scolarisés	Indice de parité	Taux de scolarisation
Montagnes	7 786	1,01	3,4%
Sassandra-Marahoué	5 548	1,03	2,0%
Bas-Sassandra	6 657	0,93	2,7%
Gôh-Djiboua	6 073	1,00	3,1%
Zone géo économique S.O	26 064	0,99	2,7%
Côte d'Ivoire	129 371	0,99	5,6%
Objectif national 2020	N.D.	1,00	N.D.

District	Nombre d'écoles	Nombre de salles	Ratio d'occupation
Montagnes	148	308	25,3
Sassandra-Marahoué	67	151	36,7
Bas-Sassandra	86	201	33,1
Gôh-Djiboua	84	205	29,6
Zone géo économique S.O	385	865	30,1
Côte d'Ivoire	1 750	4 308	30,0

District	Nombre d'instituteurs	Ratio d'encadrement
Zone géo économique S.O	1 286	20
Côte d'Ivoire	5 921	22

District	Etat des salles	
	Bon	Mauvais
Zone géo économique S.O	75%	25%
Côte d'Ivoire	82%	18%

Sources : MEN – Annuaire statistique de l'éducation 2013-2014, INS – RGPH 1998 (projections officielles) ; PAMT 2012-2014



1.1.4. Domaines sociaux

a) Education

Primaire

Zone Sud-Ouest

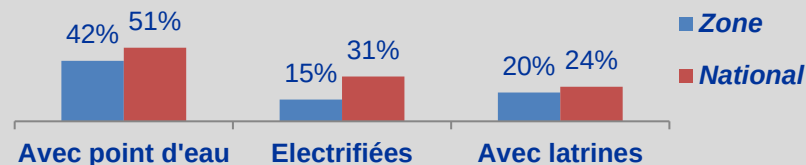
Le cycle Primaire présente un taux brut de scolarisation de 79 %, inférieur de plus de 16 points à l'objectif national fixé pour 2020

District	Enfants scolarisés	Indice de parité	Taux de scolarisation
Montagnes	307 130	0,78	77%
Sassandra-Marahoué	350 618	0,79	76%
Bas-Sassandra	309 848	0,81	85%
Gôh-Djiboua	272 180	0,81	80%
Zone géo économique S.O	1 239 776	0,80	79%
Côte d'Ivoire	3 176 874	0,86	76%
Objectif national 2020	4 027 395	N.D.	95%

District	Nombre d'écoles	Nombre de salles	Ratio d'occupation
Montagnes	1 481	8 091	38
Sassandra-Marahoué	1 303	7 345	48
Bas-Sassandra	1 489	7 334	42
Gôh-Djiboua	1 096	5 971	46
Zone géo économique S.O	5 369	28 741	43
Côte d'Ivoire	13 785	74 671	43

District	Nombre instituteurs	Ratio d'encadrement
Zone géo économique S.O	28 595	43
Côte d'Ivoire	74 703	40

Disponibilité des commodités dans les écoles primaires



Sources : MEN – Annuaire statistique de l'éducation 2013-2014, INS – RGPH 1998 (projections officielles) ; PAMT 2012-2014

1.1.4. Domaines sociaux

a) Education

Le Secondaire 1^{er} cycle est marqué par une sous-scolarisation importante et des ratios d'occupation élevés, de plus de 75 enfants par salle en moyenne

District	Enfants scolarisés	Indice de parité	Taux de scolarisation
Montagnes	66 292	0,5	32%
Sassandra-Marahoué	104 743	0,5	42%
Bas-Sassandra	71 816	0,6	39%
Gôh-Djiboua	85 048	0,6	46%
Zone géo économique S.O	327 899	0,5	40%
Côte d'Ivoire	1 005 991	0,7	43%
Objectif national 2020	N.D.	N.D.	48%

District	Nombre d'écoles	Nombre de salles	Ratio d'occupation
Montagnes	72	840	79
Sassandra-Marahoué	97	1 300	81
Bas-Sassandra	83	917	78
Gôh-Djiboua	102	1 246	68
Zone géo économique S.O	354	4 303	76
Côte d'Ivoire	1 284	14 543	69

District	Nombre d'enseignants*	Ratio d'encadrement
Zone géo économique S.O	13 460	31
Côte d'Ivoire	49 550	27

* Inclut les enseignants du 1^{er} et 2nd cycle

Sources : MEN – Annuaire statistique de l'éducation 2013-2014, INS – RGPH 1998 (projections officielles) ; PAMT 2012-2014

1.1.4. Domaines sociaux

a) Education

Avec un taux brut de scolarisation de 14 %, le 2nd cycle du Secondaire est marqué par une forte déperdition des effectifs, particulièrement pour les jeunes filles qui représentent moins du tiers des élèves

District	Enfants scolarisés	Indice de parité	Taux de scolarisation
Montagnes	11 955	0,4	8%
Sassandra-Marahoué	29 421	0,4	17%
Bas-Sassandra	17 329	0,5	12%
Gôh-Djiboua	26 214	0,5	21%
Zone géo économique S.O	84 919	0,4	14%
Côte d'Ivoire	315 565	0,6	19%
Objectif national 2020	N.D.	0,85	N.D.

District	Nombre d'écoles	Nombre de salles	Ratio d'occupation
Montagnes	45	352	34
Sassandra-Marahoué	71	650	45
Bas-Sassandra	59	471	37
Gôh-Djiboua	66	605	43
Zone géo économique S.O	241	2 078	41
Côte d'Ivoire	938	7 982	40

District	Nombre d'enseignants*	Ratio d'encadrement
Zone géo économique S.O	13 460	31
Côte d'Ivoire	49 550	27

* Inclut les enseignants du 1^{er} et 2nd cycle

Sources : MEN – Annuaire statistique de l'éducation 2013-2014, INS – RGPH 1998 (projections officielles) ; PAMT 2012-2014

1.1.4. Domaines sociaux

a) Education

Avec près de 10 000 enfants scolarisés, la zone Sud-Ouest affiche un taux brut de scolarisation de 1,6 %, soit près de la moitié du taux enregistré au niveau national

District	Enfants scolarisés	Indice de parité	Taux de scolarisation
Montagnes	795	0,6	0,5%
Sassandra-Marahoué	2 537	0,6	1,4%
Bas-Sassandra	2 597	0,7	1,8%
Gôh-Djiboua	3 679	0,8	2,9%
Zone géo économique S.O	9 608	0,7	1,6%
Côte d'Ivoire	55 642	1,0	3,4%

District	Nombre d'écoles	Nombre de salles	Ratio d'occupation
Montagnes	7	77	10
Sassandra-Marahoué	16	137	19
Bas-Sassandra	9	94	28
Gôh-Djiboua	16	189	19
Zone géo économique S.O	48	497	19
Côte d'Ivoire	266	3 263	17

District	Nombre d'enseignants	Ratio d'encadrement
Zone géo économique S.O	833	12
Côte d'Ivoire	5 303	10

Sources : MEN – Annuaire statistique de l'éducation 2013-2014, INS – RGPH 1998 (projections officielles)

1.1.4. Domaines sociaux

a) Education

La zone compte plus de 6 600 apprenants inscrits en Formation Professionnelle, principalement concentrés dans les Districts du Sassandra-Marahoué et du Gôh-Djiboua

District	Enfants scolarisés	Indice de parité
Montagnes	460	0,8
Sassandra-Marahoué	2 625	0,7
Bas-Sassandra	834	N.D.
Gôh-Djiboua	2 707	N.D.
Zone géo économique S.O	6 626	0,7
Côte d'Ivoire	56 828	1,0

District	Nombre d'écoles	Nombre de salles	Ratio d'occupation
Montagnes	12	54	9
Sassandra-Marahoué	23	188	14
Bas-Sassandra	21	106	8
Gôh-Djiboua	24	172	16
Zone géo économique S.O	80	520	13
Côte d'Ivoire	453	2 641	21

District	Nombre d'enseignants	Ratio d'encadrement
Zone géo économique S.O	1 512	4,4
Côte d'Ivoire	7 542	7,1

Sources : MPD-PEMED-CI -2015, METFP Annuaire ETPF – 2011/2012

* Les chiffres de cette partie n'incluent pas les données de l'INFPA

1.1.4. Domaines sociaux

a) Education

Supérieur

Zone Sud-Ouest

Avec 12 établissements supérieurs principalement concentrés dans la ville de Daloa, la zone enregistre le taux brut de scolarisation le plus faible de pays (0,6 %)

District	Enfants scolarisés	Indice de parité	Taux de scolarisation
Montagnes	234	0,63	0,1%
Sassandra-Marahoué	4 333	0,48	1,7%
Bas-Sassandra	148	0,05	0,1%
Gôh-Djiboua	814	0,72	0,4%
Zone géo économique S.O	5 529	0,50	0,6%
Côte d'Ivoire	176 504	0,58	7,3%

District	Nombre d'écoles	Nombre de salles	Ratio d'occupation
Montagnes	1	10	23
Sassandra-Marahoué	8	76	13
Bas-Sassandra	1	20	7
Gôh-Djiboua	2	54	15
Zone géo économique S.O	12	160	14
Côte d'Ivoire	217	5 482	20

District	Nombre d'enseignants	Ratio d'encadrement
Zone géo économique S.O	532	10,4
Côte d'Ivoire	15 139	11,7

Source : MESRS – Annuaire statistique de l'enseignement supérieur 2013-2014



1.1.4. Domaines sociaux

b) Santé

Malgré un plateau technique sanitaire le mieux fourni du pays, la zone Sud-Ouest dispose de moins d'une ambulance pour près de 8 établissements sanitaires et affiche un ratio de plus de 15 000 habitants par ESPC

District	Nbr. d'hab./ESPC	Nbr. d'hab./lit hospitalier	Nbr. d'hab./ambulance
Montagnes	13 176	4 507	159 992
Sassandra-Marahoué	17 269	6 796	134 810
Bas-Sassandra	16 728	7 369	148 309
Gôh-Djiboua	13 715	4 124	136 094
Zone géo économique S.O	15 158	5 486	144 625
Côte d'Ivoire	13 620	5 445	70 429
Objectifs PNDS	10 000	1 000	N.D

Source : MSLS – Annuaire statistique de la santé 2013

1.1.4. Domaines sociaux

b) Santé

Malgré une couverture en infirmiers et en sages-femmes conforme à la norme OMS, la zone affiche une carence d'environ 1 400 médecins, 2 800 infirmiers et 120 sages-femmes selon les normes OMS

District	Nbr. d'hab./médecin	Nbr. d'hab./chirurgien-dentiste	Nbr. d'hab./infirmier	Nbr. de FAP/sage-femme
Montagnes	24 614	248 877	5 910	4 082
Sassandra-Marahoué	29 317	180 089	6 272	3 159
Bas-Sassandra	22 468	254 641	7 095	3 592
Gôh-Djiboua	18 821	196 580	3 538	2 065
Zone géo économique S.O	23 652	215 174	5 500	3 107
Côte d'Ivoire	14 960	109 020	5 221	2 247
Objectifs PNDS	5 000	N.D	2 000	N.D
Normes OMS	10 000	1 000	5 000	3 000

Source : MSLS – Annuaire statistique de la santé 2013

La zone Sud-Ouest affiche le taux de mortalité maternelle le plus élevé du pays et les taux de mortalité néonatale et infanto-juvénile les moins élevés du pays

District	Taux de mortalité maternelle (nombre de décès pour 100 000 naissances)	Taux de mortalité néonatale (nombre de décès pour 1 000 naissances vivantes)	Taux de mortalité infanto-juvénile (nombre de décès pour 1 000 naissances vivantes)
Montagnes	136	46	145
Sassandra-Marahoué	210	26	80
Bas-Sassandra	101	18	75
Gôh-Djiboua	190	58	91
Zone géo économique S.O	159	37	98
Côte d'Ivoire	138	45	125

- Le taux élevé de la mortalité maternelle s'explique par :
 - un taux d'abandon élevé entre la première consultation prénatale et la consultation postnatale, signe d'un désintérêt des femmes enceintes devant la nécessité de faire suivre leur grossesse par des services hospitaliers dédiés
 - la défiance vis-à-vis de la médecine moderne au profit d'un suivi traditionnel
 - le difficile accès aux centres de santé dû notamment aux distances à parcourir et à l'impraticabilité de la route
- Les principales causes de mortalité néonatale sont :
 - la multiparité des femmes qui rend les accouchements plus complexes
 - l'insécurité alimentaire
 - différentes pathologies liées à la naissance comme l'hypotrophie

Source : MSLS – Annuaire statistique de la santé 2013

La zone Sud-Ouest, avec plus de 40 % des infrastructures culturelles nationales, est la mieux équipée du pays

Répartition des infrastructures culturelles

District/Zone	Musées	Bibliothèques	Salles de spectacle	Ecrans de cinéma	Centres culturels	Foyers de jeunes	
Montagnes	1	8	10	1	4	3	La plupart des salles de spectacle et des centres culturels sont sous-équipés, mal entretenus et ne permettent pas la promotion culturelle et la production de spectacle de qualité
Sassandra-Marahoua	2	10	0	2	0	0	
Bas-Sassandra	0	11	0	0	8	0	
Gôh-Djiboua	0	6	0	0	3	13	
Zone géo économique S.O	3	35	10	3	15	16	
Zone géo économique S.E	9	4	1	1	14	2	
Zone géo économique C.N.E	1	7	2	5	16	26	
Zone géo économique N.O	3	0	0	1	8	19	
Côte d'Ivoire	16	46	13	10	53	63	

Source : Direction du Patrimoine Culturel et de la Francophonie – 2013

Près de 40 % des évènements culturels du pays sont organisés dans la zone Sud-Ouest, et plus de la moitié d'entre eux sont localisés dans le District du Gôh-Djiboua

Répartition des évènements culturels

<i>District/Zone</i>	<i>Festivals</i>	<i>Foires et expositions</i>	<i>Séminaires et conférences</i>	<i>Autres évènements culturels</i>
Montagnes	7	0	0	1
Sassandra-Marahoué	0	0	0	0
Bas-Sassandra	0	0	0	0
Gôh-Djiboua	1	4	30	0
Zone géo économique S.O	8	4	30	1
Zone géo économique S.E	21	0	2	5
Zone géo économique C.N.E	8	0	0	11
Zone géo économique N.O	6	0	0	13
Côte d'Ivoire	43	4	32	30

Source : Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire, 2013

La zone compte plus de 50 % des clubs du pays, près de 45 % étant localisés dans le District du Gôh-Djiboua

Répartition des clubs et des adhérents

District/Zone

Nombre de clubs

Nombre d'adhérents

Montagnes

27

N.D

Sassandra-Marahoué

4

N.D

Bas-Sassandra

13

N.D

Gôh-Djiboua

38

N.D

Zone géo économique S.O

80

2 957

Zone géo économique S.E

30

864

Zone géo économique C.N.E

37

N.D

Zone géo économique N.O

2

N.D

Côte d'Ivoire

149

3 821

Source : Ministère de la Promotion de la jeunesse, des Sports et des Loisirs, 2014

La zone concentre plus de 40 % des infrastructures sportives du pays, près de 40 % étant localisées dans le District des Montagnes

Répartition des infrastructures sportives

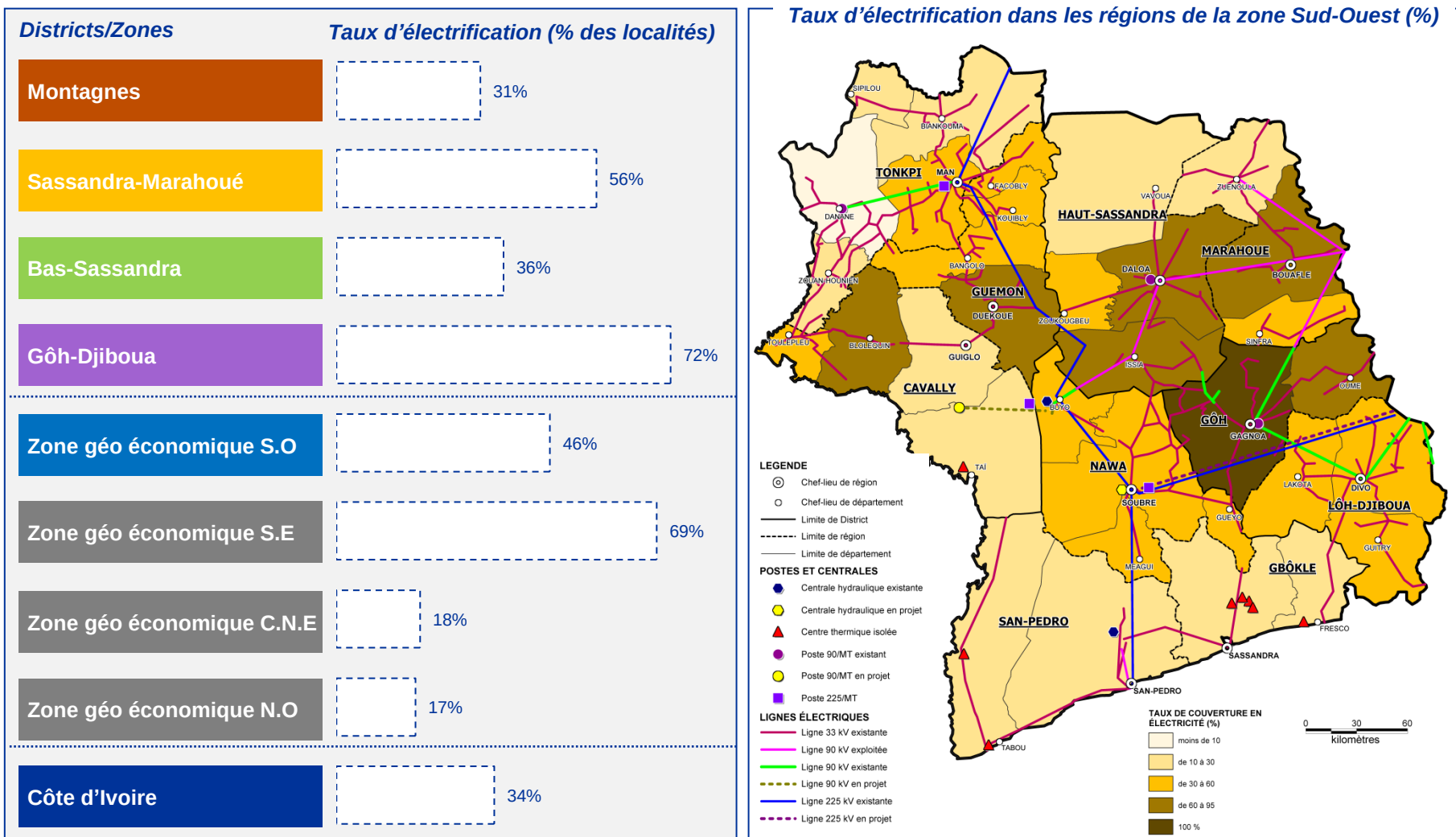
District/Zone	Stades	Centres de formation	Complexes sportifs	Foyers des jeunes	Terrains
Montagnes	3	12	15	7	6
Sassandra-Marahoué	6	0	0	1	14
Bas-Sassandra	3	0	1	1	8
Gôh-Djiboua	10	0	3	0	10
Zone géo économique S.O	22	12	19	9	38
Zone géo économique S.E	13	4	0	0	26
Zone géo économique C.N.E	25	1	7	8	39
Zone géo économique N.O	3	0	0	0	17
Côte d'Ivoire	63	17	26	17	120

Source : Ministère de la Promotion de la jeunesse, des Sports et des Loisirs, 2014

1.1.4. Domaines sociaux

e) Electricité

Le taux d'électrification de la zone présente de fortes disparités entre les Districts, avec des niveaux de couverture variant de 30 à 70 %



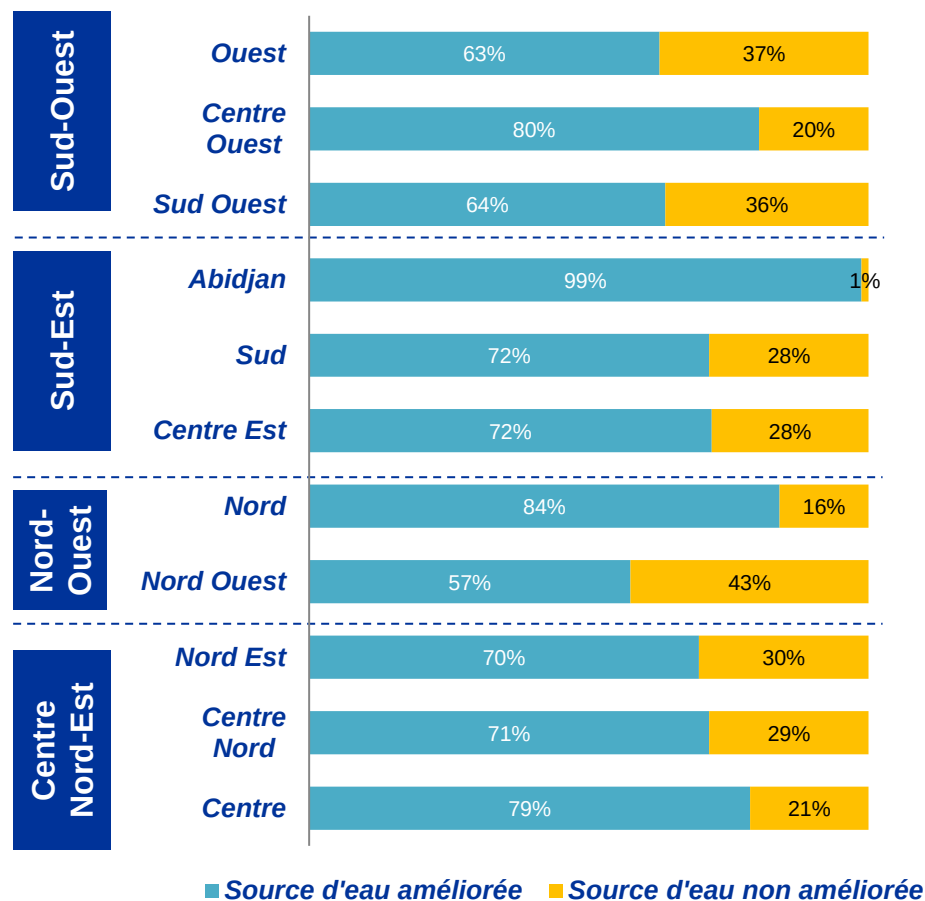
Source : CIE 2014 - Année 2013

1.1.4. Domaines sociaux

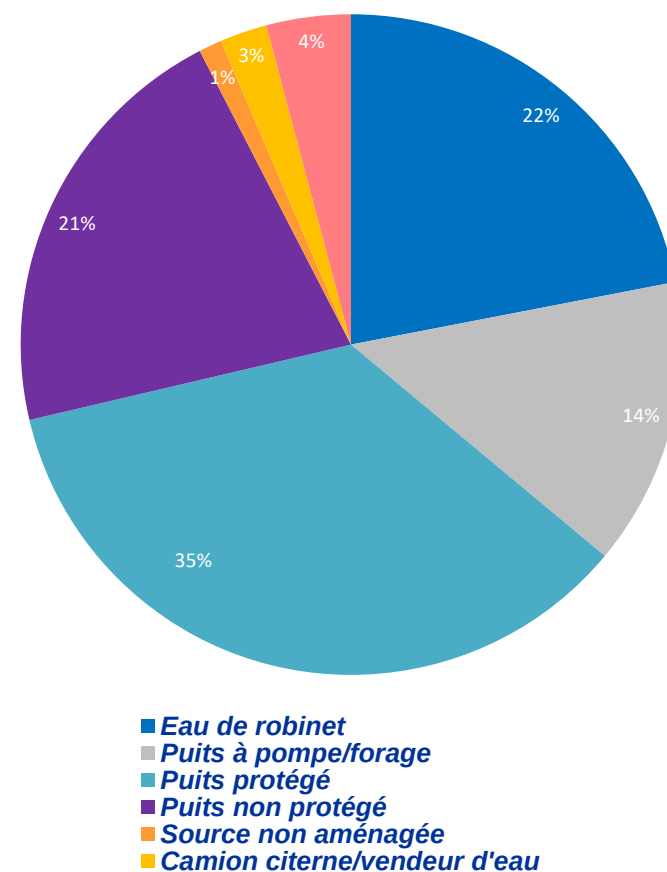
f) Eau potable

Si la zone Sud-Ouest présente un taux d'accès aux sources d'eau améliorées supérieur à 70 %, le taux d'utilisation de puits non protégés de 21 % souligne la précarité des infrastructures d'adduction en eau améliorée

Niveau d'accès aux sources d'eau améliorées et non améliorées par zone (en % du total des sources d'eau)



Taux d'utilisation par source dans la zone Sud-Ouest (en % de population)



Source : MICS/EDS, 2006

1.1.4. Domaines sociaux

f) Eau potable

Eau potable

Zone Sud-Ouest

Les équipements HU(*) mis en place ne permettent de couvrir que 60 % des besoins en eau des populations locales

District	Production (m ³ /j)	Besoin (m ³ /j)	Taux de couverture des besoins				
			< 60 %	60 %	80 %	100 %	> 100 %
Montagnes	24 307	27 760					
Sassandra-Marahoué	25 764	44 147					
Bas-Sassandra	18 131	27 578					
Gôh-Djiboua	14 913	31 594					
Zone géo économique S.O	83 115	131 079					
Zone géo économique S.E	468 205	662 495					
Zone géo économique C.N.E	100 225	104 804					
Zone géo économique N.O	41 425	37 007					
Côte d'Ivoire	692 970	935 385					

Source : ONEP 2014

(*) Hydraulique Urbaine

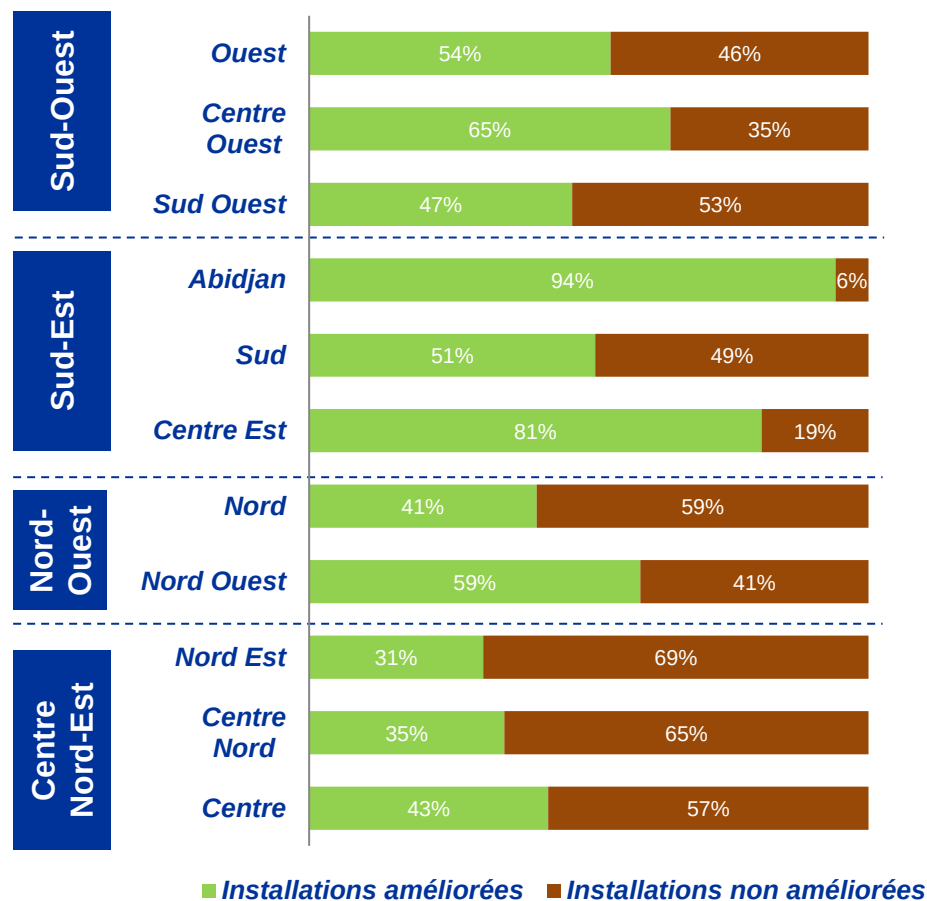


1.1.4. Domaines sociaux

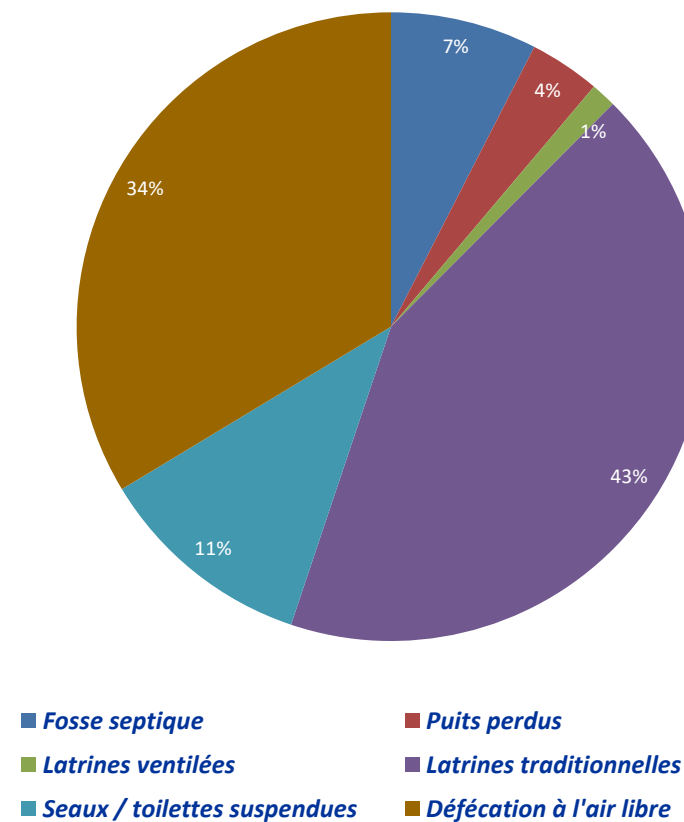
g) Assainissement

Si la zone Sud-Ouest présente un taux d'installations sanitaires améliorées de l'ordre de 55 %, le taux de défécation en plein air de près de 35 % souligne la précarité des infrastructures d'assainissement

Niveau d'équipement sanitaire par région* (en % du total d'installation)



Type d'équipement sanitaire dans la zone



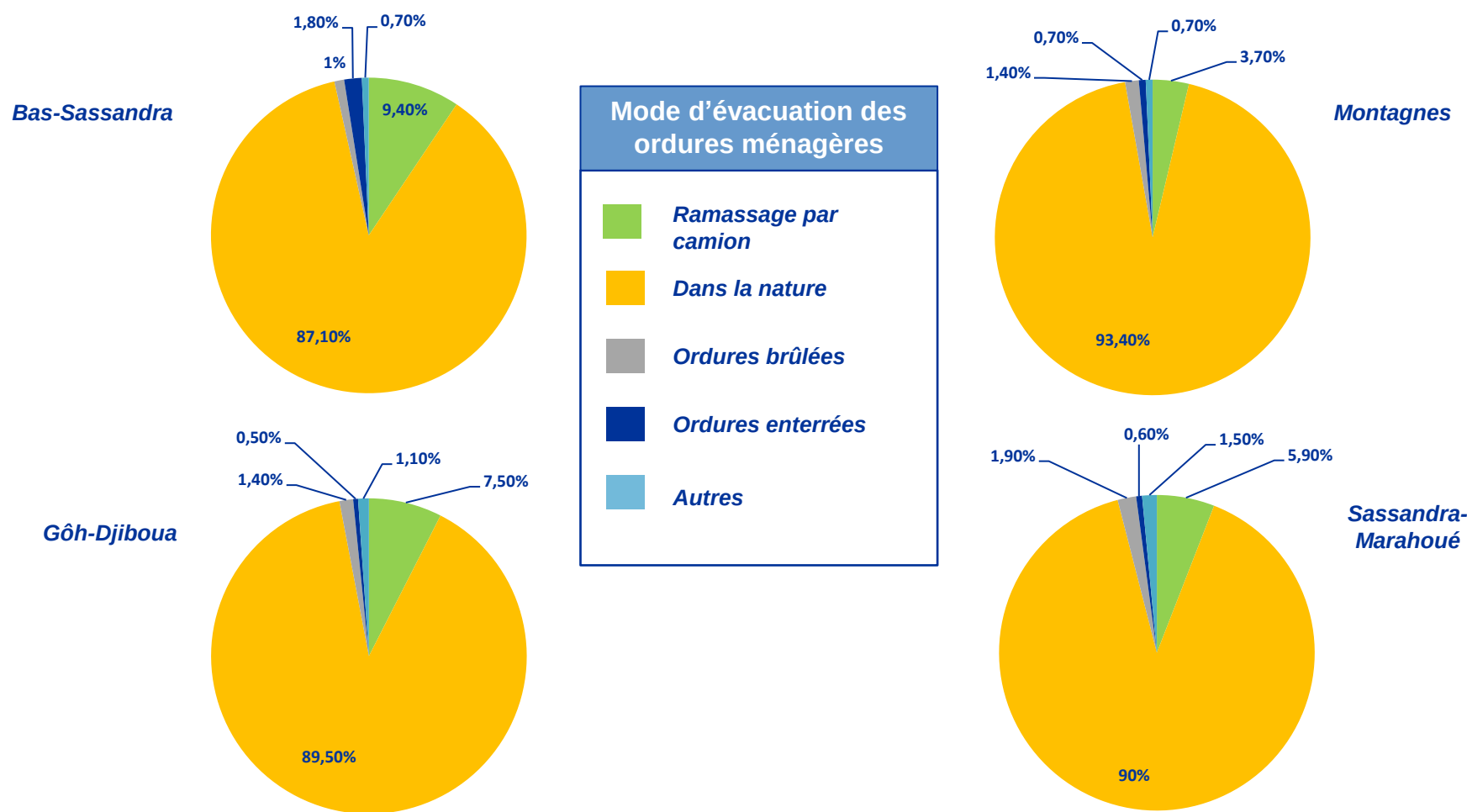
Source : MICS/EDS, 2006

1.1.4. Domaines sociaux

g) Assainissement

Les 4 Districts de la zone enregistrent un taux d'évacuation des ordures ménagères dans la nature de près de 90 %

Taux d'évacuation des déchets ménagers par type (en % de la population)



Source : INS – RGPH 1998

1.1.5. Facteurs de compétitivité

a) Routes

Représentant un tiers du linéaire national, le réseau routier de la zone compte moins de 9 % de routes bitumées

Chiffres clés du réseau routier de la zone

Longueur
En km

27 000

Longueur routes
bitumées
En km

2 080

Longueur routes
en terre
En km

24 920

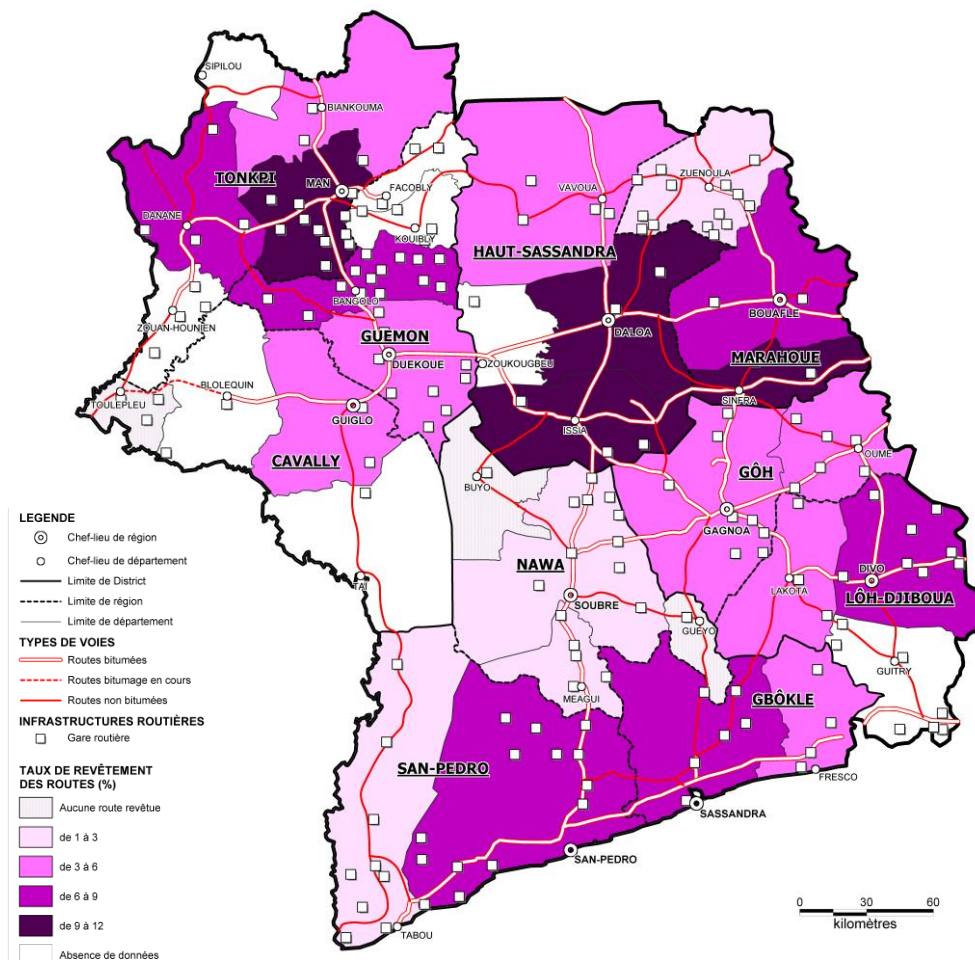
Densité routière
En km de route/
100 km² de
superficie

27

Taux de
revêtement
% de routes
bitumées

7,7 %

Taux de revêtement par région



Source : AGEROUTE, 2011

1.1.5. Facteurs de compétitivité

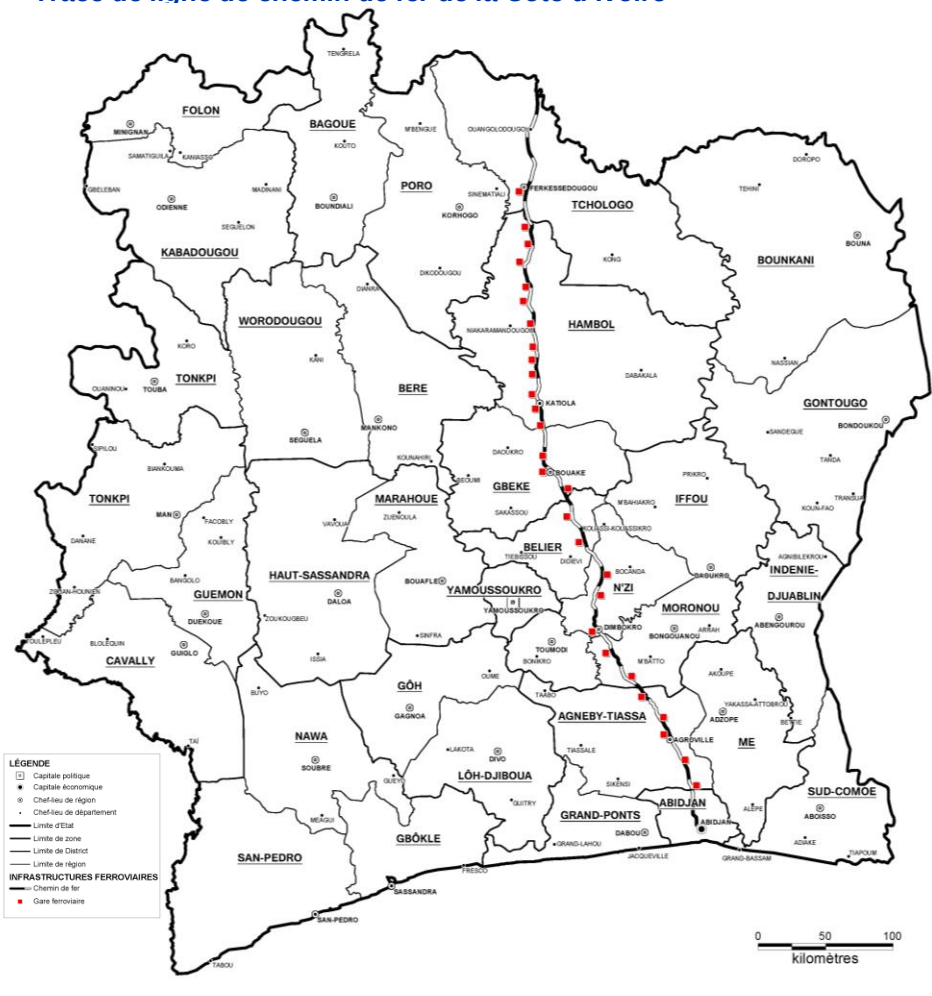
b) Chemin de fer

La seule ligne ferroviaire de Côte d'Ivoire, qui relie Abidjan à Ouagadougou au Burkina Faso, ne traverse pas la zone

Chiffres clés du réseau ferroviaire ivoirien

Concessionnaire des chemins de fer	SITARAIL (filiale de Bolloré Africa Logistics)
Distance totale en Côte d'Ivoire (km)	640
Nombre de gares de passage	35 dont 7 gares urbaines et 18 haltes
Densité ferroviaire (km/1000 km ² de terres)	2,07
Densité du trafic de marchandises	910 000 tonnes/an 40 trains/semaine
Densité du trafic de passagers	300 000 passagers/an 12 trains/semaine

Tracé de ligne de chemin de fer de la Côte d'Ivoire



Sources : SITARAIL 2013, Bolloré 2015, Diagnostic PND 2016-2020

1.1.5. Facteurs de compétitivité

c) Aéroports

La zone Sud-Ouest dispose de 3 aéroports et de plusieurs aérodromes à piste non revêtue

Aéroports et aérodromes de la zone



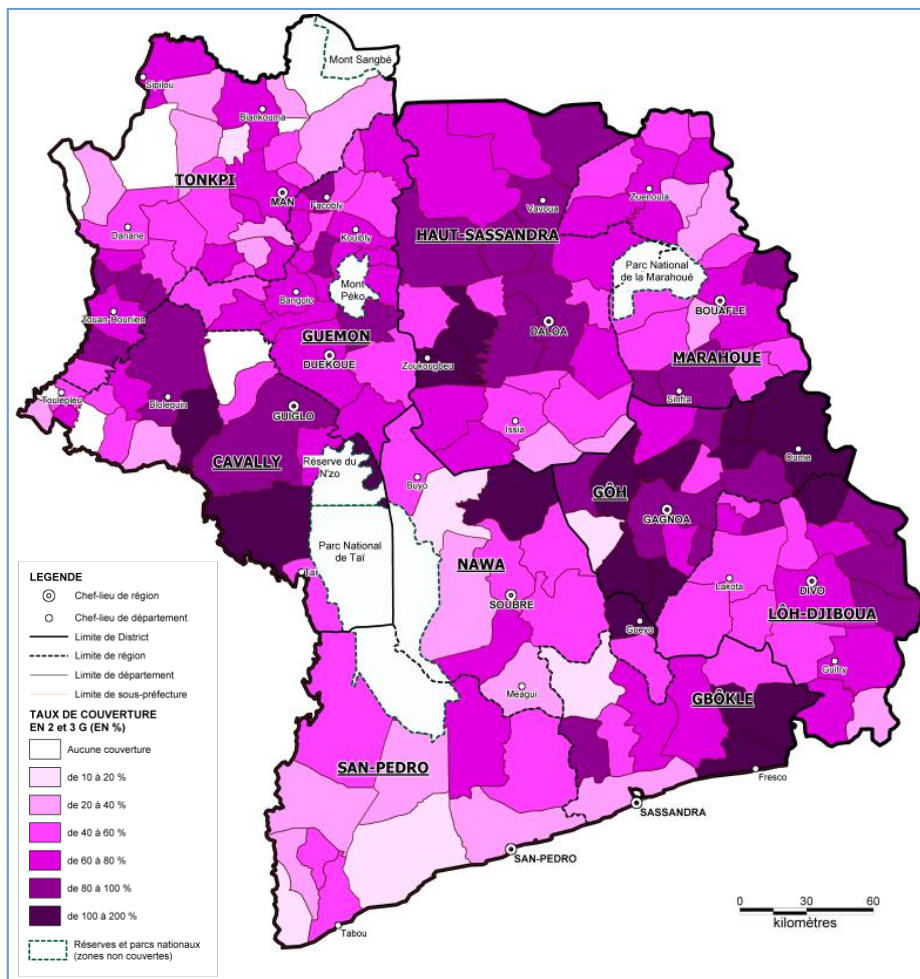
Sources : MEMPD – PEMED-CI, 2015

1.1.5. Facteurs de compétitivité

d) Télécommunications

Avec plus de 65 % de localités couvertes par le réseau de téléphonie mobile, la zone Sud-Ouest est au-dessus de la moyenne nationale

Couverture de la zone



Couverture de la zone par District

District/Zone	% de localités couvertes
Montagnes	60,7%
Sassandra-Marahoué	76,2%
Bas-Sassandra	52,6%
Gôh-Djiboua	76,9%
Zone géo économique S.O	65,4%
Zone géo économique S.E	79,0%
Zone géo économique C.N.E	49,3%
Zone géo économique N.O	52,0%
Côte d'Ivoire	57,9%

Source : ARTCI - 2015

1.1.5. Facteurs de compétitivité

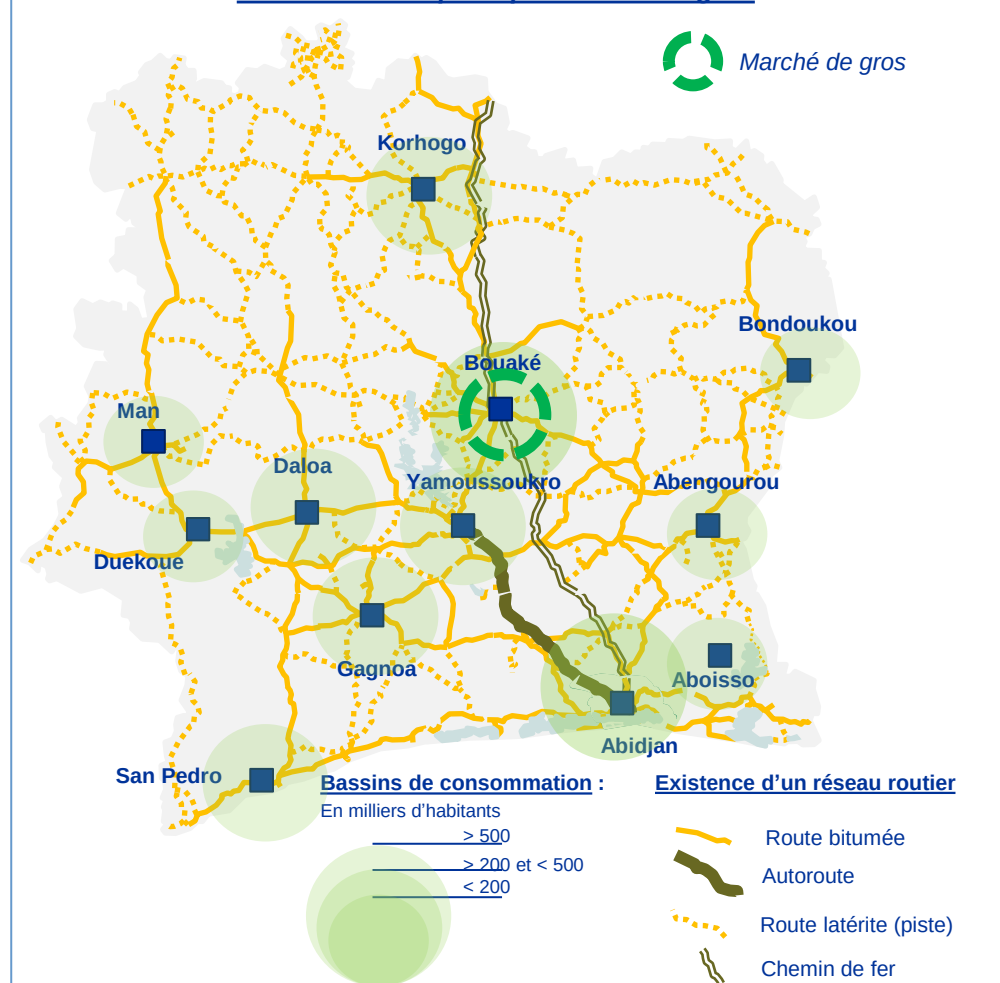
e) Transports logistiques et de distribution

La zone ne dispose d'aucune structure moderne de distribution et de commercialisation : le seul marché de gros en activité aujourd'hui au niveau national est le Marché de Gros de Bouaké (MGB)

Chiffres clés du marché de gros de Bouaké

Exploitation et développement	Société d'Economie Mixte de gestion du marché de gros de Bouaké
Superficie	28 ha Dont 14 ha aménagés et 10 ha non aménagés
Principales composantes	370 magasins 72 carreaux de producteurs Zone de services
Fréquentation	2 500 opérateurs économiques (grossistes, producteurs, manutentionnaires...)
Type de marchandises	Produits vivriers et agroalimentaires (arachide, maïs, igname, noix de cola, anacarde...)
Origine des marchandises	Villages et villes environnantes Autres localités

Localisation du principal marché de gros



Sources : FAO, UE, www.veille-ci.com 2014

1.1.5. Facteurs de compétitivité

f) Infrastructures industrielles

La zone dispose de peu de réserves foncières à vocation industrielle

Surfaces à vocation industrielle dans la zone Sud-Ouest (en ha)

<i>Connecteurs</i>	<i>Exploitées</i>	<i>Réserves</i>
San Pedro	530	N.D
Daloa	145	N.D
Man	3,5	N.D
Duékoué	N.D	N.D
Soubré	0	0
Sassandra	0	0
Divo	231	N.D
Bouaflé	100	0
Gagnoa	5	N.D
Guiglo	300	0

La disponibilité d'importantes réserves foncières à vocation industrielle constitue un atout majeur pour la mise en œuvre d'un plan de développement de nouveaux espaces industriels.

L'inconvénient est que ces espaces ne sont pas aménagés.

Afin d'améliorer son positionnement dans la région et de devenir un pays émergent à l'horizon 2020, la Côte d'Ivoire devra se doter de nouvelles zones industrielles modernes capables d'attirer les investisseurs

1.2. PRINCIPAUX CONSTATS (ATOUTS ET FAIBLESSES)

1.2.1. Secteurs productifs

a) Cultures de rente et agro-industrie

Principaux constats

- Les cultures de rente ont un poids socioéconomique historiquement très important dans la zone et y constituent la première source de revenus (plus de 1 500 milliards de FCFA ; soit ~70 % des revenus générés par les cultures de rente au niveau national).
- Elles sont dominées par :
 - Le cacao : 84 % de la production nationale avec plus de 1 400 kt
 - Le café, 78 % de la production nationale, avec 80 kt
 - L'hévéa, 48 % de la production nationale avec 171 kt de latex
 - Le palmier à huile, 37 % de la production avec 731 kt
- Elles constituent un enjeu socioéconomique majeur comme principale source d'emplois dans la zone (plus de 500 000 planteurs de cacao,...)
- Le développement des cultures de rente est entravé par la diminution des rendements, résultant de différentes causes (âge des plantations, manque d'intrants, gestion de la planification, formation des planteurs,...)
- La zone ne tire pas suffisamment profit de ses ressources naturelles :
 - Faible niveau de transformation (30 % pour le cacao, 14 % pour le café)
 - Faible nombre d'acteurs dans la transformation

Opportunités de développement

- La dynamique de la filière est portée par un marché mondial en croissance
 - Forte croissance de la demande mondiale en cacao, avec un TCAM de 2,5%
 - TCAM de 2 % pour le café
 - TCAM de 7 % pour le palmier à huile
- Le potentiel d'accélération du développement du secteur autour des filières clés et d'attraction de nouveaux acteurs (dans la transformation) est bien cerné et matérialisé au sein de programmes de développement gouvernementaux et privés tels que :
 - Programme 2QC (456 MMFCFA) pour la régénération des vergers, la formation des producteurs, l'augmentation des capacités de production...)
 - PNIA (2 000 MMFCFA) qui fixe les objectifs de production des cultures (400 kt café)
 - Plan Palmier (11,1 MMFCFA)
 - Plan Nescafé (100 MMFCFA)
- La concrétisation de ce potentiel passe par de nombreuses actions d'amélioration de la compétitivité des filières de rente (accès aux intrants, accès aux financements et aux facteurs de compétitivité pour les industriels,...) et l'attraction de nouveaux acteurs, en particulier dans la logistique et la transformation

1.2.1. Secteurs productifs

b) Cultures vivrières

Principaux constats

- La zone concentre plus de 30 % de la production vivrière nationale avec près de 1,4 millions de tonnes
 - 54 % de la production nationale de banane,
 - 34 % de celle de manioc
 - 32 % de celle d'igname
 - 32 % de celle de riz
 - 22 % de celle de maïs
- Bien que la production vivrière constitue un complément de revenus et participe à la sécurité alimentaire des populations, la zone enregistre près d'un habitant sur 5 en situation d'insécurité alimentaire
- Le développement du secteur est limité par :
 - Des rendements faibles, en comparaison avec les pays de la sous-région, dus principalement au manque de structure des exploitations (majoritairement traditionnelles), à l'utilisation d'outils rudimentaires et à la faible utilisation d'intrants (accentuée par leur difficulté d'accès)
 - Le faible niveau de transformation
 - Le manque de circuits de distributions structurés (aucun marché de gros dans la zone)
 - Les pertes importantes liées aux conditions de transport et de stockage

Opportunités de développement

- La dynamique du secteur est portée par :
 - La croissance démographique nationale
 - Par une demande mondiale en augmentation
- La dynamique de développement est centrée sur le Programme National d'Investissement Agricole (2 000 milliards de FCFA), qui vise à :
 - Promouvoir le développement des productions vivrières et animales
 - Promouvoir un développement durable et diversifié des productions de rente et d'exportation
 - Favoriser l'investissement privé dans le secteur agricole
 - Renforcer la gouvernance agricole
- La concrétisation de ce potentiel passe par de nombreuses actions connexes (accès aux intrants, accès aux financements et aux facteurs de compétitivité pour les industriels,...)

1.2.1. Secteurs productifs

c) Elevage

Principaux constats

- La zone, dotée d'une forte disponibilité des pâturages naturels, concentre environ 30 % du cheptel national de petits ruminants et 36 % du cheptel porcin.
- L'aviculture y occupe également une place importante, avec 27 % du parc avicole.
- L'élevage de bovins ne contribue qu'à hauteur de 5 % du cheptel national
- Le développement du secteur est entravé par :
 - Le manque de structuration des élevages, majoritairement villageois
 - Des rendements inférieurs à ceux de la moyenne régionale et nettement inférieurs à ceux des pays leaders (32 kg/femelle/an pour la viande porcine contre 94 kg/femelle/an en Allemagne)
 - Des déficits de productions (de 1 000 tonnes pour la filière avicole jusqu'à 14 000 tonnes pour la filière porcine)
 - Un faible nombre d'abattoirs aux standards internationaux
 - Des contrôles sanitaires perfectibles, avec du personnel peu qualifié et moyens limités aux postes de contrôle
 - La cherté des prix au niveau national, notamment pour la viande porcine
 - Les relations conflictuelles entre éleveurs et agriculteurs

Opportunités de développement

- La dynamique du secteur repose sur la croissance de la consommation régionale et nationale, en moyenne de 20 %.
- La dynamique de développement du secteur repose sur la mise en œuvre du Programme de Développement des Filières Animales (49,6 MMFCFA) pour :
 - Le développement d'infrastructures
 - La réhabilitation de ranches
 - La mise en place de tanneries, charcuteries, centres de collecte de lait...
 - La formation et la recherche
- La concrétisation de ce potentiel passe par la réalisation d'actions connexes (renforcement des contrôles sanitaires, accès aux intrants à des prix compétitifs, mise aux normes et renforcement des infrastructures, formation des acteurs et structuration de la filière...)

1.2.1. Secteurs productifs

d) Ressources halieutiques

Principaux constats

- La zone concentre environ 22 % de la production halieutique nationale, avec plus de 16 000 tonnes de captures permettant de générer environ 14 Mds FCFA :
 - 18 % de la pêche industrielle, 4 500 tonnes
 - 45 % de la production aquacole, 800 tonnes
 - 56 % de la pêche continentale, 5 000 tonnes
 - 17 % de la pêche maritime et lagunaire, 7 000 tonnes
- La zone est dotée :
 - D'un port de pêche industrielle à San Pedro
 - De 6 points de débarquement artisanaux dans le District du Bas-Sassandra
 - De 4 points de débarquement autour du Lac de Buyo et 4 sur le Lac de Kossou
 - D'un site d'aquaculture
- Le développement du secteur est cependant limité par :
 - Une sous-exploitation d'un potentiel de capture estimé à 112 000 tonnes (en 2014, seuls 67 % du potentiel ont été capturés)
 - Une flotte majoritairement artisanale et non motorisée
 - Les infrastructures du port de pêche de San Pedro, qui ne permettant d'accueillir que des chalutiers et des pirogues motorisées
 - Un faible niveau de transformation des captures
 - Des circuits de commercialisation peu développés

Opportunités de développement

- La dynamisation du secteur repose sur une meilleure exploitation du potentiel de capture et sur une plus grande valorisation de la transformation des produits halieutiques
- La dynamique de développement du secteur est portée par le Plan Stratégique de Développement de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire - (2014-2020) de 108 MMFCFA qui vise à :
 - Gérer durablement les ressources halieutiques
 - Multiplier par 2,5 la production de la pêche maritime actuelle à horizon 2020
 - Multiplier par 7 la production de pêche industrielle
 - Multiplier par 2,8 la production de pêche continentale
 - Multiplier par 5 la production aquacole
 - Renforcer les capacités institutionnelles et technique du secteur
- La concrétisation de ce potentiel passe par la mise en place des conditions optimales de gestion de la pêche maritime et le développement d'une aquaculture performante.

1.2.1. Secteurs productifs

e) Mines, hydrocarbures et énergies

Principaux constats

- La zone dispose d'un potentiel minier important non exploité :
 - Or : gisements à Ity, Agovia, Oumé, Agbaou et Bonikro
 - Fer : Gisements à 42 % à Monogaga et gisement à 35 % de fer (Mont Nimba et Mont Klahoyo)
 - Nickel / cuivre : Projet en cours à Samapleu, Sipilou, Moyango, Toubou
- Elle est également dotée en matériaux de construction avec :
 - 3 gisements d'argile dans le District des Montagnes, avec des réserves de plus de 480 000 tonnes
 - Des exploitations de sable (180 000 m³), granite (60 000 m³), gravier (17 000 m³) et graveleux (75 000 m³) dans les Districts du Bas-Sassandra et du Sassandra-Marahoué
- Le développement futur du secteur passera en particulier par :
 - Un meilleur accès à l'information géologique
 - La limitation de l'orpaillage
 - La mise en place d'infrastructures de transport adaptées à l'acheminement des produits d'extraction
 - L'accès des ressources humaines à une qualification adaptée
- La zone dispose d'un potentiel énergétique important, avec les barrages hydroélectriques et les explorations qui ont permis de détecter un gisement potentiel de pétrole à huile légère au large de San Pedro (bloc CI-514)

Opportunités de développement

- La dynamique du secteur repose sur la demande mondiale et sur la mise en place dans la zone d'infrastructures adaptées pour permettre l'acheminement et l'exportation des minerais extraits :
 - Construction d'une plateforme logistique pétrolière au PSP
 - Projet de chemin de fer permettant de relier Man à San Pedro
- Elle est également portée par la demande intérieure, en croissance avec les chantiers engagés impulsés suite à la sortie de crise (matériaux pour la construction)
- La dynamique de développement du secteur est portée par la stratégie nationale qui vise à :
 - Rendre attractif le cadre légal et institutionnel
 - Mettre en évidence et exploiter les gisements pétroliers et gaziers
 - Donner accès aux populations et aux entreprises aux produits pétroliers et gaziers de qualité
 - Poser les bases d'une industrie de transformation des hydrocarbures et du gaz

1.2.1. Secteurs productifs

f) Industries

Principaux constats

- Le secteur industriel est principalement centré sur l'industrie du bois, activité historique de la zone du fait de la proximité des ressources forestières, avec près de 45 scieries installées permettant de générer environ 15 MMFCFA et 1 900 emplois
- Avec un foncier peu aménagé et la quasi-inexistence de zones industrielles, l'activité industrielle de la zone est relativement limitée (avec une contribution de 3 % au CA de l'industrie manufacturière nationale). La zone représente néanmoins le 2^{ème} pôle industriel du pays pour le travail des métaux.
- Le secteur industriel de la zone est caractérisé par un manque de structuration des acteurs et près de 90 % de l'activité réalisée de manière informelle
- Si la zone ne compte pas actuellement d'industries énergétivores, elle dispose d'un potentiel énergétique important, notamment avec les barrages hydroélectriques et les hydrocarbures au large de San Pedro
- Le potentiel industriel de la zone, lié aux cultures de rente et à ses richesses en matériaux de construction est établi, avec notamment à San Pedro :
 - Des unités de transformation du cacao (SIMAF, Barry Callebaut)
 - La construction prochaine d'une unité du cimentier marocain CIMAF (35 MM FCFA) pour desservir les pays de la sous-région

Opportunités de développement

- La dynamique du secteur peut être tirée par :
 - Une industrie du **bois** qui s'appuie sur les dernières ressources importantes en bois au niveau national
 - Une activité agricole importante et consommatrice d'**engrais**
 - L'activité BTP dans la zone, la dynamique du marché de la construction local, consommateur de **matériaux de construction** et en bois de charpente
 - La disponibilité de débris et de déchets d'aluminium dans la zone, compte-tenu de l'activité de travail des métaux, qui permet d'envisager la mise en place d'une **industrie énergétivore**
 - Un bassin d'emploi important pour des activités fortement intensives en main d'œuvre
- Le développement pérenne du secteur passe par
 - Des actions volontaristes en matière de reboisement
 - L'aménagement de zones industrielles
 - La lutte contre l'informel et une amélioration de l'environnement des affaires
 - Le développement des infrastructures de transport



1.2.1. Secteurs productifs

g) Tourisme et artisanat

Principaux constats

- A l'issue de la période de crises, le secteur a un poids marginal et un faible niveau de développement sur l'ensemble de la zone, qui doit faire face à plusieurs freins à sa redynamisation :
 - Un déficit important en **capacités d'accueil**, avec une offre limitée et peu valorisée, constituée pour l'essentiel d'établissements de moins de 2 étoiles ou non classés, dont la plupart ne disposent pas encore d'agrément professionnel ou de licences d'exploitation
 - Des **établissements hôteliers de standing** qui ont été **sinistrés** au cours des crises successives et/ou **non entretenus**
 - Un déficit d'attractivité lié à l'**absence de structures d'animation**, l'**état dégradé des sites culturels** et à la **connectivité limitée**
- La zone dispose à l'heure actuelle d'une capacité de différenciation limitée et montre un retard de développement important comparé à d'autres bassins touristiques, comme Grand Bassam et Yamoussoukro
- Le potentiel de croissance reste limité à court terme et orienté sur le tourisme local, avec des enjeux importants de remise à niveau urbaine et de valorisation du patrimoine à destination de la population locale

Opportunités de développement

- La zone possède de nombreux centres d'intérêt touristique :
 - 250 km de côte littoral
 - 5 parcs naturels, dont le Parc National de Taï et celui de la Marahoué
 - Un riche patrimoine culturel constitué de sites historiques, d'artisanat et d'évènements culturels locaux
 - Quelques établissements classés et/ou de bon standing, notamment à San Pedro, Daloa, Bouaflé et Man
 - Des circuits touristiques existants
- Après une diminution significative liée à la crise ivoirienne, la dynamique du secteur est soutenue par les arrivées de touristes internationaux, affichent une croissance de plus de 12 % par an au niveau national
- La dynamique de développement du secteur est portée par la stratégie touristique nationale, et trouve une concrétisation dans une trentaine de projets identifiés pour le développement national et/ou régional du tourisme en Côte d'Ivoire

1.2.2. Domaines sociaux

a) Education et Santé

Domaine	Principaux constats
Education et formation	• Si la zone connaît une amélioration des conditions de scolarisation, conséquence de la construction d'école et de salles supplémentaires dans le cadre des politiques nationales de développement (PND...) et une évolution positive de la scolarisation des enfants depuis 2011 (avec une augmentation des taux brut de scolarisation de 5 % dans le Secondaire 1^{er} cycle et jusque 34 % dans le Préscolaire), elle est marquée par : – Une sous-scolarisation des enfants, particulièrement dans le cycle Préscolaire où seulement 3 % des enfants sont inscrits – Une surcharge des classes dans le Primaire et le Secondaire 1^{er} cycle, avec des ratios d'occupation variant de 40 à près de 80 enfants par salle – Une déperdition scolaire des élèves à partir du Primaire jusqu'au Supérieur avec un taux de transition de 33 % entre la 3^{ème} et la 2^{nde}, accentuée par la problématique de genre (29 % des jeunes filles passent de la 3^{ème} à la 2^{nde})
Santé	• Malgré la disponibilité d'infrastructures sanitaires (plus de 900 établissements, soit plus de 35% du nombre total du pays), la zone a le plateau technique le mieux fourni du pays et près de 30 % des sites VIH du pays, la zone connaît des faiblesses dans le secteur de la santé, tant au niveau des infrastructures (12 % des ESPC de la zone son fermés à cause d'un manque de raccordement à l'eau et à l'électricité ou à une insuffisance des équipements) qu'au niveau des moyens humains et matériels. – Insuffisance du personnel médical : taux de couverture en médecins le plus faible du pays, avec plus de 23 000 habitants par médecin – Insuffisance des moyens ambulatoires • La zone connaît par ailleurs une incidence du paludisme élevée au regard du pays

1.2.2. Domaines sociaux

b) Facteurs de développement humain, Environnement et Cadre de vie

Domaine	Principaux constats
Services de base	• Malgré les projets de renforcement et d'amélioration des infrastructures dans la majorité des régions qui la constituent, avec notamment la construction du barrage de Soubré (livraison prévue en 2017), la zone fait face à : – De faibles taux d'accès aux commodités de base : 60 % des localités ne sont pas reliées au réseau électrique, 30 % de la population ne dispose pas d'accès à une source d'eau améliorée – De faibles taux d'accès à l'assainissement : moins de 50 % des habitants sans assainissement liquide amélioré et 90 % des ménages déversant leurs ordures ménagères dans la nature – Un manque d'entretien des ouvrages publics (réseaux d'assainissement et d'adduction...)
Cadre de vie	• Une zone caractérisée par un faible taux d'urbanisation (32 % contre une moyenne nationale de 50 %) et un développement urbanistique insuffisamment maîtrisé dans la plupart des villes, avec une surdensification des quartiers centraux et le développement de quartiers précaires périphériques • Des agglomérations marquées par des centres villes généralement peu attractifs et insuffisamment équipés, qui offrent un cadre et des conditions de vie peu propices à l'établissement d'une population de cadres nécessaire au développement d'activités à forte valeur ajoutée • Une tendance générale à la pénurie de logement, avec des terrains viabilisés mais insuffisamment lotis

1.2.3. Facteurs de compétitivité

a) Infrastructures de transport

Domaine	Principaux constats
Infrastructures routières	- Malgré un linéaire routier de 27 000 km (soit un tiers du réseau national), une grande partie de la zone manque de connectivité et est enclavée - Moins de 8 % du réseau de la zone est revêtu (2 080 km) et l'état général du linéaire est marqué par le manque d'entretien courant et de maintenance, ce qui pénalise le transport routier de marchandises et de voyageurs, génère des coûts logistiques élevés, occasionne des pertes significatives de production et des délais de parcours contreproductifs (plus de 3 heures pour un trajet San Pedro – Sassandra selon les conditions climatiques par exemple). - Le District du Bas-Sassandra, bien que doté à San Pedro du deuxième port exportateur du pays, dispose d'un réseau non revêtu à près de 95 %. - Si les projets en cours viennent renforcer la connectivité de la zone avec les pays limitrophes, la route côtière qui relie San Pedro à Abidjan, à l'instar du reste du linéaire de la zone, représente un obstacle au développement de San Pedro comme contrepoids économique à Abidjan.
Infrastructures portuaires	- La zone dispose d'un avantage comparatif réel : le Port Autonome de San Pedro (PASP), qui joue un rôle fondamental pour la dynamique économique de la zone en permettant l'exportation des productions agricoles de son hinterland, et voit transiter un tiers du trafic conteneurs de la Côte d'Ivoire, dont plus de la moitié en transbordement. - Le PASP, port en eau profonde, dispose d'infrastructures modernes permettant de traiter un trafic polyvalent (port de commerce et porte de pêche). En dehors du transbordement de conteneurs, le trafic au PASP est dominé par les importations de produits cimentiers et les exportations de café/cacao et autres cultures d'exportation de la zone. - Le PASP présente un coût de passage des navires parmi les plus compétitifs de la région (4,6 M FCFA pour un porte-conteneur type de 20 000 tjb), ce qui renforce son positionnement vis-à-vis de son hinterland élargi.

1.2.3. Facteurs de compétitivité

a) Infrastructures de transport

Domaine	Principaux constats
Infrastructures aéroportuaires	• Si la zone est dotée plusieurs aérodromes dotés de pistes non revêtues, elle compte également 3 aéroports avec piste bitumée : – Un aéroport récemment rénové à Man, disposant d'infrastructures modernes (tour de contrôle, aérogare, piste bitumée) et ayant accueilli son premier vol Air Côte d'Ivoire en provenance d'Abidjan en Septembre 2015 ; – Un aéroport à San Pedro (ICAO : DISP et IATA : SPY), à proximité du centre-ville et qui vient d'être modernisé pour accueillir les vols de la compagnie nationale Air Côte d'Ivoire. Il est en mesure d'accueillir des avions de passagers tels que les Fokker 100 qui placent San Pedro à 1h30 de vol d'Abidjan. La capacité d'accueil de l'aérogare est de plus de 100 personnes ; – Un aéroport à Daloa, dont la piste est fortement dégradée.
Infrastructures ferroviaires	• Le chemin de fer a été identifié comme l'infrastructure de transport la plus adaptée pour l'exploitation des ressources minières de l'Ouest ivoirien et le Port Autonome de San Pedro offre les conditions techniques et économiques optimales pour traiter les ressources issues du sous-sol de son hinterland. • Le Programme d'Actions Prioritaires de Développement du Transport Ferroviaire prévoit la construction d'une ligne qui reliera à terme San-Pedro à Bamako, en passant par Man et Odienné. • Un protocole d'accord a été signé en 2015 entre le gouvernement ivoirien et le groupe italien Italferr pour la réalisation du tracé du chemin de fer qui reliera les villes de San Pedro et de Bamako sur une distance de 1 000 km, en passant par Man et Odienné. Ce projet vise à renforcer les échanges entre la Côte d'Ivoire et le Mali, en ouvrant à ce dernier un accès direct au port de San Pedro. • Ce nouvel axe ferré permettra également de connecter le port à toutes les zones minières et agricoles qu'il traversera, et permettra notamment l'exploitation du fer du Mont Klahoyo (700 Mt à 33% de fer) et du nickel de Biankouma (258 Mt à 1,5% de nickel). Le projet de chemin de fer minéralier Man-San Pedro intègre également la construction du Terminal minéralier du PASP, pour un budget estimé à 850 MM FCFA, coûts d'entretien inclus, sur une durée de 5 ans

1.2.3. Facteurs de compétitivité

b) Infrastructures énergétiques / Infrastructures télécoms / Zones industrielles et logistiques

Domaine	Principaux constats
Infrastructures électriques	- Forte d'un réseau hydrographique important, la zone compte plusieurs infrastructures de production d'électricité. - Le barrage de Soubré, actuellement en construction, permettra d'atteindre à l'horizon 2018 une production locale de près de 450 MW au total, avec sa puissance de 275 MW, qui viendra s'additionner aux 5 MW du barrage de Faye et aux 165 MW du barrage de Buyo
Infrastructures télécoms	- Avec près des deux-tiers des localités couvertes par le réseau de téléphonie mobile (65,4 %), la zone Sud-Ouest dispose d'un maillage télécoms significatif, mais peu équilibré : ainsi, le District du Bas-Sassandra (San Pedro) ne compte que près de 53 % de localités couvertes. - Si la disponibilité du réseau de deuxième génération est relativement bonne dans les 18 grandes villes de la zone (3,4 % d'indisponibilité), celle du réseau 3G est médiocre, avec un taux d'indisponibilité de 13,1 % (le plus élevé au niveau national)
Zones industrielles et logistiques	- San Pedro dispose de deux zones industrielles (Nord et Sud), couvrant une superficie totale de 50 hectares. - La zone dispose de réserves foncières industrielles importantes (520 ha à San Pedro, 100 ha à Bouaflé, 145 ha à Daloa, 231 ha à Divo, 300 ha à Guiglo, 5 ha à Gagnoa et 3,5 ha à Man) - Ces réserves constituent un atout majeur pour la mise en œuvre d'un plan de développement de nouveaux espaces industriels. L'inconvénient est que ces espaces ne sont pas aménagés.

II. ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA ZONE SUD-OUEST

2.1. OPPORTUNITES CLES DE DEVELOPPEMENT DE LA ZONE SUD-OUEST

2.1.1. Implications du diagnostic stratégique pour le développement de la zone

Principales idées clés issues du diagnostic stratégique

- 1 **3 secteurs capables de porter le développement du territoire (agriculture de rente, industries & mines, et tourisme) :**
 - Avantages comparatifs du territoire aujourd'hui limités malgré une population importante et des richesses naturelles
 - Potentiel important pour les secteurs « naturels » du territoire
- 2 **Des projets structurants à accélérer en termes d'aménagement du territoire, avec des impacts importants sur le développement de la région :**
 - Infrastructures de transport et logistiques : autoroute, rail, ZIL
 - Port de San Pedro à moderniser/développer pour en faire une locomotive du développement
- 3 **Déficit d'acteurs économiques « locomotive » dans la zone :**
 - Quelques acteurs de taille significative dans le secteur de la 1^{ère} transformation du cacao, ciment,...
 - Faible visibilité sur des investissements importants à court/moyen terme
- 4 **Manque d'attractivité des villes, pénalisant leur développement économique :**
 - Offre de services publics/sociaux hétérogène (santé, éducation, transport)
 - Lacunes importantes dans le cadre de vie (espaces verts, infrastructures culturelles et de loisirs)
- 5 **Connectivité avec les grands centres urbains limitée :**
 - A l'intérieur de la zone
 - Avec les autres Zones (Nord-Ouest et Sud-Est particulièrement)

Implications clés

- Focalisation du développement sur trois secteurs : Agriculture, Industries & Mines et Tourisme
- Accélérer la mise en place d'avantages comparatifs forts (Zone Franche, Energie, Infrastructure, Plateforme Logistiques, Zone Industrielle)
- Préparer la zone au futur développement minier
- Attraction nécessaire de nouveaux investisseurs et de nouveaux acteurs
- Mise à niveau des principales villes et des zones rurales en équipements et services de base
- Améliorer la connectivité avec le reste du Pays

2.1.2. Opportunités clés identifiées par secteur

Culture de rente et agro-industrie

- La dynamique de la filière est portée par un marché mondial en croissance
 - Forte croissance de la demande mondiale en cacao, avec un TCAM de 2,5%
 - TCAM de 2 % pour le café
 - TCAM de 7 % pour le palmier à huile
- Le potentiel d'accélération du développement du secteur autour des filières clés et d'attraction de nouveaux acteurs (dans la transformation) est bien cerné et matérialisé au sein de programmes de développement gouvernementaux et privés tels que :
 - Programme 2QC (456 MMFCFA) pour la régénération des vergers, la formation des producteurs, l'augmentation des capacités de production...
 - PNIA (2 000 MMFCFA) qui fixe les objectifs de production des cultures (400 kt café)
 - Plan Palmier (11,1 MMFCFA)
 - Plan Nescafé (100 MMFCFA)
- La concrétisation de ce potentiel passe par de nombreuses actions d'amélioration de la compétitivité des filières de rente (accès aux intrants, accès aux financements et aux facteurs de compétitivité pour les industriels,...) et l'attraction de nouveaux acteurs, en particulier dans la logistique et la transformation

Culture vivrière

- La dynamique du secteur est portée par :
 - La croissance démographique nationale
 - Par une demande mondiale en augmentation
- La dynamique de développement est centrée sur le Programme National d'Investissement Agricole (2 000 milliards de FCFA), qui vise à :
 - Promouvoir le développement des productions vivrières et animales
 - Promouvoir un développement durable et diversifié des productions de rente et d'exportation
 - Favoriser l'investissement privé dans le secteur agricole
 - Renforcer la gouvernance agricole
- La concrétisation de ce potentiel passe par de nombreuses actions connexes (accès aux intrants, accès aux financements et aux facteurs de compétitivité pour les industriels,...)

2.1.2. Opportunités clés identifiées par secteur

Ressources halieutiques

- La dynamisation du secteur repose sur une meilleure exploitation du potentiel de capture et sur une plus grande valorisation de la transformation des produits halieutiques
- La dynamique de développement du secteur est portée par le Plan Stratégique de Développement de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire - (2014-2020) de 108 MMFCFA qui vise à :
 - *Gérer durablement les ressources halieutiques*
 - *Multiplier par 2,5 la production de la pêche maritime actuelle à horizon 2020*
 - *Multiplier par 7 la production de pêche industrielle*
 - *Multiplier par 2,8 la production de pêche continentale*
 - *Multiplier par 5 la production aquacole*
 - *Renforcer les capacités institutionnelles et technique du secteur*
- La concrétisation de ce potentiel passe par la mise en place des conditions optimales de gestion de la pêche maritime et le développement d'une aquaculture performante.

Elevage

- La dynamique du secteur repose sur la croissance de la consommation régionale et nationale, en moyenne de 20 %.
- La dynamique de développement du secteur repose sur la mise en œuvre du Programme de Développement des Filières Animales (49,6 MMFCFA) pour :
 - *Le développement d'infrastructures*
 - *La réhabilitation de ranches*
 - *La mise en place de tanneries, charcuteries, centres de collecte de lait...*
 - *La formation et la recherche*
- La concrétisation de ce potentiel passe par la réalisation d'actions connexes (renforcement des contrôles sanitaires, accès aux intrants à des prix compétitifs, mise aux normes et renforcement des infrastructures, formation des acteurs et structuration de la filière...)

2.1.2. Opportunités clés identifiées par secteur

Industries manufacturières

- La dynamique du secteur peut être tirée par :
 - Une industrie du **bois** qui s'appuie sur les dernières ressources importantes en bois au niveau national
 - Une activité agricole importante et consommatrice d'**engrais**
 - L'activité BTP dans la zone, la dynamique du marché de la construction local, consommateur de **matériaux de construction** et en bois de charpente
 - La disponibilité de débris et de déchets d'aluminium dans la zone, compte-tenu de l'activité de travail des métaux, qui permet d'envisager la mise en place d'une **industrie énergétivore**
 - Un bassin d'emploi important pour des activités fortement intensives en main d'œuvre
- Le développement pérenne du secteur passe par
 - Des actions volontaristes en matière de reboisement
 - L'aménagement de zones industrielles
 - La lutte contre l'informel et une amélioration de l'environnement des affaires
 - Le développement des infrastructures de transport

Mines et industries extractives

- La dynamique du secteur repose sur la demande mondiale et sur la mise en place dans la zone d'infrastructures adaptées pour permettre l'acheminement et l'exportation des minerais extraits :
 - Construction d'une plateforme logistique pétrolière au PSP
 - Projet de chemin de fer permettant de relier Man à San Pedro
- Elle est également portée par la demande intérieure, en croissance avec les chantiers engagés impulsés suite à la sortie de crise (matériaux pour la construction)
- La dynamique de développement du secteur est portée par la stratégie nationale qui vise à :
 - Rendre attractif le cadre légal et institutionnel
 - Mettre en évidence et exploiter les gisements pétroliers et gaziers
 - Donner accès aux populations et aux entreprises aux produits pétroliers et gaziers de qualité
 - Poser les bases d'une industrie de transformation des hydrocarbures et du gaz

2.1.2. Opportunités clés identifiées par secteur

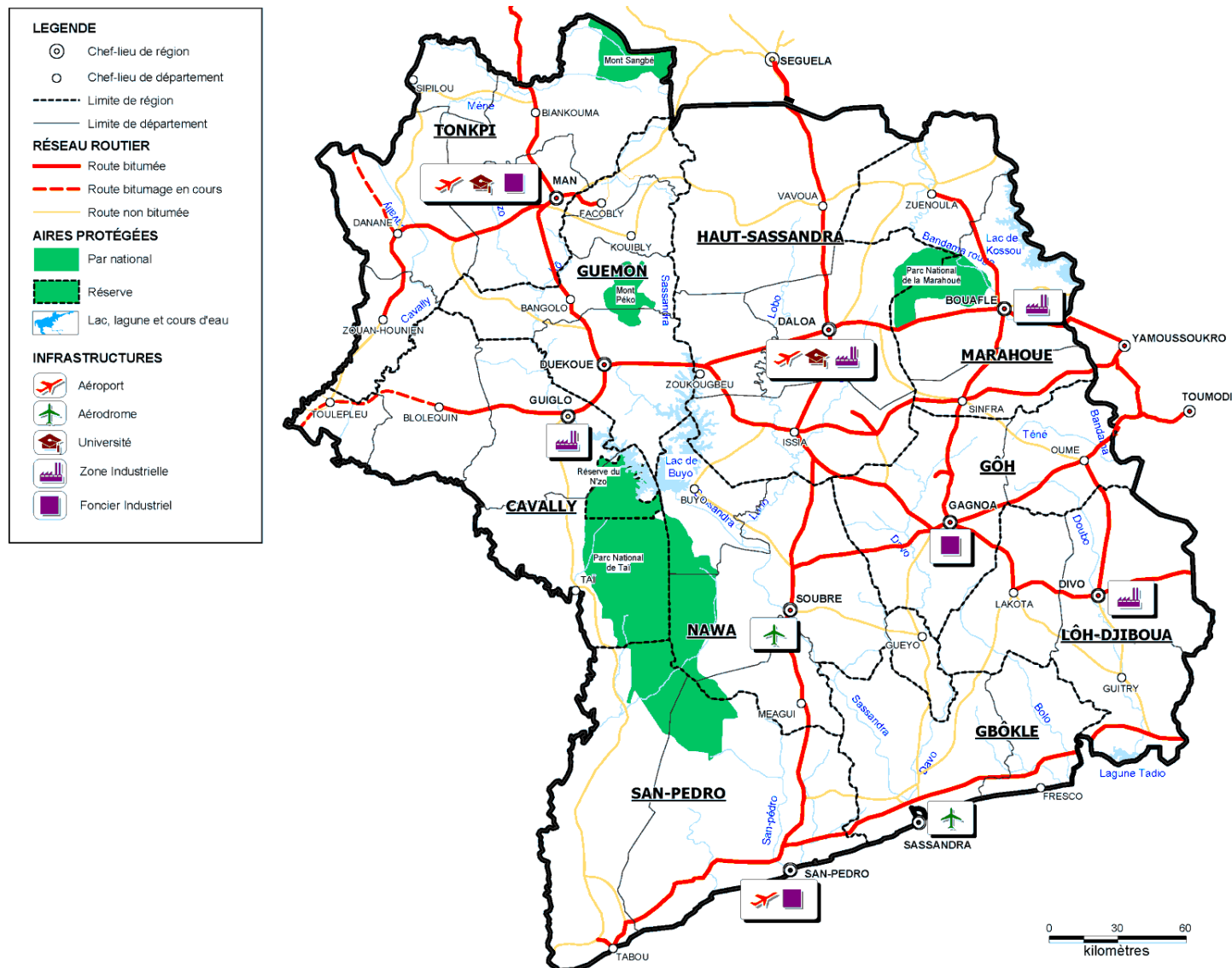
Tourisme et artisanat

- La zone possède de nombreux centres d'intérêt touristique :
 - 250 km de côte littoral
 - 5 parcs naturels, dont le Parc National de Taï et celui de la Marahoué
 - Un riche patrimoine culturel constitué de sites historiques, d'artisanat et d'évènements culturels locaux
 - Quelques établissements classés et/ou de bon standing, notamment à San Pedro, Daloa, Bouaflé et Man
 - Des circuits touristiques existants
- Après une diminution significative liée à la crise ivoirienne, la dynamique du secteur est soutenue par les arrivées de touristes internationaux, affichent une croissance de plus de 12 % par an au niveau national
- La dynamique de développement du secteur est portée par la stratégie touristique nationale, et trouve une concrétisation dans une trentaine de projets identifiés pour le développement national et/ou régional du tourisme en Côte d'Ivoire

2.2. VISION ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA ZONE

2.2.1. Vision de développement de la zone Sud-Ouest

Situation
actuelle



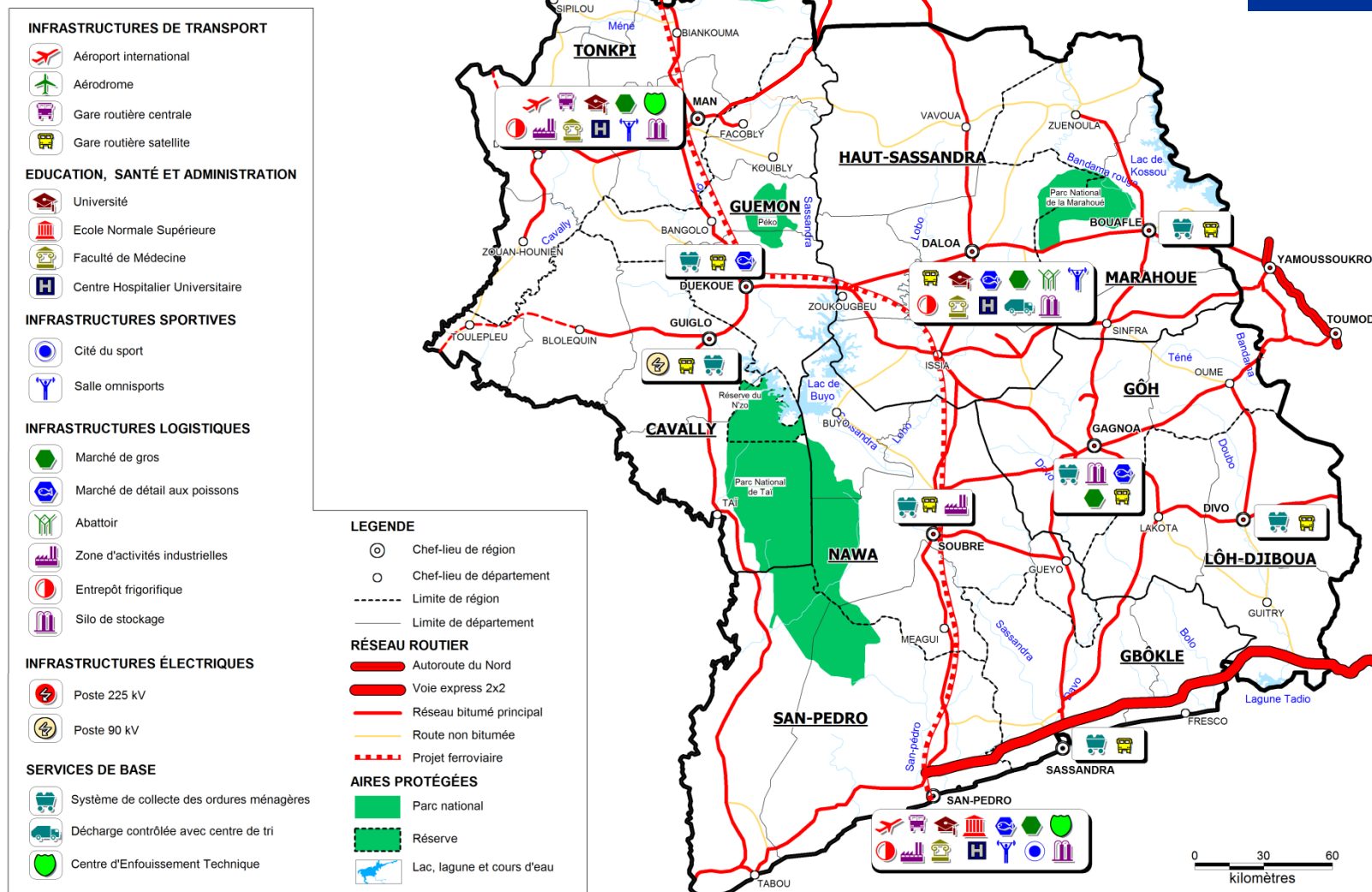
2.2.1. Vision de développement de la zone Sud-Ouest

□ La vision de développement de la zone s'énonce comme suit :

“ Le Sud-Ouest, un territoire uni dans sa diversité culturelle, une zone industrielle, économique et touristique engagée dans un développement durable et inclusif ”.

2.2.1. Vision de développement de la zone Sud-Ouest

Situation cible



2.2.2. Piliers et Objectifs de développement de la zone Sud-Ouest

La vision stratégique de développement repose sur deux piliers assortis et un objectif transversal. Il s'agit de :

□ **Pilier 1 : Améliorer l'attractivité de la zone Sud-Ouest**

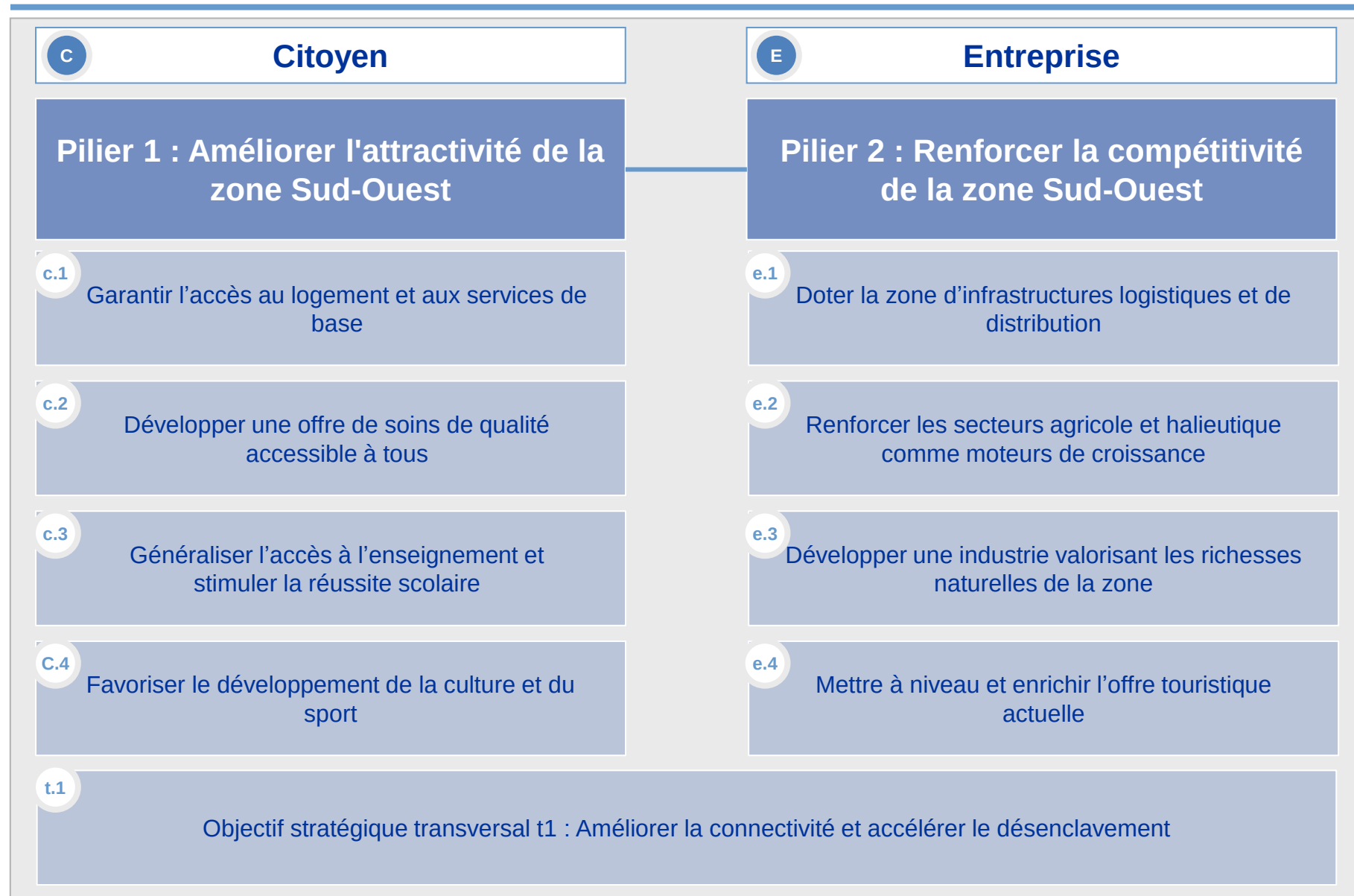
- Comprend 4 Objectifs stratégiques couvrant le développement social pour répondre aux besoins du citoyen :
 - ***c1 Garantir l'accès au logement et aux services de base ;***
 - ***c2 Développer une offre de soins de qualité accessible à tous ;***
 - ***c3 Généraliser l'accès à l'enseignement et stimuler la réussite scolaire ;***
 - ***c4 Favoriser le développement de la culture et du sport.***

□ **Pilier 2 : Renforcer la compétitivité de la zone Sud-Ouest**

- Comprend 4 Objectifs stratégiques couvrant le développement économique pour favoriser l'investissement :
 - ***e1 Doter la zone d'infrastructures logistiques et de distribution ;***
 - ***e2 Renforcer les secteurs agricole et halieutique comme moteurs de croissance ;***
 - ***e3 Développer une industrie valorisant les richesses naturelles de la zone ;***
 - ***e4 Mettre à niveau et enrichir l'offre touristique actuelle.***

- **L'objectif stratégique transversal t1 « Accélérer le désenclavement de la zone Nord-Ouest »** qui traduit l'accompagnement à réaliser en matière d'infrastructures.

2.2.2. Piliers et Objectifs de développement de la zone Sud-Ouest



III. PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA ZONE SUD-OUEST

Présentation générale du programme d'aménagement et de développement de la zone

□ Pour réaliser les objectifs définies pour la zone Sud-Ouest, des projets identifiés sont regroupés comme suit :

- 3.1. Projets du pilier 1 : Améliorer l'attractivité de la zone
- 3.2. Projets du pilier 2 : Renforcer la compétitivité de la zone
- 3.3. Projets transversaux pour accélérer le désenclavement de la zone
- 3.4. Territorialisation des projets dans les Pôles Economiques Compétitifs (PEC) de la zone :
 - 3.4.1. PEC principal 1 : SAN PEDRO
 - 3.4.2. PEC principal 2 : MAN
 - 3.4.3. PEC secondaire : DALOA
 - 3.4.4. PEC local 1 : SOUBRE
 - 3.4.5. PEC local 2 : BOUAFLE
 - 3.4.6. PEC local 3 : GAGNOA
 - 3.4.7. PEC local 4 : GUIGLO
 - 3.4.8. PEC local 5 : DUEKOUE
 - 3.4.9. PEC local 6 : SASSANDRA
 - 3.4.10. PEC local 7 : DIVO

3.1. Projets pour améliorer l'attractivité de la zone (Pilier 1 de la Vision)

Le pilier 1 de la vision de développement de la zone Sud-Ouest vise le citoyen. Il s'agit de permettre à celui-ci de demeurer et s'épanouir dans son milieu de vie en mettant à sa disposition les éléments indispensables qui répondent à ses besoins de base.

Ainsi pour rendre plus attractive la zone Sud-Ouest du pays, les objectifs suivants sont visés :

c.1 Garantir l'accès au logement et aux services de base

c.2 Développer une offre de soins de qualité accessible à tous

c.3 Généraliser l'accès à l'enseignement et stimuler la réussite scolaire

c.4 Favoriser le développement de la culture et du sport

Pour la réalisation de chacun de ces objectifs, des projets structurants (qui nécessitent la forte implication de l'Etat) et projets de proximité (avec la forte implication des collectivités locales) ont été identifiés.

Partie introductive

- a) *Rappel des conclusions du diagnostic*
- b) *Grille des équipements*
- c) *Dossier stratégique*
- d) *Synthèse du portefeuille global*
- e) *Synthèse projets structurants et projets de proximité*

Portefeuille de projets

- Projet c1.1 : Mise à disposition de réserves foncières viabilisées pour la construction de logements dans chaque PEC*
- Projet c1.2 : Construction de logements économiques et sociaux*
- Projet c1.3 : Mise en place de zones résidentielles*
- Projet c1.4 : Programme de mise à niveau de l'électrification*
- Projet c1.5 : Renforcement des capacités de production et développement du réseau d'eau potable*
- Projet c1.6 : Mise en place de systèmes de collecte des ordures ménagères*
- Projet c1.7 : Mise en place de décharges contrôlées avec centres de tri*
- Projet c1.8 : Mise en place d'un Centre d'Enfouissement Technique*
- Projet c1.9 : Construction de casernes de sapeurs-pompiers*

3.1.1. Projets pour garantir l'accès au logement et aux services de base (Objectif c1)

a) Rappel des conclusions du diagnostic

Logement

- La pénurie de logements en Côte d'Ivoire se traduit dans la zone Sud-Ouest par un déficit de **plus de 113 000 unités**
- L'ensemble des besoins de la zone ne seront pas couverts par le **programme gouvernemental de construction** qui y prévoit néanmoins environ 15 000 logements



Electricité

- La zone compte plusieurs infrastructures de production d'électricité, dont **le barrage de Soubré** actuellement en construction, qui permettra d'atteindre une production locale de près de **450 MW** au total
- Cependant, **plus de 50 %** des localités n'ont pas accès à l'électricité
- L'objectif national étant d'électrifier **la totalité des localités** du pays à **horizon 2020**



Eau potable

- **La quasi-totalité** des localités de la zone dispose d'un système d'adduction en eau potable, principalement l'Hydraulique Villageoise (**96 % des infrastructures**)
- La zone affiche cependant un taux d'utilisation de sources **non améliorées de 36 %**, reflétant **l'insuffisance** des infrastructures d'adduction en eau potable



Assainissement

- Dans la zone Sud-Ouest, près de 90 % des ménages déversent leurs **ordures ménagères dans la nature**



Source : Programme Présidentiel d'Urgence, 2014/MEMPD – PEMED-CI, 2015

3.1.1. Projets pour garantir l'accès au logement et aux services de base (Objectif c1)

b) Grille des équipements

La mise en place des pôles économiques au niveau des connecteurs doit s'appuyer sur des prérequis propres à ces derniers

	Connecteur local	Connecteur secondaire	Connecteur principal
Logement	• Zone pour l'habitat social formel • Zone résidentielle moyen standing	• Zone pour l'habitat social formel • Zone résidentielle moyen standing	• Zone pour l'habitat social formel • Zone résidentielle moyen standing • Zone résidentielle haut standing
Electricité	• Raccordement au réseau national par une ligne HT d'au moins 90 kV	• Raccordement au réseau national par une ligne HT d'au moins 90 kV	• Raccordement au réseau national par une ligne HT d'au moins 225 kV
Eau potable	• Disposition d'un système capable de fournir environ 60 litres par jour et par habitant	• Disposition d'un système capable de fournir environ 80 litres par jour et par habitant	• Disposition d'un système capable de fournir environ 100 litres par jour et par habitant
Assainissement	• Système de collecte des ordures ménagères	• Système de collecte des ordures ménagères • Décharge contrôlée avec centre de tri	• Système de collecte des ordures ménagères • Décharge contrôlée avec centre de tri • Centre d'Enfouissement Technique des déchets ultimes

Pourquoi est-ce nécessaire ?

- Garantir l'**accès à la propriété** par la mise en place de logements adaptés aux revenus de la population
- Renforcer le taux d'électrification actuel qui constitue un frein au développement socio-économique, **46 %** des localités de la zone **n'ayant pas accès à l'électricité**
- Equiper les différentes localités de la zone d'un **système d'adduction en eau potable de qualité** pour améliorer le cadre de vie des habitants
- **Réduire le stress environnemental** en Côte d'Ivoire, de l'ordre de 5 tonnes/km² à ce jour, et se reflétant dans la zone avec une insuffisance des infrastructures de traitement des déchets ménagers

Chiffres clés

4 962

Superficie (ha)

2 539

Investissements
(MMFCFA)

55 815

Nombre d'emplois

Projets prévus dans la zone Sud-Ouest

Logement	1	Mise à disposition de réserves foncières viabilisées pour la construction de logements dans chaque PEC
	2	Construction de logements économiques et sociaux
	3	Mise en place de zones résidentielles
Electricité	3	Programme de mise à niveau de l'électrification
Eau potable	4	Augmentation de la production d'eau potable
Assainissement	5	Mise en place de systèmes de collecte des ordures ménagères
	6	Mise en place d'une décharge contrôlée
	7	Mise en place de Centres d'Enfouissement Technique (CET)
Services à la population	8	Construction de casernes de sapeurs-pompiers



3.1.1. Projets pour garantir l'accès au logement et aux services de base (Objectif c1)

d) Synthèse du portefeuille global

Services de base

Filière	Superficie (ha)	Investissements (MMFCFA)	Budget de fonctionnement annuel (MMFCFA)	Emplois directs
Logement	4 810	2 441,1	22,5	11 475
Electricité		32,9	2,0	
Eau potable		41,7	8,3	75
Assainissement	59	4,9	5,6	520
Services à la population	93	18,2	27,1	1 560

Connecteur	Superficie (ha)	Investissements (MMFCFA)	Budget de fonctionnement annuel (MMFCFA)	Emplois		
				Directs	Indirects	Induits
San Pedro	978	461,9	14,1	2 015	5 030	4 030
Man	664	319,2	8,2	1 365	3 415	2 730
Daloa	1 015	521,2	11,4	2 720	2 720	5 440
Gagnoa	661	345,9	7,6	2 090	1 045	4 180
Divo	357	187,2	5,8	1 220	610	2 440
Soubré	343	178,5	5,0	1 150	575	2 300
Duékoué	329	170,8	3,4	1 035	515	2 070
Bouaflé	272	142,6	3,2	870	435	1 740
Guiglo	180	109,1	3,4	595	300	1 190
Sassandra	163	102,4	3,6	565	285	1 130
Total	4 962	2 538,8	65,5	13 630	14 930	27 260

3.1.1. Projets pour garantir l'accès au logement et aux services de base (Objectif c1)

e) Synthèse projets structurants et projets de proximité

Connecteur	Projets Structurants/ de proximité	Superficie (ha)	Investissements (MMFCFA)	Budget de fonctionnement annuel (MMFCFA)	Emplois		
					Directs	Indirects	Induits
San Pedro	Structurant	488,5	68,8	10,4	645	1 615	1 290
	De proximité	489,2	393,1	3,6	1 365	3 415	2 730
Man	Structurant	323,8	45,6	4,8	325	815	650
	De proximité	339,8	273,5	3,3	1 040	2 600	2 080
Daloa	Structurant	281,5	42,7	6,9	435	435	870
	De proximité	733,3	478,5	4,4	2 285	2 285	4 570
Gagnoa	Structurant	173,5	27,5	3,9	275	135	550
	De proximité	487,5	318,5	3,6	1 815	910	3 635
Divo	Structurant	96,9	16 873	3,5	215	110	430
	De proximité	260,5	170,3	2,2	1 005	505	2 010
Soubré	Structurant	92,5	14,7	2,9	190	95	380
	De proximité	250,5	163,8	2,1	960	480	1 920
Duékoué	Structurant	85,9	12,2	1,6	130	65	260
	De proximité	242,8	158,6	1,8	900	450	1 800
Bouaflé	Structurant	71,7	11,5	1,7	120	60	240
	De proximité	200,6	131,1	1,5	750	375	1 500
Guiglo	Structurant	48,5	22,9	2,3	95	45	190
	De proximité	131,8	86,2	1,1	500	250	1 000
Sassandra	Structurant	44,1	24,6	2,6	105	50	210
	De proximité	118,9	77,8	1,0	460	230	920
Total	Structurant	1 707,1	287,4	40,8	2 540	3 430	5 080
	De proximité	3 255,1	2 251,4	24,7	11 090	11 500	22 180

Objectifs	Aménager des espaces viabilisés pour la construction de logements nécessaires afin d'accompagner le développement économique et démographique local	Chiffres clés	Superficie : 1 555 ha Investissement (Public) : 192 MMFCFA Frais de maintenance annuels : 1,7 MMFCFA Emplois : 845 directs, 1 125 indirects, 1 695 induits
Description	Le développement économique de la zone Sud-Ouest et l'émergence de pôles économiques vont renforcer les mouvements de population vers les villes. Ces mouvements, conjugués à une croissance démographique soutenue, amèneront d'importants besoins en logements. Le besoin à combler en termes de logements économiques et sociaux dans la zone est estimé à environ 57 200 unités Le projet de mise à disposition de réserves foncières viabilisées va permettre de : - Constituer/libérer des réserves foncières du domaine de l'Etat ou faire l'acquisition de foncier, en vue de disposer de terrains pour les logements partout sur le territoire ivoirien - Conduire avec des partenaires privés des opérations d'aménagement de terrains urbains en vue de répondre aux sollicitations des usagers en terrains viabilisés pour les logements de standing, économique et sociaux - Informers les professionnels et les usagers de la disponibilité de terrains urbains viabilisés et communiquer sur leur accessibilité - Faciliter l'accès à la propriété foncière en créant un véritable marché du foncier dynamique		
Prérequis	Disponibilité d'un foncier relié aux différents services de base (électricité, eau et assainissement)	Acteurs	- Ministère de l'Habitat et du Logement Social - Ministère de la Construction et de l'Urbanisme - Collectivités territoriales

Objectifs	- Mettre en place des logements accessibles aux populations fragiles et en particulier pour les ménages aux revenus modestes et les personnes âgées - Prévoir l'arrivée de nouveaux habitants		
Description	La création de logements sociaux et économiques représente à la fois une augmentation des capacités d'hébergement et une solution pour l'accueil des populations migrantes. Ce projet vise à mettre en place les mécanismes incitatifs pour que le secteur privé puisse proposer et promouvoir des programmes de construction de logements économiques et sociaux sur les réserves foncières viabilisées mises à disposition par l'Etat - Densité de construction appropriée : ➤ Immeubles en hauteur (R+3 et R+4) ➤ Maisons en bande ➤ Villas basses - Adaptation du coût d'acquisition aux ressources des populations visées : ➤ Subventions de l'Etat ➤ Faible superficie des terrains construits - Implantation à l'intérieur des centres urbains		
Prérequis	Disponibilité d'un foncier relié aux différents services de base (électricité, eau et assainissement)	Acteurs	- Ministère de l'Habitat et du Logement Social - Ministère de la Construction et de l'Urbanisme - Collectivités territoriales

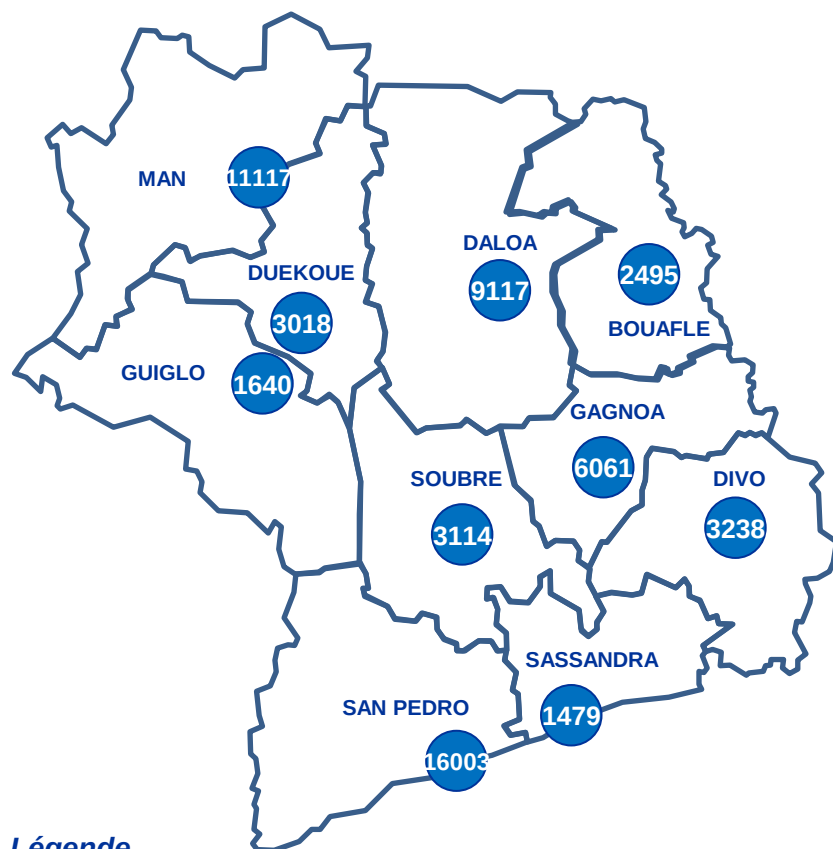
Identification des logements proposés

Le projet permet l'accès à deux types d'habitation selon le niveau de revenus

		Logement	
		Social	Economique
			
Logements privilégiés		✓ Maison en bande ✓ Appartement 2 pièces	✓ Villa basse ✓ Appartement 3-4 pièces
Nombre de logements cible		57 280	
Proportion		70 %	30 %
Nombre de pièces par habitation		2 à 4	3 à 5
Surface habitable moyenne (en m²)		60	80
Coût d'acquisition moyen estimé (FCFA)		9 500 000	15 750 000
Acteurs	Foncier	Mise à disposition des terrains par l'Etat	
	Financement	Construction des logements assurée par des promoteurs privés	

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet



Légende

X Nombre de logements sociaux à mettre en place

Chiffres clés

- **Nombre de logements supplémentaires disponibles :**
57 280
- **Investissement (Privé) :**
768 MMFCFA
- **Emplois créés :**
 - 3 385 emplois directs
 - 4 510 emplois indirects
 - 6 770 emplois induits
- **Frais de maintenance annuels :** 7,1 MMFCFA

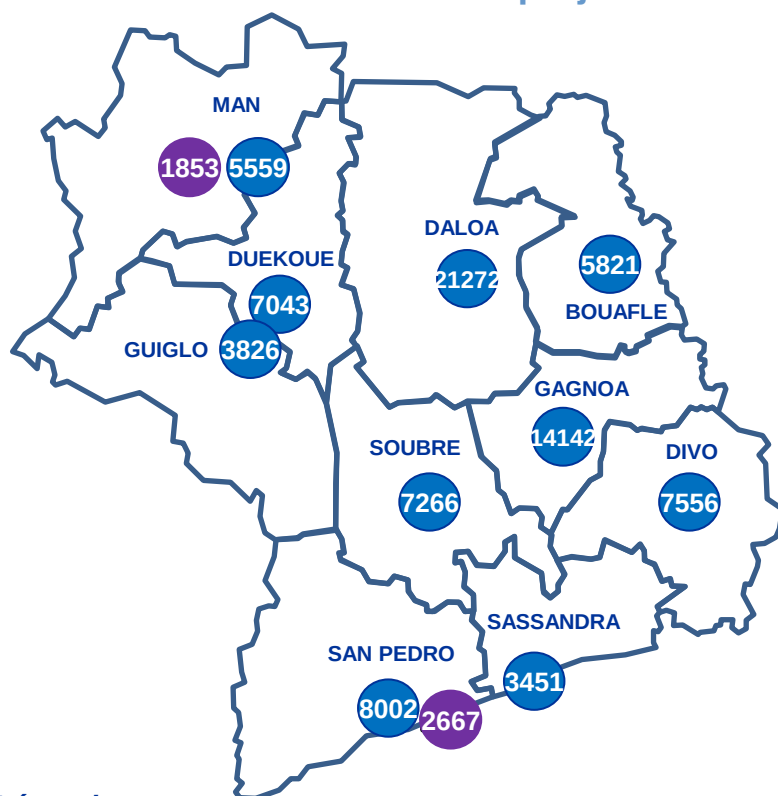
Impacts

- **Mise à disposition de la population des connecteurs une offre en logements adaptée à ses revenus**

Objectifs	- Diversifier l'offre de logement - Créer des zones paisibles d'habitation - Accompagner le développement économique de la ville - Proposer un cadre de vie attractif aux cadres supérieurs		
Description	La mise en place de pôles économiques dans la zone Sud-Ouest contribuera à une modification de la demande immobilière à l'intérieur des villes. La création de zones résidentielles, constituées de logements moyen et haut standing, permettra de répondre à cette demande : - Construction de logements de qualité - Maison duplex - Immeuble grand standing - Villa moyen et haut standing - Création d'un cadre de vie calme et sécurisé : - Zone résidentielle clôturée et surveillée - Déplacement piéton favorisé - Forte réglementation de la conduite automobile et des deux roues - Adossées à ces zones, des infrastructures propices à la vie en communauté pourraient être mises à disposition : - Marchés et restaurants de proximité - Club-house avec piscine, Salle de sports et jeux - Crèche et école maternelle privée - Implantation de la zone résidentielle à proximité des écoles		
Prérequis	Disponibilité d'un foncier relié aux différents services de base (électricité, eau et assainissement)	Acteurs	- Ministère de l'Habitat et du Logement Social - Ministère de la Construction et de l'Urbanisme - Collectivités territoriales

Répartition des logements dans la zone résidentielle

Organisation des différents types de logement		Logement			
		Appartement moyen standing	Duplex moyen standing	Villa haut standing	Villa très haut standing
Nombre de logements		83 940		4 520	
Proportion	Connecteur principal	45 %	30 %	15 %	10 %
	Connecteur local/secondaire	60 %	40 %	0 %	0 %
Surface utile totale (en m ²)		80	122 ➤ 67 RDC ➤ 55 1 ^{er} étage	142 ➤ 72 RDC ➤ 70 1 ^{er} étage	190 ➤ 98 RDC ➤ 92 1 ^{er} étage
Nombre de chambres		2-3	2-3	3	4
Coût d'acquisition moyen estimé (FCFA)		18 000 000	34 500 000	65 000 000	90 000 000
Acteurs	Foncier	Mise à disposition des terrains par l'Etat			
	Financement	Construction des logements assurée par des promoteurs privés			

Positionnement & chiffrage du projet**Positionnement du projet****Légende**

- X Nombre de logements moyen standing à mettre en place
- X Nombre de logements haut standing à mettre en place

Chiffres clés

- **Nombre de logements supplémentaires disponibles :**
88 460
- **Superficie :** 3 255 ha
- **Investissement (Privé) :** 1 482 MMFCFA
- **Emplois créés :**
 - 7 235 emplois directs
 - 6 575 emplois indirects
 - 14 470 emplois induits
- **Frais de maintenance annuels :** 13 630 MFCFA

Impacts

- **Mise à disposition de la population des connecteurs une offre en logements adaptée à ses revenus**

Objectifs

- Généraliser l'accès à l'électricité et améliorer les conditions de vie des ménages en milieux rural et urbain
- Faciliter l'accès des industries à l'électricité

Description

L'électricité est une ressource capitale pour le développement de la zone, car elle joue un rôle clé dans la réponse aux besoins sociaux (santé, éducation...) et économiques (industries, commerces...).

La mise en place des pôles économiques passe par la mise à niveau de l'électrification des connecteurs de la zone suivant le programme suivant :

District	Connecteur	Niveau d'électrification actuel (kV)	Programme d'électrification à mettre en place (kV)
Bas-Sassandra	San Pedro	225	-
	Sassandra	33	90
	Soubré	225	-
Montagnes	Man	225	-
	Guiglo	33	90
	Duékoué	90	-
Gôh-Djiboua	Gagnoa	90	-
	Divo	90	-
Sassandra-Marahoué	Daloa	90	-
	Bouaflé	90	-

Le projet consiste à la mise en place de :

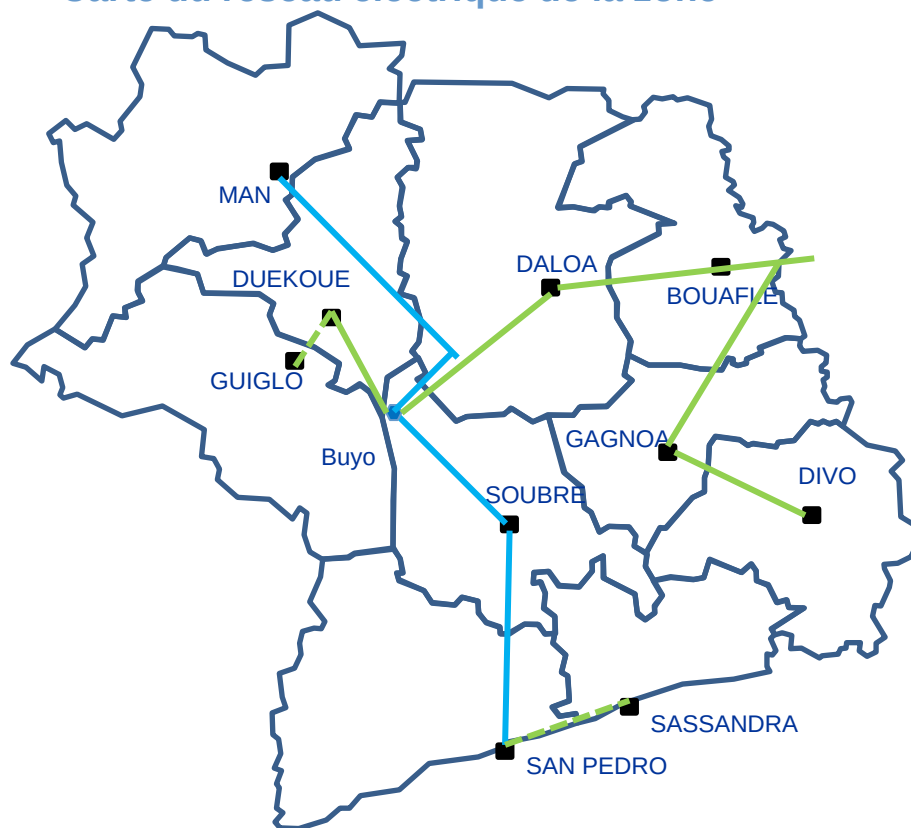
- Lignes électriques : 91 km
- Postes électriques : 2 postes 90/33 kV

Acteurs

- Ministère du Pétrole et de l'Energie
- Compagnie Ivoirienne d'Electricité

Positionnement & chiffrage du projet

Carte du réseau électrique de la zone



Chiffres clés

- **Investissement (Public) : 33 MMFCFA**
- **Budget de maintenance annuel : 2 MMFCFA**

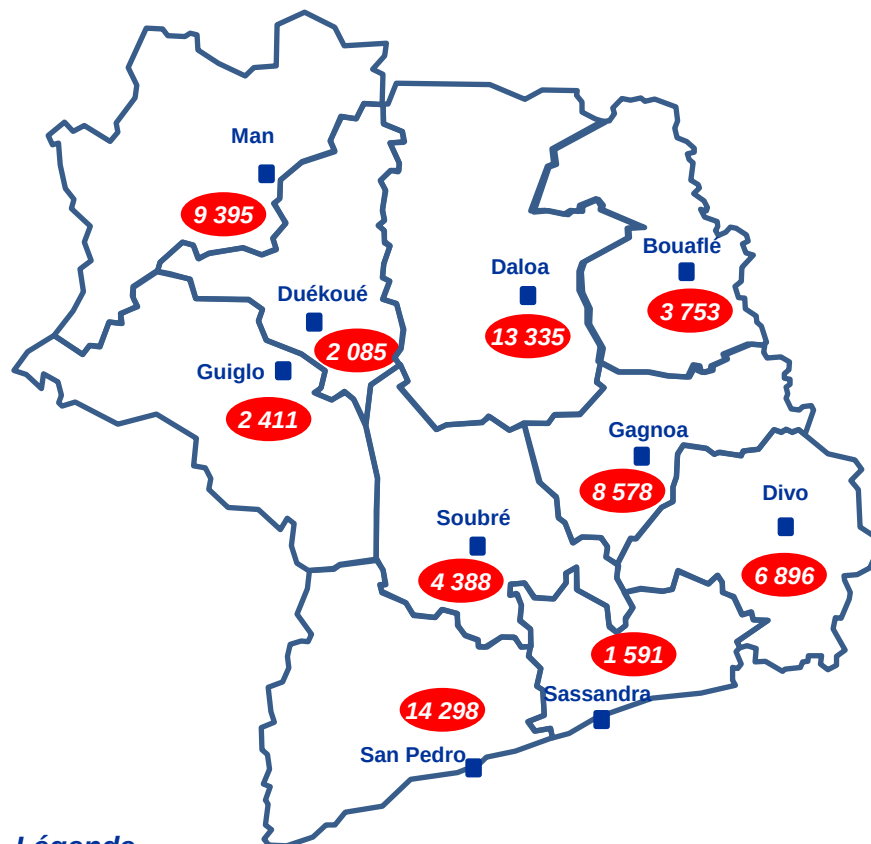
Impacts

- **Renforcement de l'attractivité industrielle de la zone**
- **Amélioration du cadre de vie des populations**

Objectifs	- Favoriser l'accès à l'eau potable à l'ensemble de la population - Comblar les déficits de production d'eau potable																																																			
Description	L'urbanisation forte et croissante de la zone Sud-Ouest amène une augmentation importante des populations dans les connecteurs. Pour tenir compte des besoins de cette population à horizon 2020, les capacités de production d'eau potable doivent être augmentées dans les centres affichant des déficits de production : - Exploitation de nouvelles sources hydrographiques : - Eaux souterraines - Eaux de surface - Aménagement de systèmes d'approvisionnement en eau potable : - Système de pompage (pompe à motricité humaine, adduction en eau potable simplifiée ou forage) - Système de stockage (château d'eau, réservoir enterré, ...) - Système de distribution (borne-fontaine, réseau privé, ...) <table border="1"> <thead> <tr> <th>Type de connecteur</th><th>Département</th><th>Taux de couverture actuel (%)</th><th>Taux de couverture prévisionnel * (%)</th><th>Volume supplémentaire à produire (m³/j)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="2">Principal</td><td>San Pédro</td><td>49,3</td><td>41,4</td><td>14 298</td></tr> <tr> <td>Man</td><td>66,0</td><td>56,1</td><td>9 395</td></tr> <tr> <td>Secondaire</td><td>Daloa</td><td>60,1</td><td>52,8</td><td>13 335</td></tr> <tr> <td rowspan="7">Local</td><td>Sassandra</td><td>47,8</td><td>38,4</td><td>1 591</td></tr> <tr> <td>Soubré</td><td>40,5</td><td>33,4</td><td>4 388</td></tr> <tr> <td>Bouaflé</td><td>44,6</td><td>37,0</td><td>3 753</td></tr> <tr> <td>Gagnoa</td><td>41,2</td><td>33,0</td><td>8 578</td></tr> <tr> <td>Guiglo</td><td>47,1</td><td>39,7</td><td>2 411</td></tr> <tr> <td>Duékoué</td><td>87,3</td><td>65,5</td><td>2 085</td></tr> <tr> <td>Divo</td><td>32,1</td><td>27,4</td><td>6 896</td></tr> </tbody> </table> Source : ONEP, 2013 * Le taux de couverture prévisionnel prend en compte l'accroissement de la population à horizon 2020				Type de connecteur	Département	Taux de couverture actuel (%)	Taux de couverture prévisionnel * (%)	Volume supplémentaire à produire (m³/j)	Principal	San Pédro	49,3	41,4	14 298	Man	66,0	56,1	9 395	Secondaire	Daloa	60,1	52,8	13 335	Local	Sassandra	47,8	38,4	1 591	Soubré	40,5	33,4	4 388	Bouaflé	44,6	37,0	3 753	Gagnoa	41,2	33,0	8 578	Guiglo	47,1	39,7	2 411	Duékoué	87,3	65,5	2 085	Divo	32,1	27,4	6 896
Type de connecteur	Département	Taux de couverture actuel (%)	Taux de couverture prévisionnel * (%)	Volume supplémentaire à produire (m³/j)																																																
Principal	San Pédro	49,3	41,4	14 298																																																
	Man	66,0	56,1	9 395																																																
Secondaire	Daloa	60,1	52,8	13 335																																																
Local	Sassandra	47,8	38,4	1 591																																																
	Soubré	40,5	33,4	4 388																																																
	Bouaflé	44,6	37,0	3 753																																																
	Gagnoa	41,2	33,0	8 578																																																
	Guiglo	47,1	39,7	2 411																																																
	Duékoué	87,3	65,5	2 085																																																
	Divo	32,1	27,4	6 896																																																
Prérequis	- Disponibilité des ressources en eau - Renforcement des capacités de production		Acteurs	- Ministère des infrastructures économiques - Office National de l'Eau Potable																																																

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet



Légende

X Volume supplémentaire à produire (m³/j)

Chiffres clés

- **Capacité de production d'eau potable annuelle supplémentaire** : 66 730 m³/j
- **Investissement (Public)** : 41,7 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 75 emplois directs
 - 80 emplois indirects
 - 150 emplois induits
- **Budget de fonctionnement annuel** : 8,3 MMFCFA
- **Chiffre d'affaires annuel** : 10,3 MMFCFA

Impacts

- **Augmentation de la population accédant à l'eau potable**
- **Amélioration du cadre de vie**

Objectifs	• Limiter l'évacuation des ordures ménagères dans la nature et éliminer les décharges sauvages • Favoriser l'épanouissement et la sécurité sanitaire des populations tout en réduisant l'impact des déchets sur l'environnement		
Description	San Pedro et Daloa sont les seuls connecteurs de la zone Sud-Ouest à disposer d'un système de collecte des ordures ménagères. Le projet prévoit la généralisation de la collecte des ordures ménagères à l'ensemble des connecteurs de la zone selon deux systèmes : ▪ La collecte en porte-à-porte des ordures ménagères et des matières recyclables : ➤ Collecte des ordures ménagères résiduelles, emballages, journaux, verres, biodéchets... ➤ Bennes à ordures ménagères (BOM) de 3,5 à 26 tonnes ➤ Chargement par l'arrière ou préhension latérale des bacs à déchets (collecte robotisée) ➤ Collecte d'un ou de deux flux par passage (benne bi-compartmentée) pour optimiser les tournées ▪ La collecte en point d'apport volontaire (PAV) ➤ Collecte de gros volumes (colonnes de 2 à 8 m3) en véhicule porte-conteneur, avec grue et système de compression des déchets ➤ Dispositif de contrôle de niveau à distance des PAV ➤ Collecte pneumatique par réseau souterrain ➤ Contrôle des accès par badge dans les cas de tarification incitative ➤ Service de lavage-désinfection La collecte est assurée par des opérateurs privés, subventionnés par les collectivités locales.		
Prérequis	• Mise en place d'un schéma directeur de gestion des ordures ménagères pour la zone • Mise à disposition des réserves foncières nécessaires aux infrastructures de salubrité • Sensibilisation de la population aux problématiques de gestion et de tri des ordures	Acteurs	• Collectivités locales • Ministère de la salubrité urbaine et de l'assainissement

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet



Légende

◆ Système de collecte des ordures ménagères

Chiffres clés

- **Véhicules de collecte** : 39
- **Investissement (Public)** : 2 209 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 3 976 MFCFA
- **Emplois créés** :
 - 465 emplois directs
 - 415 emplois indirects
 - 930 emplois induits

Impacts

- **Éradication des décharges sauvages**
- **Amélioration des conditions sanitaires des populations locales**
- **Préservation de l'environnement**

Objectifs	• Traiter les ordures ménagères collectées dans la zone • Favoriser l'épanouissement et la sécurité sanitaire des populations tout en réduisant l'impact sur l'environnement		
Description	Près de 90 % des déchets générés dans la zone sont évacués dans la nature, y compris les déchets ménagers issus du milieu urbain : les ordures sont déplacées pour être mises hors de vue de la population, mais n'en présentent pas moins un danger pour leur santé et pour l'environnement. L'installation de décharges contrôlées avec centres de tri permettra d'éviter l'accumulation de déchets dans le milieu urbain. Ainsi, le projet prévoit l'implantation d'une décharge contrôlée à Daloa. Le projet de décharges contrôlées compte notamment pour chaque décharge : • Un centre de tri ; • Une unité de compostage et de maturation ; • Des réseaux de collecte des résidus liquides et le matériel de traitement de ceux-ci ; • Un système de collecte et de traitement (combustion ou valorisation) des émissions de biogaz ; • Filets anti-envols et fossés pour les eaux pluviales et système de contrôle des eaux souterraines ; • Des barrières (argile, terre ou bâches) empêchant les transferts de pollution ; • Une unité de valorisation des déchets plastiques ; • Des puits d'observation de la qualité de la nappe phréatique ; • Des puits d'observation de la migration souterraine du biogaz ; • La végétalisation du site.		
Prérequis	• Mise en place d'un schéma directeur de gestion des ordures ménagères pour la zone • Mise en place d'infrastructures de collecte dans chaque localité concernée • Mise à disposition des réserves foncières nécessaires aux infrastructures de salubrité	Acteurs	• Ministère de la salubrité urbaine et de l'assainissement

Positionnement & chiffrage du projet

Localisation

- Daloa

Chiffres clés

- **Superficie** : 18 hectares
- **Capacité de traitement annuelle de la décharge** : 60 000 tonnes
- **Investissement (Public)** : 800 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 490 MFCFA
- **Emplois créés** :
 - 20 emplois directs
 - 20 emplois indirects
 - 40 emplois induits



Impacts

- **Traitement de l'ensemble des déchets collectés à Daloa**
- **Valorisation d'une partie des ordures ménagères**

Objectifs	• Traiter les ordures ménagères collectées dans la zone • Favoriser l'épanouissement et la sécurité sanitaire des populations tout en réduisant l'impact sur l'environnement • Traiter les déchets ultimes de la zone Sud-Ouest		
Description	La majorité des déchets générés dans la zone sont évacués dans la nature, y compris les déchets ménagers issus du milieu urbain : les ordures sont déplacées pour être mises hors de vue de la population, mais n'en présentent pas moins un danger pour leur santé et pour l'environnement. L'installation de Centres d'Enfouissement Technique à Man et San Pedro permettra de traiter, en plus des ordures ménagères de la ville, les déchets ultimes de la zone : non valorisables et potentiellement dangereux. Le projet de CET prévoit notamment : • Plusieurs cellules d'enfouissement ; • Un centre de tri ; • Une unité de compostage et de maturation ; • Des réseaux de collecte des résidus liquides et le matériel de traitement de ceux-ci ; • Un système de collecte et de traitement (combustion ou valorisation) des émissions de biogaz ; • Filets anti-envols et fossés pour les eaux pluviales et système de contrôle des eaux souterraines ; • Des barrières (argile, terre ou bâches) empêchant les transferts de pollution ; • Une unité de valorisation des déchets plastiques ; • Des puits d'observation de la qualité de la nappe phréatique ; • Des puits d'observation de la migration souterraine du biogaz ; • La végétalisation du site.		
Prérequis	• Mise en place d'un schéma directeur de gestion des ordures ménagères pour la zone • Mise en place d'infrastructures de collecte dans chaque localité concernée • Mise à disposition des réserves foncières nécessaires aux infrastructures de salubrité	Acteurs	• Ministère de la salubrité urbaine et de l'assainissement

Positionnement & chiffrage du projet**Positionnement du projet****Chiffres clés**

- **Superficie** : 41 hectares
- **Capacité de traitement annuelle des décharges** : 140 000 tonnes
- **Investissement (Public)** : 1 866 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 1 144 MFCFA
- **Emplois créés** :
 - 40 emplois directs
 - 100 emplois indirects
 - 80 emplois induits

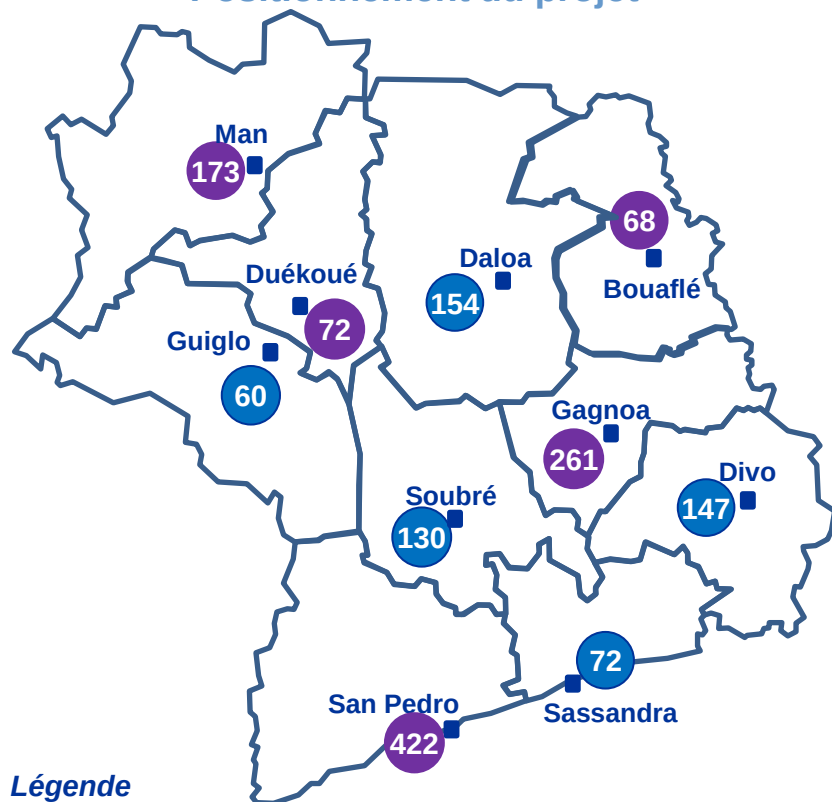
Impacts

- **Traitement de l'ensemble des déchets collectés à San Pedro et Man**
- **Traitement des déchets ultimes de la zone Sud-Ouest**
- **Valorisation d'une partie des ordures ménagères**

Objectifs	• Déployer un service de sapeurs-pompiers, réactif et homogène sur l'ensemble de la zone • Améliorer les conditions de vie des habitants et avoir une réserve humaine mobilisable pour les évènements exceptionnels		
Description	La Côte d'Ivoire dispose de plusieurs casernes de sapeurs-pompiers, notamment à Bouaké et Yamoussoukro, mais la couverture de ces casernes ne s'étend pas sur l'ensemble du territoire. D'où la nécessité de mettre en place des casernes dans tous les connecteurs principaux, secondaires et locaux. Chaque caserne doit se doter d'un effectif de sapeurs-pompiers suffisant et idéalement réparti de manière à assurer une intervention rapide et simultanée si nécessaire. Le ratio retenu est d'un sapeur-pompier pour 1 000 habitants. Chaque caserne devra ainsi être dotée de : • Camions incendies, véhicules de transport et tout-terrain • Ambulances • Équipement médical et matériel de premiers secours • Équipement de sauvetage adapté à la géographie du lieu (sauvetage en mer, en montagne...) • Uniforme, casque et autres équipements de protection • Éventuellement, la mise à disposition d'hélicoptère médicalisé		
Prérequis	• Disponibilité d'un foncier mobilisable • Disponibilité de main-d'œuvre qualifiée : pompiers, médecins...	Acteurs	• Office National de la Protection Civile • Ministère de la construction et de l'urbanisme

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet



Légende

-  Effectif de la caserne à mettre en place
-  Effectif de la caserne à réhabiliter (mise à niveau)

Chiffres clés

- **Superficie** : 93 hectares
- **Investissement (Public)** : 18,2 MMFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 27,1 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 1 560 emplois directs
 - 2 100 emplois indirects
 - 3 120 emplois induits

Impacts

- **Amélioration de la situation sécuritaire des populations couvertes**
- **Capacité de gestion d'accidents et de catastrophes de toutes envergures**
- **Diminution de la mortalité**

3.1.2. Projets pour développer une offre de soins de qualité accessible à tous (Objectif c2)

<i>Partie introductive</i>	a) <i>Rappel des conclusions du diagnostic</i> b) <i>Grille des équipements</i> c) <i>Dossier stratégique</i> d) <i>Synthèse du portefeuille global</i> e) <i>Synthèse projets structurants et projets de proximité</i>
<i>Portefeuille de projets</i>	<i>Projet c2.1 : Mise à niveau des infrastructures de proximité_Réhabilitation et construction d'ESPC</i> <i>Projet c2.2 : Augmentation des capacités en lits hospitaliers_Construction des Hôpitaux Généraux</i> <i>Projet c2.3 : Augmentation des capacités en lits hospitaliers_Transformation de HG en CHR/Réhabilitation des CHR ou création de CHR</i> <i>Projet c2.4 : Augmentation des capacités en lits hospitaliers_Transformation de CHR en CHU ou création de CHU</i> <i>Projet c2.5 : Augmentation des capacités en lits hospitaliers_Ensemble structures sanitaires</i> <i>Projet c2.6 : Création des Facultés de médecine à San Pedro, Daloa, Man</i> <i>Projet c2.7 : Mise en place d'instituts spécialisés_Mise en place de centres/antennes de transfusion sanguine</i> <i>Projet c2.8 : Mise en place d'instituts spécialisés_Création d'antennes régionales pour la PSP</i> <i>Projet c2.9 : Mise en place d'instituts spécialisés_Construction d'un centre d'hémodialyse</i>

a) Rappel des conclusions du diagnostic**Infrastructures sanitaires**

- La zone Sud-Ouest dispose de plus de 900 établissements, soit plus de 35 % du nombre total du pays, le plateau technique le mieux fourni du pays et près de 30 % des sites VIH du pays
- Avec 35 % de blocs opératoires et 40 % de lits hospitaliers, le plateau technique sanitaire de la zone est le mieux fourni du pays

**Personnel de santé**

- La zone affiche une Insuffisance du personnel médical avec un taux de couverture de plus de 23 000 habitants par médecin, le taux le plus faible du pays

**Profil sanitaire**

- La zone Sud-Ouest affiche un taux de mortalité de plus de 140 décès pour 1 000 habitants, principalement en raison de la forte incidence du paludisme qui cause plus de 110 décès pour 1 000 habitants
- La mortalité liée aux accouchements est particulièrement élevée avec un taux de mortalité maternelle de 159 décès pour 100 000 naissances et un taux de mortalité néonatale de 37 pour 1000 naissances, à mettre en adéquation avec un suivi de grossesse peu respecté (près de 75 % des femmes n'effectuent pas toutes les consultations prénatales)



Source : MSLS – Annuaire statistique de la santé, 2013

3.1.2. Projets pour développer une offre de soins de qualité accessible à tous (Objectif c2)

b) Grille des équipements

Le programme doit permettre de répondre à 3 objectifs clés

		Connecteur local	Connecteur secondaire	Connecteur principal
Remise à niveau des infrastructures de proximité	ESPC	X	X	X
Augmentation des capacités en lits hospitaliers	HG	X	X	X
	CHR	X	X	
	CHU			X
	Faculté de médecine			X
Mise en place des instituts spécialisés	Centres de transfusion sanguine	ATS	CRTS	CRTS
	Pharmacie de santé publique		X	X

3.1.2 Projets pour développer une offre de soins de qualité accessible à tous

C.2 (Objectif c2)

c) Dossier stratégique

Pourquoi est-ce nécessaire ?

- Généraliser l'**accès aux soins** pour la population ivoirienne à travers la mise en place d'**infrastructures dédiées de qualité**
- **Renforcer les effectifs médicaux** pour garantir une répartition équitable des ressources, et une prestation médicale de qualité
- Équiper les infrastructures sanitaires en **moyens ambulatoires** nécessaires
- Améliorer le profil sanitaire du pays
- Développer un **pôle médical pour l'enfant** et encourager l'accouchement en milieu assisté
- Mettre en place des programmes **de lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH**

Chiffres clés

30

Superficie (ha)

193

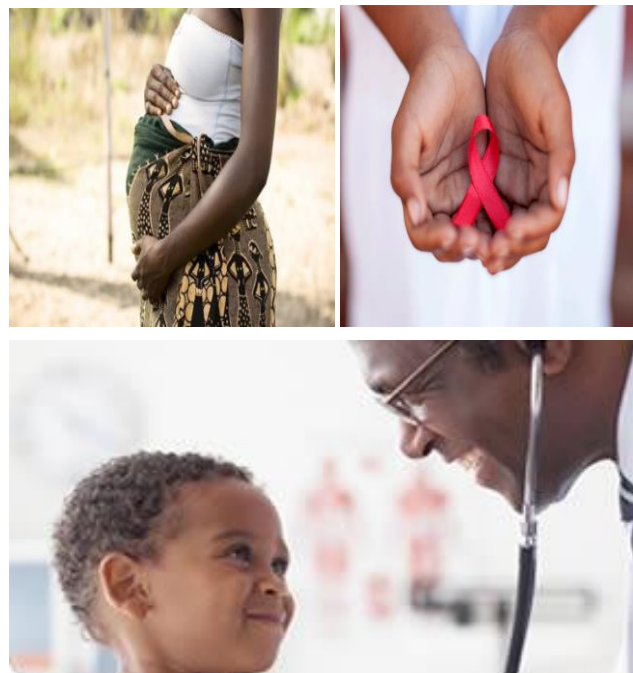
Investissements
(MMFCFA)

26 000

Nombre d'emplois

Projets prévus dans la zone Sud-Ouest

1	Mise à niveau des infrastructures de proximité (ESPC)
Augmentation des capacités en lits hospitaliers	2 Construction des HG
	3 Transformation de HG en CHR/Réhabilitation des CHR ou création de CHR
	4 Transformation de CHR en CHU ou création de CHU
5	Construction d'une faculté de médecine
6 Mise en place d'instituts spécialisés	Mise en place de centres/antennes de transfusion sanguine
	Création d'antennes régionales pour la PSP (Pharmacie de la Santé Publique)
	Construction d'un centre d'hémodialyse



d) Synthèse du portefeuille global

Equipements	Superficie (m²)	Investissement (MFCFA)	Emplois directs
ESPC	89 000	7 800	1 780
HG	30 000	7 400	300
CHR	75 000	75 750	1 000
CHU	90 000	75 600	2 400
Faculté de médecine	8 700	741	330
Centres de transfusion sanguine	750	987	30
Antennes de transfusion sanguine	700	924	35
Antennes régionales pour la PSP	3 000	6 000	15
Centre d'hémodialyse	3 000	9 000	30

Connecteur	Superficie (m²)	Investissement (MFCFA)	Emplois		
			Directs	Indirects	Induits
San-Pedro	45 150	31 599	1 115	2 790	2 230
Soubré	26 100	16 217	425	215	850
Bouaflé	20 100	15 707	305	155	610
Daloa	75 150	43 534	1 535	1 550	3 070
Man	45 150	31 768	1 135	2 840	2 270
Gagnoa	15 100	1 407	305	155	610
Guiglo	15 100	15 324	205	105	410
Duékoué	22 100	15 877	345	175	690
Sassandra	16 100	15 367	255	115	450
Divo	21 100	6 567	325	165	650
Total	30 150	193 367	5 920	8 240	11 840

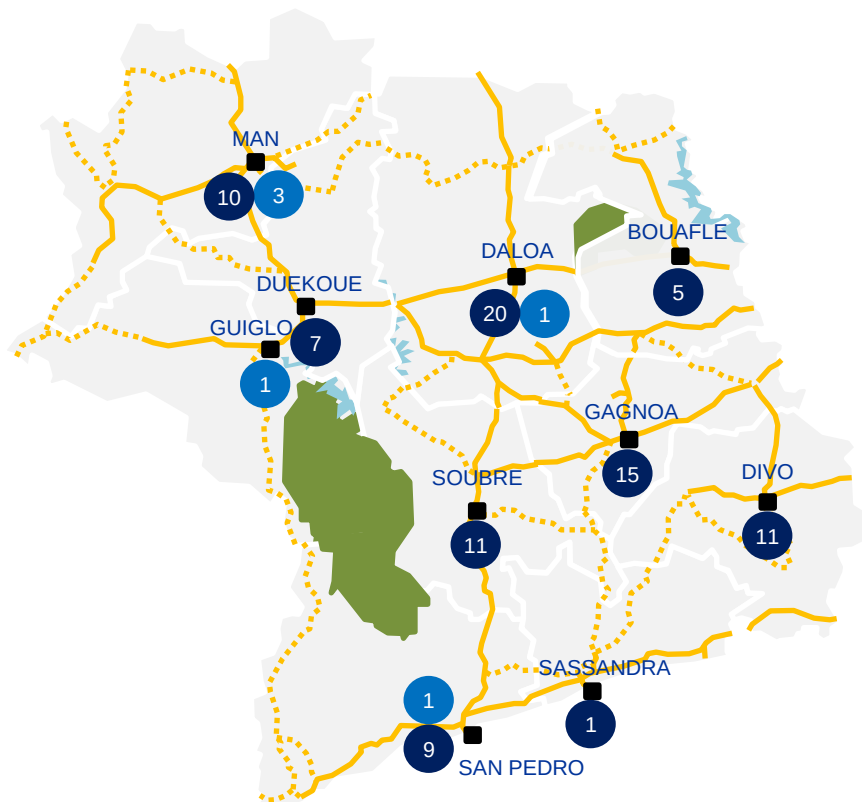
e) Synthèse projets structurants et projets de proximité

Connecteur	Projets Structurants/ de proximité	Superficie (ha)	Investissements (MMFCFA)	Emplois		
				Directs	Indirects	Induits
San Pedro	Structurant	3,5	30,8	935	2 340	1 870
	De proximité	0,9	0,8	180	450	360
Man	Structurant	3,5	30,8	935	2 340	1 870
	De proximité	1,0	0,9	200	500	400
Daloa	Structurant	3,5	30,8	935	935	1 870
	De proximité	4,0	12,7	600	600	1 200
Gagnoa	Structurant	0,01	132	5	5	10
	De proximité	1,5	1,3	300	150	600
Divo	Structurant	0,01	0,1	5	5	10
	De proximité	2,1	6,4	320	160	640
Soubré	Structurant	1,5	15,3	205	105	410
	De proximité	1,1	0,9	220	110	440
Duékoué	Structurant	1,5	15,3	205	105	410
	De proximité	0,7	0,6	140	70	280
Bouaflé	Structurant	1,5	15,3	205	105	410
	De proximité	0,5	0,4	100	50	200
Guiglo	Structurant	1,5	15,3	205	105	410
	De proximité	0,0	0,04	-	-	-
Sassandra	Structurant	1,5	15,3	205	105	410
	De proximité	0,1	0,08	20	10	40
Total	Structurant	18,1	169,0	3 840	6 140	7 680
	De proximité	11,9	24,3	2 080	2 100	4 160

Objectifs	Mettre à disposition de la population une offre de soin de proximité permettant la couverture de l'ensemble du territoire		
Description	Le projet de réhabilitation et de construction des Etablissements Sanitaires de Premiers Contacts (ESPC) trouve sa justification dans la croissance démographique élevée de la zone à horizon 2020 et dans le manque d'infrastructures sanitaires de proximité et consiste en : La réhabilitation et l'équipement de 6 ESPC La construction et l'équipement de 89 ESPC Chaque ESPC doit être doté : - De 10 lits de consultation - D'un espace pour le dépistage VIH afin de garantir la proximité des soins, la prévention, le dépistage, le suivi et le traitement du VIH - D'un centre de lutte contre le paludisme ayant pour mission de distribuer des moustiquaires traitées aux insecticides et d'effectuer des tests de diagnostic à la totalité de la population à risque - D'un centre mère-enfant regroupant les activités d'obstétrique, de néonatalogie, de réanimation néonatale et de diagnostic prénatal ainsi que les activités de prise en charge des pathologies pédiatriques spécialisées et des maladies rares de l'enfance - Des équipements du projet de télémédecine permettant de relier les ESPC au CHU		
Prérequis	- Disponibilité du foncier nécessaire - Disponibilité des ressources humaines nécessaires	Acteurs	- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique - Ministère de la Construction de l'Assainissement et de l'Urbanisme

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet



⊗ ESPC à réhabiliter

⊗ ESPC à construire

Chiffres clés

- **Superficie** : 9 ha
- **Investissement (Public)** : 7,8 MMFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 3,5 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 1 780 directs
 - 1 850 indirects
 - 3 560 induits

Impacts

- **Disponibilité d'infrastructures sanitaires en nombre suffisant**
- **Amélioration de la qualité des soins**
- **Baisse du taux de mortalité**

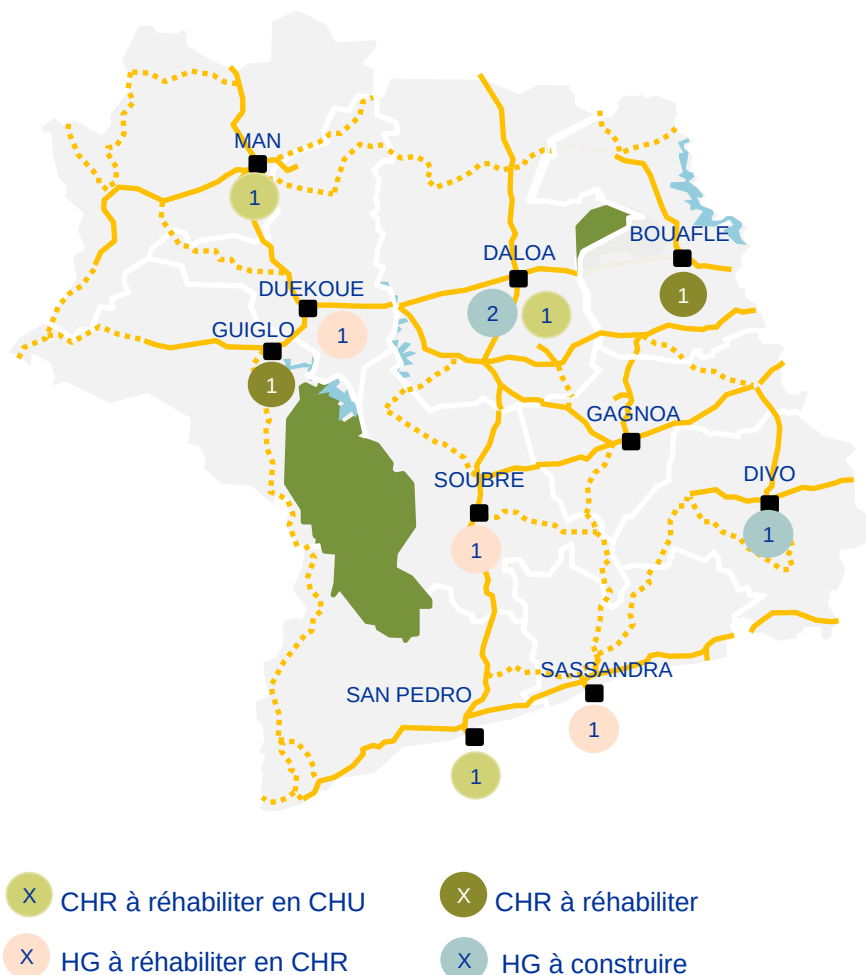
Objectifs	Mettre à disposition de la population une offre de soin de proximité permettant la couverture de l'ensemble du territoire	Chiffres clés	Superficie : 3 ha Investissement (Public) : 16,5 MMFCFA Budget de fonctionnement annuel : 7,4 MMFCFA Emplois: 300 directs, 250 indirects, 600 induits
Description	- Le projet de construction d'un hôpital général trouve sa justification dans la croissance démographique élevée dans les villes à horizon 2020 et dans le manque d'infrastructures sanitaires disponibles - Le projet consiste en la construction de 3 HG (2 à Daloa et 1 à Divo) - Chaque hôpital général doit être doté : - De 70 lits hospitaliers - D'un bâtiment de médecine générale - D'un centre mère-enfant regroupant les activités d'obstétrique, de néonatalogie, de réanimation néonatale et de diagnostic prénatal ainsi que les activités de prise en charge des pathologies pédiatriques spécialisées et des maladies rares de l'enfance - D'un espace pour le dépistage VIH afin de garantir la proximité des soins, la prévention, le dépistage, le suivi et le traitement du VIH - D'un centre de lutte contre le paludisme ayant pour mission de distribuer des moustiquaires traitées aux insecticides et d'effectuer des tests de diagnostic à la totalité de la population à risque - D'un laboratoire d'analyse permettant d'assurer la réalisation de l'ensemble des examens de biologie médicale et de détecter les pathologies - D'un Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) afin d'assurer une assistance préhospitalière (dans la rue, à domicile, sur le lieu de travail...) aux victimes d'accidents ou d'affections soudaines en état critique (malaise, maladie, ou femmes enceintes) - Des équipements du projet de télémédecine permettant de relier les HG au CHU		
Prérequis	- Disponibilité du foncier nécessaire - Disponibilité des ressources humaines nécessaires	Acteurs	- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique - Ministère de la Construction et de l'Urbanisme

Objectifs	- Mettre à disposition de la population une offre de soin de proximité permettant la couverture de l'ensemble du territoire - Anticiper l'évolution des besoins de la population à horizon 2020	Chiffres clés	Superficie : 8 ha Investissement (Public) : 75,75 MFCFA Budget de fonctionnement annuel : 34,1 MMFCFA Emplois: 1 000 directs, 500 indirects, 2 000 induits
Description	- Le projet consiste en - La transformation des HG de Soubré, Duékoué et Sassandra en CHR - La réhabilitation des CHR de Bouaflé et de Guiglo - Chaque CHR doit être doté de : - De 150 lits - De 5 bâtiments classés par spécialité : service des urgences chirurgicales et des hospitalisations, service de gynéco-maternité, service de radiologie, service de pédiatrie, un cabinet dentaire - D'un centre mère-enfant regroupant les activités d'obstétrique, de néonatalogie, de réanimation néonatale et de diagnostic prénatal ainsi que les activités de prise en charge des pathologies pédiatriques spécialisées et des maladies rares de l'enfance - D'un espace pour le dépistage VIH afin de garantir la proximité des soins, la prévention, le dépistage, le suivi et le traitement du VIH - D'un centre de lutte contre le paludisme ayant pour mission de distribuer des moustiquaires traitées aux insecticides et d'effectuer des tests de diagnostic à la totalité de la population à risque - D'un laboratoire d'analyse afin d'assurer la réalisation de l'ensemble des examens de biologie médicale - D'un incinérateur et une morgue		
Prérequis	- Disponibilité du foncier nécessaire - Disponibilité des ressources humaines nécessaires	Acteurs	- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique - Ministère de la Construction et de l'Urbanisme

Objectifs	- Assurer des soins de qualité - Anticiper l'évolution des besoins de la population à horizon 2020	Chiffres clés	Superficie : 9 ha Investissement (Public) : 75,6 MMFCFA Budget de fonctionnement annuel : 34 MMFCFA Emplois: 2 400 directs, 4 800 indirects, 4 800 induits
Description	Le projet de transformation du CHR de San Pedro, Daloa et Man et du HG de Man en CHU consiste en : - La mise en place de 6 filières de soins et médico-techniques : cardio-vasculaire, urgences et réanimation, femme-mère-enfant, anesthésie et chirurgie, neurologie, santé mentale et pharmacie - La disponibilité de 500 lits La formation continue et l'accompagnement des étudiants en médecine générale, en diverses spécialités (gynécologie, radiologie, pédiatrie, radiologie...) et en paramédical - L'aménagement d'un espace pour le dépistage VIH afin de garantir la proximité des soins, la prévention, le dépistage, le suivi et le traitement du VIH - L'aménagement d'un centre de lutte contre le paludisme ayant pour mission de distribuer des moustiquaires traitées aux insecticides et d'effectuer des tests de diagnostic à la totalité de la population à risque - Mise en place d'un laboratoire d'analyse afin d'assurer la réalisation de l'ensemble des examens de biologie médicale - Mise en place d'un projet télé médecine ouvrant de nouvelles perspectives et constituant un réel atout pour la qualité des soins et du système de santé dans la zone et un complément aux ressources humaines qui doivent exister au plus proche des patients - Mise en place d'un centre de simulation afin de reproduire des situations ou des environnements de soins dans le but d'enseigner des procédures diagnostiques et thérapeutiques - La mise en place du Service d'Aide Médicale Urgente afin d'assurer une assistance préhospitalière aux victimes d'accidents ou d'affections soudaines en état critique - L'acquisition et la mise en place d'un incinérateur et d'une morgue		
Prérequis	- Disponibilité du foncier nécessaire - Disponibilité des ressources humaines	Acteurs	- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique - Ministère de la Construction et de l'Urbanisme - Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet



Impacts

- **Disponibilité d'infrastructures sanitaires en nombre suffisant**
- **Amélioration de la qualité des soins**
- **Baisse du taux de mortalité**

Objectifs	- Mettre à disposition un personnel qualifié et compétent - Amélioration de la qualité de la formation initiale du personnel paramédical (sages-femmes et infirmiers)	Chiffres clés	Superficie : 1 ha Investissement (Public) : 741 MFCFA Budget de fonctionnement annuel : 333 MFCFA Emplois: 330 directs, 660 indirects, 660 induits
Description	- A horizon 2020, la zone Sud-Ouest affiche un manque en personnel de santé estimé à : 921 médecins 1 874 infirmiers 60 sages-femmes 350 pharmaciens - Le projet consiste à la mise en place d'une faculté de médecine à San Pedro, Man et Daloa, adossées au CHU afin : - D'assurer la formation continue et l'accompagnement de 1 000 étudiants par an en médecine générale et en diverses spécialités (gynécologie, radiologie, pédiatrie, radiologie...) - D'assurer la formation de 500 étudiants par an dans le paramédical (formation en soins infirmiers, formation en soins sages-femmes, formation en kinésithérapie...) - De proposer des formations continues pour la mise à niveau du personnel médical et paramédical existants Chaque faculté de médecine doit être dotée de : 100 enseignants pouvant être représentés par le personnel médical et paramédical spécialisé de la zone 1 amphithéâtre d'une capacité de 500 étudiants 10 salles de cours d'une capacité de 100 étudiants 3 laboratoires de recherche - Une bibliothèque regroupant des ouvrages et des abonnements à des revues spécialisées		
Prérequis	- Disponibilité du foncier, des équipements et des ressources humaines nécessaires - Mise en place d'un dispositif incitatif pour l'affectation et la fidélisation du personnel	Acteurs	- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique - Ministère de la Construction et de l'Urbanisme - Collectivités territoriales - Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

Besoin en personnel médical et paramédical

Chefs-lieux	Médecins	Infirmiers	Chirurgiens-dentistes	Sages-femmes	Pharmaciens
San Pedro	103	251	716	0	42
Soubré	197	460	1 122	0	69
Bouaflé	73	136	408	2	22
Daloa	132	269	859	0	51
Man	62	138	407	0	24
Gagnoa	80	62	649	0	39
Guiglo	46	93	282	4	17
Duékoué	65	134	372	11	24
Sassandra	35	77	234	43	14
Divo	129	253	759	0	48
Total zone	922	1 873	5 808	60	350

Infrastructures et équipements

Ressources humaines

		Nombre	Capacité		Effectif
Enseignant	Amphithéâtre	1	500	Corps professoral dans diverses spécialités : - Médecine générale - Cardiologie, pédiatrie, radiologie, gynécologie, ophtalmologie...	100
	Salles de cours	10	100		
	Laboratoires	3			
Annexes	Allées de circulation et espaces verts			Personnel administratif (direction, comptabilité, secrétariat, accueil...)	5
	Locaux administratifs				
	Bibliothèque			Personnel de maintenance et d'entretien des espaces	5
	Salle de réunion et de travail				

Formation de 1 000 étudiants par an en médical

Formation de 500 étudiants par an en paramédical

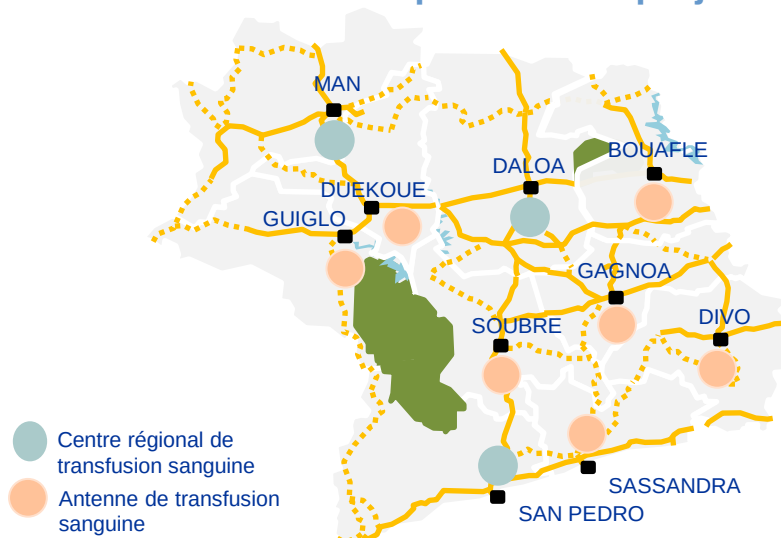
Formation continue du personnel médical et paramédical

Objectifs	Assurer la couverture des besoins nationaux en produits sanguins		
Description	- Le projet de mise en place de centres de transfusion sanguine trouve sa justification dans les insuffisances qu'affiche la zone en matière de sécurité transfusionnelle Les centres régionaux, d'une superficie de 250 m² chacun, et les antennes de transfusion sanguine, d'une superficie de 100 m² chacune, vont ainsi assurer une couverture des besoins nationaux en produits sanguins, une amélioration constante de la qualité des produits sanguins et une amélioration de l'utilisation clinique du sang et des produits sanguins - Les centres régionaux et les antennes de transfusion sanguine seront chargés : - Du prélèvement du sang en vue de la constitution de banques de sang - De l'analyse totale et du contrôle du sang prélevé - Du transport du sang ou des succédanés du sang sur toute l'étendue du territoire - De l'approvisionnement en produits sanguins des différentes formations sanitaires - De la fabrication des dérivés du sang - Chaque structure sera dotée d'équipements : - De collecte et de stockage du sang - De maintien de la chaîne de froid du stock de sang collecté - De sécurité pour les infrastructures, le matériel, le stock et le personnel - Electriques - Informatiques et de communication - Mobiliers		
Prérequis	- Disponibilité du foncier nécessaire - Disponibilité des ressources humaines nécessaires	Acteurs	- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique - Ministère de la Construction et de l'Urbanisme - Collectivités territoriales

Projet c2.7 : Mise en place d'instituts spécialisés Mise en place de centres/antennes de transfusion sanguine

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

Centres de transfusion sanguine

- **Superficie** : 750 m²
- **Investissement (Public)** : 987 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 444 MFCFA
- **Emplois** :
 - 30 emplois directs
 - 60 emplois indirects
 - 60 emplois induits

Antennes de transfusion sanguine

- **Superficie** : 700 m²
- **Investissement (Public)** : 924 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 416 MFCFA
- **Emplois** :
 - 35 emplois directs
 - 35 emplois indirects
 - 70 emplois induits



Impacts

- **Disponibilité de la quantité de sang nécessaire aux interventions médicales**
- **Couverture des besoins de la zone en produits sanguins**

Objectifs	Assurer l'approvisionnement en médicaments de l'ensemble des structures sanitaires de la zone		
Description	- La Pharmacie de Santé Publique (PSP) est un établissement public national à caractère industriel et commercial. Elle approvisionne en médicaments essentiels les structures sanitaires étatiques (hôpitaux généraux, centres hospitaliers régionaux, centres de santé urbains) et également les structures scolaires et universitaires Le projet consiste en la mise en place de 3 antennes régionales de la Pharmacie de la Santé Publique, d'une superficie de 1 000 m², à San Pedro, Man et Daloa - Le local de chaque antenne de la PSP doit comprendre : - Un espace de réception des produits - Un espace de stockage dont la température doit permettre la préservation de la qualité des produits entreposés (température ~ 25°C) - Un espace réservé aux produits pharmaceutiques inutilisables - Des équipements de maintien de la chaîne du froid, du stock de produits jusqu'à son utilisation par le patient - Des équipements de sécurité pour les infrastructures, le matériel, le stock et le personnel 4 pharmaciens et un ingénieur des techniques sanitaires		
Prérequis	- Disponibilité du foncier nécessaire - Réhabilitation des infrastructures routières - Disponibilité des ressources humaines nécessaires	Acteurs	- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique - Ministère de la Construction et de l'Urbanisme - La PSP de la Côte d'Ivoire - Collectivités territoriales

Positionnement & chiffrage du projet**Positionnement potentiel du projet****Chiffres clés**

- **Superficie** : 3 000 m²
- **Investissement (Public)** : 6 MMFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 2,73 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 15 emplois directs
 - 35 emplois indirects
 - 30 emplois induits

**Impacts**

- **Disponibilité des médicaments nécessaires dans l'ensemble des structures sanitaires de la zone**
- **Baisse de la mortalité**

Objectifs	Assurer les soins des personnes atteintes d'insuffisance rénale		
Description	L'insuffisance rénale est un problème de santé publique, ce qui milite pour la mise en place d'un centre d'hémodialyse afin de pouvoir soulager les souffrances des patients. La dialyse permet de filtrer le sang de ses déchets toxiques et de l'excès d'eau qui s'accumule dans l'organisme (résultant d'un dysfonctionnement rénal lié au diabète et au déséquilibre de la pression artérielle) avant de le réinjecter dans la circulation sanguine. Le centre d'hémodialyse doit respecter un certain nombre de normes en termes d'équipements, de locaux et de personnels : Normes en personnels ➤ Un médecin dialyseur pour 25 malades. ➤ Un agent paramédical pour trois machines d'hémodialyses fonctionnelles Normes en équipements et en locaux ➤ 10 salles d'hémodialyse ayant au minimum une superficie de 6 m² par poste de dialyse (lit + machine) ➤ Une salle d'isolement pour malades porteurs d'une maladie transmissible par le sang ➤ Une salle de stérilisation ➤ Une salle de stockage des médicaments, des filtres et du liquide de dialyse. ➤ Equipements : une pompe à sang, un détecteur d'hémoglobine, un manomètre de mesure de la pression veineuse, un détecteur de niveau d'eau, un système de stérilisation chimique et thermique, 10 machines d'hémodialyse...		
Prérequis	- Disponibilité du foncier nécessaire au développement du centre - Disponibilité des équipements nécessaires	Acteurs	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique

Positionnement & chiffrage du projet**Localisation**

- Adossé à chaque CHU

Chiffres clés

- **Superficie** : 1 000 m²
- **Investissements (Public)** : 3 MMFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 1,35 MMFCFA
- **Nombre d'emplois** :
 - 10 emplois directs
 - 25 emplois indirects
 - 20 emplois induits

**Impacts**

- **Disponibilité d'un espace spécialisé équipé assurant les soins et permettant le traitement des pathologies**
- **Réduction de la mortalité**



<i>Partie introductive</i>	a) <i>Rappel des conclusions du diagnostic</i> b) <i>Estimation des besoins à l'horizon 2020</i> c) <i>Grille des équipements</i> d) <i>Dossier stratégique</i> e) <i>Synthèse projets</i> f) <i>Synthèse Enseignement supérieur</i> g) <i>Cartographie des programmes de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle</i>
<i>Portefeuille de projets</i>	<i>Projet c3.1 : Programme de développement du Préscolaire</i> <i>Projet c3.2 : Programme de renforcement du Primaire</i> <i>Projet c3.3 : Programme de développement de la scolarisation en cycles secondaires</i> <i>Projet c3.4 : Programme de développement de la Formation Professionnelle</i> <i>Projet c3.5 : Programme de construction/extension de CAFOP</i> <i>Projet c3.6 : Construction de l'Ecole Normale Supérieure de San pedro</i> <i>Projet c3.7 : Programme de développement de l'enseignement supérieur</i>

3.1.3 projets pour généraliser l'accès à l'enseignement et stimuler la réussite scolaire (Objectif c3)

a) Rappel des conclusions du diagnostic

Préscolaire

- La zone enregistre un très faible taux brut de scolarisation de 4 %, en dessous de l'objectif PAMT 2020 (25 %)
- Malgré cette sous-scolarisation des enfants, la zone enregistre un ratio d'occupation de plus de 30 enfants par salle en dessous de la norme (25)
- Les conditions d'apprentissage sont impactées par la précarité des salles avec près de 39 % des salles en matériaux provisoires

Primaire

- La zone enregistre un taux brut de scolarisation de 100 % et un ratio d'occupation de 41 enfants par salle, légèrement supérieur à l'objectif du MEN (40)
- La zone enregistre un manque important des commodités de base, avec près de 70 % d'écoles sans latrines et/ou point d'eau

Secondaire général et technique

- La zone enregistre un taux brut de scolarisation moyen de 36 %, 7 points en dessous de la moyenne nationale
- Le ratio d'occupation moyen des salles de classe est de plus de 70 enfants par salle

Formation Professionnelle et Supérieur

- La Formation Professionnelle est peu développée dans la zone, avec seulement 80 établissements dont 80 % sont privés. Les établissements scolaires de la zone forment principalement dans les métiers des secteurs secondaires et tertiaires et ce malgré l'importance du secteur agricole dans la zone
- L'enseignement Supérieur est dispensé dans une université publique située à Daloa et 11 grandes écoles, dont 4 privées également situées à Daloa

3.1.3 projets pour généraliser l'accès à l'enseignement et stimuler la réussite scolaire (Objectif c3)

b) Estimation des besoins à l'horizon 2020

Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour une estimation globale des besoins :

Cycle	Taux brut de scolarisation 2015	Taux brut de scolarisation cible à horizon 2020	Population scolarisable sur ce cycle à horizon 2020*	Nombre d'élèves par salle	Nombre d'élèves par enseignant
Préscolaire	4%	25 % ¹	260 759	25 ⁴	25
Primaire	100 %	111 % ²	485 566	40 ⁴	40
Secondaire 1 ^{er} cycle	48 %	91 % ²	299 601	55 ⁴	32 ³
Secondaire 2 nd cycle	18 %	50 %	211 223	50 ⁴	32 ³
Secondaire Technique	2 %	10 %	211 223	20	20 ¹

* Les populations scolarisables à horizon 2020 ont été estimées en utilisant les taux de croissance annuels moyens calculés entre 1998 et 2014

¹ PAMT 2012-2014 ; ² PND 2016-2020 ; ³ UNESCO ; ⁴ MEN, Rapport d'analyse statistique du système éducatif 2014-2015

3.1.3 projets pour généraliser l'accès à l'enseignement et stimuler la réussite scolaire (Objectif c3)

c) Grille des équipements

Pour accompagner l'émergence des pôles économiques, il importe de développer une offre minimale des établissements de la Formation Professionnelle et de l'Enseignement Supérieur

<u>Cycle</u>	Connecteur local	Connecteur secondaire	Connecteur principal
Formation Professionnelle		1 Lycée Professionnel LP	1 Collège d'Enseignement Technique CET
		un centre de Formation Professionnelle CFP	
Enseignement Supérieur			1 Université
		1 Grande Ecole	2 Grandes Ecoles
CAFOP		1 CAFOP Moyen (Capacité de formation de 280 instituteurs)	1 CAFOP Maxi (Capacité de formation de 450 instituteurs)

d) Dossier stratégique

Pourquoi est-ce nécessaire ?

- Atteindre les **taux bruts de scolarisation ciblés**
- Garantir des **ratios d'occupation et d'encadrement en ligne avec les normes en vigueur**
- **Améliorer l'état des salles de classe existantes**
- Equiper les établissements scolaires avec les **commodités de base**
- Renforcer l'offre de la **Formation Professionnelle et de l'Enseignement Supérieur de la zone**

Chiffres clés

926 Superficie (en ha)

541 Investissements (MMFCFA)

42 865 Nombre d'emplois

Projets prévus dans la zone Sud-Ouest

- 1 Programme de développement du Préscolaire
- 2 Programme de renforcement du Primaire
- 3 Programme de développement de la scolarisation en cycles secondaires
- 4 Programme de développement de la Formation Professionnelle
- 5 Programme de construction/extension de CAFOP
- 6 Construction de l'Ecole Normale Supérieure de San Pedro
- 7 Programme de développement de l'enseignement supérieur



e) Synthèse des projets

Positionnement – C : Construction/E : Extension

Connecteur	ENS	CAFOP	Université	Grande Ecole
Bouaflé				
Daloa		E	E	C
Divo				
Duékoué				
Gagnoa				
Guiglo				
Man		E	C	2C
San Pedro	C	E	C	2 C
Sassandra				
Soubré				
Total général	1	3	3	5

3.1.3 projets pour généraliser l'accès à l'enseignement et stimuler la réussite scolaire (Objectif c3)

e) Synthèse des projets *

Connecteurs	Superficie (en m ²)	Investissements (en MMFCFA)	Emplois		
			Directs	Indirects	Induits
Bouaflé	145 900	5,9	525	265	1 050
Daloa	1 570 000	114,6	1 895	1 895	3 790
Divo	124 150	5,3	320	160	635
Duékoué	180 500	7,4	765	385	1 535
Gagnoa	161 240	7,8	715	360	1 435
Guiglo	62 140	3,0	330	165	660
Man	3 504 555	189,0	1 825	4 560	3 650
San Pedro	3 329 030	200,2	2 275	5 695	4 555
Sassandra	57 500	2,5	335	170	675
Soubré	121 500	5,6	645	320	1 290
Total	9 256 125	541,3	9 635	13 965	19 265

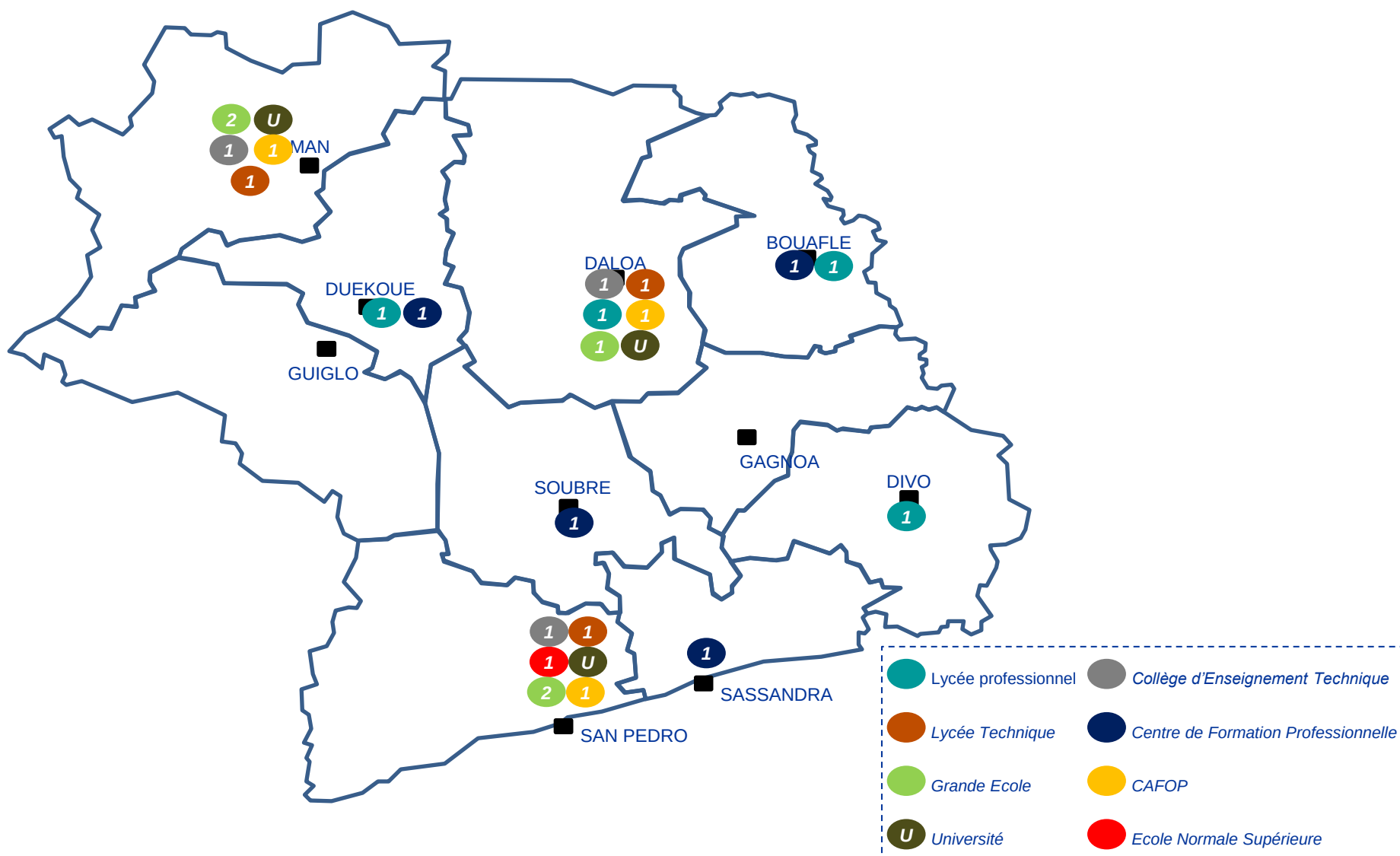
*L'ensemble des projets sont structurants

f) Synthèse de l'Enseignement supérieur

Equipement	Superficie (en m²)	Investissements (en MMFCFA)	Budget de fonctionnement annuel (en MMFCFA)	Emplois directs
CAFOP	2 700	0,9	0,2	30
ENS	20 000	1	0,6	70
Grande Ecole	150 000	7,5	6	250
Université	7 580 000	458	40	2 840

Connecteur	Superficie (en m²)	Investissements (en MMFCFA)	Budget de fonctionnement annuel (en MMFCFA)	Emplois		
				Directs	Indirects	Induits
Bouaflé						
Daloa	1 280 000	100	21	895	890	1 790
Divo						
Duékoué						
Gagnoa						
Guiglo						
Man	3 351 000	180	22	1 100	2 750	2 200
San Pedro	3 101 000	188	23	1 200	3000	2 400
Sassandra						
Soubré						
Total	7 723 000	468	67	3 195	6 645	6 390

g) Cartographie des programmes de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle



Objectifs	• Atteindre des taux bruts de scolarisation de 25 % dans chacune des régions de la zone Sud-Ouest • Garantir une moyenne d'une salle de classe et un instituteur pour 25 enfants • Faciliter l'intégration des enfants handicapés dans la vie scolaire		
Description	A l'horizon 2020, les besoins identifiés et à adresser au niveau des connecteurs de la zone pour atteindre les objectifs couvrent : • La création de 1 009 salles au sein des établissements existants ou par le biais de la création de nouvelles structures, à travers : • L'accélération de leur ouverture dans les écoles publiques existantes ou la création de nouvelles structures dédiées • La promotion du développement d'une offre privée complémentaire à hauteur de 10 % (10une salles) • La reconstruction des 31 salles de Préscolaire existantes construites en matériaux provisoires • La réhabilitation des 31 salles de classe en mauvais état • La formation de 930 nouveaux instituteurs • La mise en place d'unités spécifiques pour l'inclusion scolaire de 10 % des enfants handicapés (estimées à 10 unités). Ces unités doivent être implantées au sein des établissements scolaires afin d'encourager l'intégration sociale des enfants handicapés. Ce projet nécessitera : • La formation des intervenants dans la prise en charge des enfants handicapés • L'adaptation des infrastructures scolaires et des ressources pédagogiques		
Prérequis	• Sensibilisation des familles sur l'importance de l'éducation • Disponibilité du foncier	Acteurs	• Ministère de l'Education Nationale • Acteurs privés • Collectivités Territoriales

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet

Connecteur	Salles à reconstruire	Salle à réhabiliter	Salles à créer	Unités spécifiques pour enfants handicapés	Instituteurs à former
Bouaflé	2	1	70	1	70
Daloa	4	1	217	1	190
Divo	2	4	88	1	70
Duékoué	1	2	76	1	80
Gagnoa	2	3	145	1	130
Guiglo	3	1	47	1	40
Man	11	13	109	1	100
San Pedro	1	2	144	1	140
Sassandra	1	1	32	1	40
Soubré	4	3	81	1	70
Total général	31	31	1 009	10	930

Chiffres clés

- **Superficie :**
 - Hypothèse basse¹ : 63 178 m²
 - Hypothèse haute² : 407 600 m²
- **Investissement (Public) :** 10,6 MMFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel :** 3,7 MMFCFA
- **Emplois créés :**
 - 935 emplois directs
 - 1 055 emplois indirects
 - 1 870 emplois induits

Impacts

- **Amélioration des taux de scolarisation des enfants**
- **Amélioration des conditions d'apprentissage**
- **Diminution de l'analphabétisme**

¹Hypothèse de construction dans un établissement existant ; ²Hypothèse de construction dans un nouvel établissement

Objectifs	• Atteindre des taux bruts de scolarisation de 111 % dans chacune des régions de la zone Sud-Ouest • Garantir une moyenne d'une salle de classe pour 40 enfants • Faciliter l'intégration des enfants handicapés dans la vie scolaire		
Description	A l'horizon 2020, les besoins identifiés et à adresser au niveau des connecteurs de la zone pour atteindre les objectifs couvrent : • La création de 162 salles de Primaire au sein des établissements existants ou par le biais de la création de nouvelles structures, à travers : • L'encouragement des initiatives locales pour le développement du Primaire • La promotion du développement d'une offre privée complémentaire à hauteur de 10 % (162 salles) • La construction des points d'eau et des latrines dans 601 écoles primaires • La formation de 1 420 nouveaux instituteurs • La mise en place d'unités spécifiques pour l'inclusion scolaire de 30 % des enfants handicapés (estimées à 29 unités), ces unités doivent être implantées au sein des établissements scolaires afin d'encourager l'intégration sociale des enfants handicapés. Ce projet nécessitera : • La formation des intervenants dans la prise en charge des enfants handicapés • L'adaptation des infrastructures scolaires et des ressources pédagogiques • La mise en place d'un système de transport scolaire ciblant les ménages dispersés et éloignés des établissements, de manière à mettre à leur disposition un minibus pour les enfants parcourant plus que 5 km pour se rendre à l'école. Le nombre de minibus nécessaire est estimé à 53 (1 minibus pour 20 enfants)		
Prérequis	• Sensibilisation des familles sur l'importance de l'éducation • Affiner en concertation avec les communes et les établissements scolaires le besoin en transport scolaire • Disponibilité du foncier	Acteurs	• Ministère de l'Education Nationale • Acteurs privés • Collectivités Territoriales

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet

Connecteur	Salles à construire	Ecoles en manque de commodités	Unités spécifiques pour enfants handicapés	Instituteurs à former	Besoin en minibus scolaires
Bouaflé	130	40	2	110	4
Daloa	258	150	5	150	10
Divo	54	70	3	30	5
Duékoué	203	29	2	200	4
Gagnoa	263	76	4	250	7
Guiglo	75	28	2	70	3
Man	102	77	4	100	6
San Pedro	316	68	4	300	8
Sassandra	69	18	1	70	2
Soubré	151	45	2	140	4
Total général	1 621	601	29	1 420	53

Chiffres clés

- **Superficie :**
 - Hypothèse basse¹ : 102 300 m²
 - Hypothèse haute² : 660 000 m²
- **Investissement (Public) : 19,4 MMFCFA**
- **Budget de fonctionnement annuel :**
5,9 MMFCFA
- **Emplois créés :**
 - 1 480 emplois directs
 - 1 665 emplois indirects
 - 2 960 emplois induits

Impacts

- **Amélioration des taux de scolarisation des enfants**
- **Amélioration des conditions d'apprentissage**
- **Diminution de l'analphabétisme**

¹Hypothèse de construction dans un établissement existant ; ²Hypothèse de construction dans un nouvel établissement

Objectifs	• Atteindre des taux bruts de scolarisation de 91 % dans le 1^{er} Cycle, 50 % dans le 2nd Cycle et 10 % dans le Secondaire Technique • Garantir des ratios d'occupation en ligne avec les objectifs du MEN • Faciliter l'intégration des enfants handicapés dans la vie scolaire		
Description	A l'horizon 2020, les besoins identifiés et à adresser au niveau des connecteurs de la zone pour atteindre les objectifs couvrent : • La création de 2 492 salles du Secondaire au sein des établissements existants ou par le biais de la création de nouvelles structures, à travers l'encouragement des initiatives locales pour le développement du Secondaire • La formation de 3 240 nouveaux enseignants • La mise en place d'unités spécifiques pour l'inclusion scolaire de 10 % des enfants handicapés (estimées à 14 unités). Ces unités doivent être implantées au sein des établissements scolaires afin d'encourager l'intégration sociale des enfants handicapés. Ce projet nécessitera : ✓ La formation des intervenants dans la prise en charge des enfants handicapés ✓ L'adaptation des infrastructures scolaires et des ressources pédagogiques • La mise en place d'un système de transport scolaire ciblant les ménages dispersés et éloignés des établissements, de manière à mettre à leur disposition un minibus pour les enfants parcourant plus que 5 km pour se rendre à l'école. Le nombre de minibus nécessaire est estimé à 159 (1 minibus pour 20 enfants)		
Prérequis	• Sensibilisation des familles sur l'importance de l'éducation • Affiner en concertation avec les communes et les établissements scolaires le besoin en transport scolaire • Disponibilité du foncier	Acteurs	• Ministère de l'Education Nationale • Acteurs privés • Collectivités Territoriales

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet

Connecteur	Salles à construire	Unités spécifiques pour enfants handicapés	Enseignants à former	Besoin en minibus scolaires
Bouaflé	159	1	210	11
Daloa	465	2	530	32
Divo	174	1	170	14
Duékoué	230	1	360	12
Gagnoa	283	2	310	22
Guiglo	143	1	200	8
Man	316	2	440	19
San Pedro	391	2	550	23
Sassandra	93	1	140	5
Soubré	238	1	330	13
Total général	2 492	14	3 240	159

Chiffres clés

- **Superficie :**
 - Hypothèse basse¹ : 155 372 m²
 - Hypothèse haute² : 1 002 400 m²
- **Investissement (Public) :** 28,3 MMFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel :** 21 MMFCFA
- **Emplois créés :**
 - 3 390 emplois directs
 - 4 050 emplois indirects
 - 6 780 emplois induits

Impacts

- **Amélioration des taux de scolarisation des enfants**
- **Amélioration des conditions d'apprentissage**

¹Hypothèse de construction dans un établissement existant ; ²Hypothèse de construction dans un nouvel établissement

Objectifs

- Former une main-d'œuvre qualifiée pouvant répondre aux besoins des industries
- Doter les jeunes des compétences nécessaires pour intégrer le marché du travail
- Offrir une deuxième chance pour les élèves qui ne réussissent pas le cursus général

Description

La Formation Professionnelle est un enjeu majeur pour le développement économique et social en raison de ses effets de levier sur la croissance et l'emploi. Cependant, ce cycle enregistre un retard important dans la zone Sud-Ouest.

Le programme de développement de la Formation Professionnelle consiste en la création de nouveaux établissements, détaillés comme suit :

Connecteur	Etablissements prévus par le Ministère	Etablissements à créer	Métiers à développer
Bouaflé	LP	CFP	Tourisme, Industrie
Daloa	LT	LP+CET	Commerce, Logistique
Divo	LP		Agriculture
Duékoué	LP	CFP	Pêche, Tourisme
Gagnoa			
Guiglo			
Man	LT	CET	Industrie, Tourisme
San Pedro	LT	CET	Industrie, Pêche
Sassandra		CFP	Pêche
Soubré		CFP	Agro-industrie

CFP : Centre de Formation Professionnelle ; CET : Collège d'Enseignement Technique ; LP : Lycée Professionnel ; LPH : Lycée Professionnel Hôtelier

Acteurs

- Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
- Collectivités Territoriales

Equipement	Superficie (en m²)	Investissement (en MMFCFA)	Budget de fonctionnement annuel (en MFCFA)	Emplois directs
Lycée Professionnel	200 000	6	980	120
Lycée Technique	45 000	3,9	730	90
Collège d'Enseignement Technique	45 000	3,9	690	90
Centre de Formation Professionnelle	48 000	1,2	3 000	360

Connecteur	Superficie (en m²)	Investissement (en MMFCFA)	Budget de fonctionnement annuel (en MFCFA)	Emplois		
				Directs	Indirects	Induits
Bouaflé	62 000	1,8	980	120	60	240
Daloa	80 000	4,1	720	90	90	180
Divo	50 000	1,5	240	30	15	60
Duékoué	62 000	1,8	980	120	60	240
Gagnoa						
Guiglo						
Man	30 000	2,6	470	60	150	120
San Pedro	30 000	2,6	470	60	150	120
Sassandra	12 000	0,3	730	90	45	180
Soubré	12 000	0,3	730	90	45	180
Total	338 000	15	5 300	660	615	1 320

Objectifs

- *Doter la zone des infrastructures nécessaires pour la formation des instituteurs des cycles Préscolaire et Primaire*

Description

A horizon 2020, les besoins de la zone en instituteurs supplémentaires s'élèvent à 10 653 instituteurs de Primaire et 6 536 instituteurs de Préscolaire. Les capacités actuelles dans la zone ne suffisent pas pour couvrir ce besoin.

Le programme de construction/extension de CAFOP vise la construction de 31 nouvelles salles de CAFOP détaillées comme suit :

CAFOP	Salles existantes	Salles à construire	Capacité de formation annuelle
San Pedro	18	14	450
Man	12	20	450
Daloa	7	11	280
Total	37	45	1 180

Prérequis

- *Disponibilité du foncier*

Acteurs

- *Ministère de l'Education Nationale*
- *Collectivités Territoriales*

Objectifs

- Doter la zone des infrastructures nécessaires pour la formation des enseignants des cycles Secondaires

Description

La Côte d'Ivoire compte une seule école de formation des enseignants des cycles Secondaires (l'Ecole Normale Supérieure d'Abidjan), dont les capacités de formation ne peuvent pas couvrir les besoins croissants des établissements scolaires. A horizon 2020, les besoins supplémentaires de la zone en enseignants du Secondaire général s'élèvent à 21 789 enseignants.

DREN	Enseignants à former à horizon 2020
Bouaflé	2 002
Daloa	2 536
Divo	1 020
Duékoué	3 779
Gagnoa	1 427
Guiglo	1 432
Man	2 665
San Pedro	2 348
Sassandra	1 435
Soubré	3 145
Total	21 789

L'Ecole Normale Supérieure de **San Pedro** aura pour mission principale la formation des :

- Professeurs de collèges et de lycées
- Professeurs de CAFOP
- Professeurs agrégés du Secondaire
- Inspecteurs pédagogiques, d'éducation, d'orientation et d'enseignement primaire
- Conseillers extra scolaire
- Educateurs

Acteurs

- Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique
- Collectivités Territoriales

Objectifs	• Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur pour les jeunes de la zone • Former les cadres et les cadres supérieurs pouvant répondre aux besoins du marché
Description	L'enseignement supérieur est un vecteur important de croissance et de compétitivité des économies, il contribue à la réduction de la pauvreté, en produisant l'expertise nécessaire aux secteurs moteurs du développement. Le programme de développement de l'enseignement supérieur consiste en : • La création de l'université de Man qui développera des recherches et des formations dans les mines, l'énergie, les matériaux et la mécanique, au regard du potentiel minier dont dispose la zone (en cours) • La création de l'université de San Pedro qui sera dédiée aux sciences de la mer et construction navale, à l'agriculture et l'agro-industrie, aux ressources halieutiques, au bâtiments et travaux publics et à la logistique • L'extension et la mise à niveau des infrastructures de l'université de Daloa dans une optique d'amélioration des conditions d'études • La création de grandes écoles : ➤ 2 à San Pedro, spécialisées dans le commerce et l'industrie ➤ 2 à Man, spécialisées dans le commerce et la logistique ➤ 1 à Daloa, spécialisée dans le commerce et la gestion d'entreprise
Acteurs	• Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique • Collectivités Territoriales

Partie introductive

- a) Rappel des conclusions du diagnostic*
- b) Grille des équipements*
- c) Dossier stratégique*
- d) Synthèse du portefeuille global*
- e) Synthèse projets structurants et projets de proximité*

Portefeuille de projets

Projet c4.1 : Création d'infrastructures socio-culturelles d'envergure dans les principaux PEC

Projet c4.2: construction d'un musée de l'exploitation forestière

Projet c4.3: construction d'un musée du chocolat

Projet c4.4 : Création d'une école d'initiation à l'art

Projet c4.5 : Développement et mise à niveau des infrastructures sportives

Projet c4.6 : Création d'une cité du sport

Projet c4.7 : Mise en place de salles omnisports

Projet c4.8 : Construction de salles de sport

3.1.4 Projets pour favoriser le développement de la culture et du sport (Objectif c4)

a) Rappel des conclusions du diagnostic

Culture

- La zone Sud-Ouest abrite plus de 40 % des infrastructures nationales d'exposition, de documentation et d'accueil des jeunes
- Près de 40 % des événements culturels du pays sont organisés dans la zone Sud-Ouest



Sport

- La zone Sud-Ouest concentre plus de 40 % des infrastructures sportives du pays avec 22 stades, 19 complexes sportifs, 9 foyers des jeunes et 38 terrains
- Près de 40 % des infrastructures sportives de la zone sont localisées dans le District des Montagnes



Source : Direction du Patrimoine Culturel et de la Francophonie – 2013

3.1.4 Projets pour favoriser le développement de la culture et du sport (Objectif c4)

b) Grille des équipements

Les populations doivent disposer d'un accès aux infrastructures culturelles et sportives

	Connecteur local	Connecteur secondaire	Connecteur principal
Salle de spectacle	X	X	X
Salle de cinéma			X
Espace de projection en plein air	X	X	
Ecole d'initiation à l'art			X
Musée	X	X	X
Centre culturel	X	X	X
Foyer des jeunes	X	X	X
Stade de football	X	X	
Cité du sport			X
Salle omnisports		X	X
Salle de sport	X	X	X

c) Dossier stratégique

Pourquoi est-ce nécessaire ?

- Pour améliorer l'accès de la population à la culture et au sport à travers la mise en place d'infrastructures de proximité
- Pour promouvoir la **création culturelle et sportive** au sein de la zone
- Pour doter la zone **d'équipements culturels et sportifs** permettant l'organisation d'événements majeurs comme la CAN 2021
- **Pour sensibiliser les populations** à la culture et au sport

Chiffres clés

42

Superficie (ha)

372

Investissements (MMFCFA)

3 890

Nombre d'emplois

Projets prévus dans la zone Sud-Ouest

Culture

- 1 Création d'infrastructures socio-culturelles d'envergure dans les principaux PEC
- 2 Construction d'un musée de l'exploitation forestière
- 3 Construction d'un musée du chocolat
- 4 Création d'écoles d'initiation à l'art dans chaque pôle principal

Sport

- 5 Développement et mise à niveau des infrastructures sportives
- 6 Création d'une cité du sport
- 7 Mise en place de salles omnisports
- 8 Construction de salles de sport



3.1.4 Projets pour favoriser le développement de la culture et du sport (Objectif c4)

d) Synthèse projets structurants et projets de proximité

Culture

Equipements		Superficie (m²)	Investissement (MFCFA)	Emplois directs
Réhabilitation	Musées	40 000	188	20
	Centres culturels	160 000	80	160
	Foyers des jeunes	10 000	35	50
	Salles de cinéma	10 000	185	20
	Salles de spectacle	5 000	120	10
Construction	Salles de cinéma	10 000	185	20
	Salles de spectacle	90 000	2 160	180
	Ecoles d'initiation à l'art	2 000	400	20
	Espaces de projections plein air	3 500	42	20
	Musée d'exploitation forestière	2 000	400	20
	Musée du chocolat	1 000	300	10

Connecteur	Superficie (m²)	Investissement (MFCFA)	Emplois		
			Directs	Indirects	Induits
San Pedro	43 000	938,5	85	215	170
Man	52 000	520	65	165	130
Daloa	36 000	346	55	55	110
Soubré	11 500	249,5	30	15	55
Bouaflé	31 500	343,5	40	20	75
Gagnoa	31 500	259,5	50	25	95
Guiglo	33 500	659,5	70	35	140
Duékoué	31 500	259,5	50	25	100
Sassandra	31 500	259,5	50	25	100
Divo	31 500	259,5	50	25	100
Total	333 500	4 095	530	595	1 060

3.1.4 Projets pour favoriser le développement de la culture et du sport (Objectif c4)

d) Synthèse projets structurants et projets de proximité

Culture

Connecteur	Projets Structurants/ de proximité	Superficie (ha)	Investissements (MMFCFA)	Emplois		
				Directs	Indirects	Induits
San Pedro	Structurant	4,2	0,6	75	190	150
	De proximité	0,1	0,3	10	25	20
Man	Structurant	5,2	0,5	65	165	130
	De proximité	-	-	-	-	-
Daloa	Structurant	3,6	0,3	55	110	110
	De proximité	-	-	-	-	-
Gagnoa	Structurant	3,15	0,2	50	25	100
	De proximité	-	-	-	-	-
Divo	Structurant	3,15	0,2	50	25	100
	De proximité	-	-	-	-	-
Soubré	Structurant	1,1	0,2	30	15	60
	De proximité	-	-	-	-	-
Duékoué	Structurant	3,15	0,2	50	25	100
	De proximité	-	-	-	-	-
Bouaflé	Structurant	3,15	0,3	40	20	80
	De proximité	-	-	-	-	-
Guiglo	Structurant	3,15	0,2	50	25	100
	De proximité	0,2	0,4	20	10	40
Sassandra	Structurant	3,15	2,6	50	25	100
	De proximité	-	-	-	-	-
Total	Structurant	33,0	3,4	500	560	1 000
	De proximité	0,3	0,7	30	35	60

3.1.4 Projets pour favoriser le développement de la culture et du sport (Objectif c4)

d) Synthèse projets structurants et projets de proximité

Sport

	Equipements	Superficie (m²)	Investissements (MFCFA)	Emplois directs
Réhabilitation	Terrains de proximité	10 000	2 750	20
Construction	Salles omnisports	25 000	15 600	25
	Salles de sport	10 000	10 000	100
	Cité du sport	40 000	340 000	200

Connecteur	Superficie (m²)	Investissements (MFCFA)	Emplois		
			Directs	Indirects	Induits
San Pedro	32 000	178 375	120	305	240
Man	32 000	178 375	120	305	240
Daloa	7 000	2 675	15	15	30
Soubré	2 000	1 275	10	5	20
Bouaflé	2 000	1 275	10	5	20
Gagnoa	2 000	1 275	10	5	20
Guiglo	2 000	1 275	10	5	20
Duékoué	2 000	1 275	10	5	20
Sassandra	2 000	1 275	10	5	20
Divo	2 000	1 275	10	5	20
Total	85 000	368 350	345	670	690

3.1.4 Projets pour favoriser le développement de la culture et du sport (Objectif c4)

d) Synthèse projets structurants et projets de proximité

Sport

Connecteur	Projets Structurants/ de proximité	Superficie (ha)	Investissements (MMFCFA)	Emplois		
				Directs	Indirects	Induits
San Pedro	Structurant	3,1	177,4	110	280	220
	De proximité	0,1	1	10	25	20
Man	Structurant	3,1	177,4	110	280	220
	De proximité	0,1	1	10	25	20
Daloa	Structurant	0,6	1,7	10	10	15
	De proximité	0,1	1	10	5	20
Gagnoa	Structurant	0,1	0,3	5	5	5
	De proximité	0,1	1	10	5	20
Divo	Structurant	0,1	0,3	5	5	5
	De proximité	0,1	1	10	5	20
Soubré	Structurant	0,1	0,3	5	5	5
	De proximité	0,1	1	10	5	20
Duékoué	Structurant	0,1	0,3	5	5	5
	De proximité	0,1	1	10	5	20
Bouaflé	Structurant	0,1	0,3	5	5	5
	De proximité	0,1	1	10	5	20
Guiglo	Structurant	0,1	0,3	5	5	5
	De proximité	0,1	1	10	5	20
Sassandra	Structurant	0,1	0,3	5	5	5
	De proximité	0,1	1	10	5	20
Total	Structurant	7,5	358,3	245	575	490
	De proximité	1	1,0	100	95	200

Objectifs	• Mettre à disposition du public des infrastructures adaptées permettant l'accueil de spectacles de qualité • Mettre à niveau et équiper les infrastructures culturelles existantes • Améliorer la conservation et la valorisation des sites culturels		
Description	La zone Sud-Ouest dispose d'infrastructures culturelles peu entretenues et de salles de cinéma fermées. Ainsi, le programme de mise à niveau des infrastructures culturelles s'articule autour de : • La réhabilitation des infrastructures de diffusion de spectacles et d'expositions d'œuvres artistiques ➤ La réhabilitation, l'équipement et la valorisation de 2 musées de la zone ➤ La réhabilitation et l'équipement de 8 centres culturels en matériels de sons et lumière adaptés, pour permettre l'accueil de spectacles de qualité ➤ L'ouverture, la réhabilitation et l'équipement de 2 salles de cinéma et d'une salle de spectacle ➤ La réhabilitation et l'équipement de 10 foyers des jeunes de la zone • La dotation de ces équipements en espaces permettant l'accueil en résidence des artistes : ➤ Mise à disposition d'espaces de création, d'hébergement et de restauration pour les artistes souhaitant créer des œuvres artistiques en partenariat avec des artistes de renommée nationale/régionale • La mise en place des équipements de proximité encourageant les populations à approcher l'art : ➤ La création et l'aménagement de 9 salles de spectacle, d'une capacité de 100 places chacune, au sein des établissements scolaires, universités, centres culturels et associatifs dans chacune des régions de la zone afin d'initier les larges populations aux domaines culturels ➤ Construction d'une salle de cinéma par région, chacune d'une capacité de 100 places ➤ Aménagement de 9 espaces de projection cinématographique afin d'assurer la disponibilité d'un espace par région		
Prérequis	• Existence d'une volonté politique pour la démocratisation de la culture et la facilitation de son accès à un public large • Existence des moyens de transport urbain permettant l'accès aux infrastructures culturelles à toute heure de la journée	Acteurs	• Ministère de la Culture et de la Francophonie • Collectivités territoriales

Positionnement & chiffrage du projet

	Equipements	Positionnement	Budget de Fonctionnement annuel (MFCFA)	Superficie (m²)	Investissement (MFCFA)	Emplois		
						Directs	Indirects	Induits
Réhabilitation	Musées	Man, Bouaflé	329	40 000	188	20	30	40
	Centres culturels	San Pedro, Man, Daloa, Gagnoa, Guiglo, Duékoué, Sassandra, Divo	140	160 000	80	160	170	320
	Foyers des jeunes	San Pedro, Man, Daloa, Soubré, Bouaflé, Gagnoa, Guiglo, Duékoué, Sassandra, Divo	61,2	10 000	35	50	70	100
	Salles de cinéma	Man, Daloa	323,75	10 000	185	20	35	40
	Salles de spectacle	Man	210	5 000	120	10	25	20
Construction	Salles de cinéma	San Pedro	323,75	10 000	185	20	50	40
	Salles de spectacle	San Pedro, Daloa, Soubré, Bouaflé, Gagnoa, Guiglo, Duékoué, Sassandra, Divo	3 780	90 000	2 160	180	140	360
	Espaces de projection plein air	Soubré, Bouaflé, Gagnoa, Guiglo, Duékoué, Sassandra, Divo	73,5	3500	42	20	10	40

Objectifs	• Mettre à disposition du public des infrastructures culturelles adaptées • Contribuer à améliorer l'attractivité de la zone		
Description	Dans la zone Sud-Ouest, l'industrie du bois est fortement développée et représente plus de la moitié du chiffre d'affaires industriel et près de 94 % des emplois industriels La mise en place d'un musée de l'exploitation forestière trouve sa justification dans la concentration dans la zone des plus grands périmètres forestiers du pays Le musée, d'une superficie de 2 000 m², va permettre de représenter les métiers forestiers et d'exposer les outils et les machines utilisés Le bâtiment du musée regroupe : • 5 salles de muséographie originale à thèmes différents avec un guidage en 2 langues (français et anglais) • un hall d'exposition • une boutique d'objets souvenirs • un espace de restauration Plusieurs activités destinées aux enfants doivent être organisées : • Jeux pédagogiques (apprendre à reconnaître les arbres, reconnaître par le toucher, reconnaître par l'odeur...) • Construction de huttes de bûcherons • Pêche à la ligne • Jeux en bois		
Prérequis	• Disponibilité du foncier nécessaire à la construction du musée • Disponibilité des ressources humaines nécessaires	Acteurs	• Ministère de la Culture et de la Francophonie • Collectivités territoriales

Positionnement & chiffrage du projet

Localisation

- Guiglo

Chiffres clés

- **Superficie** : 2 000 m²
- **Investissement (Public)** : 400 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 700 MFCFA
- **Emplois créés** :
 - 20 emplois directs
 - 10 emplois indirects
 - 40 emplois induits



Impacts

- **Disponibilité d'une infrastructure culturelle permettant de faire découvrir les richesses de la zone**



Objectifs	• <i>Mettre à disposition du public des infrastructures culturelles adaptées</i> • <i>Contribuer à l'amélioration de l'attractivité de la zone</i>		
Description	• La filière cacao contribue à hauteur de 51 % de la surface agricole et de 19 % de la production de la zone Sud-Ouest • La mise en place d'un musée du chocolat à San Pedro trouve sa justification dans l'importance de la production de cacao dans la zone avec plus de 1 400 kt (84 % de la production nationale) • Le musée, d'une superficie de 1 000 m², retrace les 4 000 ans d'histoire du cacao et du chocolat en mots, en images et en saveurs. Il permet de plonger le visiteur dans l'univers fabuleux du chocolat et l'entraîne dans une aventure passionnante à travers le temps, à vivre intensément, tous les sens en éveil • Au-delà de l'aspect historique, le musée détaille également les méthodes de fabrication du chocolat, les ingrédients utilisés et l'évolution de sa fabrication au fil des siècles • Le centre de démonstration révèle aux visiteurs les secrets d'un chocolat brillant et leur donne l'occasion de goûter les produits chocolatés fabriqués sur place		
Prérequis	• <i>Disponibilité du foncier nécessaire à la construction du musée</i> • <i>Disponibilité des ressources humaines nécessaires</i>	Acteurs	• <i>Ministère de la Culture et de la Francophonie</i> • <i>Collectivités territoriales</i>

Positionnement & chiffrage du projet

Localisation

- San Pedro

Chiffres clés

- **Superficie** : 1 000 m²
- **Investissement (Public)** : 300 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 525 MFCFA
- **Emplois créés** :
 - 10 emplois directs
 - 25 emplois indirects
 - 20 emplois induits



Impacts

- **Disponibilité d'une infrastructure culturelle permettant de faire découvrir les richesses de la zone**



Objectifs	• Mettre à disposition du public des infrastructures adaptées permettant l'accueil de spectacles de qualité		
Description	• La zone Sud-Ouest affiche un manque en infrastructures culturelles • Le programme de construction d'une école d'art a pour objectif de développer une infrastructure d'initiation à l'art proposant un apprentissage dans des filières diverses de : • L'art vivant : • Danse • Musique • Théâtre et art du cirque • Etc. • L'art plastique : • Peinture • Dessin • Sculpture • Etc. • L'école d'art doit être dotée de : • 2 salles de cours • Une grande salle aménagée afin d'assurer la pratique des cours de danse, de musique et d'art du cirque • Une salle équipée pouvant assurer l'apprentissage de la peinture et de la sculpture • Une salle de spectacle d'une capacité de 100 personnes afin de permettre la présentation des travaux réalisés • 10 enseignants qualifiés nécessaires pour l'ensemble des disciplines		
Prérequis	• Existence d'une volonté politique de développer la culture artistique • Facilitation de l'accès aux écoles et aux conservatoires par la mise à disposition des transports en commun nécessaires	Acteurs	• Ministère de la Culture et de la Francophonie • Collectivités territoriales

Positionnement & chiffrage du projet

Localisation

- San Pedro et Man

Chiffres clés

- **Superficie** : 2 000 m²
- **Investissement** : 400 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 700 MFCFA
- **Emplois créés** :
 - 20 emplois directs
 - 50 emplois indirects
 - 40 emplois induits



Impacts

- **Mise en place d'une structure de formation afin d'encourager la pratique de l'art**



Objectifs	• Doter la zone des infrastructures sportives nécessaires à l'accueil d'évènements sportifs majeurs		
Description	• La zone Sud-Ouest dispose d'infrastructures sportives peu entretenues • Le programme de mise en place d'infrastructures d'envergure, permettant l'accueil d'évènements sportifs majeurs dans des conditions adéquates, s'articule autour de : • La mise a niveau des infrastructures sportives existantes, à travers : • La réhabilitation des stades de la zone • La réhabilitation des terrains existants au sein : • Des établissements scolaires et universités des chefs-lieux de région de la zone, dotés des équipements nécessaires à la pratique de diverses disciplines sportives : ✓ Basket-ball ✓ Football ✓ Handball ✓ Tennis • Des quartiers les plus défavorisés pour permettre la pratique de disciplines diverses (basket-ball, football, handball, etc.) • L'organisation d'évènements sportifs et l'encouragement des activités d'entraînement : • Au sein des établissements scolaires • Au sein des terrains de quartiers inter-écoles et inter-quartiers		
Prérequis	• Disponibilité du foncier permettant la mise en place de ces équipements • Sécurité des lieux de pratique des activités sportives	Acteurs	• Ministère des Sports et des Loisirs • Collectivités territoriales

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement



Chiffres clés

- **Superficie** : 10 000 m²
- **Investissement (Public)** : 2,75 MMFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 4,81 MMFCFA
- **Emplois** :
 - 20 emplois directs
 - 20 emplois indirects
 - 40 emplois induits



Impacts

- **Disponibilité d'infrastructures de proximité suffisantes**

Objectifs	• Doter la zone des infrastructures sportives nécessaires à l'accueil d'évènements sportifs majeurs		
Description	• La zone Sud-Ouest dispose d'infrastructures sportives peu entretenues • Le programme de création de cités du sport a pour objectif de : • Doter les villes de San Pedro et de Man d'une infrastructure d'envergure et des équipements de qualité permettant l'accueil d'évènements d'envergure internationale. La mise en place de la cité du sport à proximité du stade en construction consistera en : • La mise en place d'un gymnase • La mise en place d'un circuit d'athlétisme • La construction d'une piscine olympique • L'équipement en outils et matériaux aux standards internationaux • La mise à disposition des équipements annexes (vestiaires, espaces de stockages des équipements sportifs) • Un terrain de basket-ball, un terrain de tennis • L'accès à cette infrastructure serait réglementé pour : • Les athlètes de haut niveau, dans le cadre de leurs entraînements et des évènements sportifs auxquels ils participent • Les amateurs, dans le cadre d'entraînements spécifiques organisés par la cité pour la vulgarisation de la pratique sportive et pour rendre celle-ci accessible à un large public		
Prérequis	• Disponibilité du foncier permettant l'accueil d'un équipement aussi important • Facilitation de l'accès à l'équipement par la mise à disposition des transports publics adaptés	Acteurs	• Ministère des Sports et des Loisirs • Collectivités territoriales

Positionnement & chiffrage du projet

Localisation

- San Pedro
- Man

Chiffres clés (par projet)

- **Superficie** : 4 hectares
- **Investissement (Public)** : 240 MMFCFA
- **Budget de fonctionnement** : 595 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 200 emplois directs
 - 500 emplois indirects
 - 400 emplois induits



Impacts

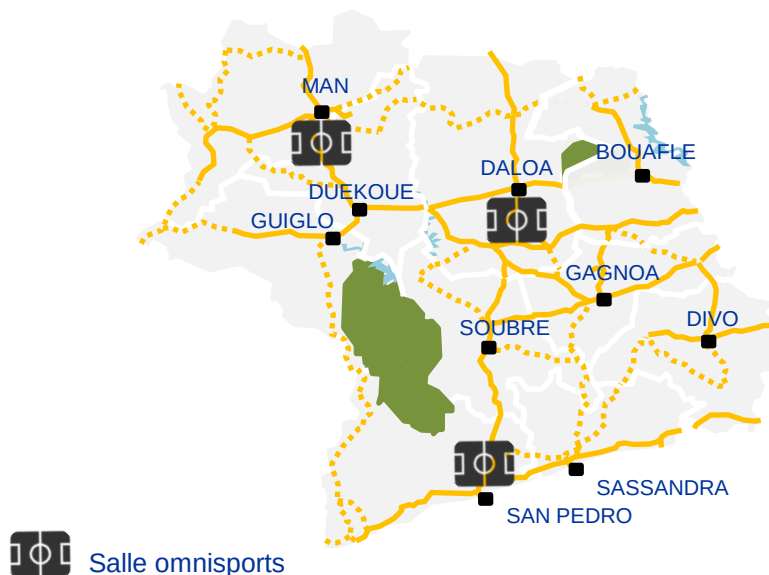
- **Disponibilité d'une infrastructure permettant d'encourager la population à pratiquer du sport**
- **Rayonnement sportif de la région**



Objectifs	• Doter la zone des infrastructures sportives nécessaires à l'accueil d'évènements sportifs majeurs		
Description	Développement de 3 salles omnisports d'une surface de près de 1 200 m² chacune disposant : • D'une réserve pour le stockage du matériel • De gradins • De vestiaires • D'éclairage • De traçage au sol pour des terrains de : • Basket-ball • Volley-ball • Mini-foot • Hockey • Handball • Tennis • Badminton		
Prérequis	• Disponibilité du foncier permettant la mise en place de l'équipement • Facilitation de l'accès à la salle omnisports par la disponibilité des transports publics	Acteurs	• Ministère des Sports et des Loisirs • Collectivités territoriales

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement



Chiffres clés

- **Superficie** : 2,5 ha
- **Investissement (Privé)** : 15,6 MMFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 27,3 MMFCFA
- **Emplois** :
 - 25 emplois directs
 - 55 emplois indirects
 - 50 emplois induits



Impacts

- **Disponibilité d'infrastructures nécessaires à la bonne pratique du sport**
- **Promotion du sport au niveau régional**

Objectifs	• Doter la zone des infrastructures sportives nécessaires à l'accueil d'évènements sportifs majeurs		
Description	Développement d'une offre en infrastructures de proximité privées à travers l'installation de clubs de sports divers à destination d'un large public : • Encouragement de l'installation de clubs de sports divers à destination d'un large public : • Salles de sports pluridisciplinaires à destination d'un public adulte, entièrement équipées pour permettre l'entraînement dans des conditions satisfaisantes : • Machines d'entraînement modernes et aux normes internationales • Salles et espaces permettant la pratique sportive • Offre d'activités variées (gym, musculation, arts martiaux, sport de main/combat, etc.) • Clubs de sport à destination d'une cible jeune : • Développement des clubs d'entraînement au foot accueillant les enfants dès l'âge de 5 ans • Développement des écoles privées de pratique des arts martiaux ou autres disciplines sportives • Etc.		
Prérequis	• Disponibilité du foncier permettant la mise en place de ces équipements • Disponibilité des acteurs privés pouvant porter les projets • Disponibilité des moyens logistiques permettant l'accès aux établissements d'entraînement sportif	Acteurs	• Ministère des Sports et des Loisirs • Acteurs privés • Collectivités territoriales

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement



Chiffres clés

- **Superficie** : 10 000 m²
- **Investissement (Privé)** : 10 MMFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 17,5 MMFCFA
- **Emplois** :
 - 100 emplois directs
 - 95 emplois indirects
 - 200 emplois induits



Impacts

- **Disponibilité de salles de sport de proximité permettant de répondre à la demande la population**
- **Développement de la pratique du sport**

3.2. Projets pour renforcer la compétitivité de la zone Sud-Ouest (Pilier 2 de la vision)

Le pilier 2 de la vision de développement de la zone Sud-Ouest vise à mettre en valeur les potentialités que dispose le territoire.

A cet effet, les objectifs suivants sont visés :

e.1 Doter la zone d'infrastructures logistiques et de distribution

e.2 Renforcer les secteurs agricole et halieutique comme moteurs de croissance

e.3 Développer une industrie valorisant les richesses naturelles de la zone

e.4 Mettre à niveau et enrichir l'offre touristique actuelle

Pour la réalisation de chacun de ces objectifs, des projets structurants (qui nécessitent la forte implication de l'Etat) et projets de proximité (avec la forte implication des collectivités locales) ont été identifiés.

3.2.1. Projets pour doter la zone d'infrastructures logistiques et de distribution (Objectif e1)

Partie introductive

- a) Rappel des conclusions du diagnostic*
- b) Dossier stratégique*
- c) Synthèse des projets structurants et de proximité*

Portefeuille de projets

Projet e1.1 : Extension du parc de zones d'activité industrielle

Projet e1.2: Mise en place d'entrepôts frigorifiques et d'un système de logistique du froid

Projet e1.3: création d'un marché de détail de poisson

Projet e1.4 : Création d'un marché de gros

3.2.1 Projets pour doter la zone d'infrastructures logistiques et de distribution (Objectif e1)

a) Rappel des conclusions du diagnostic

Zones industrielles et logistiques

- L'aménagement de zones industrielles dans les villes de Korhogo, Bonoua, San Pedro, Bouaké, Yamoussoukro, Adzopé et Aboisso a été envisagé par le gouvernement afin de consolider et désengorger l'infrastructure industrielle d'Abidjan
- La zone Sud-Ouest dispose d'importantes réserves foncières pouvant être utilisées pour l'aménagement de zones industrielles
- Ces aménagements seront mis en œuvre par tranches successives de 50 ha pour chacune des localités, avec notamment une nouvelle zone industrielle de 200 ha à San Pedro



Marchés de gros

- Les circuits commerciaux sont majoritairement traditionnels
- Les acteurs ne sont pas professionnalisés et peu structurés
- Les infrastructures de commercialisation actuelles sont essentiellement des marchés de détail et sont dans l'ensemble caractérisées par leur vétusté et leur manque d'organisation et de structuration
- Les normes d'hygiène et de sécurité ne sont globalement pas respectées
- La zone ne dispose pas de marchés de gros ce qui rend la construction de cette infrastructure nécessaire



3.2.1 Projets pour doter la zone d'infrastructures logistiques et de distribution (Objectif e1)

b) Dossier stratégique

Pourquoi est-ce nécessaire ?

- **Mettre à profit l'accès direct à la mer** dont dispose la zone Sud-Ouest et de la **proximité aux pays limitrophes comme le Libéria et la Guinée**. Ceci crée des **opportunités** en ce qui concerne l'**implantation d'activités industrielles et logistiques**
- **Doter la zone Sud-Ouest d'un marché de gros** et de circuits de distribution organisés
- **Mettre en place une infrastructure de collecte et de mise en marché** répondant aux **normes d'aménagement d'hygiène et de sécurité** en vigueur afin **d'améliorer l'approvisionnement des bassins de consommation** en qualité et quantité suffisante

Chiffres clés

109	Superficie (ha)
45	Investissements (MMFCFA)
20 525	Nombre d'emplois

Projets envisagés dans la zone Sud-Ouest

Zones industrielles	1 Mise en place d'une zone d'activité industrielle
Zones logistiques	2 Mise en place d'entrepôts frigorifiques et d'un système de logistique du froid
Commerce et distribution	3 Création de marchés de détail aux poissons
	4 Création de marchés de gros



3.2.1. Projets pour doter la zone d'infrastructures logistiques et de distribution (Objectif e1)

c) Synthèse*

Projets	Superficie (ha)	Investissements (MMFCFA)	Emplois directs
Extension du parc de zones d'activité industrielle	87	18	15
Entrepôts frigorifiques et de maturation	9	11	185
Marchés de détail	0,9	1	615
Marchés de gros	12,5	15	3 800

Connecteur	Superficie (ha)	Investissements (MMFCFA)	Emplois		
			Directs	Indirects	Induits
Bouaflé	0,2	0,2	125	60	245
Daloa	7,2	8,7	1 285	1 285	2 570
Divo					
Duékoué	0,2	0,2	125	60	245
Gagnoa	2,7	3,3	1 225	610	2 445
Guiglo					
Man	12,0	7,3	565	1 410	1 125
San Pedro	83,2	24,7	1 300	3 250	2 600
Sassandra					
Soubré	4,0	0,8	5	5	5
Total	109,4	45,2	4 615	6 675	9 235

*L'ensemble des projets sont structurants

Objectifs	• Attirer des investisseurs nationaux et internationaux dans la zone • Offrir les conditions propices à l'émergence de débouchés industriels • Créer un bassin d'emplois, de formation • Renforcer les relations avec les pays de l'hinterland en servant de plateforme d'exportation		
Description	L'installation d'une Zone d'Activité Industrielle permet d'attirer les investisseurs en leur proposant un cadre favorisant leur compétitivité : • Offre logistique intégrée via une connectivité optimale aux grands axes routiers de la zone et des services logistiques intégrés sur zone • Concentration des infrastructures nécessaires : • Infrastructures routières (rues, routes) • Électricité haute-tension, aqueduc à fort débit, éventuellement gaz naturel • Offre aboutie de services : • Services d'exploitation de la zone (maintenance des infrastructures, sécurité, etc.) • Services généraux (télécoms, restauration, poste, services de santé, banque, etc.) • Procédures administratives et fiscalité simplifiées (classement potentiel en zone franche)		
Prérequis	• Présence d'une main-d'œuvre qualifiée et disponible • Accessibilité logistique assurant une bonne connexion du site pour son approvisionnement et pour l'exportation de la production • Présence d'une réserve foncière mobilisable	Acteurs	• Ministère de l'Industrie et des Mines • Agence de gestion et de développement des infrastructures industrielles

Positionnement & chiffrage du programme

Positionnement

Connecteur	Foncier nécessaire (ha)	Foncier en réserve (ha)	Foncier à mettre en place (ha)	Branche
San Pedro	76	N.D	76	IMM/ICP/Manioc/Café/Cacao/Infrastructures logistiques
Man	7	N.D	7	Café/Infrastructures logistiques
Soubré	4	0	4	Elevage



Chiffres clés

- **Superficie** : 87 hectares
- **Investissement (Public-Privé)** : 18 MMFCFA
- **Chiffre d'affaires** : 3,3 MMFCFA
- **Budget de fonctionnement** : 3,4 MMFCFA/an
- **Emplois créés** :
 - 15 emplois directs
 - 40 emplois indirects
 - 30 emplois induits

Impacts

- **Désengorgement des infrastructures industrielles d'Abidjan**
- **Accompagnement du développement des industries de la zone Sud-Ouest**
- **Encouragement de l'investissement privé et promotion du développement des PME**

Objectifs	- Mettre à disposition des planteurs et éleveurs un système de logistique du froid pour leurs productions - Créer des espaces à l'atmosphère contrôlée, assurant des conditions de maturation optimales - Assurer le stockage optimal des denrées périssables et garantir la continuité de la chaîne du froid - Décongestionner le marché de gros de Bouaké en rapprochant des grandes villes du sud un stock de sécurité alimentaire		
Description	La zone Sud-Ouest présente un potentiel important en termes de concentration des flux provenant de l'activité agricole à échelle nationale. Ce projet répond donc à un besoin en infrastructures spécifiques et à une logistique du froid nécessaires au stockage et au transport de certains produits. Ce projet consistera en : - La mise en place de 3 entrepôts d'une surface de 30 000 m² - L'implantation d'un parc de camions frigorifiques pour les liaisons vers les marchés satellites Une offre de froid positif et négatif adaptée aux spécificités de chaque produit - Des services complémentaires de conditionnement, étiquetage ou co-packing Ces entrepôts permettront d'améliorer la qualité des produits ainsi que leur stockage dans des conditions sanitaires et de traçabilité conformes aux normes internationales. La technique de stockage en Atmosphère Contrôlée (AC) consiste généralement à diminuer le taux d'O₂ et augmenter le taux de CO₂. Le réseau ainsi créé permettra l'acheminement et le stockage des denrées alimentaires dans le cadre de politiques de sécurité alimentaire et/ou d'exportation.		
Prérequis	- Infrastructure routière de qualité - Disponibilité de l'énergie nécessaire au fonctionnement des entrepôts - Disponibilité d'une réserve foncière	Acteurs	- Opérateurs logistiques - Producteurs agricoles - Abattoirs et acteurs de l'halieutique

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet



Les connecteurs locaux pourront être alimentés via des véhicules frigorifiques

Chiffres clés

- **Superficie** : 9 ha
- **Investissement (Privé)** : 10,5 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 180 emplois directs
 - 360 emplois indirects
 - 360 emplois induits

Impacts

- **Amélioration des conditions sanitaires de transport et d'entreposage des produits sensibles**
- **Amélioration de la sécurité sanitaire des populations**
- **Renforcement de l'image de marque ivoirienne à l'international**

Objectifs	• Construire un réseau de structures de commercialisation permettant de mieux encadrer la vente au détail et ainsi de contribuer à réduire l'informel • Approvisionner la population de la zone Sud-Ouest en produits de la pêche et de l'aquaculture • Garantir aux consommateurs ivoiriens et étrangers la sécurité sanitaire des produits halieutiques		
Description	■ Ce projet consiste à créer 5 marchés aux poissons, pouvant accueillir chacun un volume cible de 4 000 tonnes sur une superficie totale de près de 1 700 m². ■ Le marché aux poissons, espace de commercialisation spécialisé dans la vente des produits de la pêche et de l'aquaculture, ouvert aux acheteurs de gros et professionnels de la restauration, mais aussi aux détaillants et aux consommateurs (la détention de l'agrément d'acheteur n'est pas obligatoire), nécessite la mise en place de 3 types d'infrastructures et de services : • Infrastructures de commercialisation • Infrastructures et services connexes (stockage, fours, machines à glace...) • Infrastructures et services support (Entretien, sécurité, gardiennage, maintenance, administration...)		
Prérequis	• Localisation du site en fonction du bassin de population et de la facilité d'accès • Entretien et maintenance régulière des infrastructures • Gouvernance locale forte pour le développement du projet	Acteurs	• Direction de l'Aquaculture et des Pêches (MIRAH) • Direction des Services Vétérinaires (MIRAH) • Ministère du Commerce

Concept du projet

Infrastructures et services nécessaires

Infrastructures de commercialisation

1. Espaces individuels dédiés à la commercialisation (Carreau de producteurs/espaces au sol)

Infrastructures et services connexes

2. Stockage, entreposage

3. Fours modernes (FTT THIAROYE)

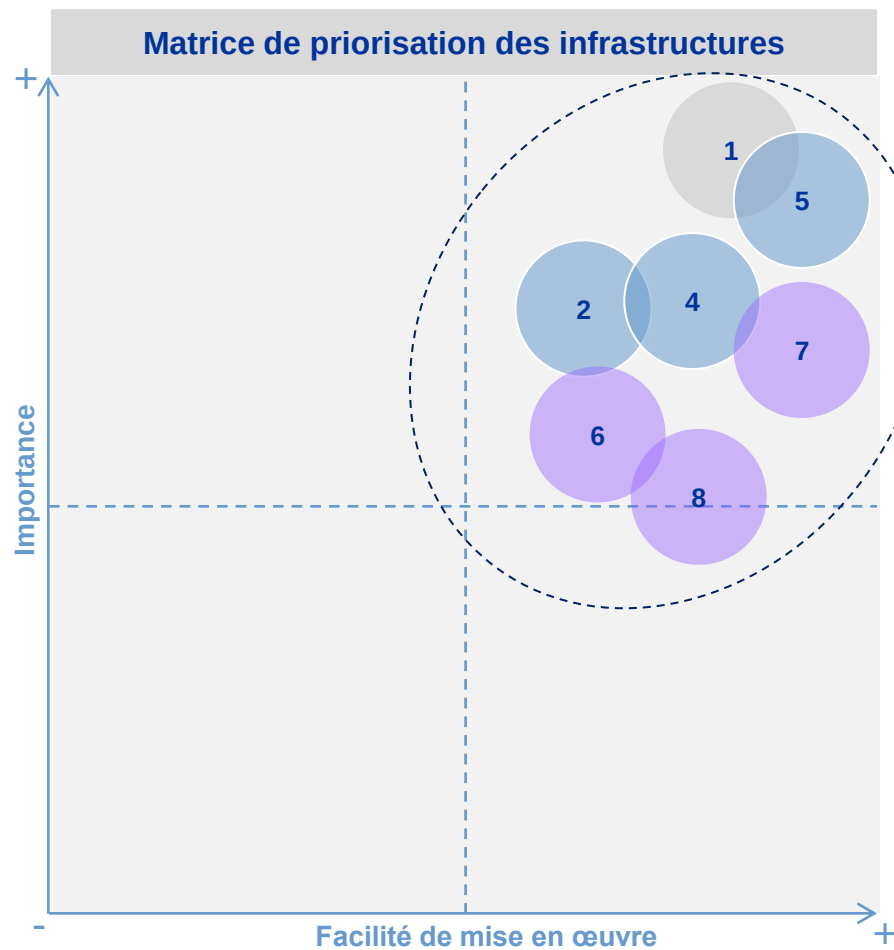
4. Fourniture de glace, eau et électricité

Infrastructures et services supports

5. Entretien, sécurité, gardiennage, maintenance

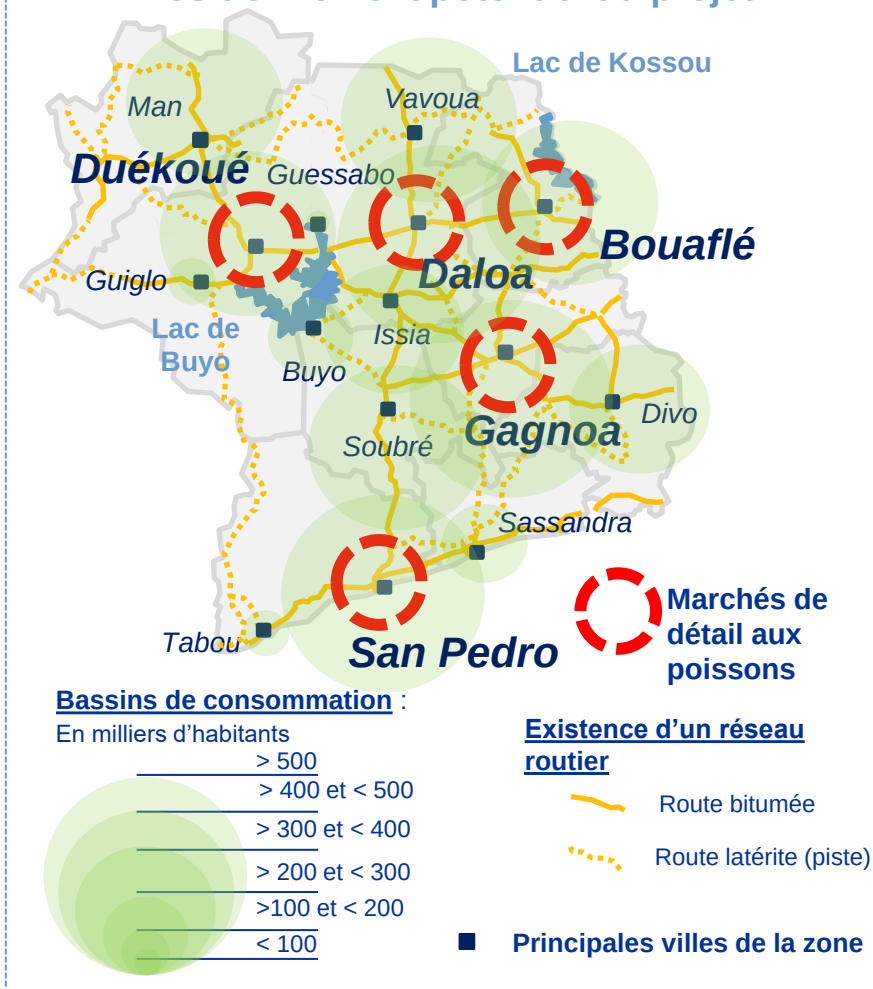
7. Administration/gestion

6. Stockage et collecte des déchets



Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

Les 5 marchés présentent les mêmes caractéristiques:

- **Investissement (Public) total pour les 5 marchés :** 1 MMFCFA
- **Investissement par projet :** 200 MFCFA
- **Tonnage annuel cible par projet :** 4 000 t (13 t/jour)
- **Superficie totale cible par projet :** 1 750 m²
- **Emplois créés :** 625 emplois directs, 635 indirects et 1 250 emplois induits

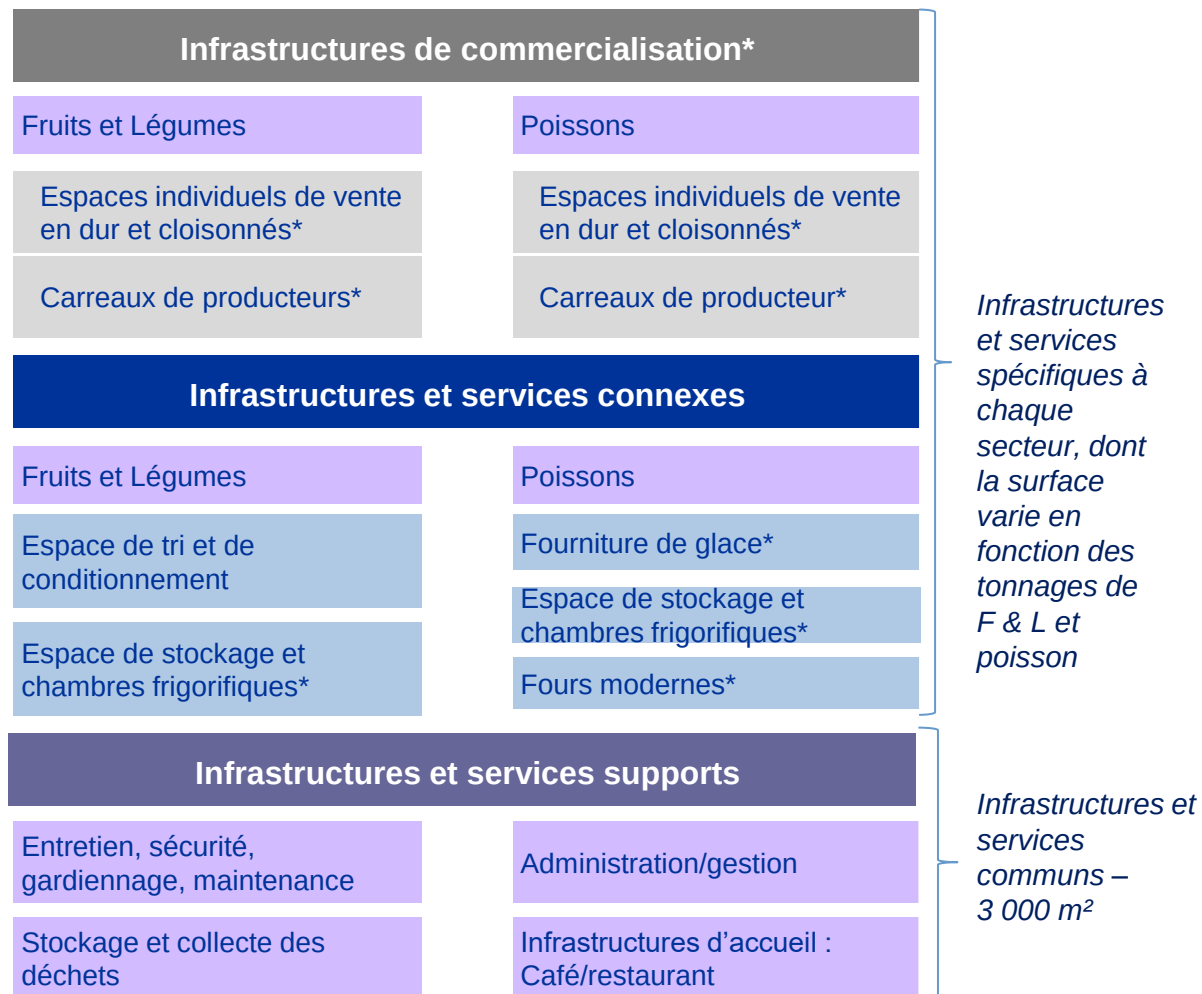
Impacts

- **Correction des disparités géographiques de distribution en produits halieutiques**
- **Amélioration des conditions d'hygiène et de la sécurité sanitaire pour les consommateurs**
- **Augmentation de la consommation nationale**
- **Réduction de la vente informelle (encadrement de la vente au détail)**

Objectifs	• Construire un réseau de structures de commercialisation permettant de mieux encadrer la vente en gros et ainsi de contribuer à réduire l'informel • Approvisionner la population de la zone Sud-Ouest en produits de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture • Garantir aux consommateurs ivoiriens et étrangers la sécurité sanitaire des produits agricoles et halieutiques		
Description	■ Ce projet consiste à créer 4 marchés de gros, dont 3 dotés d'une composante de commercialisation de fruits et légumes/vivrier¹ (F & L) uniquement (volumes cibles 20 à 50 000 t/an) et un marché doté de 2 composantes : F & L et poisson. ■ Le marché de gros écoulera les produits des grossistes, qui s'approvisionneront au sein des PMS (*) de la zone, ainsi que des petits producteurs de la ville. Il sera ouvert aux acheteurs de gros et professionnels de la restauration, ainsi qu'aux détaillants et aux consommateurs (la détention de l'agrément d'acheteur n'est pas obligatoire). ■ Le marché de gros nécessite la mise en place d'infrastructures et de services communs ainsi que spécifiques à chacune des 2 composantes (fruits et légumes et pêche) : • Infrastructures spécifiques : infrastructures de commercialisation et infrastructures et services connexes spécifiques aux produits agricoles (espace de tri et conditionnement...) et aux produits halieutiques (fours, machines à glace...) • Infrastructures et services support : entretien, sécurité, gardiennage, utilités, maintenance, administration... ¹ La composante fruits et légumes/vivrier sera précisée dans l'étude en cours réalisée par le Ministère du Commerce		
Prérequis	• Structuration du réseau d'approvisionnement (PMS et marchés aux poissons) • Facilité d'accès au site et du raccordement en eau et électricité • Entretien et maintenance des infrastructures	Acteurs	• Ministère du Commerce – Direction du commerce intérieur • Entité nationale de coordination des MDG (à créer) • Société d'économie mixte de gestion de chaque marché (à créer)

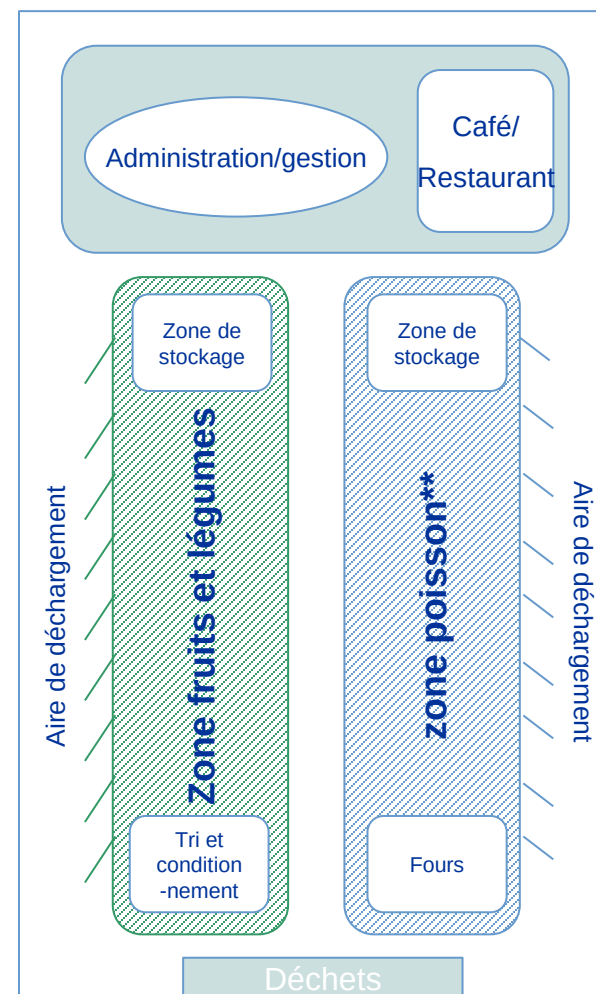
Concept du projet

Illustration : infrastructures et services nécessaires



*infrastructure dont la superficie varie en fonction des tonnages traités

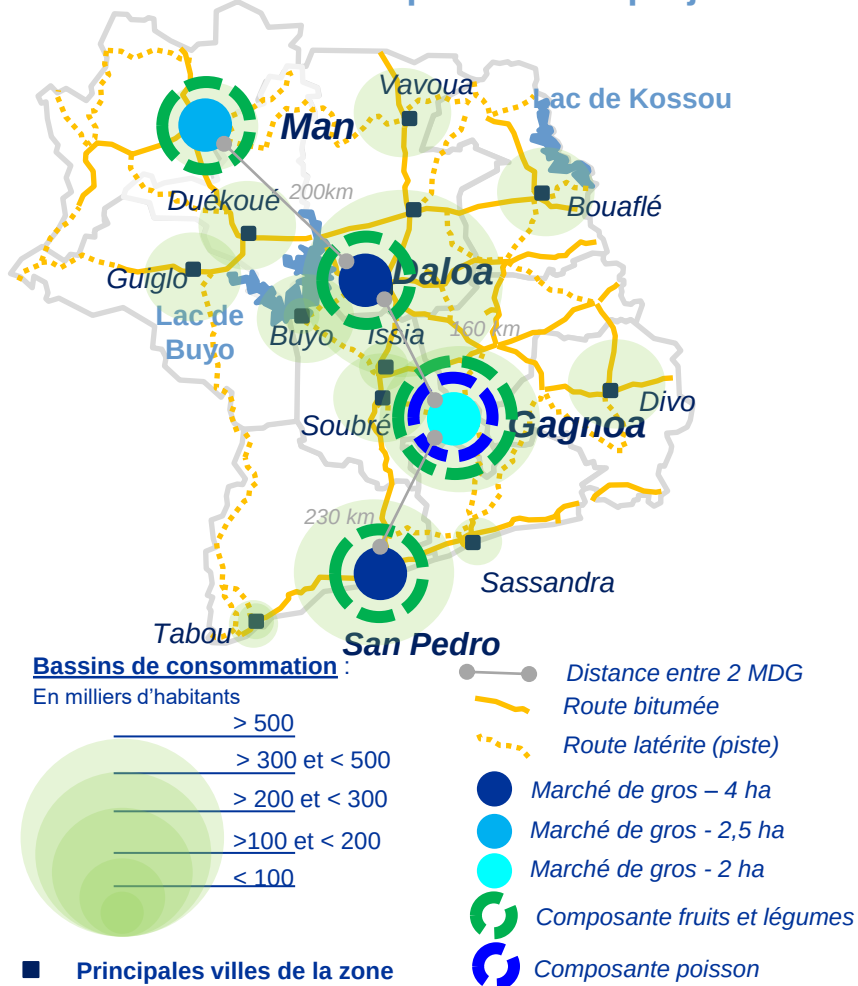
Illustration : Aménagement d'un marché F & L et poisson



** Uniquement dans les marchés avec une composante poisson

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

- **Superficie** : 12,5 ha
- **Investissement (Public)** : 15,4 MMFCFA (hors foncier)
- **Budget de fonctionnement annuel**: 661,2 MFCFA/an
- **Tonnage annuel cible** :
 - de 20 000 à 50 000 tonnes de fruits et légumes par marché
 - 10 000 tonnes de poisson à Gagnoa
- **Emplois créés** :
 - 3 800 emplois directs
 - 5 650 emplois indirects
 - 7 600 emplois induits

Impacts

- **Facilitation de l'accès des détaillants à des produits de qualité**

Partie introductive

- a) *Rappel des conclusions du diagnostic*
- b) *Axes d'intervention*
- c) *Prérequis au développement du secteur*
- d) *Dossier stratégique*
- e) *Synthèse projets structurants et projets de proximité*

Portefeuille de projets

- Projet e2.1: Création d'un centre de formation cacao*
- Projet e2.2: Mise en place de laboratoires café-cacao*
- Projet e2.3: Mise en place de centres de collecte café cacao*
- Projet e2.4: Création d'une unité de fabrication de café labellisé*
- Projet e2.5: Mise en place d'une unité de conditionnement*
- Projet e2.6: Mise en place d'unités de broyage du cacao*
- Projet e2.7: Création d'une chocolaterie*
- Projet e2.8: Mise en place de centrales à biomasse*
- Projet e2.9: Aménagement de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés*
- Projet e2.10: Installation de silos permettant la mise en place de stocks de régulation et de sécurité alimentaire*
- Projet e2.11: Développement de centrales de gazéification à partir de la balle de riz*
- Projet e2.12: Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières*
- Projet e2.13 Création d'unités de transformation de manioc*
- Projet e2.14 : Installation d'une unité industrielle de farine de manioc*
- Projet e2.15 : Installation d'unités industrielles de valorisation de plantain*
- Projet e2.16 : Développement de périmètres irrigués dédiés au maraîchage périurbain*
- Projet e2.17 : Création de stations de conditionnement des produits maraîchers*

Portefeuille de projets

Projet e2.18 : Création de plateformes multiservices

Projet e2.19 : Mise en place d'un réseau de champs-école

Projet e2.20 : Appui à la mise en place de Groupements d'Intérêt Economique

Projet e2.21 : Mise en place d'une unité intégrée de production de viande porcine et de charcuterie

Projet e2.22: Développement d'un projet intégré de ranch d'élevage bovin

Projet e2.23: Mise en place d'un abattoir régional de viandes bovine et ovine

Projet e2.24: Création d'Espaces Intégrés (EI) de débarquement, 1^{ère} vente, transformation et de commercialisation

Projet e2.25: Création de Points de Débarquement Aménagés (PDA)

Projet e2.26: Modernisation des infrastructures de 1^{ère} vente et création d'une halle polyvalente de transformation au sein du port de San Pedro

Projet e2.27: Réhabilitation et exploitation des grandes stations piscicoles de la zone

Projet e2.28: Aménagement et concession de Plateformes Piscicoles Intégrées (PPI)

Projet e2.29: Aménagement et concession d'une Base à terre pour l'aquaculture en cages

3.2.2 Projets pour renforcer les secteurs agricole et halieutique comme moteurs de croissance (Objectif e2)

a) Rappel des conclusions du diagnostic

Cultures de rente

- Les cultures de rente ont un poids socio-économique historiquement très important dans la zone et y constituent la première source de revenus
- Elles sont dominées par :
 - Le cacao, 84 % de la production nationale avec plus de 1 400 kt
 - Le café, 78 % de la production nationale, avec 80 kt
 - L'hévéa, 48 % de la production nationale avec 171 kt de latex
 - Le palmier à huile, 37 % de la production avec 731 kt



Cultures vivrières

La zone Sud-Ouest est le principal bassin de production agricole à l'échelle nationale, avec plus d'un tiers de la production nationale, toutes filières confondues. Parmi les principales spéculations produites :

- L'igname (2,2 millions de tonnes cultivées sur plus de 300 000 ha)
- Le manioc (1,8 million de tonnes cultivées sur près de 170 000 ha)
- La banane plantain (1 million de tonnes cultivées sur près de 293 000 ha)
- Le palmier à huile (688 000 tonnes cultivées sur près de 100 000 ha)



Elevage

- La zone Sud-Ouest concentre près de 30 % du cheptel ovin et caprin national
- Elle concentre également plus d'un tiers du cheptel porcin ainsi que 27 % du cheptel avicole
- La zone est par contre faiblement productrice de viande bovine (seulement 5 % de la production nationale)



3.2.2 Projets pour renforcer les secteurs agricole et halieutique comme moteurs de croissance (Objectif e2)

E.2

a) Rappel des conclusions du diagnostic

Pêche

- **Près de 17 000 tonnes de produits de la pêche débarquées** en 2014 dans la zone Sud-Ouest qui pèsent pour **22 % de la production nationale**, soit **25 % de la pêche artisanale nationale** (56 % de la pêche continentale et 17 % de la pêche maritime et lagunaire) et **18 % de la pêche industrielle ivoirienne**
- **5 408 pirogues**, dont seulement **13 % sont motorisées** (essentiellement en pêche maritime)
- **Absence de débarcadères et d'infrastructures de froid dans les 563 points de débarquements** de la zone
- **Absence d'infrastructure et d'équipement de base permettant une 1^{ère} vente efficiente** au sein du port de pêche de San Pedro
- **Absence de marchés de gros de poissons ; points de vente au détail dans le circuit traditionnel non équipés** pour conserver et exposer le poisson frais ; **logistique défailante**



Aquaculture

- La production aquacole de la zone Sud-Ouest représente **45 % de la production aquacole nationale** :
 - **Plus de 800 tonnes sont produites**
 - **1 072 zones aquacoles** sont présentes dans la zone, soit plus de **65 % des zones aquacoles nationales**
 - **3 680 étangs aquacoles**, dont :
 - **74 % ont une superficie inférieure à 1 ha**
 - **26 % ont une superficie comprise entre 1 à 10 ha**

b) Axes d'intervention

Choix stratégiques pour la définition des projets prioritaires du secteur au sein des pôles économiques

Secteur agricole

- **Préserver les vocations agricoles des territoires tout en renforçant leur attractivité économique**
- **Valoriser le développement du tissu des exploitations existant** (agriculture rurale, agriculture périurbaine, agriculture industrielle...)
- **Permettre une gestion des ressources naturelles durable et respectueuse des particularités territoriales** (ressources en eau, caractéristiques climatiques, spécificités des sols...)
- **Valoriser et renforcer les potentialités économiques des territoires en s'appuyant sur le tissu d'infrastructures existant**
- **Adopter une approche filière intégrée amont-aval**

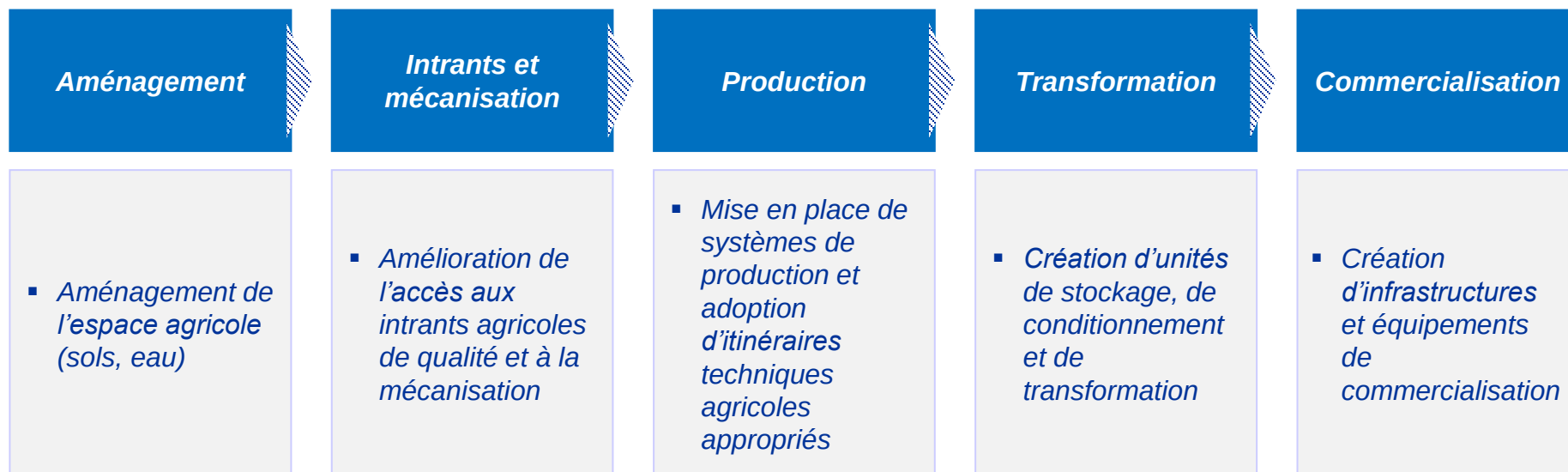
Secteur halieutique

- **Valoriser la ressource ivoirienne en maximisant la valeur ajoutée des produits de la pêche en créant des infrastructures adaptées et suffisantes**
- **Stimuler la production aquacole**
- **Choisir les espèces cibles à produire**
- **Choisir et développer les exploitations aquacoles**

3.2.2 Projets pour renforcer les secteurs agricole et halieutique comme moteurs de croissance (Objectif e2)

b) Axes d'intervention

Les projets définis adressent la chaîne de valeur agricole selon 2 niveaux d'intégration



Intégration partielle

Projets adressant de manière spécifique un seul ou plusieurs maillons de la chaîne de valeur



Intégration totale

Projets intégrés adressant l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur (production, transformation/valorisation, distribution/commercialisation)

3.2.2 Projets pour renforcer les secteurs agricole et halieutique comme moteurs de croissance (Objectif e2)

c) Prérequis au développement du secteur

Pour favoriser la bonne exécution des projets, l'Etat Ivoirien doit intervenir de manière forte pour mettre en place des mesures de développement du secteur

Transverses	Prérequis 1	Renforcement du dispositif de sécurité sanitaire
	Prérequis 2	Développement du savoir et des compétences agricoles
	Prérequis 3	Développement d'un cadre d'investissement attractif et mise à niveau du dispositif règlementaire et normatif du secteur
	Prérequis 4	Mise à niveau et modernisation des équipements (outillage agricole, flotte de pêche...)
Agriculture	Prérequis 5	Maîtrise, sécurisation et aménagement de l'espace agricole
	Prérequis 6	Généralisation de l'accès aux intrants agricoles
Elevage	Prérequis 7	Aménagement et gestion des parcours
Pêche et aquaculture	Prérequis 8	Lancement d'opérations régulières d'évaluation de la ressource
	Prérequis 9	Définition de plans d'aménagement pour les principales espèces
	Prérequis 10	Elaboration et mise en œuvre d'un plan national de surveillance des pêches
	Prérequis 11	Etablissement d'un plan de traçabilité des produits de la pêche

d) Dossier stratégique

Pourquoi est-ce nécessaire ?

- Augmenter les **capacités de transformation industrielle** et artisanale du cacao
- Valoriser la filière du cacao ivoirien par la **diversification des produits**
- Valoriser la **production de café** de la zone
- Proposer des solutions de **conditionnement** locales
- Valoriser les résidus agricoles des différentes filières de la zone

Chiffres clés

47

Superficie (ha)

171

Investissements (MMFCFA)

15 855

Nombre d'emplois

Projets prévus dans la zone Sud-Ouest

Café & Cacao	1	Création d'un centre de formation cacao
	2	Mise en place de laboratoires café cacao
	3	Mise en place de centres de collecte café cacao
	4	Création d'une unité de fabrication de café labellisé
	5	Mise en place d'une unité de conditionnement
	6	Mise en place d'unités de broyage du cacao
	7	Création d'une chocolaterie
Projets multifilières	8	Mise en place de centrales à biomasse



d) Dossier stratégique

Pourquoi est-ce nécessaire ?

- *Valoriser le potentiel agricole de la zone SO afin de renforcer la contribution de la zone à l'atteinte des ambitions fixées à l'échelle nationale.*
- *Aujourd'hui, près de 37 % de la production agricole nationale est générée par la zone Sud-Ouest. Plus précisément, la zone Sud-Ouest est un des principaux bassins de production agricole du pays*

Chiffres clés

10 207

Superficie (ha)

100

Investissements (MMFCFA)

3 185

Nombre d'emplois

Projets prévus dans la zone Sud-Ouest

Filière Riz	1	Aménagement de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés
	2	Installation de silos de stockage et de conservation
	3	Développement de centrales de gazéification à partir de la balle de riz
Manioc, Banane Plantain & Igname	4	Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières
	5	Création d'unités de transformation de manioc en sous-produits
	6	Installation d'une unité industrielle de farine de manioc
	7	Installation d'une unité industrielle de valorisation de la banane plantain
Filière maraîchère	8	Développement de périmètres irrigués dédiés au maraîchage périurbain
	9	Création de stations de conditionnement des produits maraîchers
Projets multifilières	10	Création de plateformes multiservices
	11	Mise en place d'un réseau de champs-école
	12	Appui à la mise en place de Groupements d'Intérêt Economique



d) Dossier stratégique

Pourquoi est-ce nécessaire ?

- Favoriser le développement d'un élevage intensif et fortement mécanisé, la zone Sud-Ouest étant la **principale zone de production de viande ovine et caprine** avec près de **30 % du cheptel national**
- Doter la zone d'infrastructures d'abattage, de transformation et de commercialisation aux normes d'hygiène internationale

Chiffres clés

10 008 Superficie (ha)

9 Investissements (MMFCFA)

1 315 Emplois

Projets prévus dans la zone Sud-Ouest

Filière porcine

1

Mise en place d'une unité intégrée de production de viande porcine et de charcuterie

Filière bovine

2

Développement d'un projet intégré de ranch d'élevage bovin

Multifilières

3

Mise en place d'un abattoir régional de viandes bovine et ovine



d) Dossier stratégique

Pourquoi est-ce nécessaire ?

- **Augmenter la production** halieutique de la zone
- **Valoriser la production** halieutique de la zone
- **Améliorer les conditions de vie et de travail** des pêcheurs, des aquaculteurs ainsi que celles des mareyeuses
- **Encadrer la vente au détail** et **garantir la sécurité sanitaire** des produits halieutiques aux consommateurs

Chiffres clés

1 255

Superficie (ha)

89*

Investissement (MMFCFA)

5 235

Emplois

Projets prévus dans la zone Sud-Ouest

Pêche

- 1 Création d'Espaces Intégrés (EI) de débarquement, 1^{ère} vente et de transformation
- 2 Création de Points de Débarquement Aménagés (PDA)
- 3 Modernisation des infrastructures de 1^{ère} vente et création d'une halle polyvalente de transformation au sein du port de San Pedro

Aquaculture

- 4 Réhabilitation et exploitation des grandes stations piscicoles de la zone
- 5 Aménagement et concession de Plateformes Piscicoles Intégrées (PPI)
- 6 Aménagement d'une base à terre pour l'aquaculture en cages



*Hors investissement du débarcadère de Sassandra financé par la JICA

e) Synthèse*

Filière	Superficie (ha)	Investissements (MMFCFA)	Emplois directs
Agriculture de rente	47	171	2 950
Agriculture vivrière	10 207	100	790
Élevage	10 008	9	290
Halieutique	1 255	89	1 205

Connecteur	Superficie (ha)	Investissement (MMFCFA)	Emplois		
			Directs	Indirects	Induits
San Pedro	254	127	2 390	5 970	4 780
Daloa	5 946	82	640	640	1 275
Man	10 973	65	1 090	2 725	2 180
Gagnoa	1 024	42	445	235	890
Duékoué	2 089	32	320	160	640
Soubré	489	10	230	115	450
Bouaflé	207	5	200	100	405
Divo	152	4	80	40	160
Sassandra	292	2	25	15	50
Guiglo	91	1	30	15	60
Total	21 518	370	5 235	9 890	10 470

*L'ensemble des projets sont structurants

Objectifs	- Améliorer les techniques autour de la plantation et de la récolte du cacao - Développer un savoir-faire de qualité pour la transformation du cacao depuis l'écabossage jusqu'à la production de chocolat		
Description	La culture du cacao est réalisée sur de petites parcelles par des producteurs souffrant d'un manque de savoir-faire et n'ayant pas une réelle maîtrise des techniques culturales. De plus, le vieillissement de cette main-d'œuvre a un impact direct sur le rendement et la qualité des produits. La formation de jeunes agriculteurs qualifiés, dédiée spécifiquement à la culture du cacao, devrait améliorer l'attractivité de la filière et répondre efficacement à ses besoins. Définir le nombre de profils annuellement formés en culture cacaoyère : Ingénieurs, agents techniques, responsables de plantations... Développer un programme de formation relatif à la gestion des techniques culturales dans les plantations cacaoyères - Identifier les techniques adéquates de réhabilitation et de replantation cacaoyère - Définir les techniques adéquates de conduite d'une plantation de cacaoyer - Définir les apports adéquats en engrais minéraux et/ou en matière organique du cacaoyer, adapté à sa maturité Développer un programme de formation relatif aux bonnes pratiques de récolte et post-récolte - Périodes et critères de maturité des cabosses (couleur, aspect, etc.) - Techniques adéquates d'écabossage et de fermentation des fèves - Techniques adéquates de séchage des fèves		
Prérequis	- Proximité des zones de production - Accès facilité au centre de formation	Acteurs	- Conseil Café-Cacao - Ministère de l'Agriculture

Positionnement & chiffrage du projet

Localisation

- San Pedro

Chiffres clés

- **Superficie** : 6,1 ha
- **Investissement (Public)** : 34,1 MFCFA
- **Nombre d'emplois** :
 - 15 emplois directs
 - 30 emplois indirects
 - 25 emplois induits



Impacts

- **Formation de personnel spécialisé dans les métiers du cacao**
- **Renforcement du positionnement de la ville en tant que cité du cacao**



Objectifs	• Multiplier la production de plants afin de les mettre à disposition des producteurs • Favoriser l'amélioration du rendement du cacao ivoirien • Accompagner les producteurs dans le renouvellement des variétés utilisées		
Description	Le verger cacaoyer ivoirien entre actuellement dans une phase de vieillissement consécutive aux importantes vagues d'extensions sur abattis-brûlis des années 1970-80. Le Conseil Café Cacao a mis en place une stratégie de replantation de plants Mercedes in vitro. Dans ce cadre, les laboratoires café-cacao s'attacheront particulièrement : • À la production de plants de variété « Mercedes » sous pépinières (ombrières) • Au bon suivi phytosanitaire des plants • À la mycorhization des plants, pour leur permettre de développer une meilleure capacité d'absorption de l'eau et des minéraux du sol, et de résister aux champignons pathogènes • Au développement de variétés de cabosses résistantes et productives • À la mise en place de sessions de formation afin d'accompagner les producteurs de cacao dans la transition du laboratoire aux champs La mise en place de laboratoires de production de vitro-plants va permettre d'aider à l'atteinte des objectifs de replantation, soit 800 000 ha de variété « Mercedes » à l'horizon de 2023.		
Prérequis	• Proximité des zones de production • Disponibilité d'équipement de multiplication des plants	Acteurs	• Conseil Café-Cacao • Ministère de l'Agriculture • Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Légende



Laboratoire

Chiffres clés

- **Superficie** : 3 580 m²
- **Investissement (Public-Privé)** : 3,7 MMFCFA
- **Nombre d'emplois** :
 - 50 emplois directs
 - 30 emplois indirects
 - 100 emplois induits

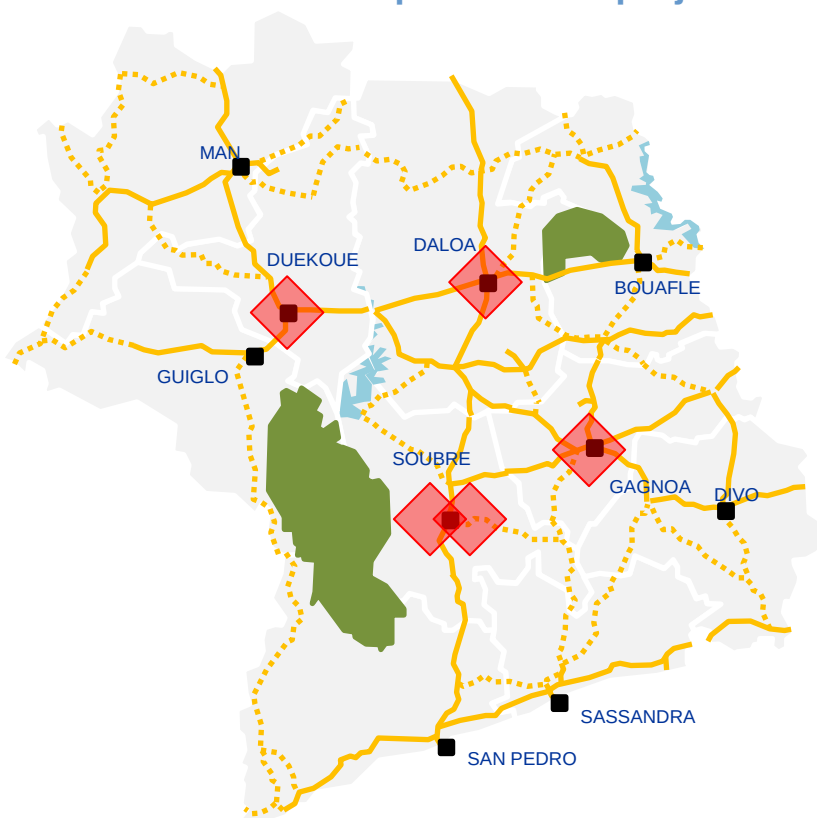
Impacts

- **Production de plants en quantité permettant le développement de nouvelles variétés comme le cacao « Mercedes »**
- **Augmentation des revenus des planteurs due à un meilleur rendement de leurs plantations**

Objectifs	- Intégrer les planteurs dans un circuit de collecte et de commercialisation efficient - Contrôler le transport et permettre le suivi de la récolte jusqu'aux ports pour l'exportation		
Description	La qualité et la compétitivité du cacao produit dépendent fortement des pratiques post-récoltes. La mise en place de centres de collecte à proximité des zones de production devrait non seulement faciliter le transport de la production et de réduire son coût, mais aussi garantir la traçabilité sur le plan commercial Développer, au sein des centres de collecte, des services au profit des agriculteurs selon plusieurs composantes : - Aires de séchage (à l'air libre/artificiel) - Entrepôts de conditionnement et de stockage - Conseil agricole - Distribution d'intrants et de produits phytosanitaires - Distribution de matériel de conditionnement (sacs en jute) - Appui administratif aux agriculteurs Déléguer la gestion des centres de collecte aux sociétés coopératives (ou GIE le cas échéant) Mobiliser des agents de contrôle équipés d'instruments adéquats pour s'assurer de la qualité de la production collectée		
Prérequis	- Proximité des bassins de production - Sensibilisation des sociétés coopératives à l'importance des services offerts par les centres de collecte	Acteurs	- Conseil Café-Cacao - Ministère de l'Agriculture

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Légende



Centre de collecte

Chiffres clés

- **Superficie** : 6,1 ha
- **Investissement (Public-Privé)** : 5,8 MMFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 1,7 MMFCFA
- **Nombre d'emplois** :
 - 140 emplois directs
 - 85 emplois indirects
 - 280 emplois induits

Impacts

- **Mise à disposition des planteurs d'un service de qualité pour le traitement de la récolte**
- **Amélioration du suivi de la production**
- **Décongestion du Port Autonome d'Abidjan en dirigeant la production vers le Port Autonome de San Pedro**

Objectifs	• Donner plus de valeur ajoutée au produit ivoirien • Offrir de nouvelles opportunités aux professionnels du café • Augmenter le taux de transformation du café ivoirien		
Description	Le café est l'une des ressources naturelles importantes du pays dont la transformation et la commercialisation sont des activités à fort potentiel économique. Cependant et du fait de plusieurs difficultés structurelles, la production ivoirienne de café a chuté de 420 kt en 1998 à 120 kt en 2013. Le manque d'infrastructures industrielles modernes ainsi que le caractère artisanal de la majeure partie des unités de production limitent la compétitivité et le développement de l'industrie du café. Le projet consiste en l'établissement d'une unité industrielle moderne comprenant les activités suivantes : • La torréfaction des graines • Le broyage du café • Le conditionnement du produit fini Le projet permettra à la Côte d'Ivoire d'améliorer sa compétitivité sur le marché en termes de prix, mais aussi de qualité. Le développement éventuel de labels et certifications de qualité (ISO, Max Havelaar...) représenterait également un levier de compétitivité supplémentaire pour le produit national.		
Prérequis	• Fort potentiel du marché à l'export • Main-d'œuvre peu coûteuse • Accès aux intrants à échelle locale	Acteurs	• Conseil Café-Cacao • Ministère de l'Agriculture

Positionnement & chiffrage du projet

Localisation

- Man

Chiffres clés

- **Superficie** : 4 ha
- **Capacité de transformation** : 20 000 tonnes
- **Investissement (Privé)** : 20 MMFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 8 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 500 emplois directs
 - 1 250 emplois indirects
 - 1 000 emplois induits



Impacts

- **Augmentation de la capacité de transformation de café**
- **Création d'un label local, certifiant la qualité du produit ivoirien et donnant plus de valeur ajoutée à celui-ci**



Objectifs	- Fournir des emballages adaptés sur l'ensemble de la chaîne de valeur - Réduire les coûts et limiter les importations d'emballages		
Description	La filière cacao en Côte d'Ivoire ambitionne d'augmenter le niveau de transformation pour s'orienter davantage vers des produits à plus forte valeur ajoutée. Dans ce contexte, l'industrie du conditionnement local du cacao notamment à l'export se retrouve confrontée à plusieurs défis. - Évoluer vers des emballages et techniques qui mettent en valeur le produit ivoirien Proposer des solutions à moindre coût, favorisant la compétitivité de la filière Diversifier l'offre afin de couvrir le besoin croissant en emballages pour les produits de dernière transformation (chocolat) L'unité de conditionnement produira des emballages adaptés à toute la chaîne de valeur du cacao : - Sacs de jute pour les fèves de cacao brutes - Big bags en polypropylène tissé pour la poudre de cacao - Octabins/caisses carton pour la poudre, la pâte, le beurre et le pain/tourteau de cacao - Système d'emballage modifié qui consiste à mettre le produit sous forme de lingots puis à envelopper le tout dans une coiffe de polyéthylène, sans utiliser de caisse carton - Plastiques souples/rigides et carton ondulé pour les produits finis en chocolat		
Prérequis	- Disponibilité des intrants - Marché en croissance	Acteurs	Industriel du secteur

Positionnement & chiffrage du projet

Localisation

- San Pedro

Chiffres clés

- **Superficie** : 17 ha
- **Investissement (Privé)** : 3,7 MMFCFA
- **Chiffre d'affaires annuel** : 6,6 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 410 emplois directs
 - 1 025 emplois indirects
 - 820 emplois induits



Impacts

- **Augmentation des capacités de production d'emballages pour les produits dérivés du cacao**
- **Accompagnement du développement de l'industrie du cacao**



Objectifs	• Améliorer le taux de transformation de la filière cacao • Apporter plus de valeur ajoutée à la filière du cacao ivoirien • Fournir un produit prêt à servir de matière première aux industries agroalimentaires, notamment les chocolateries • Améliorer le niveau de vie des acteurs de la filière		
Description	La production de pâte de cacao est la transformation la plus pratiquée en Côte d'Ivoire. Cela est dû au manque d'industries de broyage dans le pays La création d'une unité de broyage consistera à mettre en place une ligne complète de transformation où les fèves de cacao : • Sont d'abord torréfiées (chauffées entre 100° et 140°C) • Grillées puis refroidies à l'aide d'un ventilateur, elles sont ensuite concassées à l'aide d'un concasseur, sorte de moulin mécanique. Pendant cette opération, le grain de cacao est séparé de sa coque et la pellicule est recueillie à part • Décortiquées et concassées, elles sont soumises à une série de broyages dans des moulins à cacao d'où elles sortent sous forme de pâte En sortie, la pâte de cacao affinée prendra des voies différentes selon que l'on veuille livrer de la masse de cacao en l'état pour la fabrication de chocolat, ou la presser pour obtenir d'une part le beurre de cacao et d'autre part les tourteaux, à partir desquels seront fabriquées les poudres de cacao.		
Prérequis	• Disponibilité des intrants • Main-d'œuvre disponible	Acteurs	• Industriel du secteur • Conseil café-cacao

Positionnement & chiffrage du projet

Localisation

- San Pedro

Chiffres clés

- **Superficie** : 11,7 ha
- **Investissement (Privé)** : 75 MMFCFA
- **Chiffre d'affaires annuel** : 277 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 795 emplois directs
 - 1 990 emplois indirects
 - 1 590 emplois induits



Impacts

- **Valorisation des fèves de cacao et approvisionnement en matières premières de la chocolaterie**
- **Augmentation de la valeur ajoutée provenant de la filière cacao**

Objectifs	Permettre l'intégration complète de la chaîne de valeur du chocolat		
Description	La mise en place d'une chocolaterie est nécessaire le développement d'une production locale, à destination du marché local ou sous-régional. Suite à l'installation du premier chocolatier français en Côte d'Ivoire, la transmission du savoir-faire sera facilitée Création d'une chocolaterie pour compléter les ambitions de la Côte d'Ivoire en matière de création de valeur, et accompagnement soutenu autour des sujets suivants : - La production d'un chocolat ivoirien aux standards prestigieux - L'accompagnement de la création d'une cité du cacao à San Pedro - L'intégration de la consommation du chocolat dans les habitudes locales Le transfert de savoir-faire spécifique à la fabrication de chocolat Le renversement de la balance des pouvoirs de négociations avec les intervenants internationaux		
Prérequis	- Disponibilité des intrants - Main-d'œuvre disponible et peu coûteuse	Acteurs	- Industriel du secteur - Conseil café-cacao

Positionnement & chiffrage du projet

Localisation

- San Pedro

Chiffres clés

- **Superficie** : 2 000 m²
- **Investissements (Privé)** : 4 MMFCFA
- **Chiffres d'affaires annuels** : 21,4 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 340 emplois directs
 - 850 emplois indirects
 - 680 emplois induits



Impacts

- **Augmentation de la valeur ajoutée provenant de la filière cacao**
- **Renforcement de l'industrie du cacao en Côte d'Ivoire**



Objectifs	• Production d'énergie thermique et électrique • Valorisation des sous-produits de l'agriculture • Gestion durable des ressources naturelles		
Description	La gestion des produits dérivés de l'agriculture représente un fort potentiel pour le développement durable du pays. La mise en place d'une centrale à biomasse permet à la fois la réduction de la quantité de gaz à effet de serre rejetée et l'utilisation d'une énergie renouvelable. Afin de garantir sa mise en route et son fonctionnement, l'usine devra : • Créer des partenariats avec les usiniers de la région pour la récupération des résidus, notamment : ➤ Les tiges de coton ➤ Les coques d'anacarde • Stocker ses besoins en intrants ➤ Implication des usiniers de la zone • Créer des partenariats avec les producteurs et fournisseurs d'énergie locaux pour la distribution de l'énergie produite La très forte culture de cacao permettent un accès conséquent aux matières premières pour l'implantation d'une centrale à biomasse à Man et à San Pedro.		
Prérequis	• Participation des usiniers de la région pour la récolte des résidus • Disposition d'infrastructures permettant l'emménagement et le transfert de l'énergie produite	Acteurs	• Ministère de l'Agriculture • Ministère des Eaux et Forêts • Ministère du Pétrole et de l'Énergie • Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

Projet e2.8: Mise en place de centrales à biomasse**Positionnement & chiffrage du projet****Localisation**

- San Pedro
- Man

Chiffres clés

- **Puissance produite totale** : 40 MW
- **Superficie** : 1,7 ha
- **Investissement (Public-Privé)** : 59 MM FCFA
- **Chiffre d'affaires annuel** : 19,6 MM FCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 4,6 MM FCFA
- **Emplois créés** :
 - 700 emplois directs
 - 1 750 emplois indirects
 - 1 400 emplois induits

**Impacts**

- **Valorisation de la production villageoise**
- **Amélioration du niveau de vie des planteurs**



Objectifs	• Promouvoir un système de riziculture en irrigation plus productif • Améliorer la qualité des rendements • Améliorer la gestion et le contrôle de l'eau		
Description	Ce projet prévoit la réhabilitation, l'aménagement et l'équipement en matériel agricole de périmètres rizières Le projet prévoit 7 mesures : • Réhabilitation de bas-fonds sous prise au fil de l'eau (PFE) • Aménagement de bas-fonds sous PFE • Aménagement de grandes plaines sous pompage • Réhabilitation de bas-fonds sous barrages • Equiper de périmètres aménagés en matériel agricole • Formation des exploitants à la gestion de l'eau et du matériel agricole, à l'entretien et à la maintenance des infrastructures et du matériel agricole • Appui financier et technique à l'utilisation d'intrants et de semences sélectionnées Dans le cadre de ce projet, des études techniques relatives à l'aménagement des plaines et à la réhabilitation des barrages ont été menées par l'ONDR		
Prérequis	• <i>Positionnement des installations dans les régions à plus fort potentiel de production rizicole</i>	Acteurs	• ONDR • Ministère de l'Agriculture

Systèmes de culture rizicoles en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, la production rizicole est obtenue à travers 3 principaux systèmes de culture

La riziculture irriguée



Typologie des exploitations

- Système caractérisé par des exploitations plus ou moins **modernes et intensives**
- Taille des exploitations : **1 à 2 ha**

Production et rendements

- Rendements : **3 à 10 t/ha**
- La riziculture irriguée occupe **13 % des superficies** et représente **15 % de la production**

Facteurs de production (irrigation, mécanisation)

- Pratiqué dans des **bas-fonds** aménagés avec une **maîtrise totale ou partielle de l'eau**
- Système **mécanisé** (motoculteurs) et **intensifié** (utilisation d'engrais et produits phytosanitaires)

La riziculture inondée



- Système pratiqué de façon **traditionnelle** et **assez intensive** en main d'œuvre familiale
- Peu répandu en Côte d'Ivoire

- Rendements : **3 t/ha**
- La riziculture inondée occupe **2 % des superficies** et représente **5 % de la production**

- Système pratiqué sur de **grandes plaines inondables** par les fleuves en crues, **sans maîtrise de l'eau**
- Système **mécanisé**, mais **moins intensif**, **sans maîtrise de l'eau**

La riziculture pluviale



- Système le plus répandu en Côte d'Ivoire – **Intensif en main d'œuvre familiale**
- Exploitations de petite taille : **0,2 à 1 ha**

- Rendements faibles : **0,5 à 1,5 t/ha**
- La riziculture pluviale occupe **85 % des superficies** et représente **80 % de la production**

- Système **non mécanisé**, qui utilise **très peu d'intrants agricoles**
- Pratiqué en association avec d'autres cultures (maïs, manioc)

Aménagements hydroagricoles pour la riziculture

Prise au fil de l'eau



La construction d'aménagements type « prise au fil de l'eau » permet d'utiliser les écoulements naturels des cours d'eau en dérivant tout ou une partie du débit du cours d'eau vers les canaux (distribution de l'eau par gravité)

Pompage

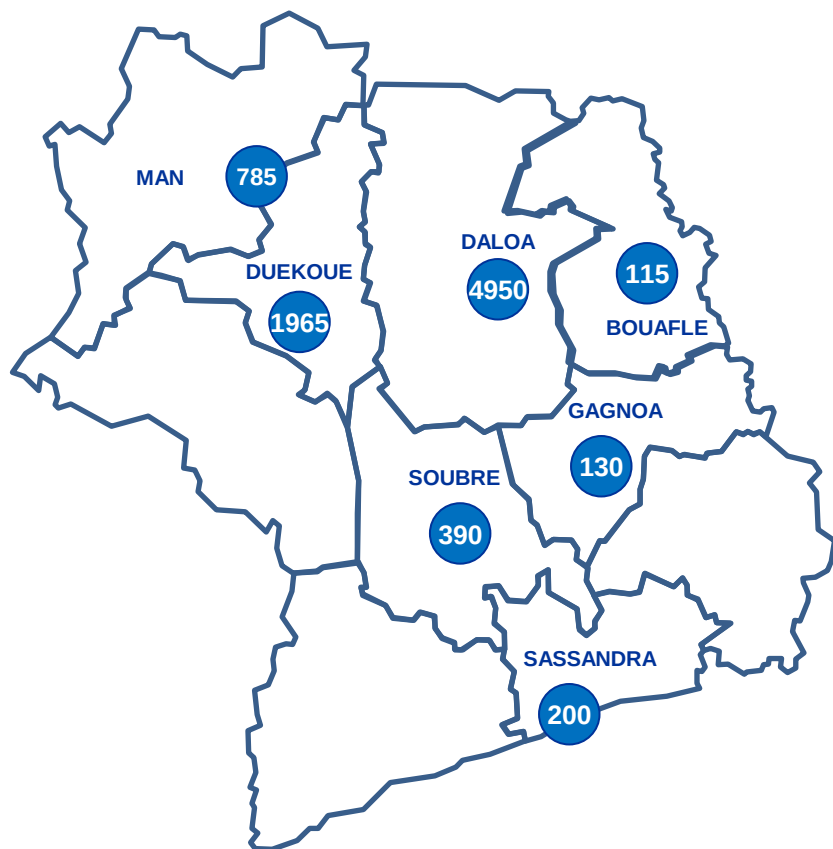
Les grandes plaines sont alimentées en eau par des stations de pompage ou des motopompes, qui drainent les zones les plus basses afin de distribuer l'eau dans les zones de parcelles



Barrage



Création d'un lac artificiel par construction d'un barrage. L'eau du lac est utilisée pour l'irrigation des rizières de la vallée en aval. Le barrage permet un contrôle total des eaux d'irrigation

Positionnement & chiffrage du projet**Positionnement* potentiel du projet**

* Positionnement proposé par l'ONDR

Chiffres clés

- **Investissement** : 56 MM FCFA
- **Surface d'aménagement de bas-fonds sous barrage** : 1 300 ha
- **Surface d'aménagement de bas fonds en prise au fil de l'eau** : 5 700 ha
- **Surface aménagement plaines sous pompage** : 1 500 ha

Impacts

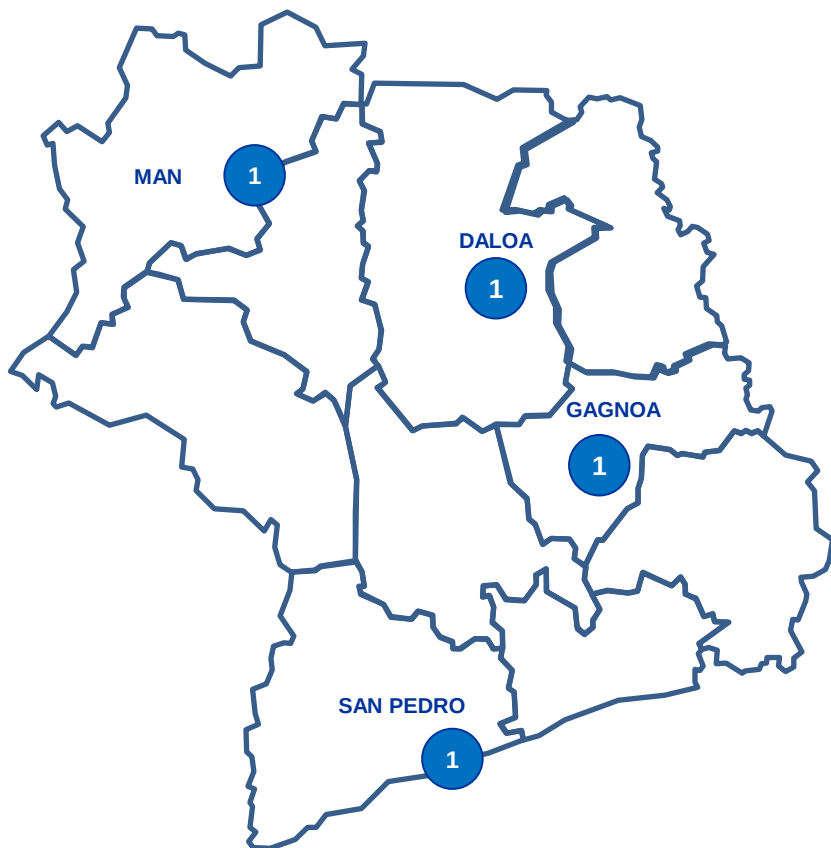
- **Amélioration de la maîtrise de l'eau**
- **Augmentation des rendements rizi­coles**
- **Réduction de la dépendance aux importations**

Objectifs	- Favoriser la souveraineté alimentaire à travers un approvisionnement continu des marchés en riz - Améliorer et renforcer les conditions de stockage et de conservation des bassins de production rizières		
Description	La mise en place d'un stock de régulation et de sécurité alimentaire est un projet prévu dans le cadre de la Stratégie Nationale de Développement du Riz (SNDR). Afin de mettre en place ce dispositif et d'assurer le stockage et la conservation des stocks de riz, des infrastructures dédiées nécessitent d'être développées par l'ONDR dans chacun des grands bassins de production définis par la SNDR - Installation de silos de stockage et de conservation - Nombre de silos à mettre en place dans la zone : 4 - Capacité moyenne de stockage d'un silo : 12 000 tonnes		
Prérequis	Localisation des silos à proximité de chacun des bassins de production situés en zone Sud-Ouest, définis par l'ONDR dans le cadre de la SNDR	Acteurs	- ONDR - Ministère de l'Agriculture

Projet e2.10: Installation de silos permettant la mise en place de stocks de régulation et de sécurité alimentaire

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel* du projet



* Positionnement proposé par l'ONDR

Chiffres clés

- **Nombre de silos à mettre en place : 4**
- **Investissement : 6 MMFCFA**
- **Capacité de stockage totale : 48 000 tonnes**

Impacts

- **Augmentation de la capacité de stockage de riz dans la zone de + 48 000 tonnes**
- **Garantie de la qualité du riz paddy conservé**
- **Sécurisation de l'approvisionnement des usiniers en paddy**
- **Approvisionnement régulé des marchés**

Objectifs	• Valoriser les déchets des usines de transformation de riz paddy • Produire de l'énergie propre et renouvelable		
Description	La SNDR prévoit à horizon 2020 l'augmentation de la capacité d'usinage du riz paddy afin de satisfaire les ambitions fixées par la stratégie. Parmi les chantiers prévus, l'installation de 30 nouvelles unités d'une capacité de 5 tonnes/heure chacune La mise en place de nouvelles unités de transformation entraînera une augmentation significative des déchets pouvant être valorisés. La balle de riz, coproduit dérivé de la transformation du riz, est un des principaux déchets pouvant être valorisé afin de produire de l'énergie électrique Installation de 13 centrales de gazéification et de production d'électricité à partir de la balle de riz accolées aux unités de transformation de riz d'une capacité de 5 tonnes/h Spécifiquement ce projet vise à produire de l'énergie électrique par combustion et par gazéification en vue de : • Alimenter les fours, fourneaux et cuisinières à gaz ; • Alimenter les équipements industriels ; • Générer de la vapeur pour l'étuvage du riz.		
Prérequis	• Localisation des centrales de gazéification au niveau des sites des unités d'usinage de riz paddy	Acteurs	• ONDR • Ministère de l'Agriculture

Illustration – Processus de valorisation de la balle de riz

La gazéification désigne un processus de transformation thermochimique de la biomasse, caractérisée dans ce projet par les balles de riz, qui se déroule généralement en quatre étapes élémentaires

1**Séchage des balles de riz**

Le séchage, étape intégrée ou non au réacteur de gazéification, a pour but de sécher les balles de riz

2**Pyrolyse**

La pyrolyse produit, sous l'effet de la chaleur, des matières volatiles et du charbon essentiellement constitués de carbone fixe

3**Combustion**

Lors de la combustion, les matières volatiles produites sont oxydées pour fournir la chaleur nécessaire à l'ensemble du procédé

4**Gazéification**

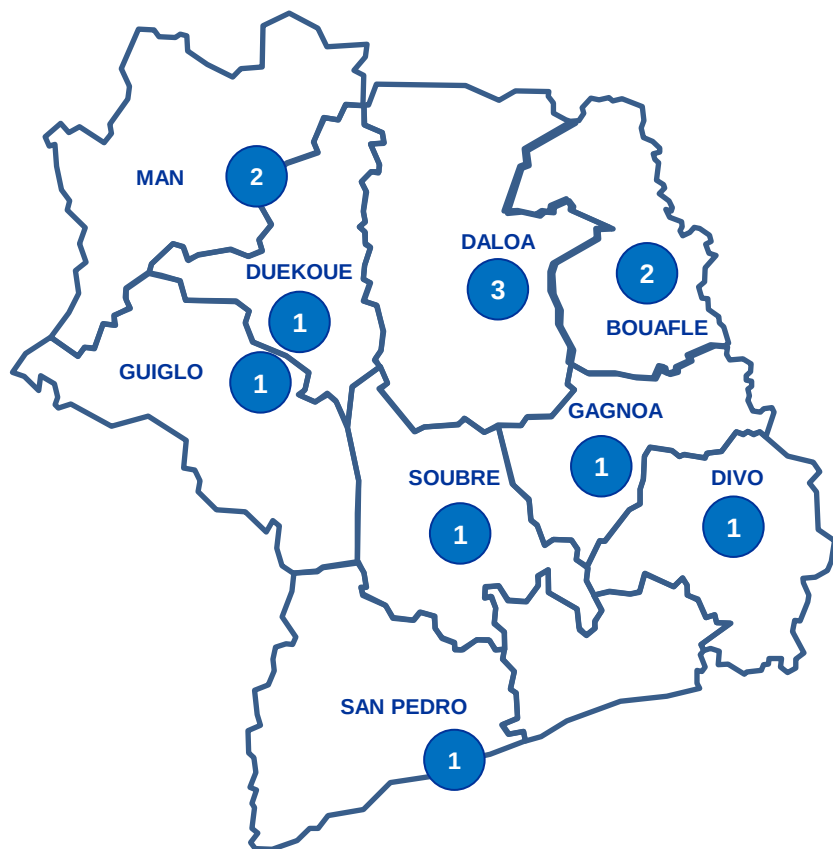
La gazéification, par des réactions thermochimiques complexes, convertit le carbone fixe en un gaz combustible riche en CO et H₂ appelé « gaz de synthèse »

**Production
d'énergie
électrique**

Projet e2.11: Développement de centrales de gazéification à partir de la balle de riz

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel* du projet



* Positionnement proposé par l'ONDR

Chiffres clés

- **Nombre de centrales à mettre en place dans la région : 13**
- **Investissement : 5,5 MM FCFA**

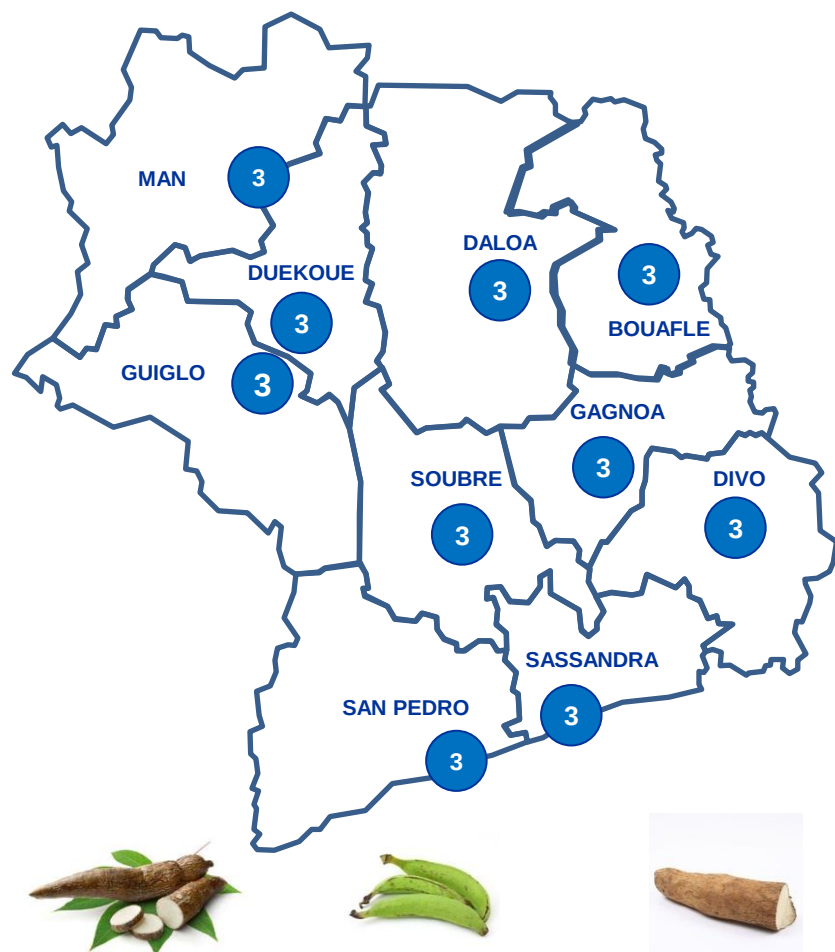
Impacts

- **Réduction des coûts de production du riz blanchi**
- **Réduction de la facture énergétique des ménages et industries environnantes**

Objectifs	• Intensification des cultures vivrières • Renforcement de l'organisation des acteurs agricoles		
Description	Afin de contribuer à l'amélioration de la production de cultures vivrières et des revenus des petits exploitants de la région, un projet d'aménagement de périmètres irrigués de taille moyenne sera mis en place dans la région. Il permettra de créer les conditions adéquates pour une meilleure pratique de la culture du manioc • Aménagement de 30 périmètres pilotes de taille moyenne (25 ha à 35 ha) ➤ Equipement des périmètres en petite hydraulique (goutte à goutte) pour la culture de spéculations vivrières, principalement l'igname, la banane plantain et le manioc Les périmètres seront aménagés et mis gratuitement à la disposition de sociétés coopératives agricoles organisées en GIE qui prendront en charge le fonctionnement et l'entretien des périmètres Chacun des GIE bénéficiant des aménagements hydroagricoles devra s'engager à fournir à ses membres des prestations de conseil agricole et de mutualisation des achats d'intrants		
Prérequis	• Aménagement des périmètres à proximité d'unités de transformation de manioc et/ou de PMS comprenant des unités de valorisation du manioc	Acteurs	• Ministère de l'Agriculture • sociétés coopératives/associations agricoles

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

- **Superficie** : 30 ha/périmètre
- **Investissement** : 1,4 MMFCFA
- **Développement de 30 périmètres irrigués** (3 périmètres/région seront développés dans une première phase)

Impacts

- **Optimisation de la gestion de l'eau**
- **Amélioration des rendements**
- **Amélioration des revenus des agriculteurs**

Objectifs	• Développer l'industrialisation de la filière manioc • Diversifier l'offre de produits transformés du manioc sur le marché		
Description	La consommation du manioc en Côte d'Ivoire et dans les pays de la sous-région est en croissance constante. Aussi, les produits dérivés du manioc tels que l'Attiéké, le Placali et le Gari connaissent une forte demande sur ces marchés. Afin de renforcer la disponibilité des produits dérivés du manioc, 14 zones d'implantations d'unités de transformation du manioc en produits de la transformation du manioc ont été identifiées à l'échelle nationale Mise en place de 7 usines de transformation du manioc en produits dérivés : Attiéké, Placali, Gari. • Les unités de transformations seront approvisionnées en manioc par des sociétés coopératives situées à proximité • Les unités proposées auront une capacité de broyage des tubercules de 7 tonnes/jour • Les produits transformés seront commercialisés localement et dans les pays de la sous-région		
Prérequis	• Présence des usines à proximité de champs de culture intensive de manioc	Acteurs	• Ministère de l'Agriculture • Agence de Développement de la Filière Manioc • Investisseur (s) privé (s)

Illustration – Produits dérivés du manioc



Attiéké



L'Attiéké est une **semoule** obtenue après cuisson à la vapeur d'eau du manioc.

La consommation annuelle par tête par habitant varie entre **28 et 30 kg**

Placali



Le Placali est une **pâte fraîche de manioc** obtenue par des opérations successives d'épluchage de racines de manioc, lavage, râpage et fermentation de la pulpe pendant 3 à 4 jours pour donner une pâte fermentée.

Celle-ci est diluée, tamisée, et chauffée afin de donner une masse gélatinisée et cassante

Gari



Le Gari est une **semoule granulée obtenue à partir de la pulpe de manioc** fermentée, écrasée, tamisée puis desséchée au feu.

C'est un produit sec de couleur blanchâtre à jaune à grains secs et durs et qui se caractérise par un goût acidulé



Déclinaison opérationnelle d'un projet type**Principales caractéristiques****Equipements usine**

Laveur	Broyeur	} Capacité : 7 t/jour
Essoreur	Séchoir	
Semouleur	Vanneur	
Batterie de cuisson	Unité de déshydratation	

Après avoir été récoltés, triés et épluchés, les tubercules frais de manioc traversent la chaîne de transformation, qui diffère selon le produit désiré

**Business model**

- Une transformation de la production agricole réalisée via une **unité industrielle** d'une capacité de 7t/jour utilisée à environ 70 % de sa capacité à horizon 2020
 - Un taux de transformation du manioc en Attiéké **de l'ordre de 55 %**
 - Un taux de transformation du manioc en Placali **de l'ordre de 70 %**
 - Un taux de transformation du manioc en Gari **de l'ordre de 55 %**
- Des produits transformés visant à être commercialisés au niveau national et dans les pays de la sous-région

Illustration – Processus de production des produits dérivés du manioc

Utilisation de tubercules frais de manioc, récoltés après le temps nécessaire pour la maturation :

- Triage
- Epluchage
- Lavage
- Râpage
- Fermentation
- Pressage



Epluchage



Lavage



Râpage



Pressage



- Emottage/Tamisage
- Granulation
- Séchage
- Cuisson à la vapeur
- Emballage/Emballage
- Stockage



- Emballage/Emballage
- Stockage



- Emottage/Tamisage
- Cuisson/Garifcation
- Refroidissement
- Tamisage
- Emballage/Emballage
- Stockage



Attiéké



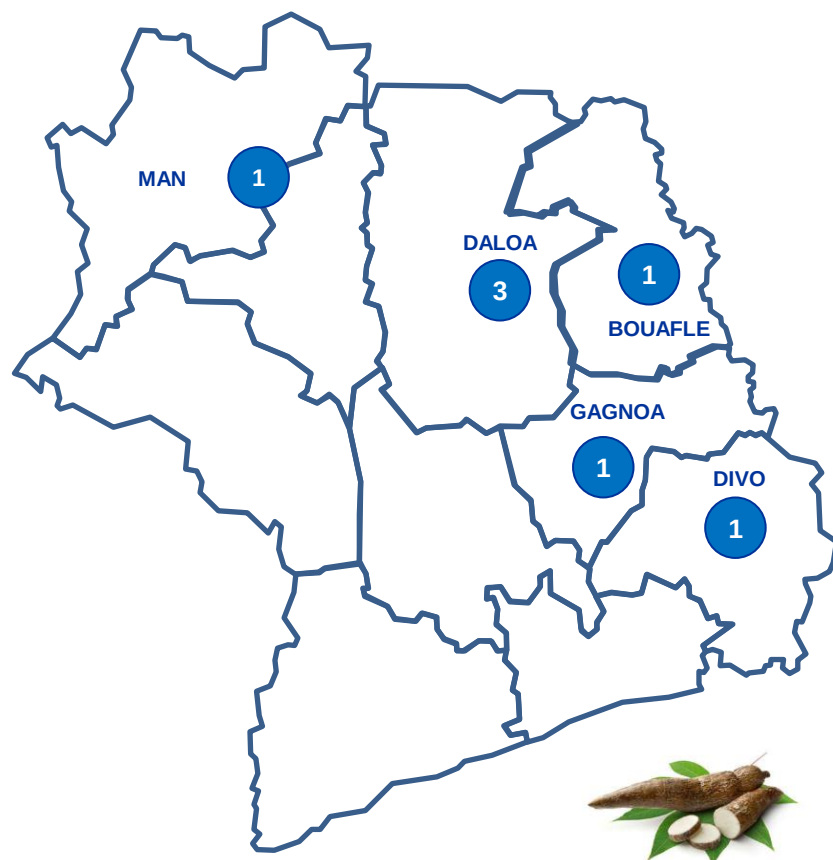
Placali



Gari

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel* du projet



* Positionnement proposé par l'Agence de Développement de la Filière Manioc

Chiffres clés

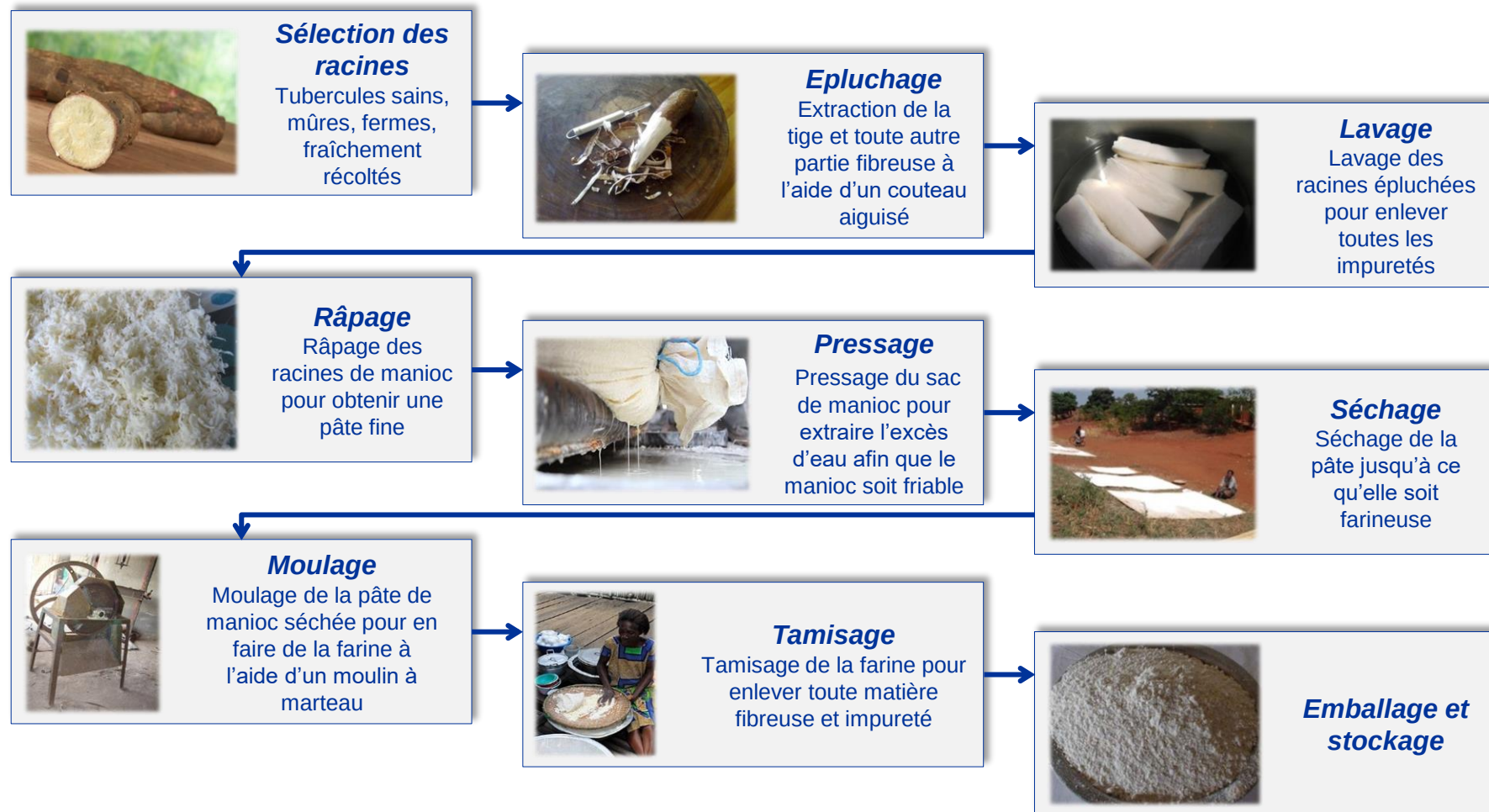
- **Investissement** : 700 MFCFA
- **Nombre d'unités à mettre en place** : 7
- **Capacité de transformation du manioc/usine** : 7 t/j
- **Emplois créés** :
 - 355 emplois directs
 - 355 emplois indirects
 - 710 emplois induits

Impacts

- **Structuration des agriculteurs de manioc**
- **Amélioration des revenus des agriculteurs**

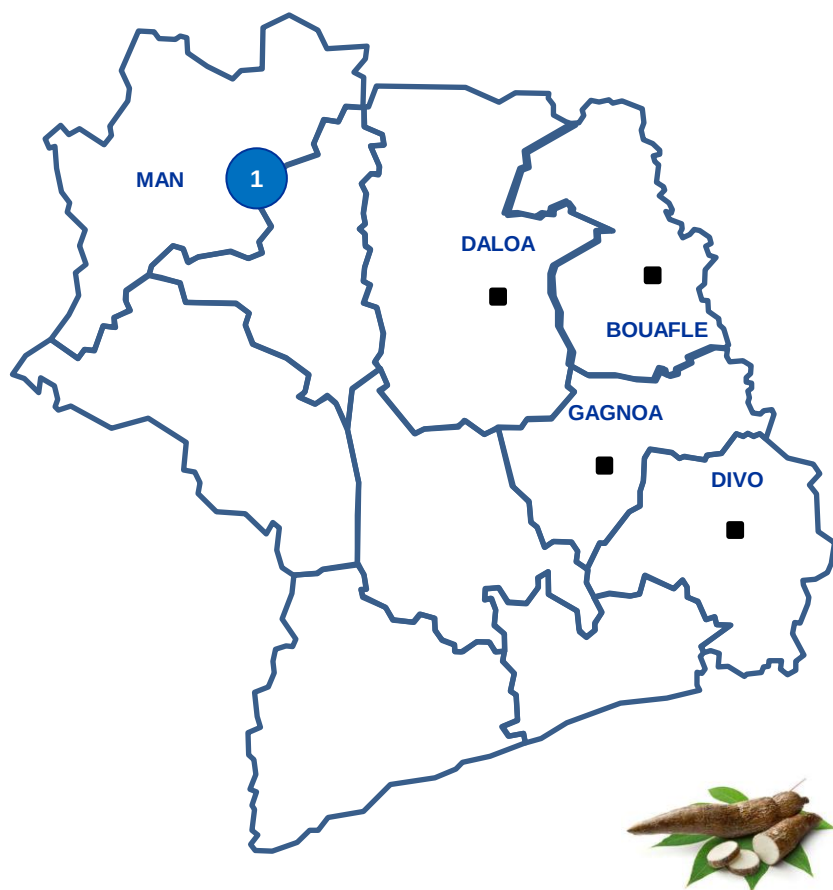
Objectifs	• Développer l'industrialisation de la filière manioc • Diversifier offre de produits transformés du manioc sur le marché		
Description	Riche en amidon et sans gluten, la farine de manioc peut être une alternative à la farine de blé et peut également être utilisée en complément de la farine de blé. Dans la fabrication du pain, 20 % de la farine de blé utilisée peut être substituée par de la farine de manioc. L'adoption de cette pratique peut permettre de réduire la dépendance du pays aux importations de blé • Mise en place d'une unité de transformation du manioc en farine de manioc ➤ L'unité industrielle sera approvisionnée en manioc par les producteurs présents à proximité de l'unité industrielle ➤ L'unité proposée aura une capacité de transformation de 22 000 tonnes (le taux de transformation du manioc en farine étant de l'ordre de 20 %) ➤ Les produits transformés seront commercialisés localement et dans les pays de la sous-région. La transformation devra être réalisée en conformité aux normes internationales afin d'accéder aux marchés d'exportation		
Prérequis	• Proximité des bassins de consommation et des marchés d'exportation • Proximité des principaux bassins de production du manioc	Acteurs	• Ministère de l'Agriculture • Investisseur (s) privé (s)

Illustration – Processus de production de farine de manioc



Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet



Chiffres clés

- **Superficie : 10 000 m²**
- **Investissement (Privé) : 2 MMFCFA**
- **Production annuelle cible de farine de manioc : 22 000 t**
- **Nombre d'emplois :**
 - 25 emplois directs
 - 60 emplois indirects
 - 50 emplois induits

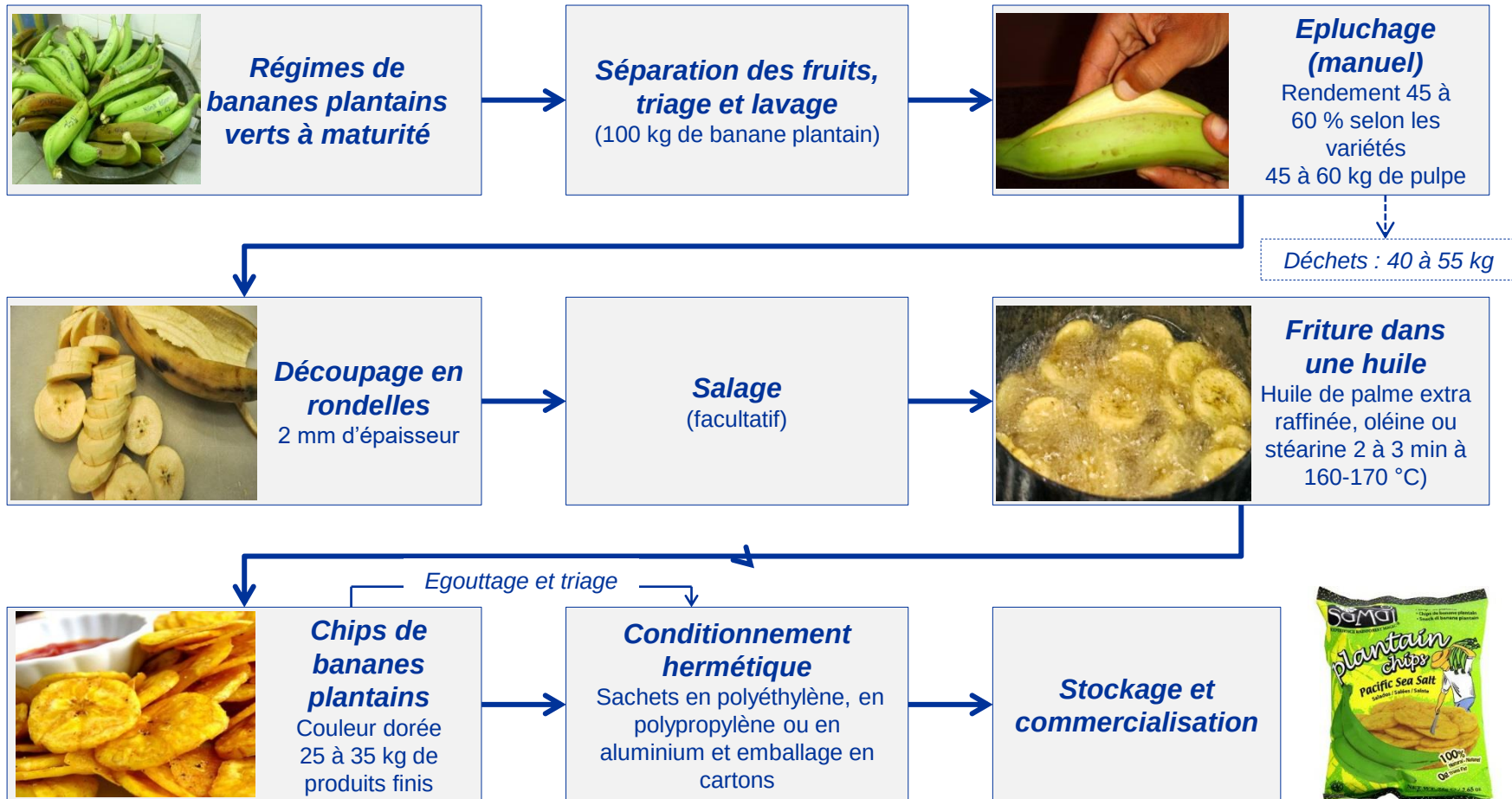
Impacts

- **Réduction des importations de blé et de farine de blé**

Objectifs	• Valoriser la production de banane plantain • Améliorer les revenus des agriculteurs		
Description	Le projet consiste à encourager la valorisation de la production de banane plantain des petits agriculteurs • Installation d'une unité industrielle permettant la transformation de la banane plantain en chips prêtes à la consommation et conditionnées dans des sachets • L'unité de transformation sera approvisionnée par les sociétés coopératives de la zone du projet • L'unité de transformation aura une capacité cible de 4 000 t/an (taux de transformation du plantain en chips de l'ordre de 35 %) • Les produits transformés seront commercialisés localement et également destinés à l'export. Une transformation aux normes internationales permettra au produit « chips de plantain » d'accéder aux marchés d'exportation		
Prérequis	• Présence des unités industrielles à proximité de routes et de ports pour faciliter la commercialisation des produits sur le territoire national et à l'export	Acteurs	• Investisseur (s) privé (s) • Ministère de l'Agriculture

Objectifs	• Valoriser la production de banane plantain • Améliorer les revenus des agriculteurs		
Description	Le projet consiste à encourager la valorisation de la production de banane plantain des petits agriculteurs • Installation d'une unité industrielle permettant la transformation de la banane plantain en chips prêtes à la consommation et conditionnées dans des sachets • L'unité de transformation sera approvisionnée par les sociétés coopératives de la zone du projet • L'unité de transformation aura une capacité cible de 4 000 t/an (taux de transformation du plantain en chips de l'ordre de 35 %) • Les produits transformés seront commercialisés localement et également destinés à l'export. Une transformation aux normes internationales permettra au produit « chips de plantain » d'accéder aux marchés d'exportation		
Prérequis	• Présence des unités industrielles à proximité de routes et de ports pour faciliter la commercialisation des produits sur le territoire national et à l'export	Acteurs	• Investisseur (s) privé (s) • Ministère de l'Agriculture

Illustration – Processus de production de chips de plantain



Positionnement & chiffrage du projet**Positionnement du projet****Chiffres clés**

- **Capacité de transformation** : 8 000 t/an
- **Investissements (Privé)** : 895 M FCFA
- **Coûts de fonctionnement** : 160 MFCFA
- **Nombre d'emplois** : 75 emplois directs, 55 emplois indirects et 150 emplois induits
- **Production de 7 500 tonnes de chips de plantain/an**

Impacts

- **Augmentation des exportations de chips de plantain**

Objectifs	• <i>Développer un cadre propice au développement des cultures maraîchères</i> • <i>Améliorer les rendements des cultures maraîchères</i> • <i>Inciter les petits agriculteurs maraîchers à s'organiser en sociétés coopératives agricoles</i>		
Description	Afin de répondre à la demande croissante de la population citadine, il est nécessaire de renforcer l'offre locale en produits maraîchers. A cet effet, la production périurbaine nécessite d'être dynamisée à travers l'aménagement de nouveaux périmètres maraîchers aux abords des principales villes • Développement de périmètres dédiés au maraîchage périurbain autour des principales villes du pays. Deux principales composantes seront développées lors de l'aménagement des périmètres périurbains • Composante « Aménagement hydroagricole » ➤ Des périmètres collectifs d'irrigation seront aménagés par l'Etat, qui supportera 100 % du montant de l'investissement initial ➤ L'exploitation et la gestion des périmètres collectifs d'irrigation seront assurées par les usagers préalablement organisés en sociétés coopératives agricoles de services • Composante « Production agricole » : 2 catégories de périmètres pourront être développées : ➤ Périmètres entièrement équipés d'abris pour la production maraîchère, nécessitant une irrigation tout au long de l'année ➤ Périmètres où la culture maraîchère se fera uniquement en plein champ, nécessitant une irrigation pendant les périodes sèches L'ensemble des périmètres seront équipés d'outils de mécanisation, initialement achetés par l'Etat et mis à disposition des agriculteurs via les sociétés coopératives agricoles de services moyennant le paiement de coûts de location		
Prérequis	• <i>Installation des périmètres irrigués dans des zones périurbaines, à proximité des principaux bassins de consommation de la région</i>	Acteurs	• <i>Ministère de l'Agriculture</i> • <i>Associations (ex. Association pour le développement des cultures vivrières) et sociétés coopératives</i>

Illustration – Projets de développement de la production maraîchère périurbaine

Des périmètres dédiés au maraîchage périurbain seront développés autour des principaux bassins de consommation du pays

2 étapes pour définir les périmètres nationaux de maraîchage périurbain

1

Localisation au niveau national de zones propices au développement du maraîchage périurbain

3 critères pour la localisation des zones propices au développement du maraîchage périurbain

- Zones urbaines les plus peuplées à horizon 2020
- Zones à proximité des points de transit où l'accessibilité aux marchés ciblés à l'export est facilitée (*port, aéroports et/ou à proximité des frontières terrestres*)

2

Dimensionnement d'un nombre donné de périmètres maraîchers périurbains par zone identifiée

3 critères pour le dimensionnement du nombre de périmètres maraîchers périurbains composant chaque zone

- Besoins de consommation de la population de la zone
- Disponibilité du foncier (*limitée par la fixation d'une taille critique maximale par périmètre*)

Illustration – Caractéristiques du projet**Equipements hydroagricoles prévus au niveau des périmètres irrigués**

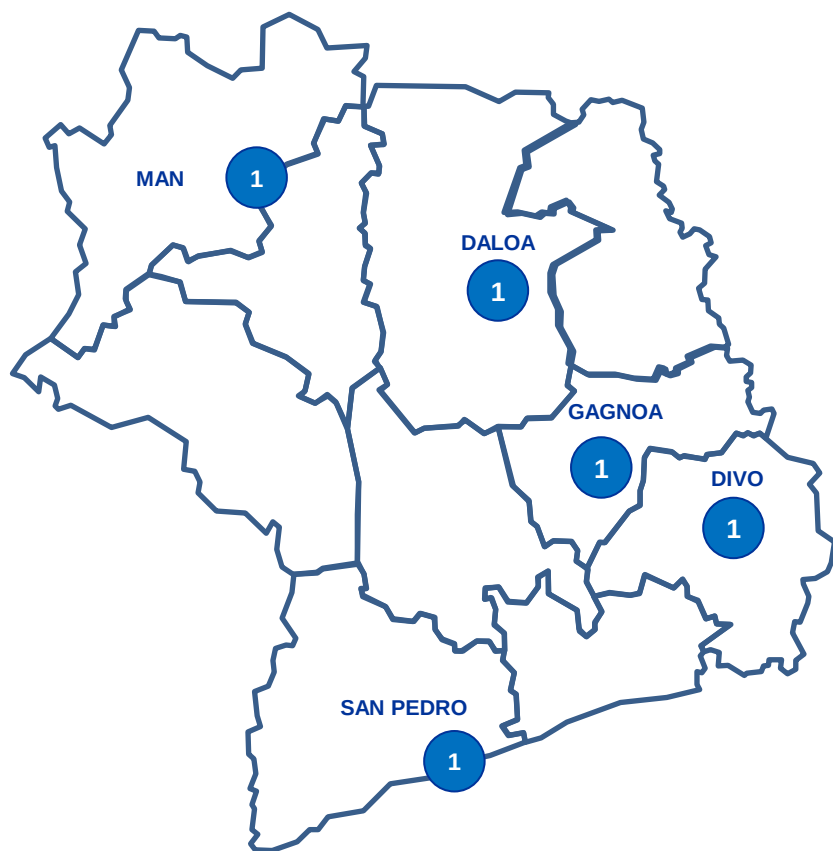
- Puits ou forages
- Equipements de pompage
- Conduites sous pression de distribution
- Réseaux d'arrosage en goutte à goutte
- Réseaux d'assainissement des eaux de pluie
- Pistes d'exploitation

**Abris**

- 30 % des périmètres agricoles seront équipés d'abris
- Les abris nécessitent la mise en place d'une structure en bois dont les principaux éléments sont :
 - Des poteaux en bois (40t/ha)
 - Des fils de fer galvanisés (10t/ha)
 - Des produits de construction tels que le ciment, gravier, etc.

Mécanisation

- Les maraîchers devront être préalablement organisés en sociétés coopératives agricoles de services pour bénéficier de services tels que la location des équipements de mécanisation

Positionnement & chiffrage du projet**Positionnement potentiel du projet****Chiffres clés**

- **Superficie** : 750 ha
- **Nombre de périmètres à développer** : 4 périmètres en plein champ et 1 périmètre sous abris
- **Investissement (Public)** : 13,9 MM FCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 1,3 MM FCFA
- **Capacité de production** : 3 600 tonnes/an

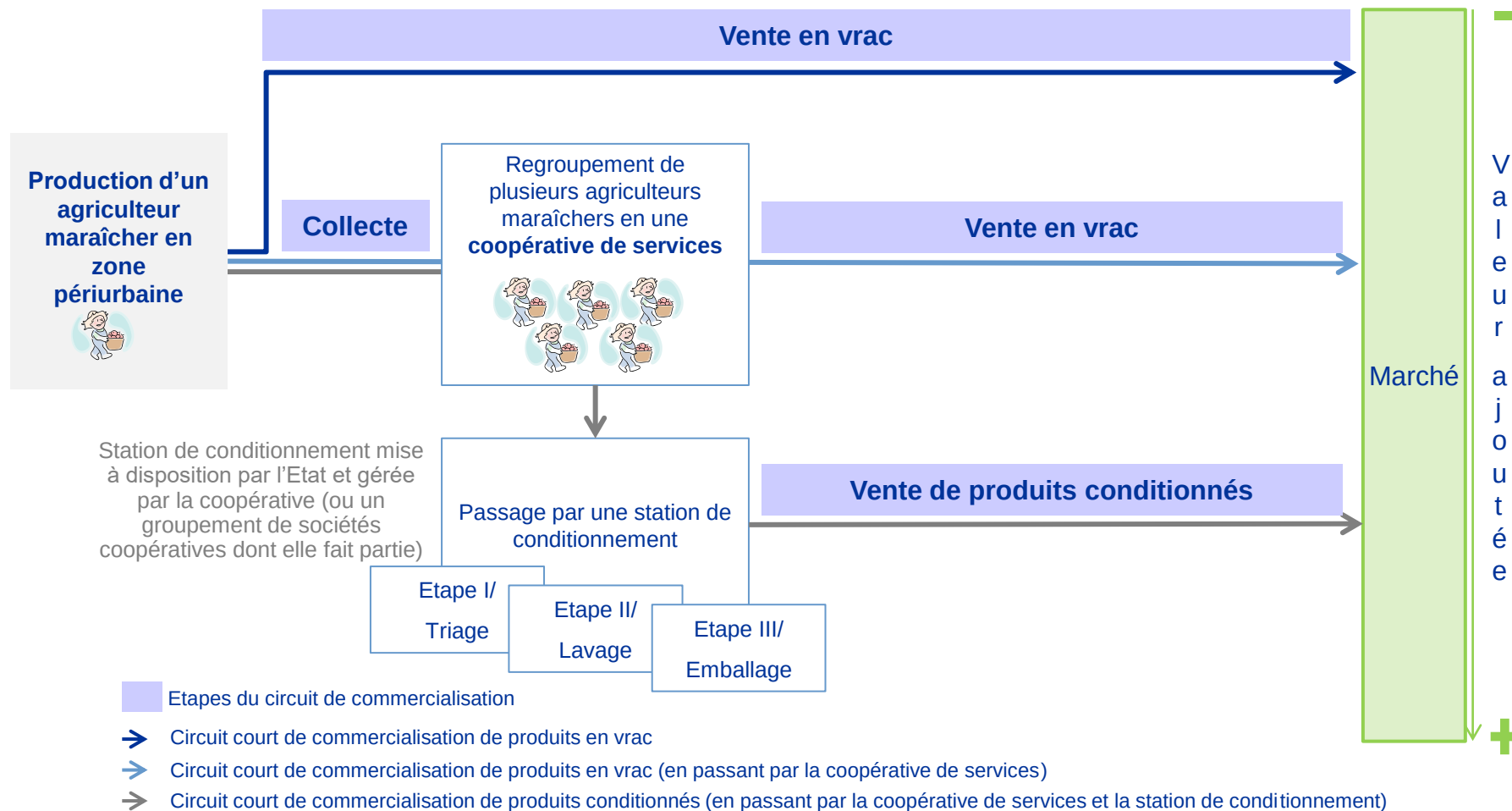
Impacts

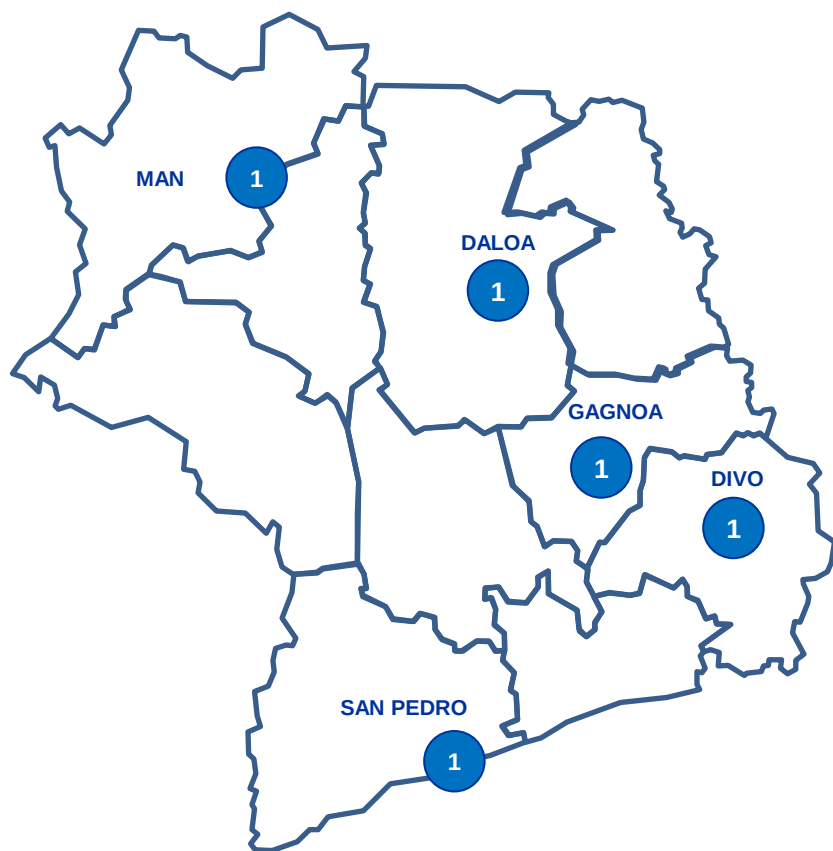
- **Intensification de la production maraîchère**
- **Amélioration de l'approvisionnement des marchés en produits maraîchers frais produits à proximité**
- **Amélioration des revenus des agriculteurs**

Objectifs	Amélioration de la préservation de la qualité des produits récoltés		
Description	Afin de permettre aux agriculteurs maraîchers de valoriser leur production et de commercialiser des produits de qualité, des stations de conditionnement pourront être mises à disposition des sociétés coopératives (ou des groupements de sociétés coopératives) par l'Etat. A cet effet, un cadre contractuel type entre l'Etat et des sociétés coopératives de services devra être défini Création de 5 stations de conditionnement de produits maraîchers d'une capacité individuelle moyenne de 2 tonnes/heure et fonctionnant selon une chaîne de conditionnement organisée en 3 principales étapes : - Laver les produits maraîchers récoltés - Trier les produits maraîchers récoltés et lavés - Mettre sous conditionnement (cartons, sacs, etc.) les produits maraîchers récoltés, lavés et triés		
Prérequis	Localisation des stations de conditionnement à proximité des périmètres maraîchers situés en zone périurbaine	Acteurs	- Ministère de l'Agriculture - sociétés coopératives agricoles

Illustration – Processus de commercialisation des produits maraîchers

Le recours au conditionnement de produits maraîchers permet de valoriser la production et de commercialiser des produits de haute qualité essentiellement destinés à des marchés organisés et modernes



Positionnement & chiffrage du projet**Positionnement potentiel du projet****Chiffres clés**

- **Création de 5 stations de conditionnement**
- **Capacité de traitement : 3 600 tonnes/an**
- **Investissement (Public) : 4,4 MM FCFA**
- **Budget de fonctionnement annuel : 570 MFCFA**

Impacts

- **Intensification de la production maraîchère**
- **Amélioration de l'approvisionnement des marchés en produits maraîchers frais produits à proximité**
- **Amélioration des revenus des agriculteurs**

Objectifs	• Mettre en place un réseau d'infrastructures dédiées aux agriculteurs sur le territoire national • Développer des services agricoles de proximité au niveau des régions agricoles • Assurer la mise à disposition d'un ensemble de services de conseil, de distribution d'intrants, de commercialisation, de valorisation du manioc, de réparation des machines agricoles et d'accompagnement administratif des producteurs agricoles locaux
Description	Les Plateformes Multi-Services regroupent un ensemble de services facilitant l'essor de l'activité agricole au niveau territorial • Création de 13 Plateformes Multi-Services (PMS) autour de 6 composantes : • Conseil agricole • Délivre des prestations de Conseil via les conseillers agricoles • Garantit la diffusion d'informations à destination des agriculteurs locaux ➤ Cette composante sera équipée d'un espace de bureaux pour les conseillers et d'un espace d'accueil pour la réception des agriculteurs locaux • Intrants et multiplication du matériel végétal • Assure l'approvisionnement en intrants agricoles des producteurs locaux • Accompagne et sensibilise les producteurs locaux sur le sujet de la multiplication du matériel végétal amélioré, le mieux adapté au contexte local ➤ Cette composante sera équipée d'un espace de bureaux pour les employés de la composante, d'un espace d'accueil pour la réception des agriculteurs locaux et d'un espace de stockage approprié pour la conservation des intrants à destination des producteurs • Collecte et commercialisation des produits agricoles • Assure un service de collecte des produits agricoles locaux ainsi qu'un relais entre producteurs et distributeurs ➤ Cette composante sera équipée d'un espace d'agrèage pour la réception des marchandises, leur pesage et l'évaluation de la qualité des lots, d'un espace de stockage climatisé pour les produits, d'un espace de présentation et de vente des marchandises, ainsi que d'un espace de bureaux pour l'enregistrement des données relatives aux produits

Objectifs	Assurer la mise à disposition d'un ensemble de services de conseil, de distribution d'intrants, de commercialisation, de valorisation du manioc, de réparation des machines agricoles et d'accompagnement administratif des producteurs agricoles locaux
Description	Valorisation du Manioc - Assure la mise en place d'ateliers de valorisation du manioc à destination de sociétés coopératives ou groupements ➤ Cette composante sera équipée d'un espace de réception des marchandises, d'une unité de transformation du manioc, puis de structures dédiées à la fermentation/pressage et au séchage/scellage des produits Appui administratif aux agriculteurs - Délivre un accompagnement dans les démarches des agriculteurs auprès des établissements publics (ex: demandes de subventions, montage de projets, etc.) - Offre un espace pour les organisations professionnelles - Offre à des sociétés de travaux agricoles la possibilité de s'implanter localement ➤ Cette composante sera équipée d'un guichet pour l'accueil des agriculteurs locaux, d'un espace de bureaux pour les employés de la composante ainsi que d'un espace pour les organisations professionnelles Atelier de mécanisation - Réalise les travaux mécaniques de réparation des outils de production et de transport agricoles ➤ Cette composante sera équipée d'un espace de stockage des outils de réparation, des pièces de rechange et des machines endommagées, ainsi que d'un espace de réparation dédié à l'entretien des machines

Objectifs	Assurer la mise à disposition d'un ensemble de services de conseil, de distribution d'intrants, de commercialisation, de valorisation du manioc, de réparation des machines agricoles et d'accompagnement administratif des producteurs agricoles locaux		
Description	Définition du mode de gestion des PMS : Infrastructures - L'Etat aura pour mission d'assurer la construction des infrastructures Equipements - Amont agricole : l'Etat aura pour mission d'assurer l'équipement en matériel agricole des PMS - Aval agricole : la composante valorisation du Manioc sera réservée uniquement aux sociétés coopératives ou groupements Gestion - Dans une première phase, l'Etat assurera la gestion administrative de la PMS. En parallèle, il aura également pour responsabilité d'impliquer progressivement les professionnels via les sociétés coopératives existantes sur la Composante Commercialisation - Dans une seconde phase, suite à la densification du réseau de sociétés coopératives, 2 types de gestion pourront être envisagés en fonction du développement agricole de chaque région - Une gestion mixte dans laquelle l'Etat déléguera ses responsabilités sur les composantes Valorisation du Manioc et Commercialisation - Une gestion entièrement externalisée de la PMS - La PMS sera dotée d'une autonomie financière et juridique. La signature d'un contrat programme avec le Ministère de l'Agriculture déterminera les objectifs de résultat de la PMS et le montant de sa dotation budgétaire - Le fonctionnement de la PMS sera assuré par un Directeur de PMS responsable de la bonne gestion budgétaire et opérationnelle de sa PMS		
Prérequis	1 PMS localisée par rayon de 60 km au sein des départements à vocation agricoles 1 conseiller agricole par rayon de 20 km mis à disposition au sein des PMS	Acteurs	- Ministère de l'Agriculture - sociétés coopératives agricoles - ANADER

Concept des PMS

1

Conseil



- Délivre des prestations de Conseil à travers les conseillers agricoles
- Garantit la diffusion d'informations à destination des agriculteurs locaux



2

Intrants

- Assure l'approvisionnement en intrants agricoles
- Accompagne et sensibilise sur le sujet de la multiplication du matériel végétal

3

Commercialisation

- Assure un service de collecte des produits agricoles locaux ainsi qu'un relais entre producteurs et distributeurs

4

Valorisation du Manioc

- Assure la mise en place d'ateliers de transformation

5

Appui Administratif

- Délivre aux agriculteurs un accompagnement administratif

Plateformes
Multi-
Services
(PMS)

6

Atelier de Mécanisation



- Réalise les travaux d'entretien et de réparation des outils mécaniques de production et de transport agricoles



Illustration – Composante Conseil

Objectifs

- La composante Conseil délivre des **prestations de conseil** à travers les conseillers agricoles
 - Les conseillers agricoles reçoivent les agriculteurs au sein des PMS et se déplacent en champs pour accompagner les producteurs locaux
- Elle garantit la **diffusion d'informations** auprès des producteurs locaux
 - Les agriculteurs locaux se rendent au sein de la PMS afin d'obtenir des informations et d'interagir avec les bornes d'information



Infrastructures et équipements

1

Espace Bureau

- **Espace de travail mis à disposition des conseillers agricoles.**

Cet espace est composé de :

- 1 poste d'accès à un ordinateur et à internet par conseiller agricole

2

Espace Accueil

- **Structure permettant l'accueil des agriculteurs locaux, l'interaction avec les bornes d'information virtuelles, et la rencontre de conseillers agricoles.**

Cet espace est composé de :

- 1 réception pour l'accueil des agriculteurs locaux
- 1 borne d'information interactive
- 1 espace documentation et affichage regroupant toutes les informations utiles aux producteurs locaux
- 1 espace de réunion pour la rencontre entre les conseillers et les producteurs locaux

Illustration – Composante Intrants

Objectifs

- Assurer **l'approvisionnement en intrants agricoles** des producteurs locaux couverts par la PMS
 - Les PMS assurent des conventions de commercialisation avec l'organisme public en charge de la distribution des intrants et/ou tout autre opérateur privé intervenant sur le secteur des intrants
- **Accompagne et sensibilise les producteurs locaux sur le sujet de la multiplication du matériel végétal**



Infrastructures et équipements

1

Espace accueil et vente

- **Structure permettant l'accueil des agriculteurs locaux venant s'approvisionner en intrants.**

Cet espace est composé de :

- 1 réception pour l'accueil des agriculteurs locaux

2

Espace Bureau

- **Espace de travail mis à disposition des employés de la composante Intrants.**

Cet espace est composé de :

- 1 poste de travail par employé avec ordinateur et connexion internet

3

Unité de stockage

- **Bâtiment permettant le stockage des intrants agricoles.**

Cet espace est composé de :

- 1 plateforme en béton pour le stockage des intrants doté d'un système d'aération et de climatisation

Illustration – Composante Commercialisation**Objectifs**

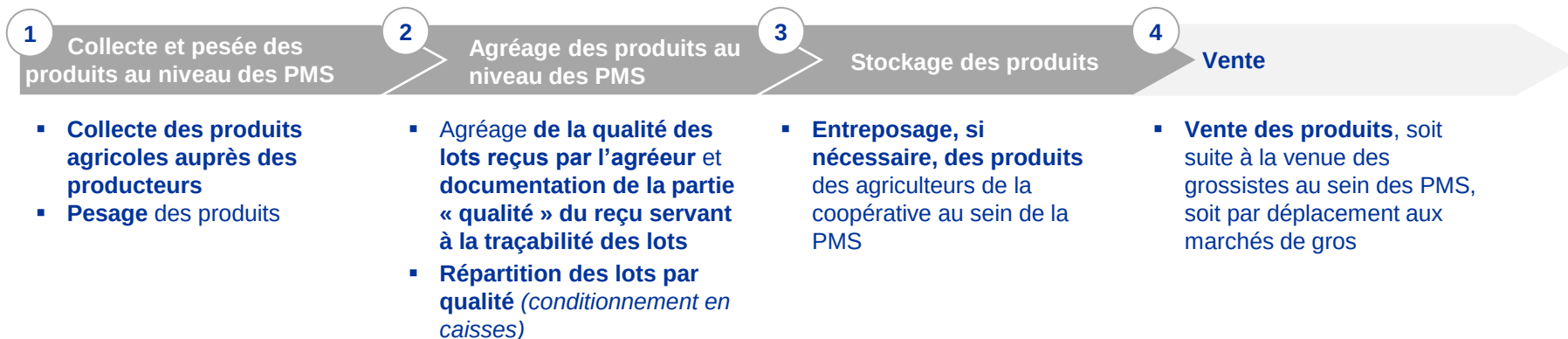
- **Fournir les moyens et les locaux nécessaires à la collecte, à l'agréage, au stockage et à la vente** (si nécessaire) des produits agricoles locaux
- Cette composante sera progressivement confiée aux sociétés coopératives qui en assureront le fonctionnement

**Infrastructures et équipements**

1 Espace d'Agréage/réception des marchandises	2 Unité de Stockage	3 Espace de Vente	4 Espace Bureau
• Espace de réception des marchandises, de pesée et d'évaluation de leur qualité par l'agréeur. Cet espace est composé de : • 1 zone d'accueil des camions et de déversement des produits	• Bâtiment climatisé pour le stockage des produits agricoles. Cet espace est composé de : • 1 espace de stockage doté d'un système d'aération et de climatisation	• Espace permettant la vente des produits agricoles aux grossistes, organisé selon : • 1 espace d'entreposage et de pesée des produits • 1 zone d'accueil des camions et de chargement des marchandises	• Espace de travail destiné au suivi numérique des données de commercialisation (poids, qualité, prix de vente des lots). Cet espace est composé de : • 1 poste d'accès à un ordinateur et à internet

Illustration – Composante Commercialisation

Processus



Acteurs et fonctionnement

- La PMS met à disposition des sociétés coopératives de producteurs locaux les outils nécessaires à la collecte, à l'agréage, au stockage et à la vente (si nécessaire) des produits agricoles locaux
- Les sociétés coopératives assurent l'ensemble du processus de collecte jusqu'à la vente des produits
- Les sociétés coopératives sont appuyées par un salarié de la PMS qui garantit la bonne gestion ainsi que le bon fonctionnement général de la PMS

Modes de paiement

Transitoire	Le producteur reçoit la première partie (basse) d'un montant minimum au moment de la pesée du produit en champ Le producteur reçoit la deuxième partie (haute) du montant minimum après l'agréage (versement par la coopérative) La partie variable de la vente lui est remise à la fin du processus de vente
Cible	Le producteur reçoit l'intégralité d'un montant minimum après l'agréage des produits (versement par la coopérative) La partie variable de la vente lui est remise à la fin du processus de vente

Réalisation au sein de la PMS

Réalisation au sein de la PMS optionnelle

Illustration – Composante Valorisation du Manioc**Objectifs**

- Mettre à **disposition des producteurs locaux une infrastructure pour la valorisation du manioc**
 - La gestion de la composante valorisation sera externalisée et gérée soit par une coopérative soit par un opérateur privé

**Infrastructures et équipements**

1 Espace de réception des marchandises	2 Espace de Transformation	3 Espace de Fermentation/Pressage	4 Espace de Séchage/scellage
• Espace de réception des productions de manioc apportées par les producteurs locaux. Cet espace est composé de : • 1 zone d'accueil des véhicules de transport et de déversement des produits	• Bâtiment permettant la première transformation du manioc (nettoyage, épluchage et râpage), organisé selon : • 1 zone d'épluchage et nettoyage • 1 zone de râpage • 1 zone d'extraction composée de cuves d'extraction et de réservoirs d'eau	• Espace permettant la deuxième transformation des produits : • 1 zone de fermentation composée de réservoirs de sédimentation • 1 zone de pressage et de séparation pulpes et fibres	• Structure permettant la transformation finale des produits, et organisée comme suit : • 1 zone de séchage en plein air • 1 zone de broyage et de scellage des sacs • 1 zone de stockage des sacs

Illustration – Composante Atelier de Mécanisation

Objectifs

- Réaliser les **travaux mécaniques de réparation des outils de production et de transport agricoles**



Infrastructures et équipements

1

Espace Stockage

- **Bâtiment de stockage des outils de réparation, des pièces de rechange et des machines endommagées.**

Cet espace est composé de :

- 1 plateforme de stockage des machines endommagées, des outils et des pièces de rechange destinés à la réparation des machines de production et de transport agricoles

2

Espace Réparation

- **Lieu dédié à la maintenance et à la réparation des machines agricoles.**

Cet espace est composé de :

- 1 aire d'intervention
- 1 fosse centrale destinée aux vidanges et aux réparations sous le matériel
- 1 superficie de service autour de l'aire d'intervention pour circuler autour des machines
- 1 espace pour l'établi et l'équipement des mécaniciens

Illustration – Composante Appui Administratif

Objectifs

- Fournir une **information détaillée aux agriculteurs** concernant les **modalités d'accès à l'ensemble des aides et subventions disponibles au niveau national pour le secteur agricole**
- Fournir une **assistance pour la constitution des dossiers et l'accès aux aides** :
 - La PMS aide les agriculteurs locaux à remplir les dossiers de demande
 - La PMS met en place un point de collecte des dossiers à transmettre aux institutions publiques



Infrastructures et équipements

1

Espace Bureau

- **Espace de travail mis à disposition des conseillers administratifs** où ces derniers ont accès à un PC et peuvent travailler.

Cet espace est composé de :

- 1 poste d'accès à un ordinateur et à internet par conseiller administratif
- 1 espace de stockage des dossiers de demande d'aides et subventions

2

Espace Accueil

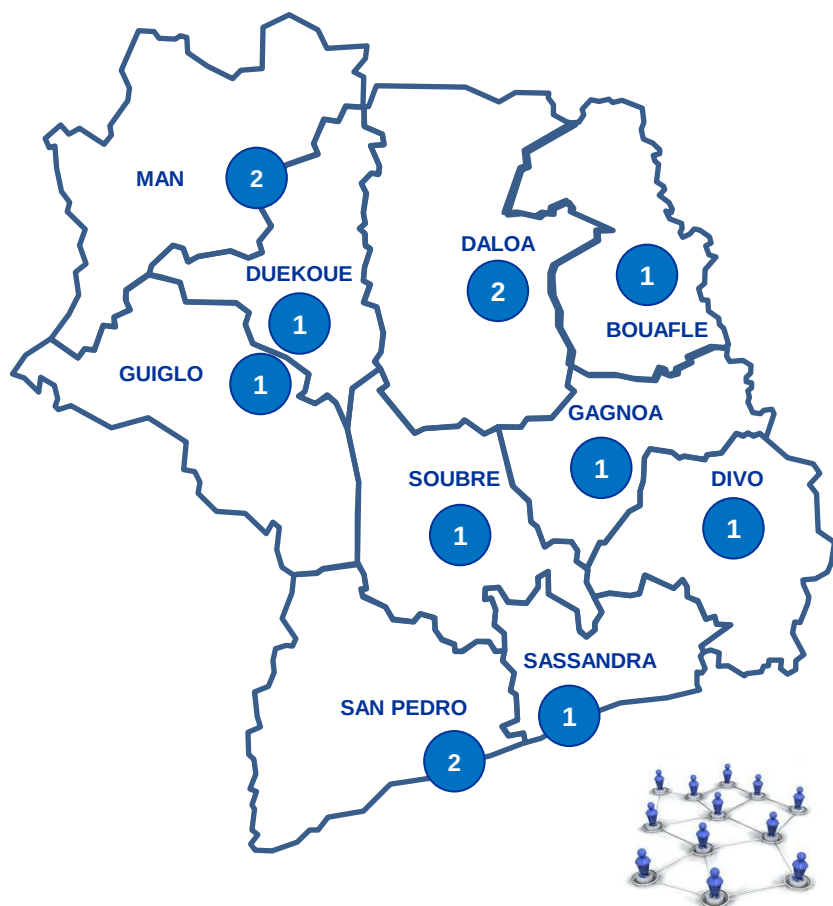
- **Structure permettant l'accueil des agriculteurs locaux et la rencontre de conseillers administratifs.**

Cet espace est composé de :

- 1 réception pour l'accueil des agriculteurs locaux
- 1 espace documentation regroupant toutes les informations utiles aux producteurs locaux pour leurs demandes de subventions
- 1 espace de réunion pour la rencontre entre les conseillers et les producteurs locaux

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

- **Superficie** : 4,9 ha
- **Investissement (Public)** : 8,6 MMFCFA
- **Emplois créés** : 285 emplois directs, 285 emplois indirects et 570 emplois induits
- **Un réseau de 13 PMS**

Impacts

- **Dynamisation de la diffusion des techniques agricoles modernes**
- **Amélioration des revenus des petits agriculteurs**
- **Amélioration de l'organisation des agriculteurs**

Objectifs	- Former les agriculteurs à une meilleure conduite technique de leur exploitation - Autonomiser les agriculteurs en les formant à la prise de décision et en les encourageant à la mise en œuvre de leurs décisions		
Description	Les champs-école dispensent une formation agricole pratique sur le terrain. Ils reposent sur une logique de relais supposant que les agriculteurs formés formeront à leur tour des agriculteurs Au cours de leur formation, les agriculteurs participent à des ateliers impliquant des analyses de groupe ainsi que la conduite d'observations et d'expériences sur le terrain : - Mise en place d'un réseau de champs-école dans les zones à forte production de manioc, d'igname et de banane plantain. Les champs-école fourniront des services tels que : ➤ La diffusion d'itinéraires techniques modernes ➤ La distribution d'intrants - Mise en place d'un réseau de champs-école dans les zones à forte production de palmier à huile Le CNRA a mis en place un matériel performant. Toutefois, le rendement actuel de la filière palmier à huile reste en deçà de son potentiel surtout chez les petits producteurs notamment du fait d'une faible maîtrise des itinéraires techniques et d'une faible utilisation des intrants (rendement actuel de 5 à 6 tonnes ➔ rendement potentiel de 15 t) Les champs-école fourniront des services tels que : ➤ L'encadrement des itinéraires techniques (formations et travaux pratiques) ➤ La distribution de plants du CNRA ➤ La vente d'engrais La gestion des champs-école pourra être confiée à l'ANADER ou à des groupements de sociétés coopératives agricoles Les champs-école pourront être adossés aux PMS		
Prérequis	Localisation des champs-école de manioc, d'igname et de banane plantain à proximité des zones de production et localisation des champs-école de palmier à huile à proximité des zones de production	Acteurs	- Ministère de l'Agriculture - FIRCA - ANADER

Modalités de fonctionnement du champ-école

Durée des formations

- 1 saison

Lieu des formations

- Champs d'apprentissages appartenant à des agriculteurs participant ou dispensant la formation

Nombre de participants

- Entre 20 et 30 agriculteurs

Animateurs

- Conseillers agricoles ou agriculteurs ayant reçu une certification d'un champ-école, dont le rôle est de guider le groupe d'agriculteurs et de répondre à leurs problématiques

Fréquence des réunions

- Environ une réunion par semaine (la première réunion étant destinée à définir les besoins des agriculteurs et la dernière réunion à planifier les activités de suivi)

Diplôme

- Evaluation et délivrance d'un certificat dispensé par le champ-école permettant à l'agriculteur de devenir à son tour animateur d'un champ-école



Illustration – Principales thématiques à traiter *(non exhaustif)*

Le champ-école devra traiter de thématiques spécifiques aux filières, avec pour ambition d'accompagner les exploitants à développer leurs compétences techniques

Culture

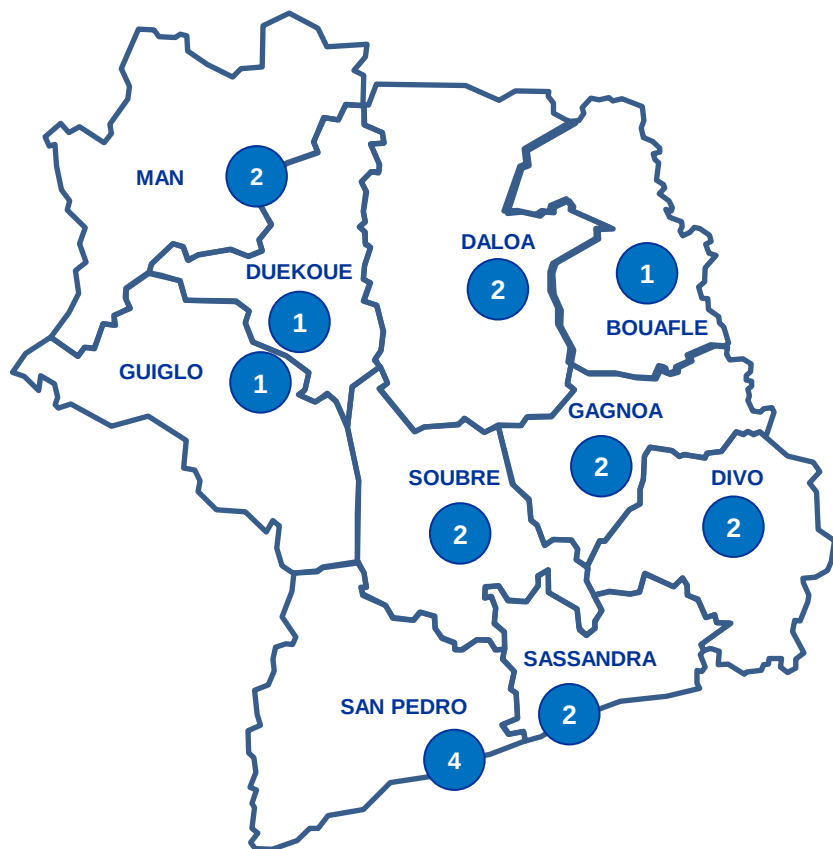
- Choix des variétés à mettre en culture
- Itinéraires techniques en cultures de saison/hors-saison
- Prévention/traitement des maladies
- Gestion des ressources en eau
- Utilisation des équipements mécaniques agricoles

Récolte/Post-récolte

- Récolte à période optimale et réduction des pertes
- Techniques de récolte, de stockage et de transport
- Valorisation organique des déchets sur sols agricoles
- Accès aux informations sur les marchés

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel* du projet



* Les champs-école sont adossés aux PMS prévues dans la région

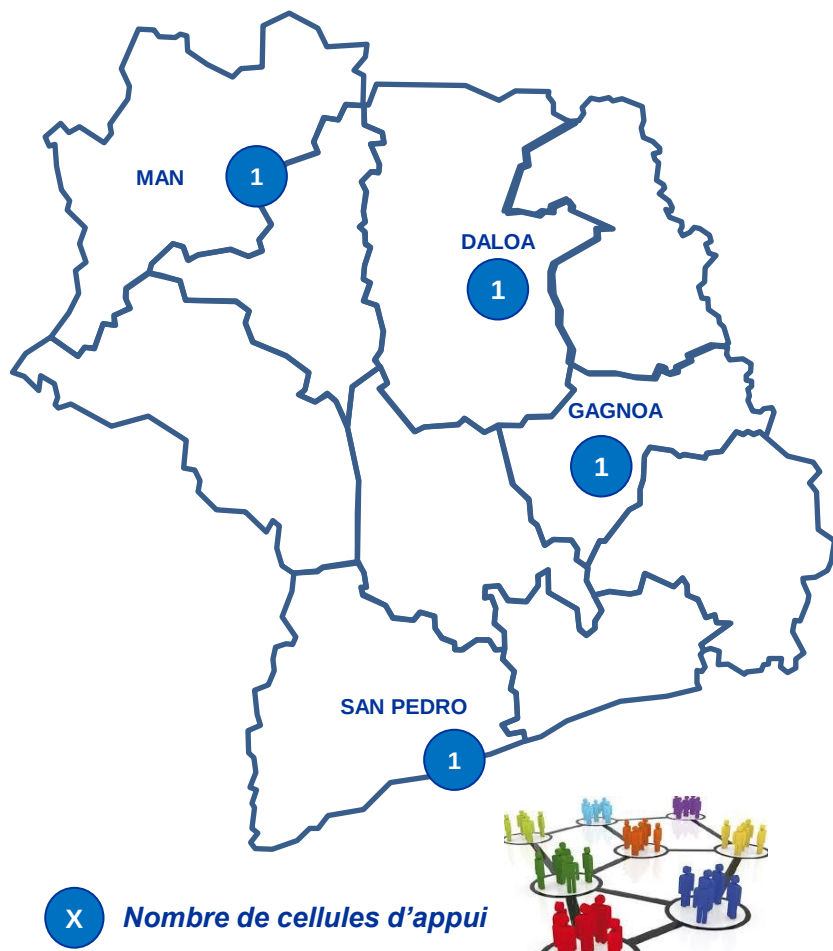
Chiffres clés

- **Un réseau de 19 champs-école**
- **Investissement (Public) : 19 M FCFA**
- **Budget de fonctionnement annuel : 4 M FCFA**

Impacts

- **Amélioration des rendements de la filière**
- **Renforcement des compétences des agriculteurs**
- **Amélioration de la qualité des produits**

Objectifs	Développer une agriculture performante par le renforcement de la capacité organisationnelle des sociétés coopératives agricoles		
Description	En Côte d'Ivoire, la majorité des productions agricoles proviennent de petites exploitations villageoises, distribuées sur l'ensemble du territoire. Ce projet a pour but d'inciter les sociétés coopératives agricoles à se regrouper en GIE agricoles afin de développer des projets créateurs de valeur Mise en place de 4 cellules d'appui à la création de GIE chargés de : - Identification des filières et projets nécessitant la création de GIE - Accompagnement à la création de sociétés coopératives et à la mise à niveau de sociétés coopératives selon la réglementation nationale en vue de la création de GIE - Accompagnement juridique et administratif à la création de GIE - Accompagnement à la gestion des GIE - Evaluation de l'action des GIE		
Prérequis	Présence de cellule d'appui dans chacun des Districts de la zone	Acteurs	Ministère de l'Agriculture

Positionnement & chiffrage du projet**Positionnement potentiel du projet****Chiffres clés**

- **Création de 4 cellules d'appui à la mise en place de Groupements d'Intérêt Economique**
- **Investissement (Public) : 1,3 MMFCFA**
- **Budget de fonctionnement annuel : 59 MFCFA**
- **Emplois créés : 60 emplois directs, 105 emplois indirects et 120 emplois induits**

Impacts

- **Amélioration de la structuration des acteurs du secteur agricole**
- **Encouragement à la valorisation des produits agricoles**
- **Amélioration des revenus des petits producteurs**

Objectifs	• Augmenter la production de viande porcine • Améliorer la qualité des produits mis sur le marché • Réduire les importations
Description	• Mise en place d'une unité d'une capacité de 500 truies avec une capacité de production annuelle de 650 tonnes disposant de : ➤ Un atelier d'engraissement ➤ Un abattoir mécanisé d'une capacité de 217 têtes/semaine ➤ Une unité d'aliment de bétail d'une capacité de 82 tonnes/semaine • Mise en place d'un centre de Formation Professionnelle intégré à la station visant à permettre aux producteurs et aux techniciens d'acquérir les techniques pratiques de conduite des élevages ainsi que d'organisation et de gestion de l'unité
Prérequis	• Proximité des principaux centres de consommation de produits porcins

Le projet de développement intègre l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur de la filière*Processus d'élevage et de production de viande porcine***1 Production d'alimentation animale**

- Réception des matières premières (maïs, tourteaux de soja...)
- Dosage – Broyage – Mélange
- Mélassage – Granulation – Emiettage – Tamisage – Enrobage
- Ensachage – Chargement en vrac

2 Naissance (10 semaines)

- Acquisition de **500 truies** et de **50 verrats** (1 verrot pour 10 truies)
- Sevrage pendant 21 jours (18 porcelets/truie) dans des maternités spécialisées
- Post sevrage (40 jours) dans des zones dédiées

3 Engraissement (6 – 7 mois)

- Elevage ferme d'engraissement (6 – 7 mois)
- Mise à bas
- Alimentation (3 kg/1 kg de viande)

4 Abattage et conditionnement

- Abattage mécanisé des porcs (**217 têtes/semaine**)
- Découpe et transformation des porcs (viande, charcuterie, etc.)
- Conditionnement (chaîne de froid)
- Packaging

5 Commercialisation

- Transport des porcs vers les principaux marchés urbains
- Vente directe à de grands clients (GMS, restaurateur...)

Source : Analyse Valyans Consulting

Positionnement & chiffrage du projet**Positionnement potentiel du projet**

X

Nombre d'unités industrielles

**Chiffres clés**

- **Capacité** : 500 truies
- **Superficie** : 4 ha
- **Investissements (Privé)** : 2 MMFCFA
- **CA prévisionnel** : ~ 0,8 MM FCFA
- **VA prévisionnelle** : ~ 0,3 MM FCFA
- **Emplois créés** :
 - 70 emplois directs,
 - 35 emplois indirects
 - 140 emplois induits

Impacts

- **Valorisation de la production porcine**

Objectifs	- Augmenter la production de viande bovine - Réduire le taux de dépendance aux importations - Favoriser le développement d'un ranching bovin performant et durable		
Description	- Réhabilitation d'un ranch de 10 000 ha à Sipilou pour la production de viande bovine comprenant : ➤ Une aire d'amélioration pastorale permettant d'assurer l'alimentation des bêtes en pâturage naturel ➤ Une clôture afin de délimiter le ranch et protéger les bovins ➤ Une unité d'alimentation du bétail d'une capacité de 77 tonnes/semaine ➤ Un abattoir d'une capacité de 43 têtes/semaine Le ranch aura une capacité de 3 200 têtes (3 000 génisses et 200 géniteurs) issues d'un croisement industriel entre les races N'dama (génisses) et Zébu (géniteurs) présentes en Côte d'Ivoire. Le ratio bêtes/hectare est modulable en fonction du rendement fourrager des cultures pastorales ainsi que de la demande en viande bovine du marché		
Prérequis	- Proximité des principaux centres de consommation de produits bovins - Conditions pédoclimatiques favorables à l'élevage bovin	Acteurs	- Ministère des Ressources animales et halieutiques - Investisseur (s) privé (s)

Le ranch intègre l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur de la filière**1 Acquisition de veaux**

- Acquisition de veaux de 150 kg de races de **N'dama** et **Zébu**

2 Engraissement

- Elevage pendant 1 an dans un ranch (1 à 4 ha/tête)
- Pâturage naturel et rajout de compléments alimentaires (pendant 2 mois de finition)
- Soins vétérinaires
- Poids vif cible : 300 kg/tête

3 Reproduction/Naissance*

- Acquisition de génisses reproductrices
- Reproduction (croisements, inséminations artificielles...)
- Elevage des veaux nés dans le ranch
- Réforme des génisses

4 Abattage et conditionnement

- Abattage (**10 têtes/semaine**) des bovins selon les exigences sanitaires requises

Source : Etude Valyans Consulting 2014

Positionnement & chiffrage du projet**Localisation**

- **Man (Sipilou)**

Chiffres clés

- **Capacité de production** : 280 tonnes de carcasses/an
- **Surface nécessaire** : 10 000 ha
- **Investissements** : 1,9 MMFCFA
- **CA prévisionnel** : ~ 700 MFCFA
- **VA prévisionnelle** : ~ 420 MFCFA
- **Emplois créés** : 125 emplois directs, 315 emplois indirects et 250 emplois induits

**Impacts**

- **Amélioration des conditions sanitaires de la filière**
- **Amélioration de la qualité de la viande distribuée dans les centres urbains**

Objectifs	• Offrir aux professionnels de la filière une structure d'abattage moderne, à proximité des projets d'élevage et aux normes internationales en vigueur • Eviter les abattages clandestins qui présentent d'importants risques sanitaires		
Description	La zone Sud-Ouest pâtit actuellement d'un manque d'abattoirs fonctionnels, respectant des normes internationales en matière d'hygiène. L'approvisionnement des principales villes en viande fraîche se fait principalement à partir de circuits informels • Mise en place d'un abattoir aux normes internationales d'une capacité de 100 têtes jour ➤ Dans un premier temps, l'abattoir sera utilisé à 30 % de sa capacité (15 têtes/jour pour les bovins et 15 têtes/jour pour les ovins)		
Prérequis	• Proximité des principaux centres de consommation de produits bovins et ovins • Conditions pédoclimatiques favorables à l'élevage bovin et ovine	Acteurs	• Ministère des Ressources animales et halieutiques • Investisseur (s) privé (s)

Illustration – Abattoir bovin*Processus d'abattage*

- 1** *Inspection ante mortem*
- 2** *Etourdissement et saignée*
- 3** *Retrait de pieds et peaux*
- 4** *Eviscération*
- 5** *Inspection post mortem*
- 6** *Partage de la carcasse*
- 7** *Réfrigération et stockage*

*Principales normes à respecter***Choix de l'emplacement de l'abattoir**

- Approvisionnement en eau
- Emplacement surélevé pour l'évacuation de l'eau par un système d'égout
- Desserte par voie routière

Parc d'attente de l'abattoir

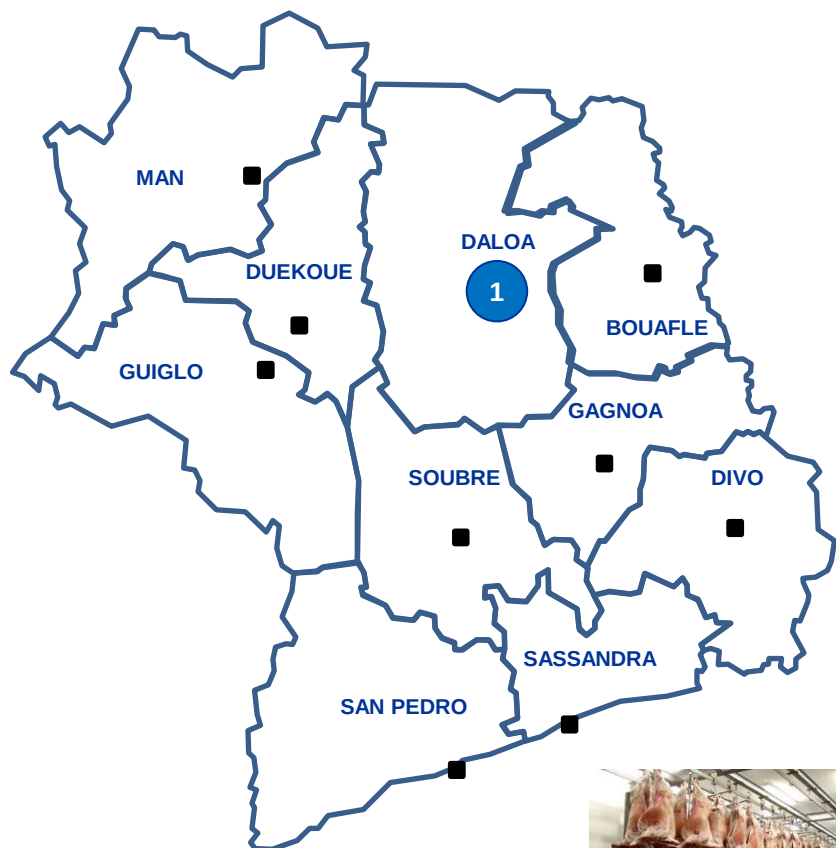
- Repos des bêtes avant l'abattage pour assurer la qualité de la viande
- Capacité égale à ce que peut traiter l'abattoir en un jour et demi

Abattage des bovins

- Séparation des opérations propres et malpropres (afin d'éviter le risque de contamination)
- Tri et évacuation des déchets



Source : FAO

Positionnement & chiffrage du projet**Positionnement potentiel du projet****Chiffres clés**

- **Capacité d'abattage cible** : 100 têtes/jour (abattoir utilisé à 30 % de ces capacités dans un premier temps)
- **Surface nécessaire** : ~ 4 ha
- **Investissements** : 5 MMFCFA
- **Emplois créés** : 100 emplois directs, 100 indirects et 200 emplois induits

Impacts

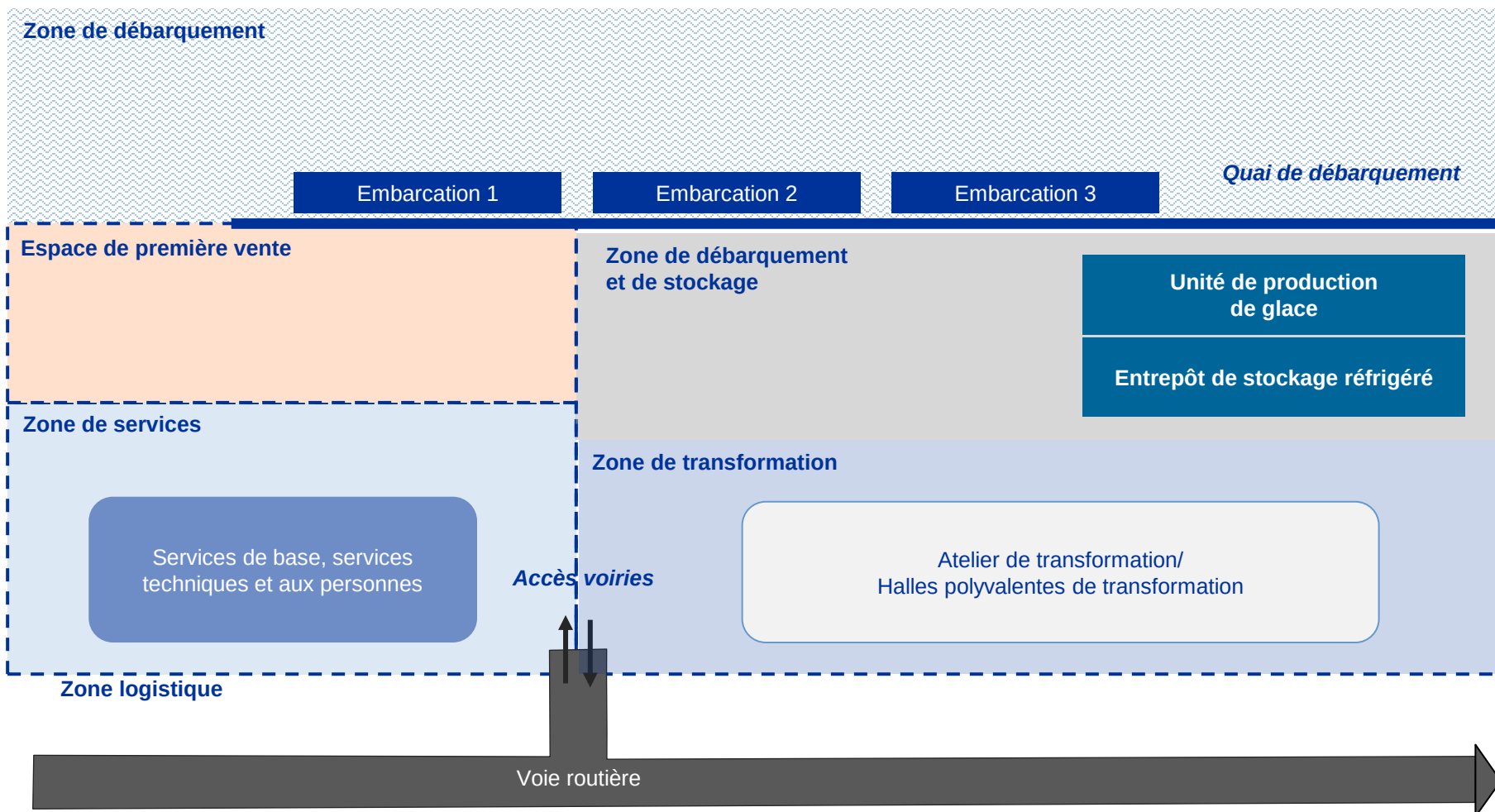
- **Amélioration des conditions sanitaires d'abattage**
- **Amélioration de la qualité de la viande distribuée dans les centres urbains**

X

Nombre d'abattoirs



Objectifs	Assurer, dès le débarquement, des conditions optimales de qualité dans le traitement de la matière première, à travers la construction d'infrastructures de débarquement et de zones dédiées à la 1 ^{ère} vente et à la transformation des produits issus de la pêche artisanale maritime, lagunaire et continentale de la zone		
Description	• Outre le débarcadère de Sassandra prévu dans le cadre de la coopération avec le Japon, 3 Espaces Intégrés (EI) de débarquement, de 1^{ère} vente et de transformation seront créées : ➤ 1 EI pouvant accueillir un volume cible de 2 000 tonnes sur une superficie totale de près de 6 000 m² ➤ 1 EI pouvant accueillir un volume cible de 3 000 tonnes sur une superficie totale de près de 8 400 m² ➤ 1 EI pouvant accueillir un volume cible de 5 000 tonnes sur une superficie totale de près de 13 300 m² • L'Espace intégré est un site de débarquement proposant des espaces dédiés à la première vente et des accès facilités aux zones de transformation et de commercialisation. Cette structure concentre : ➤ un quai de débarquement ➤ une zone de débarquement et de 1^{ère} vente ➤ des halles polyvalentes de transformation ➤ des unités de stockage frigorifique ➤ des locaux de service		
Prérequis	• Localisation du site en fonction du niveau de facilité d'accès et du raccordement en eau et électricité • Entretien et maintenance régulière des infrastructures • Gouvernance locale forte pour le développement du projet	Acteurs	• Direction de l'Aquaculture et des Pêches (MIRAH) • Bailleurs de fonds internationaux • Direction des Services Vétérinaires (MIRAH)

Concept du projet

Concept – Espace Intégré (EI), Zoom halle polyvalente

1 Flexibilité dans le choix des composantes

Halle de débarquement

- Située **près des quais**
- Permet aux pêcheurs de **trier les prises par espèce et par taille**, de les **peser et de les stocker** dans des conditions optimales de **températures et d'hygiène** en attendant leur transit sous froid



Ateliers de marée

- Situés **près des quais/halle de débarquement**
- Permettent les **opérations d'éviscération, d'étêtage, équeutage et de filetage**
- Ciblent de **petits opérateurs**, qui peuvent éventuellement **s'associer** et des **opérateurs privés de plus grande taille** et plus structurés



Ateliers de transformation

- Situés **à proximité des ateliers de marée**
- Utilisent le poisson fileté dans les ateliers à marée pour le transformer (**fumage, ...**)
- En l'absence d'atelier de marée, il faut **prévoir une salle supplémentaire de filetage**

Chaque entité est matérialisée par un bâtiment spécifique, distinct des autres. Il est ainsi possible, en fonction du besoin et si les infrastructures de débarquement existent déjà, de ne construire que les ateliers de marée et de transformation

2 Flexibilité dans l'aménagement des ateliers

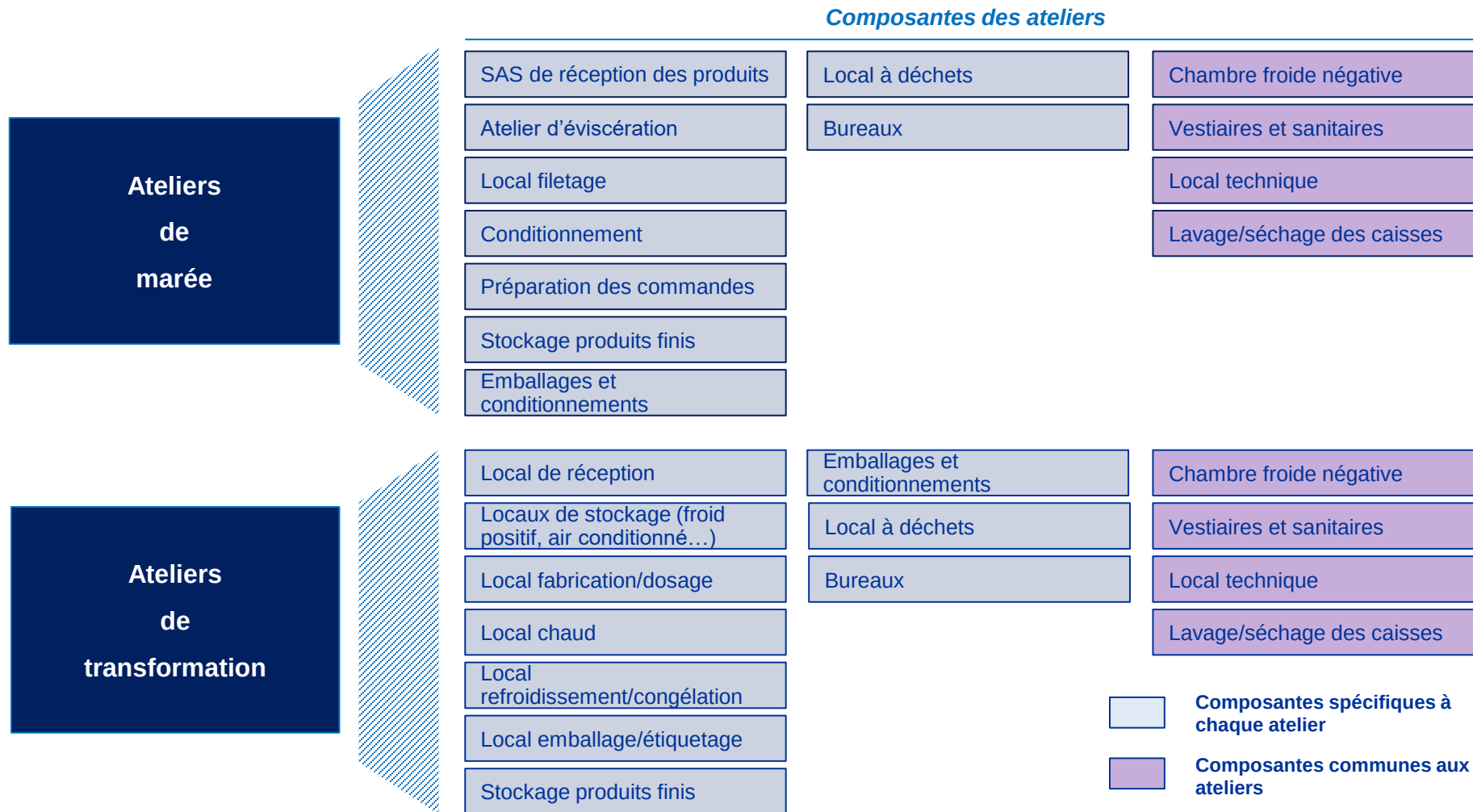
Des espaces communs

- Les halles de débarquement, les ateliers de marée et de transformation proposent **des espaces communs**, dédiés notamment au **stockage et à la réfrigération des aliments**
- Ce dispositif permet aux professionnels un **maximum de flexibilité et d'adaptation à leurs besoins en espace**

Des espaces modulables

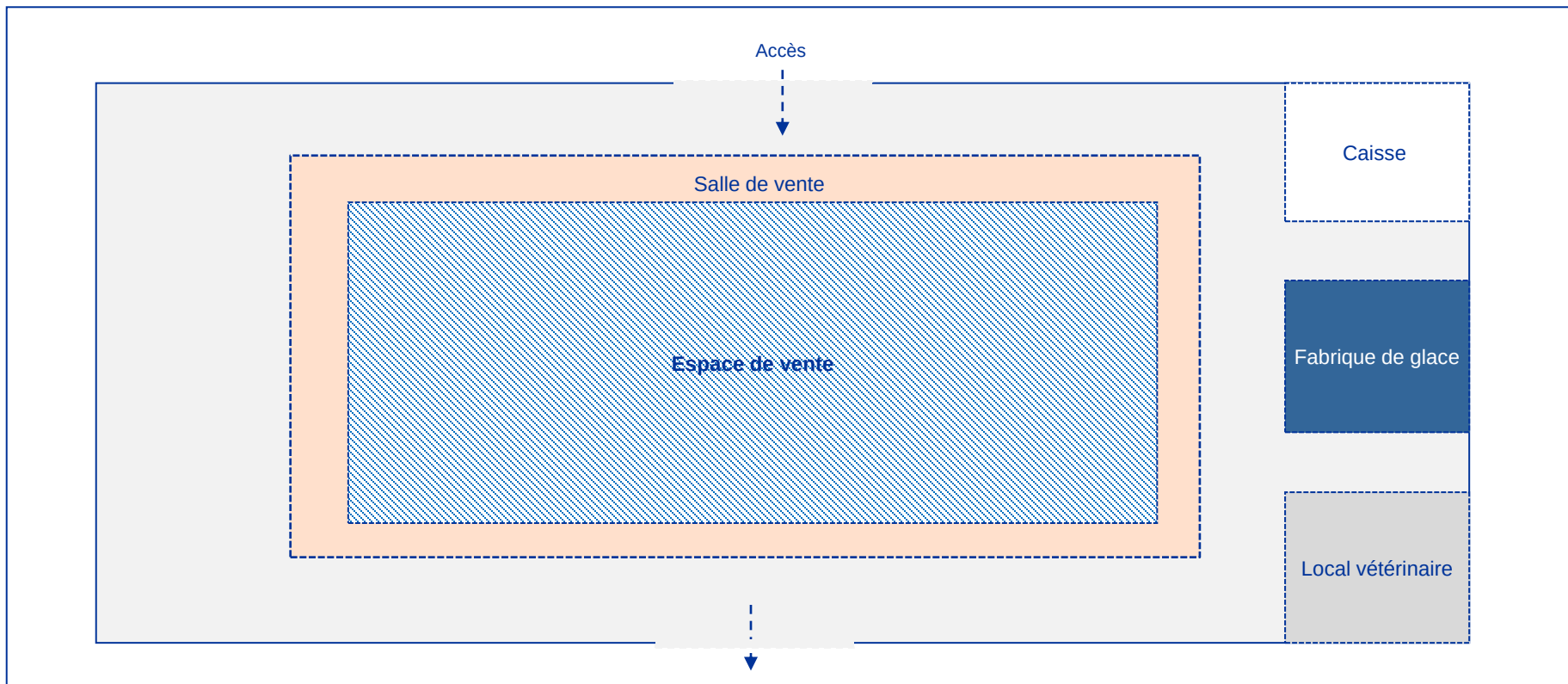
- Les espaces individuels (ateliers) sont séparés par **des cloisons modulables**, qui peuvent permettre **l'ajustement des espaces aux besoins**
- Les ateliers sont mis à disposition **sans équipements spécifiques** : ceux-ci sont à la charge des exploitants **selon leurs besoins**

Concept – Espace Intégré (EI), Zoom halle polyvalente



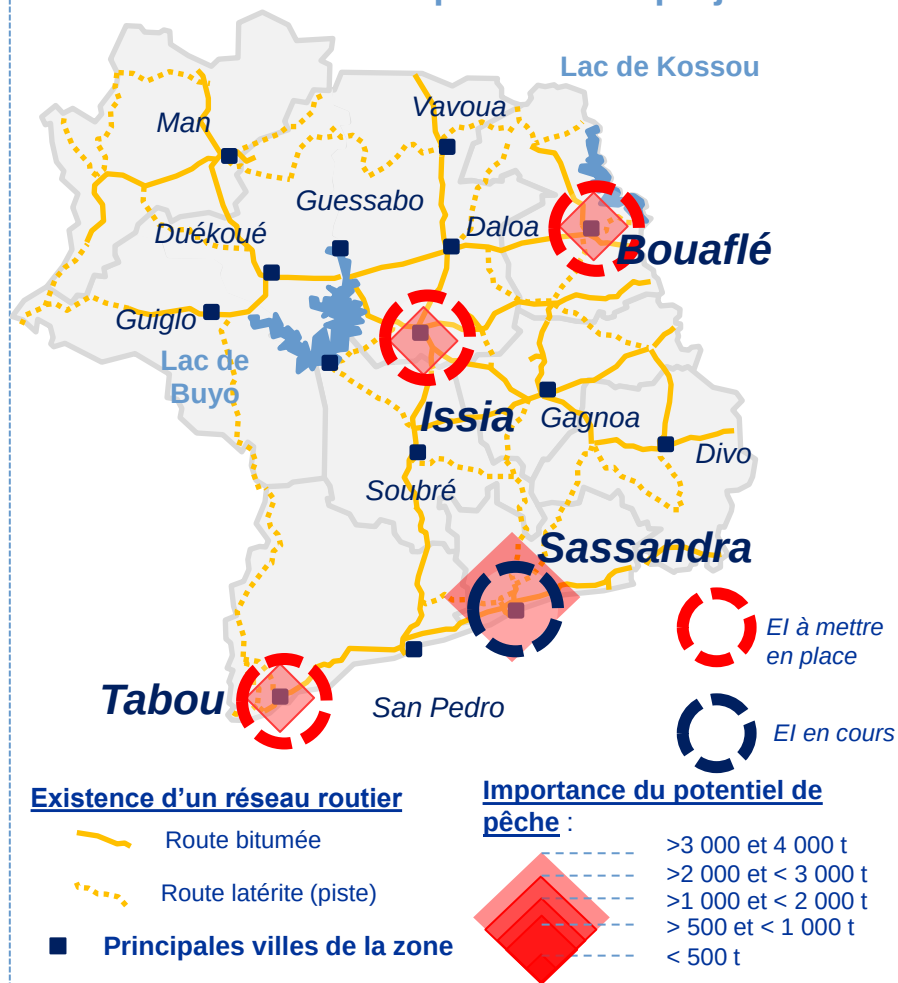
Concept – Espace Intégré (EI), Zoom salle de 1^{ère} vente**Espaces de
première vente**

- *Espaces de commercialisation en propre des EI (espace de première vente) accolés aux espaces de débarquement destinés à la vente en gros de produits de la pêche entre pêcheurs et mareyeuses*

Concept de halle à implanter au niveau des EI

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

Espace Intégré de Tabou (San Pedro) :

- **Investissement (Public) :** 3 500 MFCFA
- **Capacité cible annuel à débarquer :** 5 000 t/an
- **Longueur des quais nécessaire :** 150 m
- **Superficie nécessaire totale :** 13 300 m²
- 200 emplois directs, 500 emplois indirects, et 400 emplois induits

Espace Intégré d'Issia (Daloa) :

- **Investissement (Public) :** 1 500 MFCFA
- **Capacité cible annuel à débarquer :** 2 000 t/an
- **Longueur des quais nécessaire :** 110 m
- **Superficie nécessaire totale :** 5 900 m²
- 85 emplois directs, 85 emplois indirect et 170 emplois induits

Espace Intégré de Bouaflé :

- **Investissement (Public) :** 2 200 MFCFA
- **Capacité cible annuelle à débarquer :** 3 000 t/an
- **Longueur des quais nécessaire :** 130 m
- **Superficie nécessaire totale :** 8 400 m²
- 125 emplois directs, 65 emplois indirects et 250 emplois induits

Espace Intégré de Sassandra :

- **Investissement :** 12 000 MFCFA (financé par la JICA*)

Impacts

- **Contrôle des volumes débarqués**
- **Amélioration des conditions de débarquement**
- **Réduction des pertes post-capture**
- **Meilleure valorisation des produits de la pêche**

*Japan International Coopération Agency

Objectifs	Améliorer les conditions de débarquement des pêcheurs et réduire les pertes post-capture dans la zone, tout en assurant de bonnes conditions de travail et de sécurité sur le site		
Description	- Ce projet consiste à créer 2 Points de Débarquement Aménagés (PDA) pour la pêche continentale : 1 PDA pouvant accueillir un volume cible de 600 tonnes sur une superficie totale de près de 350 m². 1 PDA pouvant accueillir un volume cible de 700 tonnes sur une superficie totale de près de 390 m² - Le PDA est une structure dédiée aux débarquements de la pêche artisanale qui permet de mettre à disposition des pêcheurs : un quai de débarquement pour les embarcations une zone de débarquement aménagée une unité de fourniture de glace (machines à glace) une zone de fumage de poissons équipée de fours modernes (ex: FTT Thiaroye)		
Facteur de compétitivité	- Localisation du site en fonction du niveau de facilité d'accès et du raccordement en eau et électricité - Entretien et maintenance régulière des infrastructures - Gouvernance locale forte pour le développement du projet	Acteurs	- Direction de l'Aquaculture et des Pêches (MIRAH) - Bailleurs de fonds internationaux - Direction des Services Vétérinaires (MIRAH)

Concept du projet

Zone de débarquement

Embarcation 1

Embarcation 2

Embarcation 3

Quai de débarquement

Zone de fumage de poisson

Zone de débarquement

Unité de production de glace

Accès voiries

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

PDA de Duékoué

- **Investissement (Public) :** 140 MFCFA
- **Capacité cible annuelle à débarquer :** 700 t/an
- **Capacité de débarquement :** 4t/jour
- **Longueur des quais nécessaire :** 40 m
- **Superficie nécessaire totale :** 390 m²
- **Création de 20 emplois directs, 10 emplois indirects, 40 emplois induits**

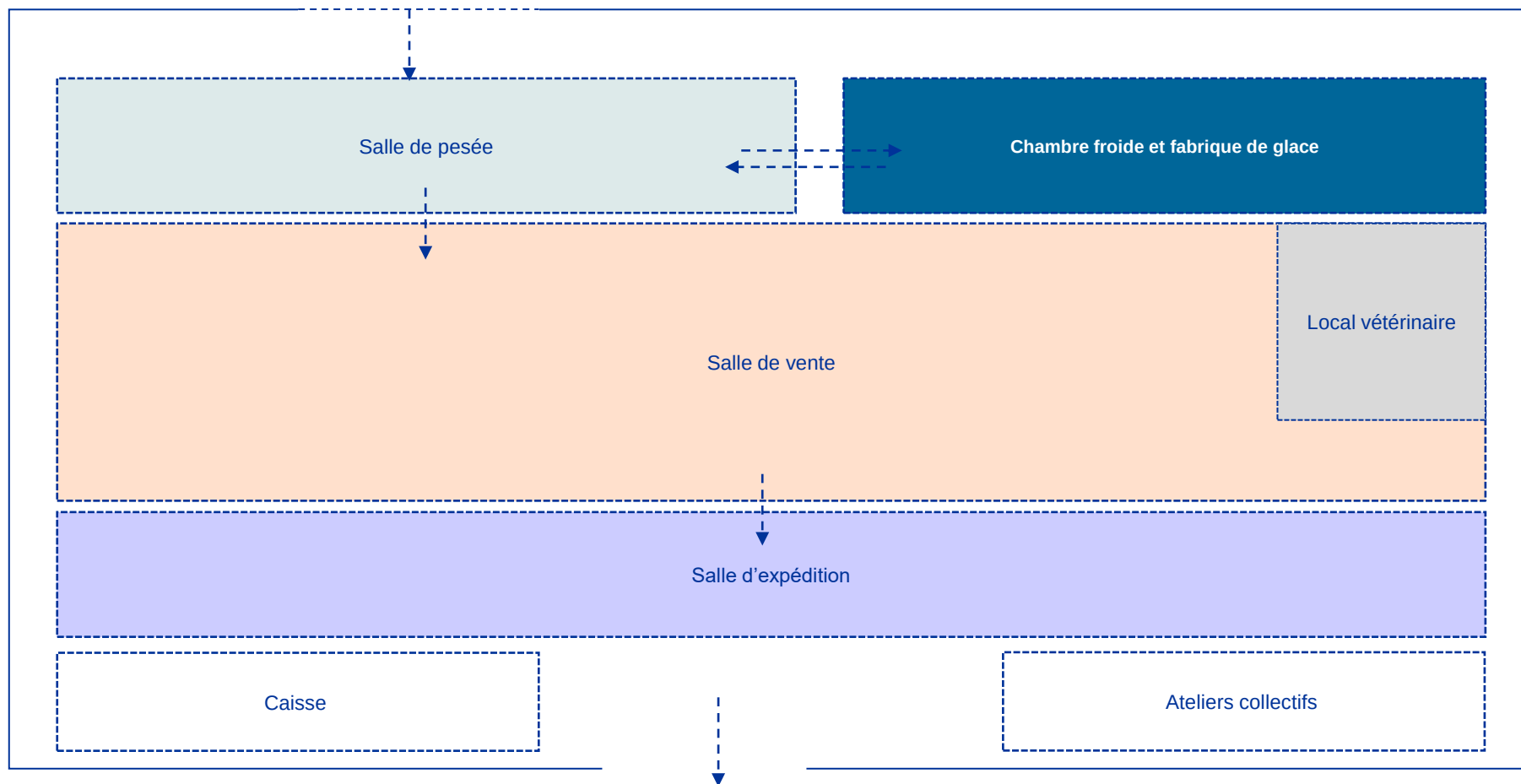
PDA de Soubré

- **Investissement (Public) :** 120 MFCFA
- **Capacité cible annuelle à débarquer :** 600 t/an
- **Capacité de débarquement :** 3t/jour
- **Longueur des quais nécessaire :** 30 m
- **Superficie nécessaire totale :** 350 m²
- **Création de 15 emplois directs, 10 emplois indirects, 30 emplois induits**

Impacts

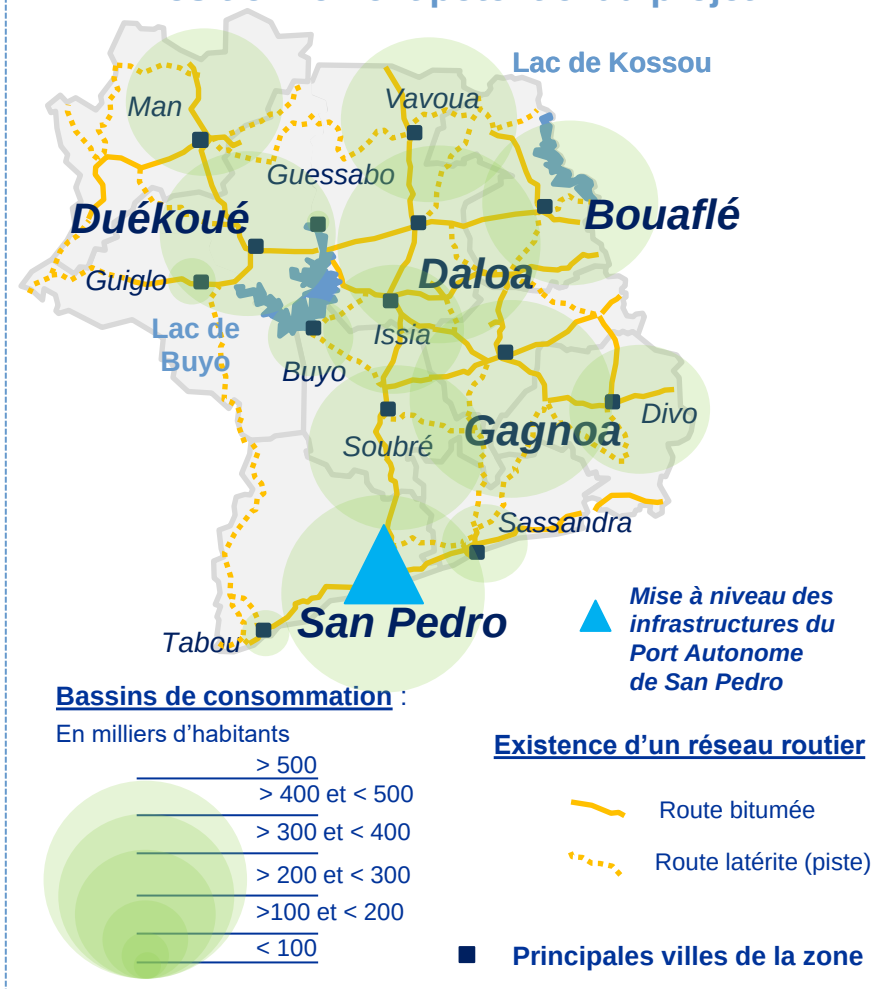
- **Contrôle des volumes débarqués**
- **Amélioration des conditions de débarquement**
- **Réduction des pertes post-capture**
- **Meilleure valorisation des produits de la pêche**

Objectifs	- Disposer d'un espace de 1^{ère} vente structuré, équipé et répondant aux normes sanitaires - Transformer les volumes de la pêche afin de les valoriser et de les acheminer ensuite sur le marché local et national		
Description	- Ce projet consiste à moderniser l'espace de 1^{ère} vente du port de San Pedro qui s'étale sur 3 560 m² et à créer une halle polyvalente de transformation pouvant accueillir un volume cible de 5 800 tonnes sur une superficie totale de près de 15 000 m². La modernisation des espaces de 1^{ère} vente permettra de : Procéder à la première vente des produits débarqués dans de bonnes conditions d'hygiène - Proposer une gamme de services répondant aux besoins des professionnels (tri, étiquetage, stockage frigorifique, fourniture de glace...) La halle polyvalente, composée notamment d'ateliers de marée et d'ateliers de transformation permettront de : - Réaliser les opérations de première transformation (éviscération, étêtage, équeutage et filetage) - Réaliser les opérations de seconde transformation (essentiellement le fumage des produits)		
Prérequis	- Localisation du site en fonction du niveau de facilité d'accès et du raccordement en eau et électricité - Entretien et maintenance régulière des infrastructures - Gouvernance locale forte pour le développement du projet	Acteurs	- Direction du port de pêche - Direction de l'Aquaculture et des Pêches (MIRAH) - Responsable de la criée du port

Concept – Halle de 1^{ère} vente au sein des ports de pêche**Concept de halle à implanter au niveau du port**

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

- **Investissement total** : 4 700 MFCFA
- **Tonnage annuel cible (halle polyvalente)** : 5 800
- **Superficie totale** :
 - Halle polyvalente : 14 500 m²
 - Espace de 1^{ère} vente : 1 350 m²
- **Emplois créés** : 235 emplois directs, 590 emplois indirects et 470 emplois induits

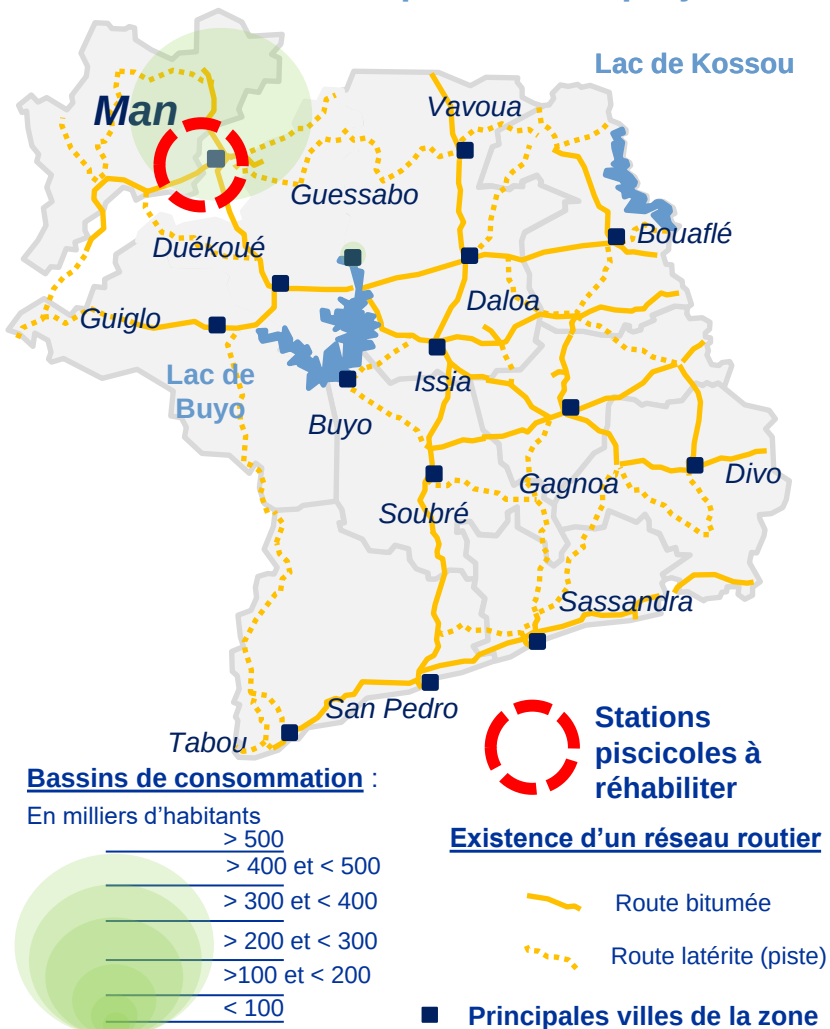
Impacts

- **Disposition d'un espace de 1^{ère} vente répondant aux normes sanitaires au niveau du port de pêche**
- **Valorisation des volumes issus de la pêche**
- **Modernisation des services proposés aux professionnels**

Objectifs	- Relancer la pisciculture dans la zone Sud-Ouest, en vue d'atteindre les objectifs prévus par le PSDEPA - Améliorer la sécurité sanitaire alimentaire en Côte d'Ivoire - Faciliter l'accès à des alevins de qualité aux pisciculteurs de la zone		
Description	- Ce projet consiste à réhabiliter et exploiter le centre piscicole de Dompleu qui se trouve à proximité de la ville de Man. Cela consiste à : - Réhabiliter les infrastructures de la station - Rendre fonctionnels : - les étangs piscicoles - les bassins - les pompes - les caniveaux - Ce projet permettra ainsi de relancer la production et la distribution d'alevins de qualité à des prix incitatifs et d'améliorer les capacités des pisciculteurs de la zone		
Facteur de compétitivité	- Entretien et maintenance régulière des infrastructures - Gouvernance locale forte pour le développement du projet	Acteurs	- Direction de l'Aquaculture et des Pêches (MIRAH) - Investisseurs privés - Direction des Services Vétérinaires (MIRAH)

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

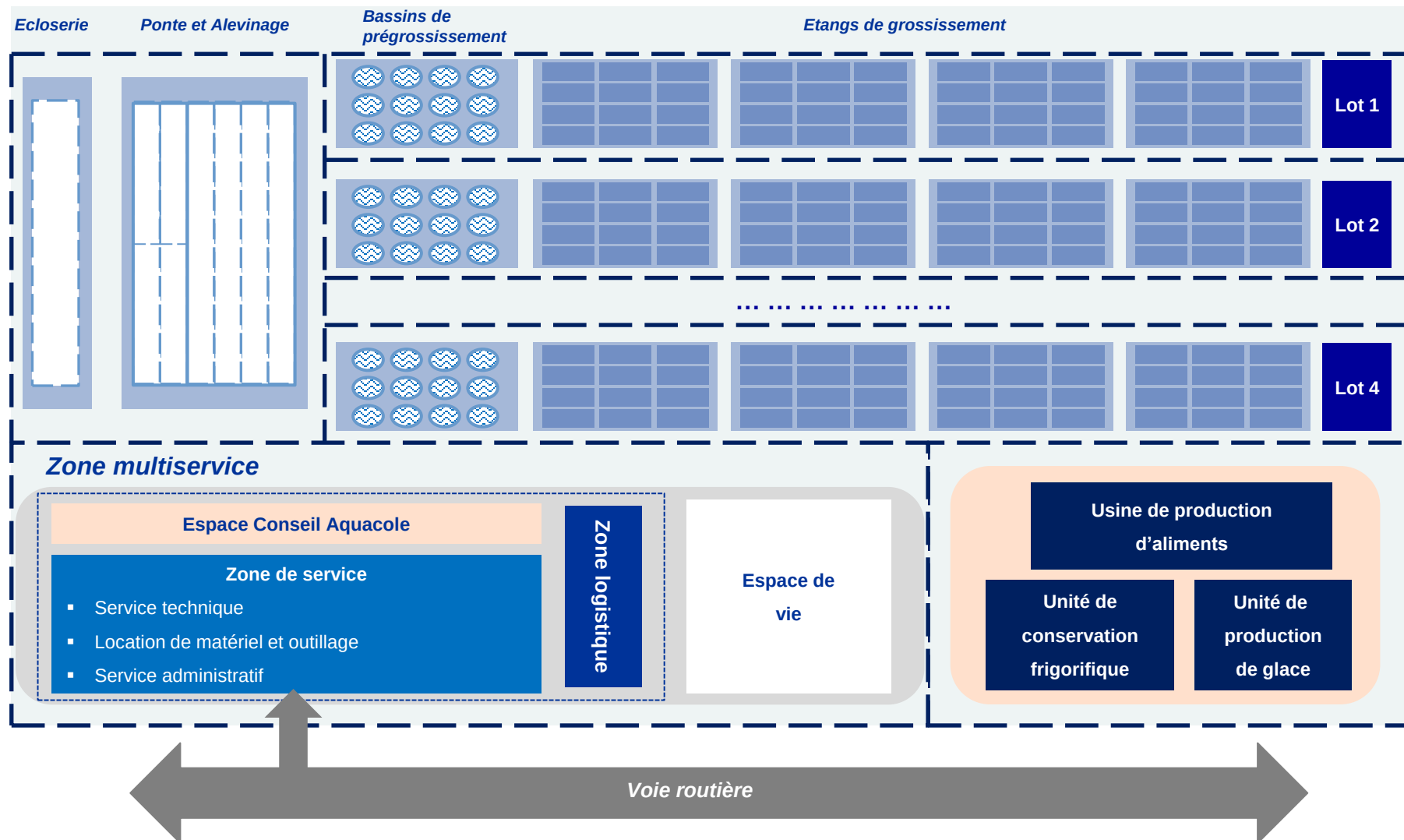
- **Investissement total : 100 MFCFA**

Impacts

- **Disposition d'un espace de 1^{ère} vente répondant aux normes sanitaires au niveau du port de pêche**
- **Valorisation des volumes issus de la pêche**
- **Modernisation des services proposés aux professionnels**

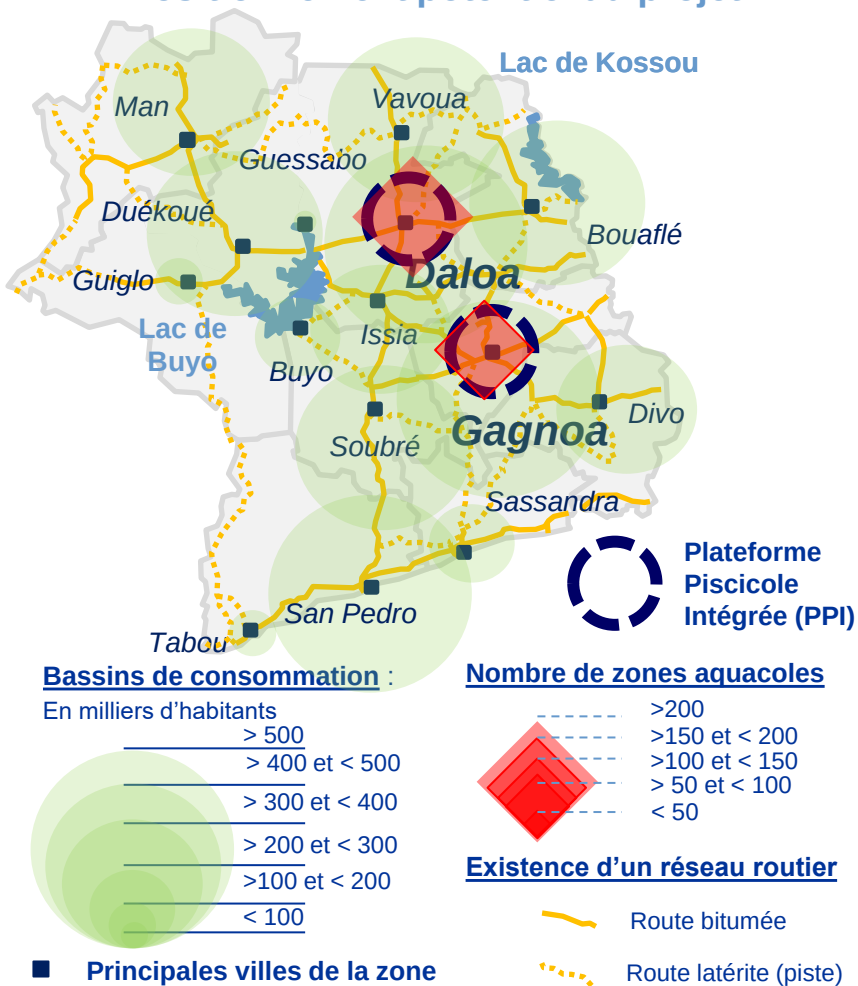
Objectifs	▪ Développer la production et dynamiser l'activité aquacole des pisciculteurs ▪ Assurer la synergie entre les différents acteurs sur la chaîne de valeur et la mutualisation des services (logistique, conservation, conditionnement et production) ▪ Réduire le coût initial d'investissement pour les petits pisciculteurs locaux		
Description	▪ Ce projet consiste à aménager et concéder 2 plateformes piscicoles intégrées pouvant produire chacune un volume cible de 5 000 tonnes sur une superficie totale de près de 610 ha chacune. ▪ La Plateforme Piscicole Intégrée (PPI) regroupe l'ensemble des structures nécessaires à l'activité piscicole à savoir : • Une écloserie • Une zone de ponte et d'alevinage • Des bassins de pré grossissement • Des étangs de grossissement • Une zone multiservice • Une unité de production d'aliments • Des unités de froid		
Facteur de compétitivité	• Localisation du site en fonction de l'hydrographie (disponibilité de l'eau, plans d'eau...) et de la qualité des sols (sols propices, fertiles, argileux...) • Entretien et maintenance régulière des infrastructures • Gouvernance locale forte pour le développement du projet	Acteurs	• Direction de l'Aquaculture et des Pêches (MIRAH) • Investisseurs privés/bailleurs de fonds • Direction des Services Vétérinaires (MIRAH)

Concept du projet



Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

Les 2 PPI présentent les mêmes caractéristiques

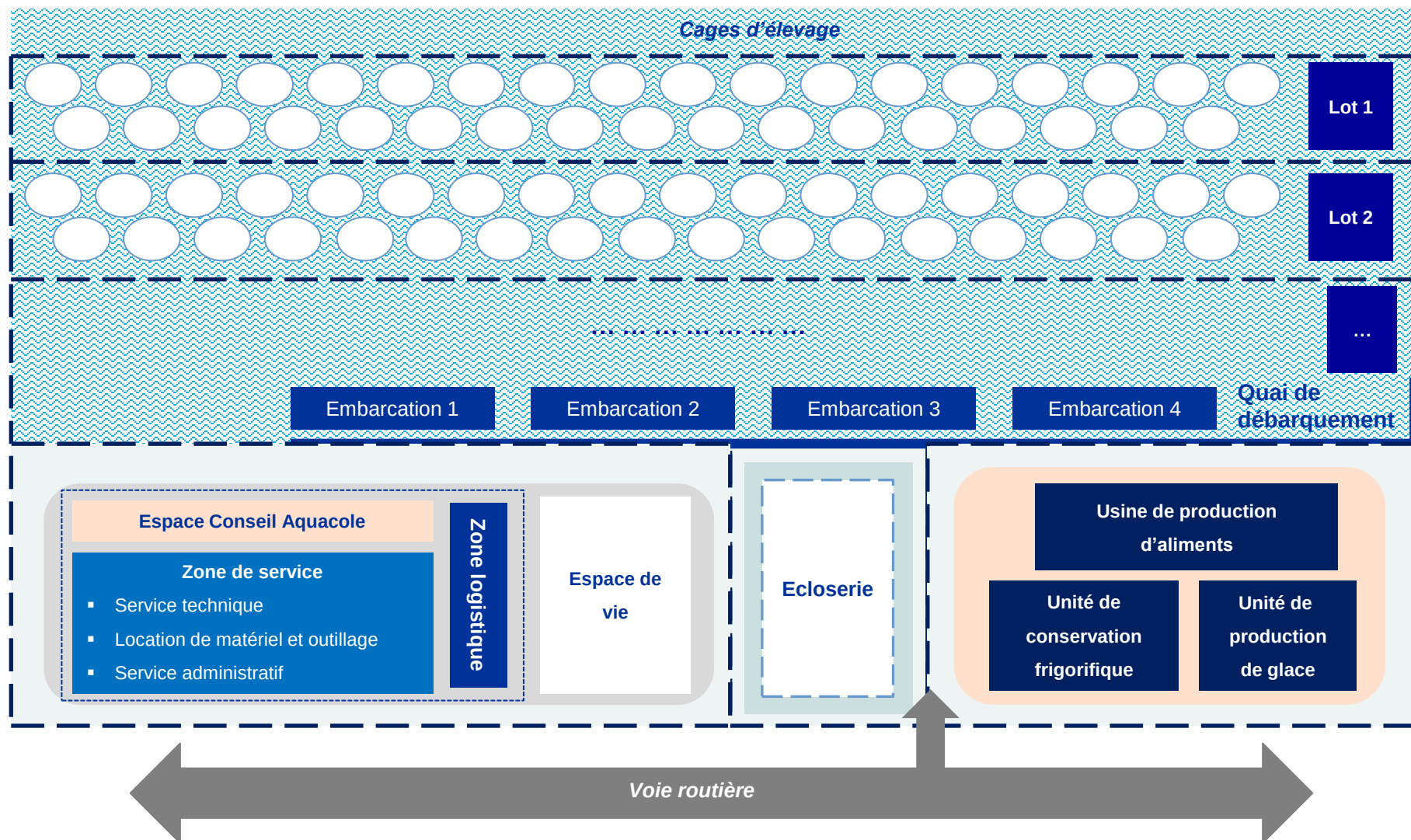
- **Investissement (PPP) total pour les 2 PPI :** 67 600 MFCFA
- **Investissement (PPP) par projet:** 33 800 MFCFA
- **Production cible par projet :** 5 000 t
- **Superficie totale :** 1 220 ha
- **Emplois créés :** 390 emplois directs, 295 emplois indirects et 780 emplois induits

Impacts

- **Développement de la production piscicole**
- **Dynamisation de l'activité piscicole**
- **Réduction du coût initial d'investissement aux petits pisciculteurs locaux**

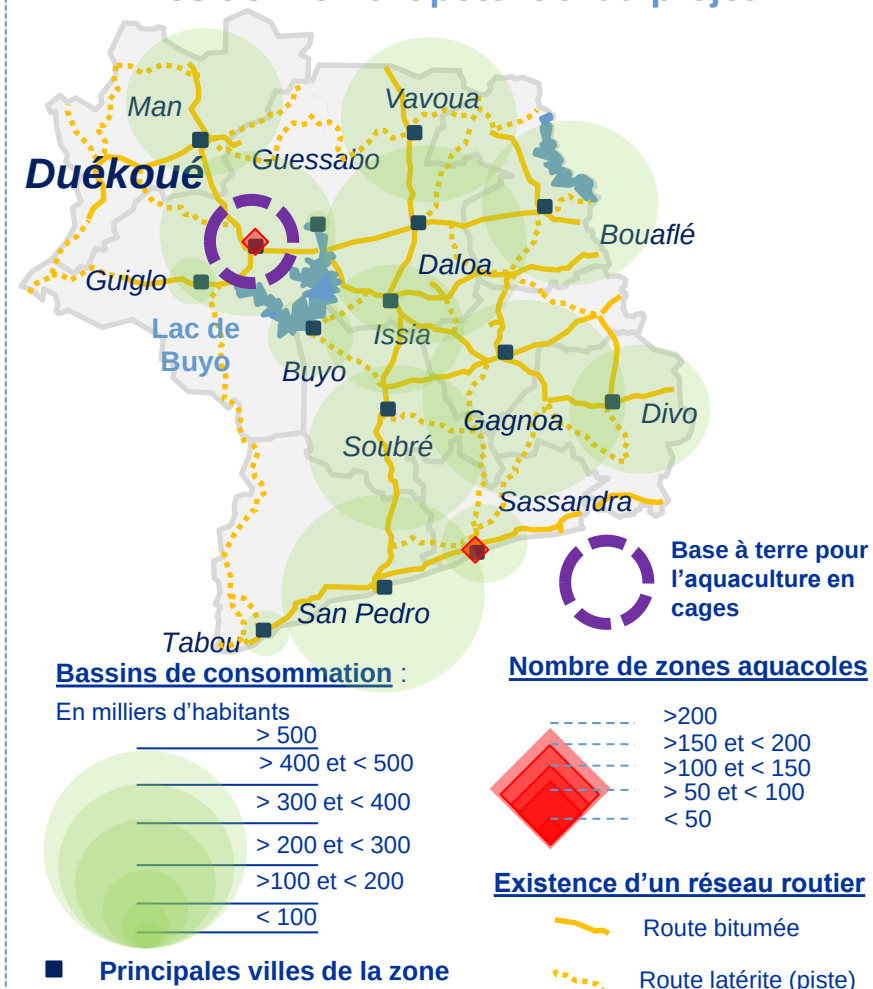
Objectifs	▪ Développer la production et dynamiser l'activité aquacole ▪ Assurer la synergie entre les différents acteurs sur la chaîne de valeur et mutualiser les services (logistique, conservation, conditionnement et production) ▪ Réduction du coût initial d'investissement aux petits aquaculteurs locaux		
Description	▪ Ce projet consiste à aménager et concéder une base à terre pour l'aquaculture en cages pouvant produire un volume cible de 5 000 tonnes sur une superficie totale de près de 31 ha. ▪ La base à terre pour l'aquaculture en cages regroupe l'ensemble des structures nécessaires à l'activité aquacole à savoir : • Une éclosérie • Des cages d'élevage en lot • Des étangs de grossissement • Une zone multiservice (espace de conseil aquacole, zone de service, zone logistique, ...) • Une unité de production d'aliments • Des unités de froid (entrepôt et machine à glace)		
Facteur de compétitivité	• Localisation du site en fonction de l'hydrographie (disponibilité de l'eau, plans d'eau...) et de la qualité des sols (sols propices, fertiles, argileux...) • Entretien et maintenance régulière des infrastructures • Gouvernance locale forte pour le développement du projet	Acteurs	• Direction de l'Aquaculture et des Pêches (MIRAH) • Investisseurs privés/bailleurs de fonds • Direction des Services Vétérinaires (MIRAH)

Concept du projet



Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

- **Investissement total** : 9 200 MFCFA
- **Production cible totale** : 5 000 t
- **Superficie totale de la PPI** : 31 ha
- **Emplois créés** : 130 emplois directs, 65 emplois indirects et 260 emplois induits

Impacts

- **Développement de la production**
- **Dynamisation de l'activité aquacole**
- **Réduction du coût initial d'investissement aux petits aquaculteurs locaux**

3.2.3. Projets pour développer une industrie valorisant les richesses naturelles de la zone (Objectif e3)

Partie introductive

- a) *Rappel des conclusions du diagnostic*
- b) *Dossier stratégique*
- c) *Synthèse projets structurants et projets de proximité*

Portefeuille de projets

- Projet e3.1: Création d'un centre de formation des mineurs*
- Projet e3.2: Mise en place d'une unité de mélange d'engrais*
- Projet e3.3: Mise en place d'une unité de formulation de phytosanitaires*
- Projet e3.4: Création d'une unité de production d'emballages en polymères*
- Projet e3.5: Création d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie*
- Projet e3.6: Mise en place d'une unité de montage de tracteurs agricoles*
- Projet e3.7: Création d'une unité de fabrication de matériel agricole d'accompagnement*
- Projet e3.8: Mise en place d'un laminoir de fer/acier*
- Projet e3.9: Création d'une unité de fabrication de tubes et tuyaux en fer/acier*
- Projet e3.10: Mise en place d'une pépinière de reboisement en essences forestières*
- Projet e3.11: Création d'un centre de promotion et d'encadrement du reboisement*
- Projet e3.12: Création d'une unité pilote semi-artisanale de transformation du bois hévéa*

a) Rappel des conclusions du diagnostic

Afin de favoriser la bonne exécution des projets, l'Etat se doit d'intervenir de façon volontariste pour mettre en place des mesures d'accompagnement au développement industriel

<i>Transverses</i>	Prérequis 1	Développer le savoir-faire et les compétences industrielles
	Prérequis 2	Mettre à niveau et moderniser les équipements industriels
	Prérequis 3	Développer un cadre d'investissement attractif et mettre à niveau le dispositif réglementaire, fiscal et normatif du secteur
<i>Mines</i>	Prérequis 4	Lutte contre l'orpaillage
	Prérequis 6	Mise en place d'un cadre légal plus souple envers les nouveaux investisseurs et plus rigide concernant les explorateurs sans permis
<i>ICP</i>	Prérequis 5	Développement des activités de certification et d'homologation de produits chimiques
	Prérequis 6	Lutte contre les emballages plastiques issus de l'informel
<i>IMM</i>	Prérequis 7	Accès au financement pour l'équipement de la zone de service
	Prérequis 8	Attraction des investissements directs étrangers dans les activités d'assemblage
<i>Bois</i>	Prérequis 9	Favoriser le reboisement du territoire national

Pourquoi est-ce nécessaire ?

- **Pour optimiser l'exploitation du potentiel minier** de la zone en fournissant une main-d'œuvre qualifiée opérationnelle dans les différents sites d'exploration minière
- **Pour répondre au besoin** en termes d'engrais mélangés, de produits phytosanitaires, et d'emballages en polymère **adapté à la demande locale** à travers la **mise en place d'unités de production industrielles**
- **Pour remédier au caractère informel** de l'activité de travail des métaux qui **entrave la valorisation du savoir-faire local** en la matière. La mise en place de projets relatifs au travail des métaux permettra de structurer l'activité au sein de la zone
- **Pour pallier l'absence d'unités industrielles de fabrication de matériel agricole** (tracteurs inclus) qui est un **frein à l'accompagnement de la croissance du secteur agricole dans le pays**. La mise en place d'unités de fabrication de tracteur et de matériel d'accompagnement agricole permettra de répondre au besoin en croissance
- **Pour encourager le reboisement de la zone** à travers la formation d'une **main-d'œuvre qualifiée** indispensable à une **exploitation responsable des ressources forestières**

Chiffres clés

75

Superficie (ha)

99

Investissements
(MMFCFA)

5 415

Nombre d'emplois

Projets prévus dans la zone Sud-Ouest

Mines	1	Création d'un centre de formation des mineurs
	2	Mise en place d'une unité de mélange d'engrais
ICP	3	Mise en place d'une unité de formulation de phytosanitaires
	4	Création d'une unité de production d'emballages en polymères
IMM	5	Création d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie
	6	Mise en place d'une unité de montage de tracteurs agricoles
	7	Création d'une unité de fabrication de matériel agricole d'accompagnement
	8	Mise en place d'un laminoir de fer/acier
	9	Création d'une unité de fabrication de tubes et tuyaux en fer/acier
Bois	10	Mise en place d'une pépinière de reboisement en essences forestières
	11	Création d'un centre de promotion et d'encadrement du reboisement
	12	Création d'une unité pilote semi-artisanale de transformation du bois hévéa



3.2.3. Projets pour développer une industrie valorisant les richesses naturelles de la zone (Objectif e3)

c) Synthèse*

Industrie

Filières	Superficie (m²)	Investissements (MFCFA)	Emplois directs
Mines	400	36	10
ICP	18 500	4 500	330
IMM	500 000	86 000	390
Bois	232 000	8 700	400

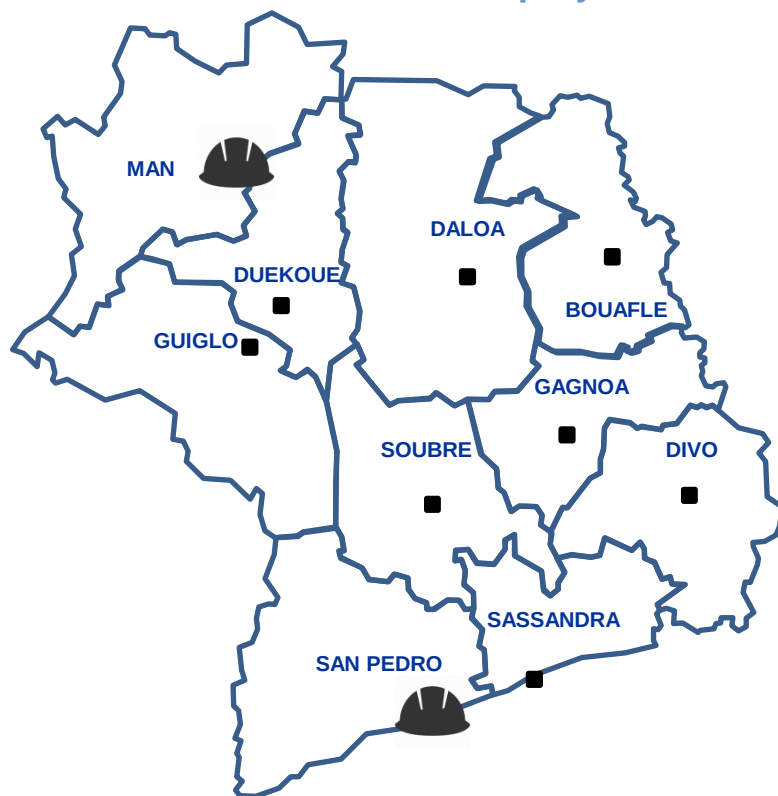
Connecteur	Superficie (m²)	Investissement (MFCFA)	Emplois		
			Directs	Indirects	Induits
Bouaflé	20 000	625			
Daloa	30 000	1 250			
Divo	20 000	625			
Duékoué	120 500	683	25	15	50
Gagnoa	120 500	683	25	15	50
Guiglo	50 500	9 143	350	175	700
Man	50 700	2 536	10	20	20
San Pedro	298 700	82 018	725	1 815	1 450
Sassandra	20 000	625			
Soubré	20 000	625			
Total	750 900	98 813	1 130	2 030	2 255

*L'ensemble des projets sont structurants

Objectifs	- Former les futurs mineurs aux bonnes pratiques de l'activité - Améliorer leurs conditions de travail et leur sécurité - Professionnaliser la gestion des ressources humaines dans l'industrie minière		
Description	La mise en place de centres de formation des mineurs s'inscrit dans le cadre du développement attendu de la filière minière dans la zone Sud-Ouest et dans le pays de façon générale. Un centre de formation aura pour objectif de former les candidats mineurs aux notions de base et aux pratiques incontournables de la mine. Les promotions sortantes seront composées de candidats prêts à intégrer une opération d'exploitation minière, maîtrisant les techniques d'extraction et les règles de bonne conduite et de sécurité au sein de la mine. Ces centres de formation permettront ainsi aux investisseurs de bénéficier d'une ressource humaine immédiatement disponible et nécessitant un très petit effort de formation en interne. Les cycles de formation proposés seront articulés autour de modules pratiques de courte durée (trois semaines par module), dispensés dans un minimum de deux classes, avec deux formateurs par classe. Les modules nécessaires à la professionnalisation des mineurs sont les suivants (non exclusif) : ✓ Introduction à l'industrie minière et au métier de mineur ✓ Initiation à l'utilisation du matériel nécessaire à l'exploitation minière ✓ Notions de géologie et de géotechnique ✓ Notions sur les explosifs ✓ Etablissement d'un plan de forage et d'un plan de tir ✓ Montage et assemblage d'un échafaudage ✓ Santé et sécurité dans la mine Un centre de formation des mineurs pourra être implanté dans chaque connecteur principal. Il sera dimensionné en fonction des besoins exprimés dans la zone, selon les résultats attendus au niveau des permis de recherche en cours.		
Prérequis	- Ressource humaine disponible - Nombreux permis de recherche miniers en cours	Acteurs	Ministère de l'Industrie et des Mines

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet



Légende



Centre de formation des mineurs

Chiffres clés

- **Superficie** : 400 m²
- **Investissement (Public-Privé)** : 36 MFCFA
- **Capacité** : 40 diplômés par an
- **Emplois créés** :
 - 10 emplois directs
 - 30 emplois indirects
 - 20 emplois induits

Impacts

- **Formation d'une main-d'œuvre qualifiée à l'exploration minière**

Objectifs	- Développer une plateforme de formulation d'engrais pour les marchés nationaux et régionaux - Approvisionner les besoins des exploitations agricoles en engrais pour améliorer leur productivité		
Description	Le fort potentiel que représente le secteur agricole en Côte d'Ivoire ainsi qu'au niveau sous-régional et la faible utilisation des engrais dans ce pays sont autant de raisons qui font que le plan national d'investissement agricole (PNIA) encourage la fabrication et la commercialisation d'engrais Ainsi, 75 milliards de FCFA d'engrais sont importés annuellement dont 30 milliards sont mélangés localement. Un encouragement qui permettra au pays de rattraper son retard en termes de recours aux engrais (la consommation d'Afrique subsaharienne est de 8 kg par hectare par an contre 200 kg pour l'Asie). Par ailleurs, les engrais utilisés dans la région sont souvent inadaptés au contexte géologique, avec des rendements très décevants Le développement d'une plateforme de mélange d'engrais permettra l'approvisionnement du marché local en engrais et pourra également réserver une partie de la production à l'export afin d'alimenter les marchés régionaux. Cette nouvelle unité de production facilitera l'approvisionnement des exploitations agricoles en mélanges adaptés aux besoins et à coûts compétitifs et contribuera à doubler la production nationale pour la porter à 60 milliards de FCFA Le mélange d'engrais se fait essentiellement à travers le dosage variable de trois éléments de base, l'azote (N), le phosphore (P) et le potassium (K) en fonction des cultures auxquels sont destinés les produits		
Prérequis	- Accessibilité aux intrants grâce à une efficience logistique - Optimisation des coûts de production grâce à un marché local en croissance - Un savoir-faire local	Acteur	Ministère de l'Industrie et des Mines

Positionnement & chiffrage du projet

Localisation

- San Pedro

Chiffres clés

- **Superficie** : 5 000 m²
- **Investissement (Privé)** : 2 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 20 emplois directs
 - 50 emplois indirects
 - 40 emplois induits



Impacts

- **Renforcement de l'offre locale en engrais mélangés**
- **Augmentation de la production nationale à 60 milliards de FCFA**



Objectifs	Approvisionner les marchés agricoles nationaux et régionaux en phytosanitaires adaptés aux besoins locaux		
Description	Suite à l'introduction de nouvelles cultures comme l'hévéa et le palmier à huile, l'utilisation des produits phytosanitaires s'est accrue de manière plus rapide que les revenus agricoles, entraînant une dégradation de la rentabilité des exploitations. De plus, afin de répondre aux objectifs gouvernementaux de modernisation des exploitations agricoles et d'amélioration de la productivité (PNIA), l'utilisation des pesticides et autres phytosanitaires devra continuer d'augmenter sur les années à venir L'utilisation croissante des phytosanitaires dans le pays (importés à hauteur de 66 Mrds de FCFA par la Côte d'Ivoire et 366 Mrds de FCFA par le reste des pays de la CEDEAO) devra s'accompagner d'une production locale adaptée aux besoins locaux, à proximité des exploitations agricoles de la zone Sud-Ouest (cultures de café et de cacao en particulier...) Le site de fabrication devra se conformer aux normes de sécurité applicables, notamment en matière de protection incendie, d'élimination de résidus toxiques (mise en place d'un four incinérateur) et de stockage des produits sur les sites de fabrication Par ailleurs, la forme des emballages et l'étiquetage limiteront les risques de mauvaise manipulation et de mauvaises utilisations de ces produits par les populations paysannes		
Prérequis	- Taille de marché au niveau de la zone portée par le développement de l'activité agricole - Zones agricoles en grande partie situées à proximité des infrastructures portuaires, facilitant l'approvisionnement et la distribution	Acteurs	- Ministère de l'Industrie et des Mines - Ministère de l'Agriculture

Positionnement & chiffrage du projet**Localisation**

- San Pedro

Positionnement potentiel du projet

- **Superficie** : 5 000 m²
- **Investissement (Privé)** : 2 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 235 emplois directs
 - 590 emplois indirects
 - 470 emplois induits

**Impacts**

- **Mise en place d'une offre nationale adaptée aux besoins du secteur agricole local**

Objectifs	▪ Mettre en place une unité de tissage plastique et de jute ▪ Accompagner le développement de la production agricole et des secteurs annexes (cimenteries, engrais)		
Description	L'importance du secteur agricole dans l'économie ivoirienne (le secteur emploie 2/3 de la population active nationale et représente plus de 20 % du PIB) fait que ce dernier concentre près de 60 % des exportations du pays. La majeure partie de ces exportations se font sous forme de produits bruts ou semi-finis, générant un besoin en termes de conditionnement adapté à l'exportation Le projet porte sur le conditionnement souple et se décline en deux catégories : le tissage plastique et le tissage de jute. La production adressera essentiellement la demande des producteurs de cacao et de café, ainsi que les cimenteries et les plateformes de mélange d'engrais Afin d'accompagner le développement de la production de café et de cacao grâce à l'introduction de nouveaux plants à plus fort rendement, il est nécessaire d'augmenter les capacités de production d'emballages en jute, nécessaires pour le conditionnement de ces matières avant l'export Le développement d'autres industries comme les cimenteries ou les plateformes de mélange d'engrais crée également un besoin sur le marché local en termes de conditionnement destiné à l'export de ces produits vers les marchés régionaux		
Prérequis	▪ Coût de l'énergie compétitif par rapport aux moyennes régionales ▪ Optimisation des coûts de production grâce à une automatisation du système de production ▪ Image de marque nationale forte	Acteur	• Ministère de l'Industrie et des Mines

Positionnement & chiffrage du projet**Localisation**

- San Pedro

Chiffres clés

- **Superficie** : 8 500 m²
- **Investissement (Privé)** : 500 MFCFA
- **Emplois créés** :
 - 80 emplois directs
 - 200 emplois indirects
 - 160 emplois induits

**Impacts**

- **Réduction des importations d'emballages en polymère à travers la mise en place d'une offre locale compétitive**



Objectifs	- Mettre en place des unités artisanales de production d'outillage métallique à usage agricole - Fournir la population en ustensiles de cuisine selon les besoins définis		
Description	L'approvisionnement de la population de la zone en outillage métallique permet dans un premier lieu de faciliter le travail de la terre, et également d'augmenter la productivité agricole. Il est attendu de mettre à la disposition des ménages de la zone des ustensiles de cuisine, et outils métalliques à usage domestique L'approvisionnement en matière première destinée à la transformation se fera via un centre de collecte de tôles à l'échelle régionale, qui alimentera chacune des zones de travail des métaux mises en place. Une zone de service sera implantée dans chaque connecteur Le projet de mise en place d'une zone de service de travail des métaux contribue au développement de la filière agricole et de la consommation des ménages, via la mise à disposition de : - Pelles, pioches, pics, houes, binettes, etc. à main - Lames tranchantes, scies à main, machettes, fourches, etc. - Couteaux, cuillères, ustensiles domestiques, etc. Chaque zone de service regroupera 20 à 50 artisans forgerons, regroupés en box mis à leur disposition en location à prix abordable. Ils seront alimentés en matière première à bas coût afin de pouvoir produire des outils et ustensiles à prix compétitifs		
Prérequis	- Proximité de la demande (ménages et agriculteurs) - Approvisionnement en tôles à bas coût - Savoir-faire et main d'œuvre à bas coût disponibles	Acteur	Ministère de l'Industrie et des Mines

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet

Travail des métaux et fabrication d'ouvrages métalliques

Production industrielle

- Fabrication de **tubes et tuyaux métalliques** et autres **produits métalliques pour la construction**
- Activité **peu diversifiée et peu sophistiquée** ; très peu d'**industriels** sont équipés de moules industriels et de presses à emboutir

Principaux produits

Tubes et tuyaux



Outils et coutellerie



Positionnement du projet :

1 zone d'activités sera implantée dans chaque connecteur de la zone

Chiffres clés

• *Superficie :*

- 5 ha viabilisés dans chaque connecteur principal, dont 1 ha dédié au travail des métaux artisanal
- 3 ha viabilisés dans chaque connecteur secondaire, dont 1 ha dédié au travail des métaux artisanal
- 2 ha viabilisés dans chaque connecteur local, dont 1 ha dédié au travail des métaux artisanal

• *Investissement (Public-Privé) : 11 MMFCFA*

Impacts

- *Mise à disposition du foncier nécessaire à l'implantation d'unités structurées de travail des métaux*
- *Mise en place de l'infrastructure adéquate au travail artisanal des métaux*

Objectifs	Répondre au besoin du marché local et régional		
Description	Dans le cadre du Plan National de Développement sur le volet agricole, les mesures d'amélioration de la compétitivité du secteur agricole visent notamment à accroître la mécanisation des exploitations agricoles à travers l'équipement en tracteurs et en matériel d'accompagnement, principalement pour le travail du sol (hermes, charrues, réservoirs, etc.) Le besoin en matériel agricole, qui est assuré par les importations, est en croissance constante en Côte d'Ivoire comme dans le reste de la CEDEAO, où le Nigéria et le Ghana représentent plus de la moitié de la demande Au niveau national, le besoin en tracteurs est estimé à 1 millier par an. D'une part, ce besoin est suffisant pour ambitionner d'implanter une unité de montage de tracteurs. D'autre part, cette démarche s'inscrit dans la stratégie à l'international des grands groupes internationaux de la fabrication de matériel agricole, qui délocalisent l'assemblage de leurs produits près des grands marchés de consommation Le projet proposé consiste en la mise en place d'une unité de montage de tracteurs agricoles dans la zone industrielle de San Pedro, d'une capacité de 1 000 à 1 500 tracteurs par an in fine. L'unité lancera son activité à une capacité de 500 tracteurs par an et montera en charge progressivement. Elle nécessitera une main-d'œuvre qualifiée et une proximité des infrastructures portuaires pour l'importation des pièces, ainsi qu'une bonne connectivité routière pour l'acheminement des tracteurs vers leur lieu d'utilisation		
Prérequis	- Marché local et régional en croissance - Investissements publics dans le secteur de l'agriculture soutenant la croissance de la demande de tracteurs agricoles	Acteur	Ministère de l'Industrie et des Mines

Positionnement & chiffrage du projet**Localisation**

- San Pedro

Chiffres clés

- **Superficie** : 10 hectares
- **Investissement (Privé)** : 18 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 120 emplois directs
 - 300 emplois indirects
 - 240 emplois induits

**Impacts**

- **Satisfaction du besoin national à travers la mise en place d'une offre locale compétitive**

Objectifs	Servir les besoins locaux et régionaux en matériel agricole d'accompagnement		
Description	Dans le cadre du Plan National de Développement sur le volet agricole, les mesures d'amélioration de la compétitivité du secteur agricole visent notamment à accroître la mécanisation des exploitations agricoles à travers l'équipement en tracteurs et en matériel d'accompagnement, principalement pour le travail du sol (hermes, charrues, réservoirs, etc.) Le besoin en matériel agricole, qui transite par les importations, est en croissance constante en Côte d'Ivoire comme dans le reste de la CEDEAO, où le Nigéria et le Ghana représentent plus de la moitié de la demande Le besoin en matériel d'accompagnement agricole moderne (tracteurs non inclus) est estimé en 2014 à 1 MM FCFA en Côte d'Ivoire et 30 MM FCFA dans la CEDEAO. Les hermes et les charrues représentent plus de 55 % de ce besoin, le reste étant du matériel agricole divers pour le travail du sol ou la culture Le projet proposé consiste en la mise en place d'une unité de fabrication de matériel agricole dans la zone industrielle de San Pedro. Elle intégrera la mise en forme et l'usinage des parties mécaniques à partir de produits sidérurgiques ainsi que leur assemblage pour obtenir l'équipement tracté final. Elle nécessitera une main-d'œuvre qualifiée et une proximité du laminoir de fer/acier pour l'approvisionnement en intrants métalliques, ainsi qu'une bonne connectivité routière pour l'acheminement du matériel d'accompagnement vers ses lieux d'utilisation Pour assurer l'apport du savoir-faire ainsi que du réseau de distribution, la réalisation de ce projet se fera idéalement par l'intermédiaire d'un IDE, éventuellement en partenariat avec un opérateur ivoirien dans le cadre d'une joint-venture		
Prérequis	- Marché local et régional en croissance - Investissements publics dans le secteur de l'agriculture soutenant la croissance de la demande de tracteurs agricoles	Acteur	Ministère de l'Industrie et des Mines

Positionnement & chiffrage du projet**Localisation**

- San Pedro

Positionnement potentiel du projet

- **Superficie** : 4 hectares
- **Investissement (Privé)** : 14 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 80 emplois directs
 - 200 emplois indirects
 - 160 emplois induits

**Impacts**

- **Accompagnement du besoin généré par le développement du secteur agricole nationale à travers la mise en place d'une offre locale compétitive**



Objectifs	- Renforcer l'industrie sidérurgique nationale en consolidant les capacités industrielles de laminage à froid et à chaud - Améliorer la création de la valeur ajoutée à échelle locale		
Description	La Côte d'Ivoire reste dépendante des importations pour ses besoins en produits sidérurgiques. En 2014, les importations des principaux laminés longs (barres et profilés en fer/acier, rond à béton, fil machine en fer/acier) ont atteint 120 000 tonnes, et les importations de laminés plats (tôles en fer/acier de toutes épaisseurs) ont atteint 116 000 tonnes. Soit près de 240 000 tonnes de produits sidérurgiques au total. Ces produits sont soit importés sous forme brute et laminés à froid grâce aux capacités implantées, soit importés directement pour leur utilisation finale, principalement dans le BTP. La projet proposé consiste en la mise en place de capacités de laminage à chaud pour produire des laminés longs et plats sous forme et brute et substituer les importations. Ce projet permettra une intégration industrielle avec les capacités de laminage à froid existantes, permettant non seulement de retenir la valeur ajoutée locale dans la sidérurgie, mais également de contribuer à l'équilibrage de la balance commerciale du secteur. L'unité envisagée produira des laminés longs comme des laminés plats, destinés à la transformation à froid ou à une utilisation directe dans l'industrie et le BTP, que ce soit pour répondre à la demande nationale, mais aussi aux besoins des marchés de la région. La capacité totale à installer in fine dans le pays pour couvrir la demande nationale et exporter sera de 300 000 tonnes. Les laminoirs installés à Abidjan et San Pedro pourront débuter leur activité à une capacité totale de 100 000 tonnes, capacité qui pourra monter en charge progressivement en fonction des besoins réels identifiés		
Prérequis	Marché national et régional du BTP en croissance	Acteur	Ministère de l'Industrie et des Mines

Positionnement & chiffrage du projet

Localisation

- San Pedro

Chiffres clés

- **Superficie** : 3 hectares
- **Investissement (Privé)** : 12 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 100 emplois directs
 - 250 emplois indirects
 - 200 emplois induits



Impacts

- **Mise en place d'une offre locale capable de répondre à la croissance du marché national du BTP**

Objectifs	• <i>Equilibrer la balance commerciale du secteur en renforçant la production nationale</i>		
Description	Les importations de tubes en fonte, fer et acier sont estimées en 2014 à près de 30 000 tonnes en Côte d'Ivoire et à près de 200 000 tonnes en Afrique de l'Ouest. En raison de l'essor à prévoir dans l'industrie et dans le BTP sur le court moyen terme, la demande en tubes et tuyaux, produits largement sollicités dans ces secteurs, connaîtra une croissance soutenue et durable Actuellement le pays dispose dans le District Autonome d'Abidjan de capacités installées, mais ces dernières sont insuffisantes pour couvrir la demande nationale Le projet proposé consiste en la mise en place de capacités additionnelles de fabrication de tubes et tuyaux en fonte, fer et acier pour substituer les importations, adresser la demande prospective et développer l'export vers les pays voisins de la région La capacité totale à installer in fine dans le pays pour couvrir la demande nationale et exporter en grandes capacités sera de 100 000 tonnes. Les unités installées à Abidjan et San Pedro pourront débiter leur activité à une capacité totale de 30 000 tonnes, capacité qui pourra monter en charge progressivement en fonction des besoins réels identifiés		
Prérequis	• <i>Marché national et régional du BTP en croissance</i>	Acteur	• <i>Ministère de l'Industrie et des Mines</i>

Positionnement & chiffrage du projet**Localisation**

- San Pedro

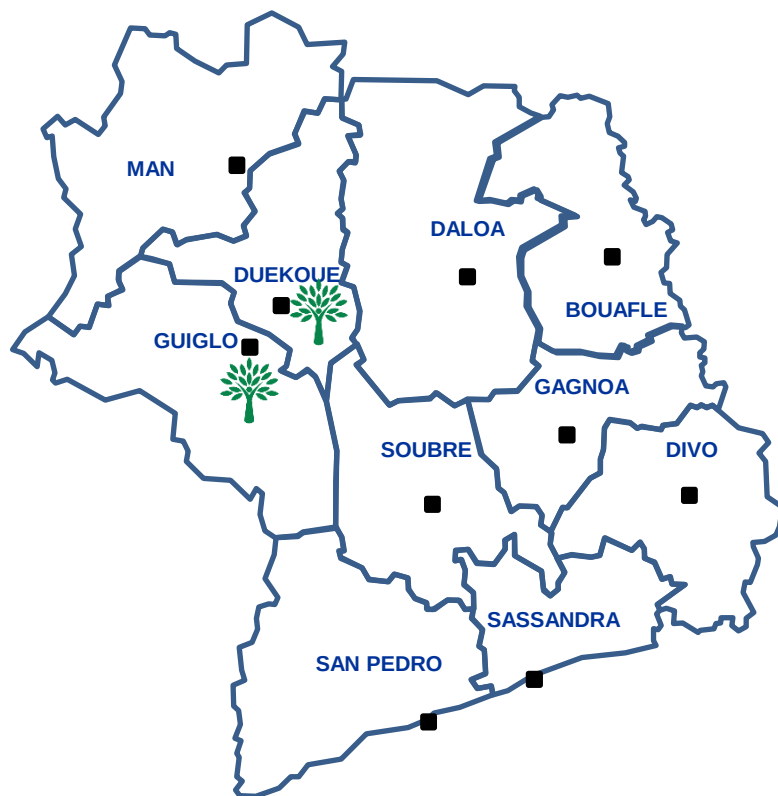
Chiffres clés

- **Superficie** : 6 hectares
- **Investissement (Privé)** : 31 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 90 emplois directs
 - 225 emplois indirects
 - 180 emplois induits

**Impacts**

- **Mise en place d'une offre locale capable de répondre à la croissance du marché national du BTP**

Objectifs	- Mettre en place une pépinière afin d'améliorer l'approvisionnement en matière première de l'industrie du bois - Participer à la lutte contre la déforestation du pays et le commerce illégal de bois		
Description	La demande en bois est principalement orientée vers l'export et est également portée par les industries de transformation locales. La compétitivité de ce secteur réside dans la disponibilité d'une matière première de bonne qualité et à faible coût Le développement du secteur de l'immobilier résidentiel et professionnel faisant appel à des produits de seconde transformation (porte, meuble...) contribue également à l'augmentation de la demande en matière première Les ressources naturelles de plus en plus limitées en bois et la réduction des terrains réservés au reboisement représentent une difficulté pour le développement des industries de transformation. En effet la déforestation massive a fait passer la surface totale des forêts en Côte d'Ivoire de 78 % à 13 % de la surface totale du pays depuis l'indépendance La mise en place d'une pépinière de apportera donc une solution à ce problème d'approvisionnement. Le projet représentera également une opportunité de développement du clonage industriel des différentes essences de bois présentes dans la zone et permettra donc d'améliorer la productivité des plantations		
Prérequis	- Coût de la main-d'œuvre ivoirienne faible - Disponibilité de la ressource forestière, mais nécessitant un effort de reboisement - Disponibilité des infrastructures logistiques à proximité des ressources	Acteur	Ministère des eaux et forêts

Positionnement & chiffrage du projet**Positionnement du projet****Légende**

Pépinières de reboisement en essences forestières

Chiffres clés

- **Superficie** : 20 hectares
- **Investissement (Privé)** : 80 MFCFA
- **Capacité de reboisement** : 400 hectares
- **Emplois créés** :
 - 40 emplois directs
 - 20 emplois indirects
 - 80 emplois induits

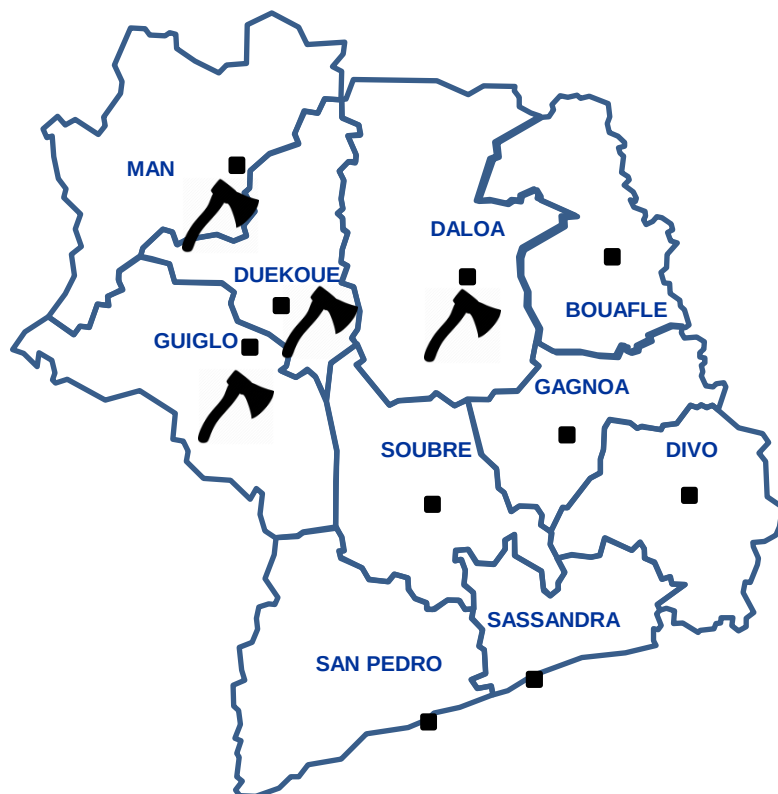
Impacts

- **Mise en place d'une offre de plants de qualité nécessaires aux opérations de reboisement de la zone**

Objectifs	- Mettre en place un centre de formation afin d'accompagner le développement de l'industrie du bois dans le pays en fournissant une main-d'œuvre qualifiée nécessaire à une exploitation responsable des ressources en bois de la zone. - Optimiser la gestion des ressources forestières grâce à la qualification de la main-d'œuvre dans l'industrie du bois		
Description	Le développement de l'industrie du bois et sa part croissante dans les exportations du pays créent un besoin important en termes de main-d'œuvre qualifiée De plus la forte déforestation qu'a connue le pays nécessite des compétences spécifiques afin d'optimiser la gestion des ressources en bois et de lutter contre l'exploitation illégale et informelle Le centre aura trois missions distinctes, mais complémentaires : Encadrer et organiser les programmes de reboisement en définissant les objectifs des différentes opérations de reboisement ainsi que les essences forestières à planter pour chacune des opérations Sensibilisation des propriétaires terriens à la nécessité d'un reboisement et aux différents impacts liés à cette dynamique notamment la disponibilité de la matière première, la lutte contre la désertification,... Formation des effectifs aux techniques de reboisement afin d'assurer un reboisement efficient effectué dans les meilleures conditions de respect de l'environnement et avec les dernières technologies disponibles Le centre aura comme vocation de former une main-d'œuvre qualifiée opérationnelle afin de mener à bien les opérations de reboisement d'une part et d'autre part de promouvoir une exploitation responsable du bois		
Prérequis	- Besoin en reboisement à échelle nationale - Industrie du bois en développement - Existence de compétences locales en la matière	Acteurs	- Ministère de l'éducation nationale - Ministère des eaux et forêts

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet



Légende



Centre de promotion et d'encadrement du reboisement

Chiffres clés

- **Superficie** : 2 000 m²
- **Investissement (Public-Privé)** : 72 MFCFA
- **Emplois créés** :
 - 20 emplois directs
 - 30 emplois indirects
 - 40 emplois induits

Impacts

- **Sensibilisation à la nécessité du reboisement de la zone Sud-Ouest**
- **Formation d'une main-d'œuvre qualifiée à la conduite des opérations de reboisement**

Objectifs	• Valoriser un sous-produit non utilisé de l'hévéaculture • Substituer du teck par le bois d'hévéa en tant que bois d'œuvre • Fabriquer des produits de la menuiserie à forte valeur ajoutée • Participer à la relance de la filière bois		
Description	Le renouvellement annuel des arbres d'hévéa en faible production de latex implique un abattage conséquent d'arbres, créant un fort potentiel d'exploitation en tant que bois d'œuvre L'hévéaculture de la zone Sud-Ouest est suffisamment développée, avec de la production et la présence d'usines de transformation, pour fournir une scierie en bois d'hévéa. L'existence d'un savoir-faire dans le travail du bois est également une force de la zone Le bois d'hévéa pourra être valorisé au sein d'une unité pilote qui devra : • Créer des partenariats avec les agriculteurs locaux ou les usiniers pour la récupération du bois • Stocker ses besoins en intrants • Implication du secteur privé et notamment des usiniers de la zone • Spécifier la demande locale pour adapter la production • Transformer le bois d'hévéa • 1^{ère} transformation automatique au sein d'une scierie (production de bois scié et de panneaux) • 2^{ème} transformation artisanale (produits de la menuiserie)		
Prérequis	• Participation des usiniers de la région pour la récolte du bois • Existence d'un savoir-faire artisanal en menuiserie	Acteurs	• Ministère de l'Industrie et des Mines • Industriels privés du secteur

Positionnement & chiffrage du projet**Localisation**

- Guiglo

Positionnement potentiel du projet

- **Superficie** : 3 hectares
- **Investissement (Privé)** : 8,5 MMFCFA
- **Emplois créés** :
 - 345 emplois directs
 - 175 emplois indirects
 - 690 emplois induits

**Impacts**

- **Valorisation de la production villageoise d'hévéa**
- **Relance de la filière du bois dans le tissu industriel du pays**

Partie introductive

- a) *Rappel des conclusions du diagnostic*
- b) *Dossier stratégique*
- c) *Synthèse projets structurants et projets de proximité*

Portefeuille de projets

- Projet e4.1: Réhabilitation et valorisation des sites touristiques*
- Projet e4.2: Construction de « Villages Nature » à proximité des parcs*
- Projet e4.3: Création et aménagement de villages d'artisans*
- Projet e4.4: Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration*
- Projet e4.5: Création d'un centre de formation en tourisme et en hôtellerie*

Ressources touristiques

- La zone possède de nombreux centres d'intérêt touristiques :
 - 250 km de côte littoral
 - 5 parcs naturels, dont le Parc National de Taï et celui de la Marahoué
 - Un riche patrimoine culturel constitué de sites historiques, d'artisanat et d'événements culturels locaux

**Offre d'hébergement**

- La zone Sud-Ouest affiche un déficit important en capacité d'accueil, avec une offre limitée et peu valorisée, constituée pour l'essentiel d'établissements de moins de 2 étoiles ou non classés, dont la plupart ne disposent pas encore d'agrément professionnel ou de licences d'exploitation
- La zone dispose de quelques établissements classés et/ou de bon standing, notamment à San Pedro, Daloa, Bouaflé et Man

**Offre de restauration et animation**

- La zone dispose d'une offre de restauration peu valorisée et se caractérise par une absence de structures d'animation



a) Rappel des conclusions du diagnostic

Tourisme

Principaux sites et attractions touristiques :

- Parc du Mont-Sangbé
- Monts Tonkpi et Péko
- Dent de Man
- Cascades de Man
- Singes sacrés à Gbêpleu et poissons sacrés à Dompeu
- Pont de Lianes de Lieupleu

Circuits touristiques :

- Le circuit des « visages de la Côte d'Ivoire »
- Le circuit des masques
- Le circuit des "Pays Yacouba"

Principaux sites et attractions touristiques :

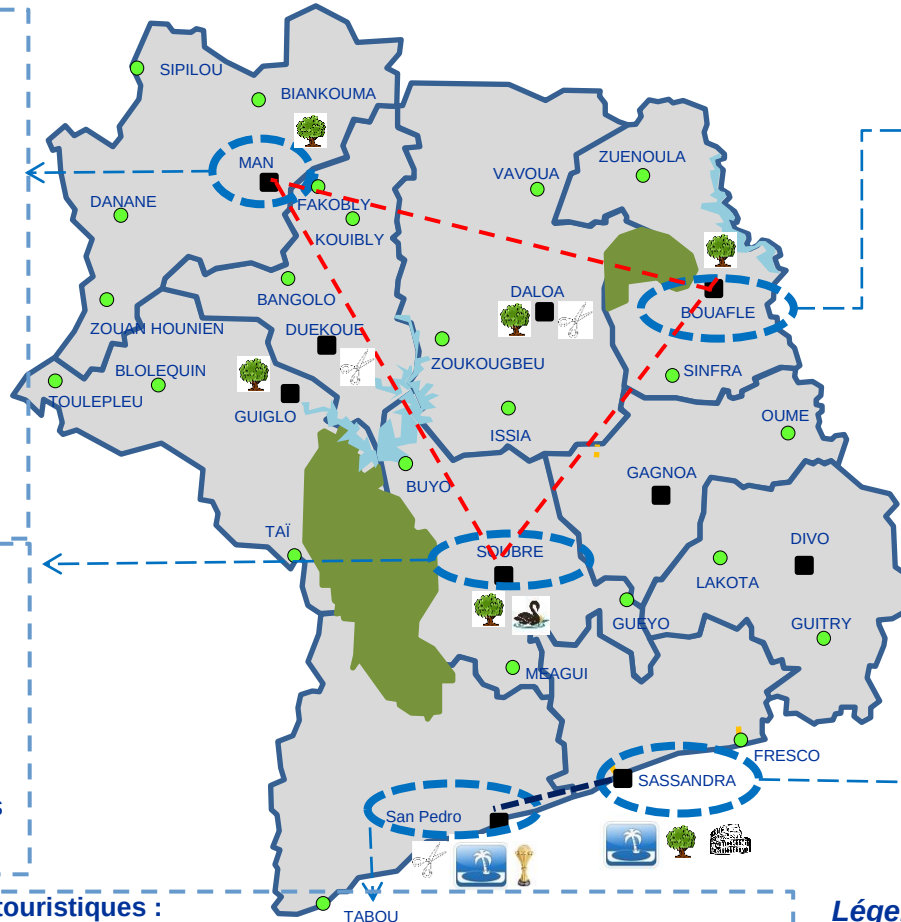
- Parc National de Tai
- Forêt sacrée de Béhoué
- Montagne de Niouldé
- Grottes de Troya
- Arts et Festivals des masques

Principaux sites et attractions touristiques :

- Sites balnéaires : baie des Sirènes, Monogaga, Taki, Blieron, Meneke...
- Quartier des pêcheurs
- Forêt classée de la Haute Dodo3. Monuments historiques (la paix, les 2 ivoires, vieux palais...)
- Port de San Pedro
- Phare de Tabou

Principaux atouts et évènements culturels et sportifs

- Evènements de danse masquée et de danse sacrée
- Conférences et séminaires
- CAN 2021



Principaux sites et attractions touristiques :

- Parc National de la Marahoué

Principaux sites et attractions touristiques :

- Baie des Hippopotames
- Pierres taillées de Gôhitafla
- Sites balnéaires de Dagbebo, Vodieko, Niega...
- Parc Naturel de l'île de Gaoulou
- Cascades de Dahiri

Principaux atouts et évènements culturels et sportifs :

- Festival traditionnel POPAIX à Fresco (1 000 visiteurs)
- Course de pirogue à Fresco (400 visiteurs)
- Journées des Nations Unies (900 visiteurs)
- Fête de la musique à Fresco (600 visiteurs)

Légende

- | | | |
|---|---|---|
|  | Villes disposant d'un potentiel touristique important | |
|  | Mosquée Lac |  |
|  | Forêt Artisanat |  |
|  | Monument historique Château |  |
|  | CAN 2021 Site balnéaire |  |

Pourquoi est-ce nécessaire ?

- **Développer une offre touristique et artisanale** permettant de véhiculer une véritable image de marque et d'augmenter la notoriété de la zone
- Proposer une nouvelle offre touristique et artisanale qui permette de :
 - cibler une **clientèle touristique plus diversifiée**
 - développer une **offre structurante** (hôtellerie, restauration, circuits touristiques)
 - mieux exporter **le produit artisanal ivoirien**

Chiffres clés

34

Superficie (ha)

233

Investissements (MMFCFA)

13 635

Nombre d'emplois

Projets envisagés dans la zone Sud-Ouest

Valorisation du patrimoine

1

Réhabilitation et valorisation des sites touristiques

2

Construction de « Villages Nature » à proximité des parcs

3

Création et aménagement de villages d'artisans

4

Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration

5

Création d'un centre de formation en tourisme et hôtellerie



3.2.4. Projets pour mettre à niveau et enrichir l'offre touristique actuelle (Objectif e4)

c) Synthèse*

Tourisme

Infrastructures		Superficie (m²)	Investissement (MFCFA)	Emplois directs
Réhabilitation	Parc National de la Marahoué	1 010 000 000	56,5	N.D
	Parc National de Tai	5 360 000 000	300	N.D
	Parc Mont-Sangbé	950 000 000	53,2	N.D
	Village d'artisans	1 300	148	40
Construction	Sites d'hébergement	29 000	232 000	2 960
	Centre de formation en tourisme et en hôtellerie	1 000	80	30
	Village « Nature »	300 000	180	45
	Villages d'artisans	3 900	888	120

Connecteur	Superficie (m²)	Investissement (MFCFA)	Emplois		
			Directs	Indirects	Induits
San Pedro	12 100	78 776	1 070	2 675	2 140
Soubré	104 200	33 960	445	225	890
Bouaflé	100 000	117	15	10	30
Daloa	1 300	296	40	40	80
Man	102 300	8 409	155	370	310
Gagnoa	-	-	-	-	-
Guiglo	-	-	-	-	-
Duékoué	1 300	148	40	20	80
Sassandra	14 000	112 000	1 430	715	2 860
Divo	-	-	-	-	-
Total	335 200	233 705	3 195	4 050	6 390

*L'ensemble des projets sont structurants

Objectifs	Développer l'offre touristique		
Description	Le projet de valorisation des sites touristiques se décline en 2 volets : Volet 1 : Réhabilitation des infrastructures touristiques Réhabilitation du Golf Club Président Pétrusien de San Pedro Réhabilitation du Parc National de Tai, du Parc National de la Marahoué et du Parc du Mont-Sangbé et préservation de la faune et la flore - Mise en place d'un espace d'accueil touristique à l'entrée des Parcs - Zonage du parc de manière à délimiter les espaces affectés à des activités spécifiques - Réhabilitation des habitats naturels sur place - Réhabilitation des équipements de base et remise en état des voies d'accès - Amélioration de la fonctionnalité des infrastructures de surveillance - Conservation de la nature et maintien de la diversité biologique Réhabilitation et équipement des sites balnéaires de San Pedro et de Sassandra - Développement d'une gamme de produits nautiques diversifiés à travers l'aménagement d'espaces de vente et de location des équipements nécessaires aux sports nautiques : Canoë kayak, Jet ski ... - Aménagement d'espaces de vente et de location des équipements nécessaires à la pêche : cannes, moulinets... Volet 2 : Création de circuits touristiques à thème en à travers l'incitation des agences de voyages de la zone pour : Organiser un circuit naturel « Spécial Parcs Naturels » dans les régions du Nawa, du Tonkpi et du Marahoué: randonnées pédestres, éco voyages scolaires et visites guidées du parc National de la Marahoué, du parc National de Tai et du parc du Mont-Sangbé Organiser un circuit « Spécial Sites Balnéaires » dans les régions du Gboklé et de San Pedro - Faire découvrir aux touristes internationaux les produits artisanaux locaux à travers l'organisation d'activité de tissage, de poterie et de sculpture ainsi que la diversification des atouts et des événements culturels de la zone : fête de l'igname, fête de Pâques, les danses traditionnelles...		
Prérequis	Développement des infrastructures routières afin d'assurer une accessibilité aux sites touristiques	Acteurs	- Ministère du Tourisme - OIPR - Collectivités territoriales

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

Réhabilitation du Parc National de la Marahoué

- **Superficie** : 101 000 ha
- **Investissement (Public)** : 56,5 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 25,4 MFCFA

Réhabilitation du Parc National de Tai

- **Superficie** : 536 000 ha
- **Investissement (Public)** : 300 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 135 MFCFA

Réhabilitation du Parc Mont-Sangbé

- **Superficie** : 95 000 ha
- **Investissement (Public)** : 53,2 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 23,9 MFCFA



Impacts

- **Accroissement de l'attractivité de la zone**
- **Augmentation du nombre de touristes nationaux et internationaux de la zone**

Objectifs	• Développer l'offre touristique • Développer l'écotourisme		
Description	La zone Sud-Ouest recèle de nombreuses potentialités et richesses pour le développement du tourisme naturel. Le projet de construction de 3 « Villages Nature » à proximité du Parc National de Tai, du Parc National de la Marahoué et du Parc Mont-Sangbé trouve sa justification dans le manque d'un espace alliant loisirs sportifs, découverte d'espaces naturels authentiques, éducation et détente dans les régions du Marahoué, de la Nawa et du Tonkpi Chaque « Village Nature » doit être doté de : • Chalets en bois • Maisons de résidence touristiques • 3 restaurants • Circuits de la randonnée découverte en vélo tout terrain • Circuits de la randonnée pédestre • Espace tir à l'arc • Parc de jeu pour enfants		
Prérequis	• Développement des infrastructures routières afin d'assurer une accessibilité aux sites touristiques	Acteurs	• Ministère du Tourisme • OIPR • Collectivités territoriales

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

- **Superficie** : 30 ha
- **Investissement (Public)** : 180 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 81 MFCFA
- **Emplois** :
 - 45 emplois directs
 - 60 emplois indirects
 - 90 emplois induits



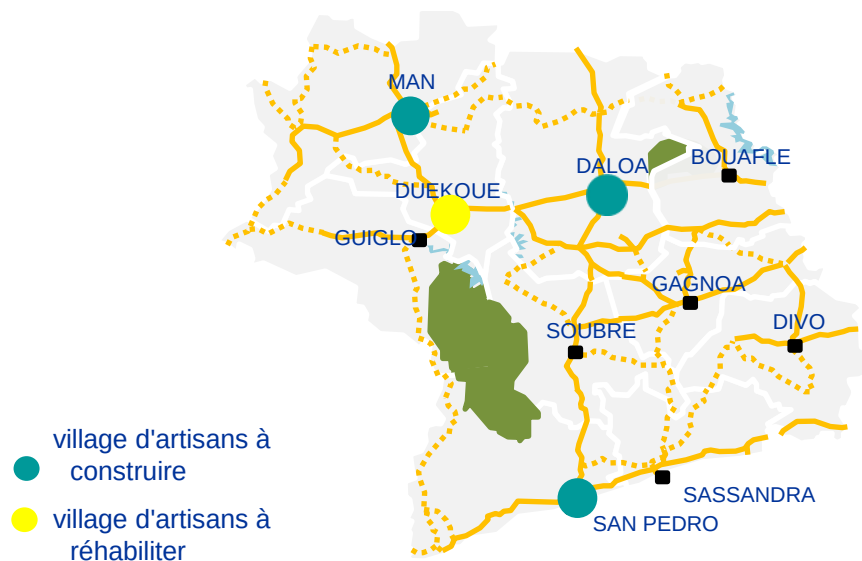
Impacts

- **Accroissement de l'attractivité de la zone**
- **Augmentation du nombre de touristes nationaux et internationaux de la zone**

Objectifs	• <i>Accroître l'attractivité du territoire</i>		
Description	La zone Sud-Ouest souffre d'un manque d'infrastructures dédiées à l'exposition et à la vente de produits artisanaux Le projet de création de villages d'artisans consiste en : • L'aménagement d'espaces pour la production, la commercialisation et l'exposition des produits artisanaux locaux à Man, San Pedro, Daloa et Duékoué. Chaque village dispose : ➤ D'une unité moyenne de poterie équipée de tours électriques ou mécaniques, de fours à gaz pour la cuisson à grand feu et du petit outillage nécessaire à la réalisation des objets ➤ D'une unité moyenne de tissage traditionnel équipée en matière première et en outils nécessaires à la fabrication des objets • L'organisation d'activités de poterie, de sculpture et de tissage à destination des touristes nationaux et internationaux dans le cadre du programme de valorisation du patrimoine culturel • L'organisation de programmes de formation dans les métiers de l'artisanat en adoptant une approche appropriée d'apprentissage		
Prérequis	• <i>Disponibilité du foncier nécessaire</i> • <i>Structuration des points de vente et du circuit de distribution</i>	Acteurs	• <i>Ministère du Tourisme</i> • <i>Ministère du Commerce</i> • <i>Ministère de la Construction et de l'Urbanisme</i> • <i>Collectivités territoriales</i>

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet



Chiffres clés

- **Superficie** : 3 900 m²
- **Investissement (Public)** :
 - **Réhabilitation** : 148 MFCFA
 - **Construction** : 888 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** :
 - **Réhabilitation** : 66,6 MFCFA
 - **Construction** : 399,6 MFCFA
- **Emplois** :
 - 160 emplois directs
 - 240 emplois indirects
 - 320 emplois induits



Impacts

- **Valorisation du savoir-faire et des produits locaux**

Objectifs	• Développer l'offre touristique • Accroître l'attractivité du territoire • Développer un tourisme durable		
Description	• Le projet de mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration se décline en 2 volets : Programme de mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration actuelle • La réhabilitation et l'équipement des sites d'hébergement non classés • La mise à niveau des sites de restauration existants Programme de développement d'une offre d'hébergement et de restauration adéquates • Construction de nouveaux sites d'hébergement nécessaires (incluant les villas des villages CAN prévues) classés par nombre de lits afin de : • Assurer l'accueil des touristes prévus en objectifs Horizon 2020 (90 000 touristes à San Pedro, dans le cadre de l'accueil de la CAN) • Assurer un ratio de 50 lits par touriste (hors période de CAN) • Construction de restaurants à thème spécialisés • Aménagement de scènes d'animation au sein des restaurants pouvant accueillir les danseurs et les chanteurs nationaux afin de promouvoir la culture ivoirienne		
Prérequis	• Disponibilité du foncier nécessaire • Disponibilité de ressources humaines suffisantes	Acteurs	• Ministère du Tourisme • Ministère de la Construction et de l'Urbanisme • Collectivités territoriales

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement potentiel du projet

	Sites d'hébergement à réhabiliter	Sites d'hébergement à construire			Superficie (m²)	Investissements (Privé) (MFCFA)	Budget de fonctionnement annuel (MFCFA)	Emplois		
		100 lits	70 lits	40 lits				Emplois directs	Emplois indirects	Emplois induits
San Pedro	52	5*	4*	5*	9 800	78 400	35 280	1 000	2 500	2 000
Soubré	13	2	2	2	4 200	33 600	15 120	430	215	860
Bouaflé	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Daloa	29	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Man	74	1	-	-	1 000	8 000	3 600	100	250	200
Gagnoa	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guiglo	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Duékoué	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sassandra	6	7	6	7	14 000	112 000	50 400	1 430	715	2 860
Divo	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-

* Hors constructions spécifiques prévues pour la CAN

Objectifs	Mettre à niveau les compétences des cadres en matière de service touristique, de promotion et d'accueil		
Description	- L'accroissement du nombre de sites d'hébergement et de restauration, la mise à niveau et la création de nouveaux sites touristiques nécessitent la disponibilité de ressources humaines compétentes afin d'assurer un service de qualité. - Le projet de mise à niveau des ressources humaines consiste à la construction d'un centre professionnel spécialisé dans le domaine du tourisme à San Pedro afin d'assurer la formation des concepteurs et accompagnateurs en tourisme - La formation va s'articuler autour : - De programmes d'encadrement et de formation continue du personnel des établissements touristiques - De formations pour les 200 étudiants par an souhaitant se spécialiser dans le domaine du tourisme - Le centre de formation doit être doté de : 20 enseignants - Un personnel administratif 10 salles de cours, d'une capacité de 50 étudiants, équipées en outils nécessaires pour la mise en pratique de la formation - Une bibliothèque regroupant des ouvrages et des abonnements à des revues spécialisées - Des locaux administratifs		
Prérequis	- Disponibilité du foncier nécessaire - Disponibilité des formateurs	Acteurs	- Ministère du Tourisme - Collectivités territoriales

Positionnement & chiffrage du projet**Localisation**

- San Pedro

Chiffres clés

- **Superficie** : 1 000 m²
- **Investissement (Public)** : 80 MFCFA
- **Budget de fonctionnement annuel** : 36 MFCFA
- **Emplois** :
 - 30 emplois directs
 - 75 emplois indirects
 - 60 emplois induits

**Impacts**

- **Disponibilité des ressources humaines nécessaires**
- **Cohérence des services touristiques avec l'identité régionale et locale**
- **Professionnalisation du service touristique**



3.3. Projets transversaux pour accélérer le désenclavement de la zone (Objectif t1)

- ❑ L'objectif stratégique transversal vise doter la zone Sud-Ouest des infrastructures nécessaires à son désenclavement.
- ❑ Le but recherché est de faciliter la mobilité des personnes et des biens et de favoriser une plus grande participation des populations du Sud-Ouest à la vie économique et sociale de la nation.
- ❑ Pour la réalisation de cet objectif, des projets structurants (qui nécessitent la forte implication de l'Etat) et projets de proximité (avec la forte implication des collectivités locales) ont été identifiés.

Partie introductive

- a) *Rappel des conclusions du diagnostic*
- b) *Grille d'équipement*
- c) *Dossier stratégique*
- d) *Synthèse projets structurants et projets de proximité*

Portefeuille de projets

Projet t1.1: Réhabilitation et développement des infrastructures routières
Projet t1.2: Développement/mise à niveau des infrastructures routières
Projet t1.3: Construction de gares routières
Projet t1.4: Modernisation des infrastructures aéroportuaires
Projet t1.5: Extension et modernisation des infrastructures portuaires
Projet t1.6: Amélioration de la qualité des réseaux mobiles

3.3. Projets transversaux pour améliorer la connectivité et accélérer le désenclavement (Objectif t1)

a) Rappel des conclusions du diagnostic

Infrastructures routières

- La zone est caractérisée par un réseau routier au faible taux de revêtement (7,7 % de routes revêtues) et marqué par une faible densité routière (27 km de routes/100 km²)



Infrastructures portuaires

- Le Port Autonome de San Pedro dispose d'infrastructures modernes permettant de traiter un trafic de marchandises diversifiées et en quantité importante :
 - Le port de commerce a une capacité de gestion de 500 000 EVP sur 10 ha
 - Le port de pêche possède des infrastructures permettant le débarquement, le conditionnement et la vente de produits halieutiques
- Le Port Autonome de San Pedro fait l'objet d'un schéma directeur à horizon 2035, qui prévoit des projets de développement de terminaux commerciaux, de zones industrielles et logistiques et la construction de ports de pêche et de plaisance



Infrastructures aéroportuaires

- La zone dispose d'un aéroport nouvellement rénové à Man, disposant d'infrastructures neuves et modernes
- On compte également un aéroport à San Pedro pouvant accueillir les vols de la compagnie nationale Air Côte d'Ivoire et plaçant la ville à 1h30 de vol d'Abidjan
- La zone comprend également 3 aérodromes, généralement très peu fréquentés, au niveau de Gagnoa, Soubré et Sassandra.



TIC

- Avec 65,4 % de localités couvertes par le réseau de téléphonie mobile, la couverture mobile de la zone Sud-Ouest est plus importante que la moyenne du pays.



(Objectif t1)

b) Grille des équipements

Infrastructures	Equipements			
Routières		Connecteur local	Connecteur secondaire	Connecteur principal
	Connecteur principal	Routes bitumées, 1x2 voies		Routes bitumées 2x2 voies
	Connecteur secondaire			Routes bitumées 1x2 voies
	Connecteur local	Liaisons routières profilées	Routes bitumées, 1x2 voies	
Aéroportuaires	Connecteur local	Connecteur secondaire	Connecteur principal	
	Piste bitumée	Aérodrome : - Pistes bitumées - Zone d'entretien - Zone de stockage	Aéroport International : - Service de douane - Service de police - Pompier - Zone de fret - Zone d'entretien des avions - Zone accueil voyageurs	
TIC	Connecteur local	Connecteur secondaire	Connecteur principal	
	3G	2G/3G Fibre optique		

Pourquoi est-ce nécessaire ?

- **Renforcer le réseau routier** est un prérequis au développement de l'économie de la zone, car il conditionne le transport optimal des marchandises et des personnes
- **Désengorger le trafic dans la zone** permet d'améliorer la circulation de marchandises dans une **zone de transit**. Plus de 1,3 million de tonnes de marchandises ont transité par la zone en 2013, traduisant l'importance stratégique du port de San Pedro

Chiffres clés

2 051

Superficie (en ha)

1 542

Linéaire (en km)

1 683

Investissements (MMFCFA)

Projets prévus dans la zone Sud-Ouest

Routier

1

Développement/mise à niveau des infrastructures routières

2

Construction de gares routières

Aérien

3

Modernisation des infrastructures aériennes

NTIC

4

Amélioration de la qualité des réseaux mobiles



3.3. Projets transversaux pour améliorer la connectivité et accélérer le désenclavement

T.1

(Objectif t1)

d) Synthèse projets structurants et projets de proximité*

Désenclavement

Filière	Investissement (MMFCFA)	Linéaire/Superficie	Frais de fonctionnement (MFCFA)
Infrastructures routières	599	1 542 km	35 650
Infrastructures aéroportuaires	21	2 048 ha	1 482
Infrastructures maritimes et portuaires	930	250 ha (à l'intérieur du domaine portuaire)	
NTIC	132		

Connecteur	Linéaire (km)	Investissement (MMFCFA)	Superficie	
			Routière (m²)	Aéroportuaire (ha)
San Pedro	340	1 214	10 000	1 000
Man	540	72	10 000	1 000
Daloa	210	1	1 000	-
Bouaflé	95	22	1 000	-
Divo	-	1	1 000	-
Sassandra	230	252	1 000	16
Guiglo	127	118	1 000	16
Duékoué	-	1	1 000	16
Soubre	-	1	1 000	-
Gagnoa	-	1	1 000	-
Total	1 542	1 683	28 000	2 048

*L'ensemble des projets sont structurants

Objectifs

- Développer et structurer le réseau dans la zone Sud-Ouest
- Accroître la connectivité terrestre afin d'optimiser les flux de personnes et de marchandises
- Rendre le territoire plus attractif pour les investisseurs internationaux, et les pays de la sous-région

Description

Le secteur routier fait l'objet de projets de réhabilitation et d'extension des routes. En effet le Plan National de Développement 2016-2020 prévoit la construction de nouvelles routes et autoroutes, ainsi que le renforcement du réseau existant. Afin d'optimiser l'émergence des pôles économiques de compétitivité, un système de priorisation des projets routiers a été défini pour l'ensemble du territoire :

	Priorité	Axes
P1	Liaison entre connecteurs principaux et connecteurs secondaires	Renforcement et élargissement des axes routiers au départ de Man, en routes bitumées 2x2 voies : • Vers Odienné en passant par Touba et vers Séguéla Renforcement des 2 axes routiers au départ de San Pedro en routes bitumées, 2x2 voies : • Vers Daloa en passant par Soubré • Vers Abidjan en passant par Sassandra Construction de l'axe de contournement San Pedro Guiglo
	Autres liaisons prioritaires	• Construction de routes bitumées 2x1 voies en direction du Libéria et au départ de Guiglo, et entre Gagnoa et Toumodi • Renforcement de la liaison entre Man et Guiglo passant par Duékoué en route bitumée, 2x1 voies • Renforcement de l'axe Yamoussoukro - Daloa reliant également Bouaflé en route bitumée 2x1 voies • Renforcement en routes bitumées 2x1 voies des axes reliant Gagnoa à Bouaflé, Soubré, Divo et Sassandra
	Autres	Bitumage de l'axe Tabou – Prolo ; Boléquin – Toulepleu ; Tabou – Guiglo ; Danané – Kouan Oulé – Gbapleu ; Biankouma – Sipilou ; Man – Kouibly ; Soubré – Guéyo ; Soubré – Buyo ; Zouhan-Hounien – Toulépleu ;

Prérequis

- Disponibilité des matériaux de construction
- Présence d'entreprises du BTP répondant aux normes exigées

Acteurs

- Ministère des Infrastructures économiques

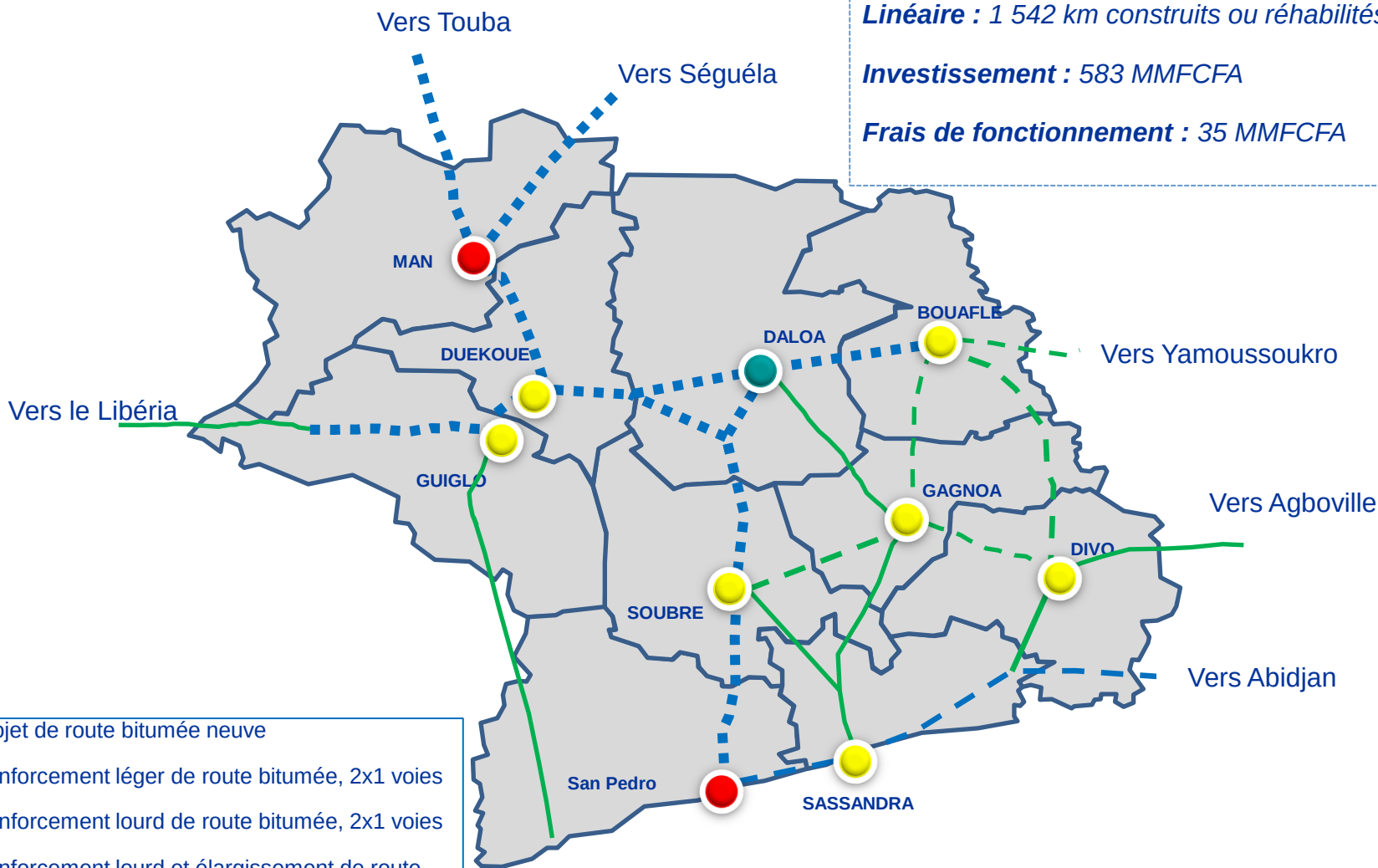
Projet t1.2: Développement/mise à niveau des infrastructures routières

Chiffres clés

Linéaire : 1 542 km construits ou réhabilités

Investissement : 583 MMFCFA

Frais de fonctionnement : 35 MMFCFA



Légende

- Projet de route bitumée neuve
- - - Renforcement léger de route bitumée, 2x1 voies
- . . . Renforcement lourd de route bitumée, 2x1 voies
- - - Renforcement lourd et élargissement de route bitumée 2x2 voies

Objectifs	• Développer et structurer le réseau de transport terrestre dans la zone • Améliorer la gestion et accroître l'efficacité du transport routier de voyageurs et de marchandises		
Description	L'implantation de gares routières modernes permettra de structurer un secteur sinistré par les crises et marqué par les activités informelles. Le transport de personnes et de marchandises, fondamental dans une zone qui constitue un carrefour Nord-Sud de transit des marchandises, doit être optimisé. La mise en place de plusieurs gares connectées aux gares centrales de San Pedro et Man est indispensable à l'organisation du réseau de transport : • Mise en place de deux gares routières centrales à San Pedro et Man • Mise en place d'une gare satellite dans chaque connecteur de la zone : Man, Daloa, Duékoué, Guiglo, Gagnoa, Soubré, Sassandra, Divo et Bouaflé • Aménagement d'un bloc administratif et de récolte d'information • Aménagement d'une zone d'entretien et de maintenance des véhicules • Mise en place d'une équipe de secouriste Pour assurer leur fonctionnalité, les gares routières devront : • Disposer d'un système efficace et moderne de récolte des données • Permettre le stockage momentané des marchandises transférées d'un District à l'autre • Assurer la sécurité des usagers et la tenue des guichets		
Prérequis	• Réhabilitation du réseau routier • Mise en place de lignes supplémentaires de transport de voyageurs dans la zone • Réhabilitation du matériel de transport	Acteur	• Ministère des Transports

Chiffres clés

Investissement : 16 MMFCFA

Budget de fonctionnement nécessaire : 640 MFCFA

Volume de passage/Gare : 1 million de voyageurs

Superficie : 28 000 m² partagés comme suit:

- ✓ 10 000 m² pour la gare centrale
- ✓ 1 000 m² pour la gare satellite

Vers Toumodi

Vers Séguéla

MAN

DUEKOUE

GUIGLO

DALA

BOUMELE

GAGNOA

SOUBRE

DIVO

Vers Abidjan

San Pedro

SASSANDRA

Légende



Gare routière centrale



Gare routière satellite

Objectifs	• Améliorer et développer le réseau aérien de la zone • Aider au désenclavement de la zone, et améliorer ses connexions aux pays de la sous-région		
Description	Disposant de deux aéroports (Man et San Pedro), et 3 aérodromes, le trafic aérien de la zone Sud-Ouest est faiblement exploité. Ils nécessitent un effort de modernisation facilitant les flux de transport et de marchandises dans la zone. La rénovation des infrastructures aéroportuaires passe par : • La construction de deux aéroports internationaux : San Pedro et Man • Revêtement léger des pistes d'atterrissage • Agrandissement des structures d'accueil des voyageurs • Construction de taxiway • Renforcement de structures de stockage, d'entretiens des avions et de sécurité • L'aménagement des aérodromes de Gagnoa, Guiglo, Sassandra et Soubré : • Bitumage de la piste d'atterrissage • Mise en place d'une unité d'entretien des avions • La construction des pistes à Duékoué, Bouaflé et Divo		
Prérequis	▪ Mise en place de routes d'accès à l'aéroport	Acteur	• Ministère des Transports

Positionnement & chiffrage du projet (C : Construction/R : Réhabilitation/E : Existant)

Positionnement potentiel du projet

Connecteur	Piste revêtue	Aérodrome piste revêtue	Aéroport international
San Pedro			C
Man		E	C
Daloa		E	
Duékoué	C		
Guiglo	R		
Soubré	R		
Gagnoa	R		
Sassandra	R		
Bouaflé	C		
Divo	C		

Chiffres clés

- **Superficie totale (ha) : 2 048 ha**
- **Investissement (Public) : 21 MMFCFA**
- **Budget de fonctionnement annuel : 1,5 MMFCFA**
- **Capacité de passagers à transporter : 1 500 000 voyageurs/an**
- **Capacité de transit de fret : 20 000 tonnes/an**

Impacts

- **Désenclavement des localités éloignées du Sud-Ouest**
- **Amélioration de la compétitivité de la zone**

Objectifs	- Moderniser les infrastructures portuaires - Améliorer la compétitivité du Port Autonome de San Pedro	Chiffres clés	Superficie : ~250 ha (à l'intérieur du domaine portuaire de 2 000 ha existant) Investissement : 930 MMFCFA
Description	Le développement du Port Autonome de San Pedro prévoit plusieurs projets en cours de construction, ou à l'étude. Ces projets contribuent fortement à renforcer le positionnement de San Pedro comme pôle économique compétitif majeur (tant dans son rôle de cluster du cacao, que dans celui de pôle d'exportation et de transformation des productions de son hinterland, avec à terme les productions minières de la région de Man). Les projets destinés à renforcer la compétitivité du Port Autonome de San Pedro sont les suivants : Construction d'un quai minéralier intérieur Remblaiement et viabilisation de 150 ha du domaine portuaire Construction d'un nouveau terminal à conteneur Construction d'une plateforme logistique pétrolière Construction d'un terminal hydrocarbures et butane Construction d'un terminal minéralier extérieur		
Prérequis	Disponibilité du foncier nécessaire	Acteurs	- PASP - Ministère des transports - Ministère de l'économie des finances et du budget - Privés

Objectifs

- Contribuer à la croissance du PIB par un accès fiable aux télécommunications
- Étendre le réseau aux populations non desservies
- Généraliser l'accès à internet via les réseaux mobiles de troisième génération 3G

Description

Les TIC constituent un levier de développement important de par leur impact sur toutes les branches de l'économie. Le projet d'amélioration de la couverture 2G et 3G dans l'ensemble de la zone Sud-Ouest s'avère donc indispensable au développement social et économique. Avec 65,4 % de localités couvertes par le réseau de téléphonie mobile, la zone Sud-Ouest est au-dessus de la moyenne nationale en termes de couverture.

District	Chef-lieu de région	2G	3G
Montagnes	Duékoué	Orange/MTN	Orange/MTN
	Guiglo	Orange/MTN	Orange
	Man	Orange/MTN	Orange/MTN
Bas-Sassandra	Soubré	Orange/MTN	Orange/MTN
	San Pedro	Orange/MTN	Orange/MTN
	Sassandra	Orange/MTN	X
Sassandra-Marahoué	Bouaflé	Orange/MTN	Orange
	Daloa	Orange/MTN	Orange/MTN
Gôh-Djiboua	Divo	Orange/MTN	Orange
	Gagnoa	Orange/MTN	Orange/MTN

L'amélioration du réseau se fera par :

- L'amélioration de la couverture spatiale des réseaux dans la zone
- L'extension du réseau mobile aux localités non couvertes
- L'extension du réseau 3G aux localités non couvertes

Prérequis

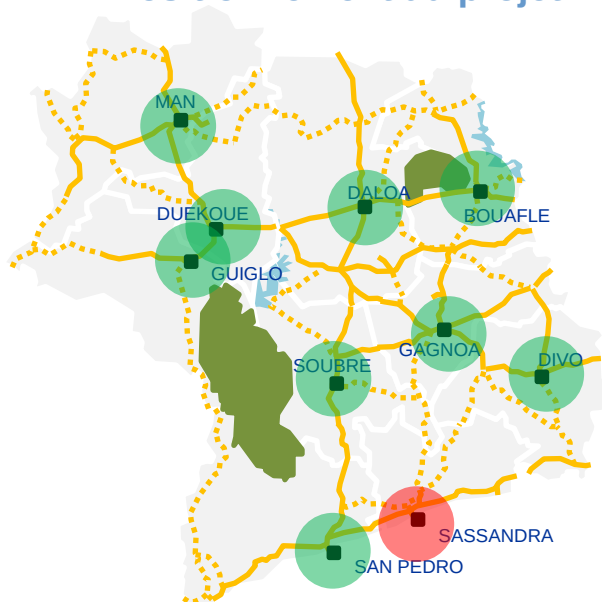
- Implication des opérateurs nationaux
- Poursuite des efforts d'audit et de réglementation de l'agence de régulation des télécommunications

Acteurs

- ARTCI
- Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste

Positionnement & chiffrage du projet

Positionnement du projet



Légende

-  Couverture 3G disponible
-  Couverture 3G à mettre en place

Les couvertures 2G et 3G sont à améliorer dans tous les connecteurs primaires, secondaires et locaux, notamment par un meilleur taux de disponibilité des réseaux

Chiffres clés

- **Investissements** : 132,5 MMFCFA, afin d'améliorer la qualité des réseaux des connecteurs de la zone
- Ces investissements sont à la charge des opérateurs nationaux

Impacts

- **Généralisation de l'accès à l'internet de 3^{ème} génération aux populations de tous les connecteurs de la zone**

3.4. TERRITORIALISATION DES PROJETS DANS LES PÔLES ÉCONOMIQUES COMPÉTITIFS (PEC) DE LA ZONE SUD- OUEST

Présentation des Pôles Economiques Compétitifs (PEC) ou connecteurs de la zone Sud-Ouest

SAN PEDRO, connecteur principal

- Ville d'équilibre national avec Abidjan
- Vocation industrielle forte autour de la transformation du Cacao et des industries énergivores

MAN, connecteur principal

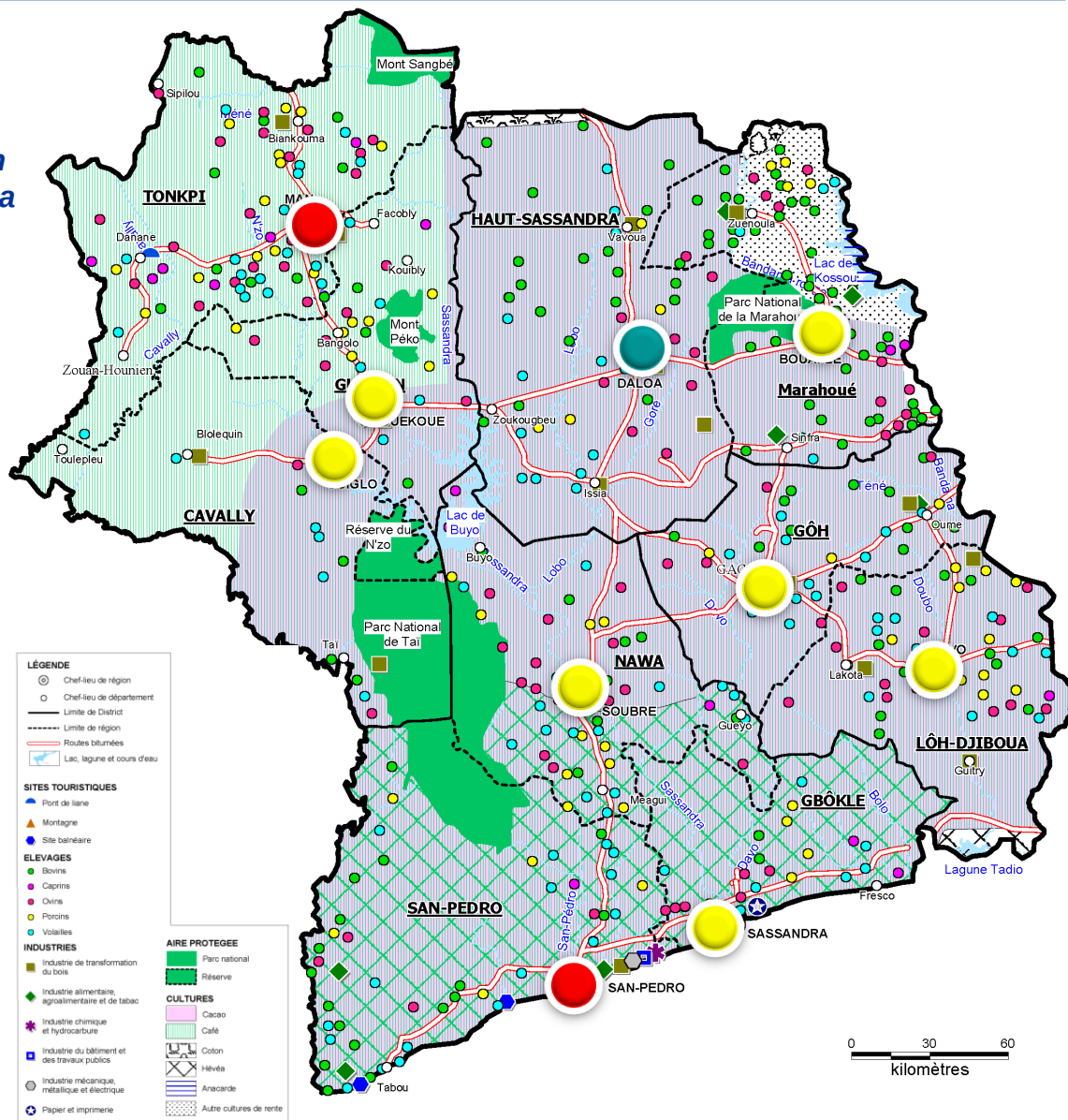
- Vocation commerciale et logistique avec la zone Nord-Ouest et les pays frontaliers
- Forte vocation touristique

DALOA, connecteur secondaire,

- Vocation commerciale et de services à la population et aux entreprises

Guiglo, Duékoué, Bouaflé, Soubré, Sassandra, Gagnoa et Divo, connecteurs locaux

- Forte vocation de services à la population



3.4.1. Projets de développement de San Pedro, PEC principal dans la zone Sud-Ouest

- a) *Vocation du PEC*
- b) *Investissements à réaliser dans le PEC et impacts potentiels*
- c) *Projets phares à réaliser dans le PEC*
- d) *Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC*
- e) *Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC*

3.4.1 Projets de développement de San Pedro, PEC principal dans la zone

a) Vocation du PEC

San Pedro



San Pedro, 2^{ème} pôle industriel du pays, tirant profit de sa position géographique et de son port en eau profonde :

- *Cluster mondial de **l'industrie cacaoyère** : renforcement de l'activité de transformation de la fève de cacao*
- *Industries énergivores autour **de la chimie/parachimie** : formulation d'engrais, de phytosanitaires, de peintures, de colles et de produits cosmétiques*
- ***Pêche et valorisation des produits halieutiques** : filetage, conservation, congélation, fabrication de co-produits*
- ***L'éco tourisme et le commerce de gros** viendront compléter ses principales vocations et permettront de générer une activité supplémentaire pour la population*

3.4.1 Projets de développement de San Pedro, PEC principal dans la zone

b) Investissements à réaliser dans le PEC et impacts potentiels

SAN PEDRO

Un investissement total de 2 400 Milliards de FCFA est nécessaire pour le développement du PEC de San Pedro. Il générera une création de plus de 61 000 emplois

		2020
Investissement (en MMFCFA)	Projets privés	638
	Partenariats Public-Privé	978
	Projets publics	783
Budget de fonctionnement annuel des projets public (en MMFCFA)		429
Emplois	Directs	11 095
	Indirects	27 735
	Induits	22 185
Surface (en ha)	Projets privés	547
	Partenariats Public-Privé	82
	Projets publics	2 062

3.4.1 Projets de développement de San Pedro, PEC principal dans la zone

c) Projets phares à réaliser dans le PEC

San Pedro

Infrastructures	Production de matières premières	Industrie manufacturière	Services	
• Aménagement de l'aéroport de San Pedro en aéroport international (1 100 000 passagers/an) • Construction d'une gare routière centrale à San Pedro (10 000 m²) • Création d'un marché de gros (50 000 t) • Extension du parc de zones d'activité industrielle (76 ha)	• Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières (90 ha) • Développement de périmètres irrigués dédiés au maraîchage périurbain (120 ha)	• Mise en place d'une unité de formulation phytosanitaire (0,5 ha) • Mise en place d'une unité de montage de tracteurs agricoles (10 ha)	• Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration (Augmentation de la capacité litière de 980 lits)	
	<th>Transformation de matières premières</th> <td></td> <td></td>	Transformation de matières premières		
	• Mise en place de 2 unités de broyage du cacao (12 ha) • Création d'une chocolaterie (2 000 m²)			
<th>Projets citoyens</th> <td colspan="3"> • Création de l'université de San Pedro (20 000 étudiants) • Transformation du CHR en CHU sur une superficie de 3 ha (mise à disposition de 500 lits) • Création d'une cité du sport (2 ha) </td>	Projets citoyens	• Création de l'université de San Pedro (20 000 étudiants) • Transformation du CHR en CHU sur une superficie de 3 ha (mise à disposition de 500 lits) • Création d'une cité du sport (2 ha)		

3.4.1 Projets de développement de San Pedro, PEC principal dans la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

San Pedro

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise en place de prérequis

Facteurs de compétitivité

Infrastructures de transport

- Renforcement lourd de routes bitumées, 1x2 voies à destination de Daloa,
- Renforcement lourd et élargissement en routes bitumées 2x2 à destination du District Autonome d'Abidjan
- Construction d'une gare routière centrale à San Pedro
- Aménagement de l'aéroport de San Pedro en aéroport international



Logistique et distribution & MDG

- Mise en place d'entrepôts frigorifiques et de maturation
- Extension du parc de zones d'activité industrielle
- Création d'un marché de gros



3.4.1 Projets de développement de San Pedro, PEC principal dans la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

San Pedro

L'émergence du pôle se base sur le développement des secteurs productifs clés

Agriculture de rente : transformation & autres

Transformation :

- Mise en place de 2 unités de broyage du cacao
- Création d'une chocolaterie

Autres :

- Création d'un centre de formation cacao
- Mise en place d'une centrale à biomasse
- Mise en place d'une unité de conditionnement

Industries & Mines

- Création d'un laminoir de fer/acier
- Mise en place d'une unité de fabrication de tubes et tuyaux en fer/acier
- Mise en place d'une unité de montage de tracteurs agricoles
- Mise en place d'une unité de fabrication de matériel d'accompagnement agricole
- Création d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie
- Mise en place d'une unité de mélange d'engrais
- Mise en place d'une unité de formulation phytosanitaire
- Création d'une unité de fabrication d'emballages en polymère
- Création d'un centre de formation des mineurs

Agriculture vivrière : production & autres

Production :

- Aménagement de 90 ha de périmètres irrigués de cultures vivrières
- Développement de 120 ha périmètres irrigués dédiés au maraîchage périurbain

Autres :

- Appui à la mise en place de Groupements d'Intérêt Economique
- Création de 2 plateformes multiservices
- Mise en place d'un réseau de champs-écoles
- Développement d'une centrale de gazéification à partir de la balle de riz
- Installation d'un silo permettant la mise en place de stocks de régulation et de sécurité alimentaire
- Création d'une station de conditionnement des produits maraîchers

Secteur halieutique : commercialisation & autres

Commercialisation :

- Mise en place d'un marché de vente au détail de poissons
- Modernisation des infrastructures de 1^{ère} vente et halle polyvalente

Autres :

- Aménagement d'un Espace Intégré (EI) de débarquement, 1^{ère} vente, transformation et commercialisation



3.4.1 Projets de développement de San Pedro, PEC principal dans la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

San Pedro

Ce développement sera également porté par les vocations complémentaires du pôle

Tourisme

- Création d'un centre de formation en tourisme et hôtellerie
- Construction d'un centre artisanal
- Réhabilitation de 52 sites d'hébergement
- Construction de 5 sites d'hébergement d'une capacité de 100 lits
- Construction de 4 sites d'hébergement d'une capacité de 70 lits
- Construction de 5 sites d'hébergement d'une capacité de 40 lits

3.4.1 Projets de développement de San Pedro, PEC principal dans la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

San Pedro

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services de base

Assainissement

- Mise en place d'un centre d'enfouissement technique

Eau

- Augmentation de la production d'eau potable de l'ordre de 14 300 m³/j

Logement

- Mobilisation de 435 ha de foncier viabilisé pour le logement social et économique
- Création de 16 000 logements sociaux et économiques
- Création de 8 000 logements de moyen standing et de 2 670 logements de haut standing

Services à la population

- Réhabilitation d'une caserne de sapeurs-pompiers militaires d'un effectif de 422 pompiers



3.4.1 Projets de développement de San Pedro, PEC principal dans la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

San Pedro

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Santé

- Réhabilitation d'un ESPC
- Construction de 9 ESPC
- Transformation d'un CHR en CHU
- Construction d'un centre régional de transfusion sanguine
- Construction d'une antenne régionale de la PSP
- Construction d'une faculté de médecine

Education

- Construction de salles de classe : 144 salles de Préscolaire, 316 de Primaire et 391 de Secondaire
- Mise en place des unités spécifiques pour l'inclusion scolaire des enfants handicapés : une unité pour le Préscolaire, 4 pour le Primaire et 2 pour le Secondaire
- Extension du CAFOP
- Création d'un Lycée Technique et un Collège d'Enseignement Technique, spécialisés dans les métiers de l'Industrie et la Pêche
- Création de l'Ecole Normale Supérieure de San Pedro
- Création de 2 Grandes Ecoles spécialisées dans le Commerce et l'Industrie
- Création de l'université de San Pedro spécialisée dans les sciences de la mer, l'agriculture et l'agro-industrie, les ressources halieutiques, le bâtiment et les travaux publics et la logistique, et dans la recherche et l'innovation



3.4.1 Projets de développement de San Pedro, PEC principal dans la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

San Pedro

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Culture & Sport

- Réhabilitation des infrastructures culturelles existantes :
 - un centre culturel
 - un foyer des jeunes
- Développement de nouvelles infrastructures culturelles :
 - une salle de spectacle
 - une salle de cinéma
 - une école d'initiation à l'art
 - un musée du chocolat
- Réhabilitation des infrastructures sportives de proximité (terrains)
- Développement de nouvelles infrastructures sportives :
 - une cité du sport
 - une salle omnisports
 - une salle de sport



3.4.1 Projets de développement de San Pedro, PEC principal dans la zone

e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

San Pedro

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Infrastructures, NTIC, Logistique et Distribution	Inf11	1	Développement/mise à niveau des infrastructures routières																								
	Inf12	1	Construction de gares routières																								
	Inf31	1	Modernisation des infrastructures aéroportuaires																								
	Z11	2	Extension du parc de zones d'activité industrielle																								
	Z21	2	Mise en place d'entrepôts frigorifiques																								
	Z31	2	Création d'un marché de gros																								

3.4.1 Projets de développement de San Pedro, PEC principal dans la zone

e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC														San Pedro													
	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Agriculture	Ar01	4	Mise en place d'une centrale à biomasse																								
	Ar02	3	Mise en place d'une unité de conditionnement																								
	Ar42	3	Création d'un centre de formation cacao																								
	Ar45	3	Mise en place d'une unité de broyage de cacao																								
	Ar46	3	Création d'une chocolaterie																								
	Av01	1	Mise en place d'un réseau de champs école																								
	Av02	2	Création de plateformes multi-services																								
	Av03	1	Appui à la mise en place de GIE																								
	Av12	2	Installation de silos de stockage et de conservation																								
	Av13	3	Développement de centrales de gazéification (riz)																								
	Av21	1	Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières																								
	Av31	1	Dév. de périmètres irrigués (maraichage périurbain)																								
	Av32	3	Création de stations de conditionnement (produits maraichers)																								
	Hal.	H1	2	Création d'un Espace Intégré (EI) de débarquement																							
H7		3	Création de marchés de détail aux poissons																								
H8		2	Modernisation des infrastructures de 1ère vente																								
Industrie	I11	3	Mise en place d'un centre de formation des mineurs																								
	I31	3	zone d'activités de mécanique générale et métallurgie																								
	I33	3	Création d'une unité de montage de tracteurs agricoles																								
	I34	3	Création d'une unité de fabrication de matériel agricole																								
	I35	3	Mise en place d'un laminoir de fer/acier																								
	I36	3	Création d'une unité de fabrication de tubes et tuyaux																								
	I52	3	Création d'une unité de formulation phytosanitaire																								
	I53	3	Création d'une unité d'emballages en polymères																								
	I54	3	Création d'une unité de mélange d'engrais																								
T.	T3	1	Construction/réhabilitation de villages d'artisan																								
	T4	1	Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration																								
	T5	4	Centre de formation de tourisme et en hôtellerie																								



3.4.1 Projets de développement de San Pedro, PEC principal dans la zone

e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Services de base	Sb11	1	Foncier viabilisé et création de logements sociaux et économiques																								
	Sb12	2	Mise en place de zones résidentielles																								
	Sb31	1	Augmentation de la production d'eau potable																								
	Sb41	1	Mise en place d'un centre d'enfouissement technique																								
	Sb51	1	Construction de casernes de sapeurs-pompiers militaires																								
Santé	S1	1	Construction/réhabilitation des ESPC																								
	S4	1	Transformation CHR/HG en CHU																								
	S5	1	Mise en place centres/antennes de transfusion sanguine																								
	S6	2	Création d'antennes régionales pour la PSP																								
	S8	4	Création d'une faculté de médecine																								
Education	Ed1	1	Programme de développement du Préscolaire																								
	Ed2	1	Programme de renforcement du Primaire																								
	Ed3	1	Développement de la scolarisation en cycles Secondaires																								
	Ed4	1	Développement de la Formation Professionnelle																								
	Ed5	1	Construction/extension de CAFOP																								
	Ed6	1	Développement de l'enseignement Supérieur																								
	Ed7	1	Construction de l'Ecole Normale Supérieure																								
Culture et Sport	C1	4	Mise à niveau des infrastructures de diffusion artistique																								
	C2	4	Construction d'écoles d'initiation à l'art																								
	C4	4	Construction d'un musée du chocolat																								
	Sp1	2	Mise à niveau des infrastructures sportives																								
	Sp2	1	Création d'une cité du sport																								
	Sp3	1	Mise en place d'une salle omnisports																								
	Sp4	3	Construction de salles de sport																								

3.4.2. Projets de développement de MAN, PEC principal dans la zone Sud-Ouest

- a) *Vocation du PEC*
- b) *Investissements à réaliser dans le PEC et impacts potentiels*
- c) *Projets phares à réaliser dans le PEC*
- d) *Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC*
- e) *Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC*

3.4.2. Projets de développement de Man, PEC principal dans la zone

a) Vocation du PEC

Man



Man, principale ville de l'Ouest de la Côte d'Ivoire avec plus de 500 000 habitants :

- **Plateforme d'échanges** avec le Nord-Ouest du pays, le Libéria et la Guinée grâce à une position géographique privilégiée
- **Cluster minier** avec la réalisation du réseau ferré la reliant à San Pedro, permettant l'exportation des minerais du sous-sol
- **Bassin de production agricole** grâce à l'abondance des terres fertiles et un climat favorable, lui conférant des avantages compétitifs dans la labélisation de certaines spéculations telles que le café ou le piment
- **Ville de la pérennisation de l'exploitation du bois** à l'issue d'une action volontariste en matière de politique de reboisement raisonné et de sensibilisation de la protection sur les risques encourus dans cette zone sujette à l'érosion
- **L'éco-tourisme et le tourisme culturel** constituent un potentiel de développement permettant de générer une activité supplémentaire pour la population car la ville est au cœur du bassin montagneux du pays

3.4.2. Projets de développement de Man, PEC principal dans la zone

b) Investissements à réaliser dans le PEC et impacts potentiels

MAN

Un investissement total de 874 Milliards de FCFA est nécessaire pour le développement du PEC de Man. Il générera une création de près de 35 000 emplois

		2020
Investissement (en MMFCFA)	Projets privés	310
	Partenariats Public-Privé	34
	Projets publics	530
Budget de fonctionnement annuel des projets public (en MMFCFA)		382
Emplois	Directs	6 325
	Indirects	15 795
	Induits	12 650
Surface (en ha)	Projets privés	10 347
	Partenariats Public-Privé	13
	Projets publics	2 668

3.4.2 Projets de développement de Man, PEC principal dans la zone

c) Projets phares à réaliser dans le PEC

Man

Infrastructures	Production de matières premières	Industrie manufacturière	Services	
- Construction d'un aéroport international (1 100 000 passagers/an) - Construction d'une gare routière centrale (10 000 m²) - Création d'un marché de gros (50 000 t/an)	- Aménagement de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés (585 ha ; ~ 5 000 t/an) - Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières (90 ha) - Développement de périmètres irrigués dédiés au maraîchage périurbain (90 ha)	Création d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie (d'une superficie de 5 ha)	- Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration (augmentation de la capacité litière de 100 lits) - Construction d'un Village Nature à proximité du Parc du Mont Sangbé (10 ha)	
	<th>Transformation de matières premières</th> <td></td> <td></td>	Transformation de matières premières		
	- Création d'une unité de transformation de manioc en sous-produits (7 t/j) - Installation d'une unité industrielle de farine de manioc (22 000 t/an)			
<th>Projets citoyens</th> <td colspan="3"> - Création de l'université de Man (20 000 étudiants) - Transformation du CHR en CHU sur une superficie de 3 ha (mise à disposition de 500 lits) - Création d'une salle omnisports (1 ha) </td>	Projets citoyens	- Création de l'université de Man (20 000 étudiants) - Transformation du CHR en CHU sur une superficie de 3 ha (mise à disposition de 500 lits) - Création d'une salle omnisports (1 ha)		

3.4.2. Projets de développement de Man, PEC principal dans la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Man

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise en place de prérequis

Facteurs de compétitivité

Infrastructures de transport

- Renforcement lourd de routes bitumées, 1x2 voies vers Odienné en passant par Touba, vers Séguéla et à destination de Duékoué
- Construction d'une gare routière centrale
- Construction d'un aéroport international



Logistique et distribution & MDG

- Mise en place d'entrepôts frigorifiques et de maturation
- Extension du parc de zones d'activité industrielle
- Création d'un marché de gros



3.4.2. Projets de développement de Man, PEC principal dans la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Man

L'émergence du pôle se base sur le développement des secteurs productifs clés

Agriculture de rente : *production & autres*

Production :

- Création d'une unité de production de café labellisé

Autres :

- Mise en place d'une centrale à biomasse

Elevage : *production*

Production :

- Développement d'un projet intégré de ranch d'élevage bovin

Secteur halieutique : *production*

Production :

- Réhabilitation et exploitation des grandes stations piscicoles de la région

Agriculture vivrière : *production, transformation & autres*

Production :

- Aménagement de 585 ha périmètres rizicoles irrigués et mécanisés
- Aménagement de 90 ha de périmètres irrigués de cultures vivrières
- Développement de 90 ha de périmètres irrigués dédiés au maraîchage périurbain

Transformation :

- Création d'une unité de transformation de manioc en sous-produits
- Installation d'une unité industrielle de farine de manioc

Autres :

- Appui à la mise en place de GIE
- Création de 2 plateformes multiservices
- Mise en place d'un réseau de champs-écoles
- Installation d'un silo permettant la mise en place de stocks de régulation et de sécurité alimentaire
- Création d'une station de conditionnement des produits maraîchers
- Développement de 2 centrales de gazéification à partir de la balle de riz

Industries & Mines

- Création d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie
- Création d'un centre de formation des mineurs
- Création d'un centre de promotion et d'encadrement du reboisement

3.4.2. Projets de développement de Man, PEC principal dans la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Man

Ce développement sera également porté par les vocations complémentaires du pôle

Tourisme

- Réhabilitation du Parc du Mont-Sangbé
- Construction d'un Village Nature à proximité du Parc du Mont-Sangbé
- Réhabilitation de 74 sites d'hébergement
- Construction d'un site d'hébergement d'une capacité de 100 lits
- Mise à niveau de l'offre de restauration

3.4.2. Projets de développement de Man, PEC principal dans la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Man

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services de base

Assainissement

- Mise en place d'un système de collecte des ordures ménagères
- Mise en place d'un centre d'enfouissement technique

Eau

- Augmentation de la production d'eau potable de l'ordre de 9 400 m³/j

Logement

- Mobilisation de 302 ha de foncier viabilisé pour le logement social et économique
- Création de 11 120 logements sociaux et économiques
- Création de 5 560 logements de moyen standing et de 1 850 logements de haut standing

Services à la population

- Réhabilitation d'une caserne de sapeurs-pompiers militaires d'un effectif de 173 pompiers



3.4.2. Projets de développement de Man, PEC principal dans la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Man

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Santé

- Réhabilitation de 3 ESPC
- Construction de 10 ESPC
- Transformation d'un CHR en CHU
- Construction d'un centre régional de transfusion sanguine
- Construction d'une antenne régionale de la PSP
- Construction d'une faculté de médecine



Education

- Construction de salles de classe : 109 salles de Préscolaire, 102 de Primaire et 316 de Secondaire
- Mise en place des unités spécifiques pour l'inclusion scolaire des enfants handicapés : une unité pour le Préscolaire, 4 pour le Primaire et 2 pour le Secondaire
- Extension du CAFOP
- Création d'un Lycée Technique et un Collège d'Enseignement Technique, spécialisés dans les métiers de l'Industrie et du Tourisme
- Création de 2 Grandes Ecoles spécialisées dans le commerce et la logistique
- Création de l'université de Man qui développera des activités de recherche et d'innovation, et des formations dans les mines, l'énergie, les matériaux et la mécanique, au regard du potentiel minier dont dispose la zone



3.4.2. Projets de développement de Man, PEC principal dans la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Man

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Culture & Sport

- Réhabilitation des infrastructures culturelles existantes :
 - un musée
 - un centre culturel
 - un foyer des jeunes
 - une salle de spectacle
 - une salle de cinéma
- Réhabilitation des infrastructures sportives de proximité (terrains)
- Développement de nouvelles infrastructures sportives :
 - une salle omnisports
 - une salle de sport



3.4.2. Projets de développement de Man, PEC principal dans la zone

e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Man

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021							
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
Infrastructures, NTIC, Logistique et Distribution	Inf11	1	Développement/mise à niveau des infrastructures routières																												
	Inf12	1	Construction de gares routières																												
	Inf31	1	Modernisation des infrastructures aéroportuaires																												
	Z11	2	Extension du parc de zones d'activité industrielle																												
	Z21	2	Mise en place d'entrepôts frigorifiques																												
	Z31	2	Création d'un marché de gros																												

3.4.2. Projets de développement de Man, PEC principal dans la zone

e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Man

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Agriculture	Ar01	4	Mise en place d'une centrale à biomasse																								
	Ar41	3	Création d'une unité de fabrication de café labellisé																								
	Av01	1	Mise en place d'un réseau de champs école																								
	Av02	2	Création de plateformes multi-services																								
	Av03	1	Appui à la mise en place de GIE																								
	Av11	2	Aménagement de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés																								
	Av12	2	Installation de silos de stockage et de conservation																								
	Av13	3	Développement de centrales de gazéification (riz)																								
	Av21	1	Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières																								
	Av23	3	Création d'unités de transformation du manioc en sous-produit																								
	Av24	3	Installation d'une unité industrielle de farine de manioc																								
	Av31	1	Dév. de périmètres irrigués (maraichage périurbain)																								
	Av32	3	Création de stations de conditionnement (produits maraichers)																								
EI.	EI31	2	Projet intégré de ranch d'élevage bovin																								
Hal.	H5	2	Aménagement et concession de PPI																								
Industrie	I11	3	Mise en place d'un centre de formation des mineurs																								
	I31	3	Zone d'activités de mécanique générale et métallurgie																								
	I72	2	Création d'un centre d'encadrement du reboisement																								
T.	T1	4	Réhabilitation et valorisation des sites touristiques																								
	T2	4	Construction d'un "Village Nature" à proximité des parcs																								
	T4	3	Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration																								

3.4.2. Projets de développement de Man, PEC principal dans la zone

e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC														Man																	
	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021							
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
Services de base	Sb11	1	Foncier viabilisé et création de logements sociaux et économiques																												
	Sb12	2	Mise en place de zones résidentielles																												
	Sb31	1	Augmentation de la production d'eau potable																												
	Sb41	1	Mise en place d'un centre d'enfouissement technique																												
	Sb44	1	Mise en place de système de collecte d'ordures ménagères																												
	Sb51	1	Construction de casernes de sapeurs-pompiers militaires																												
Santé	S1	1	Construction/réhabilitation des ESPC																												
	S4	1	Transformation CHR/HG en CHU																												
	S5	1	Mise en place centres/antennes de transfusion sanguine																												
	S6	2	Création d'antennes régionales pour la PSP																												
	S8	4	Création d'une faculté de médecine																												
Education	Ed1	1	Programme de développement du Préscolaire																												
	Ed2	1	Programme de renforcement du Primaire																												
	Ed3	1	Développement de la scolarisation en cycles Secondaires																												
	Ed4	1	Développement de la Formation Professionnelle																												
	Ed5	1	Construction/extension de CAFOP																												
	Ed6	1	Développement de l'enseignement Supérieur																												
Culture et Sport	C1	3	Mise à niveau des infrastructures de diffusion artistique																												
	Sp1	1	Mise à niveau des infrastructures sportives																												
	Sp3	3	Mise en place d'une salle omnisports																												
	Sp4	4	Construction de salles de sport																												

3.4.3. Projets de développement de DALOA, connecteur secondaire dans la zone Sud-Ouest

- a) *Vocation du PEC*
- b) *Investissements à réaliser dans le PEC*
- c) *Projets phares à réaliser dans le PEC*
- d) *Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC*
- e) *Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC*

3.4.3. Projets de développement de Daloa, connecteur secondaire de la zone

a) Vocation du PEC

Daloa



Daloa, principal bassin de consommation et un des centres urbains les plus dynamique du pays :

- ***Nœud de transport important**, reliant Man à Yamoussoukro et Boundiali à San Pedro, sa principale vocation est commerciale*
- *Elle abritera l'un des plus grands **marchés de gros** de Côte d'Ivoire, des centres d'approvisionnement et des centres commerciaux*
- *Le **tourisme** constitue une activité permettant de générer des ressources supplémentaire pour la population*

3.4.3 Projets de développement de Daloa, connecteur secondaire de la zone

b) Investissement à réaliser dans le PEC

Un investissement total de 776 Milliards de FCFA est nécessaire pour le développement du PEC de Daloa. Il générera une création de près de 33 000 emplois

		2020
Investissement (en MMFCFA)	Projets privés	484
	Partenariats Public-Privé	36
	Projets publics	256
Budget de fonctionnement annuel des projets public (en MMFCFA)		64
Emplois	Directs	8 185
	Indirects	8 200
	Induits	16 370
Surface (en ha)	Projets privés	736
	Partenariats Public-Privé	614
	Projets publics	5 790

3.4.3. Projets de développement de Daloa, connecteur secondaire de la zone

c) Projets phares à réaliser dans le PEC

Daloa

Infrastructures	Production de matières premières - Aménagement de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés (4 948 ha, ~35 000 t/an) - Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières (90 ha) - Développement de périmètres irrigués, « sous-abris », dédiés au maraîchage périurbain (290 ha)	Industrie manufacturière	Services
- Construction d'une gare routière satellite (1 000 m²) - Création d'un marché de gros (50 000 t/an) - Mise en place d'entrepôts frigorifiques et de maturation (3 ha)	Transformation de matières premières - Création de 3 unités de transformation de manioc en sous-produits (7 t/j/unité) - Installation d'une unité industrielle de valorisation de plantain (4 000 t/an)	Création d'une zone d'activités de mécanique et métallurgie (3 ha)	Création d'un centre artisanal (1 300 m²)
Projets citoyens	- Transformation du CHR en CHU sur une superficie de 3 ha (mise à disposition de 500 lits) - Création d'une salle omnisports (5 000 m²) - Augmentation de la production d'eau potable (13 340 m³/j)		

3.4.3 Projets de développement de Daloa, connecteur secondaire de la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Daloa

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise en place de prérequis

Facteurs de compétitivité

Infrastructures de transport

- Renforcement de l'axe Daloa-Yamoussoukro en passant par Bouaflé
- Renforcement de routes bitumées, 1x2 voies à destination de San Pedro
- Construction d'une gare routière satellite



Logistique et distribution & MDG

- Création d'un marché de gros
- Mise en place d'entrepôts frigorifiques et de maturation



3.4.3 Projets de développement de Daloa, connecteur secondaire de la zone

d) Programmes et Projets à déployer par secteur dans le PEC

Daloa

L'émergence du pôle se base sur le développement des secteurs productifs clés

Agriculture de rente : *autres*

Autres :

- Mise en place d'une plateforme multiservice du café-cacao

Elevage : *autres*

Autres :

- Mise en place d'un abattoir régional de viandes bovine et ovine

Secteur halieutique : *commercialisation & autres*

Commercialisation :

- Mise en place d'un marché de vente au détail de poissons

Autres :

- Aménagement et concession d'une Plateforme Piscicole Intégrée (PPI)
- Aménagement d'un Espace Intégré (EI) de débarquement, 1^{ère} vente, transformation et commercialisation

Industries & Mines

- Création d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie
- Création d'un centre de promotion et d'encadrement du reboisement

Agriculture vivrière : *production, transformation & autres*

Production :

- Aménagement de 4 948 ha périmètres rizicoles irrigués et mécanisés
- Aménagement de périmètres irrigués de 90 ha de cultures vivrières
- Développement de périmètres irrigués de 290 ha, « sous-abris », dédiés au maraîchage périurbain

Transformation :

- Création de 3 unités de transformation de manioc en sous-produits
- Installation d'une unité industrielle de valorisation de plantain

Autres :

- Appui à la mise en place de Groupements d'Intérêt Economique
- Création de plateformes 2 multiservices
- Mise en place d'un réseau de champs-écoles
- Développement de 3 centrales de gazéification à partir de la balle de riz
- Installation d'un silo permettant la mise en place de stocks de régulation et de sécurité alimentaire
- Création de stations de conditionnement des produits maraîchers

3.4.3. Projets de développement de Daloa, connecteur secondaire de la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Daloa

Ce développement sera également porté par les vocations complémentaires du pôle

Tourisme

- Réhabilitation de 29 sites d'hébergement
- Mise à niveau de l'offre de restauration
- Création d'un centre artisanal

3.4.3. Projets de développement de Daloa, connecteur secondaire de la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Daloa

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services de base

Assainissement

- Mise en place d'une décharge contrôlée avec centre de tri

Eau

- Augmentation de la production d'eau potable de l'ordre de 13 340 m³/j

Logement

- Mobilisation de 248 ha de foncier viabilisé pour le logement social et économique
- Création de 9 120 logements sociaux et économiques
- Création de 21 270 logements de moyen standing

Services à la population

- Création d'une caserne de sapeurs-pompiers militaires d'un effectif de 154 pompiers



3.4.3 Projets de développement de Daloa, connecteur secondaire de la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Daloa

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Santé

- Réhabilitation d'un ESPC
- Construction de 20 ESPC
- Transformation d'un CHR en CHU
- Construction de 2 HG
- Construction d'un centre régional de transfusion sanguine
- Construction d'une antenne régionale de la PSP
- Construction d'une faculté de médecine



Education

- Construction de salles de classe : 217 salles de Préscolaire, 258 de Primaire et 465 de Secondaire
- Mise en place des unités spécifiques pour l'inclusion scolaire des enfants handicapés : une unité pour le Préscolaire, 5 pour le Primaire et 2 pour le Secondaire
- Extension du CAFOP
- Création d'un Lycée Technique, un Lycée Professionnel et un Collège d'Enseignement Technique, spécialisés dans les métiers du commerce et la logistique
- Création d'une Grande Ecole spécialisée dans le commerce et la gestion d'entreprise
- Extension des infrastructures de l'université de Daloa



3.4.3 Projets de développement de Daloa, connecteur secondaire de la zone

d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Daloa

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Culture & Sport

- Réhabilitation des infrastructures culturelles existantes :
 - un centre culturel
 - un foyer des jeunes
 - une salle de cinéma
- Développement de nouvelles infrastructures culturelles :
 - une salle de spectacle
- Réhabilitation des infrastructures sportives de proximité (terrains)
- Développement de nouvelles infrastructures sportives :
 - une salle omnisports
 - une salle de sport



3.4.3. Projets de développement de Daloa, connecteur secondaire de la zone

e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Daloa

Infrastructures, NTIC, Logistique et Distribution	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
	lf11	1	Développement/mise à niveau des infrastructures routières																								
	lf12	1	Construction de gares routières																								
	Z21	2	Mise en place d'entrepôts frigorifiques																								
	Z31	2	Création d'un marché de gros																								

3.4.3. Projets de développement de Daloa, connecteur secondaire de la zone

e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Daloa

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Agriculture	Ar43	3	Mise en place de centres de collecte café cacao																								
	Av01	1	Mise en place d'un réseau de champs école																								
	Av02	2	Création de plateformes multi-services																								
	Av03	1	Appui à la mise en place de GIE																								
	Av11	2	Aménagement de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés																								
	Av12	2	Installation de silos de stockage et de conservation																								
	Av13	3	Développement de centrales de gazéification (riz)																								
	Av21	1	Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières																								
	Av22	3	Installation d'une unité de valorisation de la banane plantain																								
	Av23	3	Création d'unités de transformation du manioc																								
	Av32	3	Création de stations de conditionnement (produits maraichers)																								
	Av33	1	Dév. de périmètres irrigués sous abris (maraichage périurbain)																								
EI.	E01	2	Mise en place d'un abattoir																								
Hal.	H1	2	Création d'un Espace Intégré (EI) de débarquement																								
	H5	2	Aménagement et concession de PPI																								
	H7	3	Création de marchés de détail aux poissons																								
Ind.	I31	3	zone d'activités de mécanique générale et métallurgie																								
	I72	2	Création d'un centre d'encadrement du reboisement																								
T.	T3	1	Construction/réhabilitation de villages d'artisan																								
	T4	4	Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration																								



3.4.3. Projets de développement de Daloa, connecteur secondaire de la zone

e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Daloa

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Services de base	Sb11	1	Foncier viabilisé et création de logements sociaux et économiques																								
	Sb12	2	Mise en place de zones résidentielles																								
	Sb31	1	Augmentation de la production d'eau potable																								
	Sb45	1	Mise en place de décharges contrôlées																								
	Sb51	1	Construction de casernes de sapeurs-pompiers militaires																								
Santé	S1	1	Construction/réhabilitation des ESPC																								
	S2	1	Construction/réhabilitation des hôpitaux généraux																								
	S4	1	Transformation CHR/HG en CHU																								
	S5	1	Mise en place centres/antennes de transfusion sanguine																								
	S6	2	Création d'antennes régionales pour la PSP																								
	S8	3	Création d'une faculté de médecine																								
Education	Ed1	1	Programme de développement du Préscolaire																								
	Ed2	1	Programme de renforcement du Primaire																								
	Ed3	1	Développement de la scolarisation en cycles Secondaires																								
	Ed4	1	Développement de la Formation Professionnelle																								
	Ed5	1	Construction/extension de CAFOP																								
	Ed6	1	Développement de l'enseignement Supérieur																								
Culture et Sport	C1	3	Mise à niveau des infrastructures de diffusion artistique																								
	Sp1	1	Mise à niveau des infrastructures sportives																								
	Sp3	3	Mise en place d'une salle omnisports																								
	Sp4	3	Construction de salles de sport																								

3.4.4. Projets de développement de SOUBRE, connecteur local dans la zone Sud-Ouest

- a) Investissements à réaliser dans le PEC*
- b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC*
- c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC*

3.4.4. Projets de développement de Soubré, connecteur local de la zone

a) Investissement à réaliser dans le PEC

Soubré

Un investissement total de près de 248 Milliards de FCFA est nécessaire pour le développement du PEC de Soubré. Il générera une création de près de 10 300 emplois

		2020
Investissement (en MMFCFA)	Projets privés	201
	Partenariats Public-Privé	6
	Projets publics	42
Budget de fonctionnement annuel des projets public (en MMFCFA)		35
Emplois	Directs	2 935
	Indirects	1 465
	Induits	5 865
Surface (en ha)	Projets privés	255
	Partenariats Public-Privé	8
	Projets publics	601

3.4.4. Projets de développement de Soubré, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Soubré

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise en place de prérequis

Facteurs de compétitivité

Infrastructures de transport

- Construction de routes bitumées, 1x2 voies vers Daloa et vers Sassandra, revêtement léger de routes vers Duékoué.
- Construction d'une gare routière satellite
- Réhabilitation de la piste non revêtue de l'aérodrome existant



Logistique et distribution & MDG

- Réseau de véhicules frigorifiques
- Aménagement de 4 ha de zone industrielle



3.4.4. Projets de développement de Soubré, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Soubré

L'émergence du pôle se base sur le développement des secteurs productifs clés

Agriculture de rente : *autres*

Autres :

- Mise en place d'un laboratoire de production de vitro-plants de variétés Mercedes et Emergence
- Mise en place de deux plateformes multiservices du café-cacao

Agriculture vivrière : *production & autres*

Production :

- Aménagement de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés de 390 ha
- Aménagement de 90 ha de périmètres irrigués de cultures vivrières

Autres :

- Création d'une plateforme multiservice
- Mise en place d'un réseau de champs-écoles
- Développement d'une centrale de gazéification à partir de la balle de riz

Elevage : *production*

Production :

- Mise en place d'une unité intégrée de production de viande porcine

Industries & Mines

- Mise en place d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie

Secteur halieutique : *autres*

Autres :

- Mise en place d'un point de débarquement aménagé (PDA)

3.4.4. Projets de développement de Soubré, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Soubré

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services de base

Assainissement

- Mise en place d'un système de collecte des ordures ménagères

Eau

- Augmentation de la production d'eau potable de l'ordre de 4 390 m³/j

Logement

- Mobilisation de 85 ha de foncier viabilisé pour le logement social et économique
- Création de 3 110 logements sociaux et économiques
- Création de 7 270 logements de moyen standing

Services à la population

- Création d'une caserne de sapeurs-pompiers militaires d'un effectif de 130 pompiers



3.4.4. Projets de développement de Soubré, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Soubré

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Santé

- Construction de 11 ESPC
- Transformation d'un HG en CHR
- Construction d'une antenne de transfusion sanguine



Education

- Construction de salles de classe : 81 salles de Préscolaire, 151 de Primaire et 238 de Secondaire
- Mise en place des unités spécifiques pour l'inclusion scolaire des enfants handicapés : une unité pour le Préscolaire, 2 pour le Primaire et 2 pour le Secondaire
- Création d'un Centre de Formation Professionnelle spécialisé dans l'agro-industrie



3.4.4. Projets de développement de Soubré, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Soubré

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Culture & Sport

- Réhabilitation des infrastructures culturelles existantes :
 - un foyer des jeunes
- Développement de nouvelles infrastructures culturelles :
 - une salle de spectacle
 - un espace de projection plein air
- Réhabilitation des infrastructures sportives de proximité (terrains)
- Développement de nouvelles infrastructures sportives :
 - une salle de sport



3.4.4. Projets de développement de Soubré, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Soubré

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Infrastructures, NTIC, Logistique et Distribution	Inf11	1	Développement/mise à niveau des infrastructures routières																								
	Inf12	1	Construction de gares routières																								
	Inf31	1	Modernisation des infrastructures aéroportuaires																								
	Z11	2	Extension du parc de zones d'activité industrielle																								

3.4.4. Projets de développement de Soubré, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Soubré

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Agriculture	Av01	1	Mise en place d'un réseau de champs école																								
	Av02	2	Création de plateformes multi-services																								
	Av11	2	Aménagement de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés																								
	Av13	3	Développement de centrales de gazéification (riz)																								
	Av21	1	Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières																								
	Ar43	3	Mise en place de centres de collecte café cacao																								
	Ar44	3	Mise en place de laboratoires café cacao																								
El.	E41	2	Unité intégrée de production de viande porcine																								
Hal.	H2	2	Création de Points de Débarquement Aménagé (PDA)																								
Ind.	I31	3	Mise en place d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie																								
Tourisme	T1	4	Réhabilitation et valorisation des sites touristiques																								
	T2	4	Construction d'un "Village Nature" à proximité des parcs																								
	T4	3	Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration																								

3.4.4. Projets de développement de Soubré, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Soubré

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Services de base	Sb11	1	Foncier viabilisé et création de logements sociaux et économiques																								
	Sb12	2	Mise en place de zones résidentielles																								
	Sb31	1	Augmentation de la production d'eau potable																								
	Sb44	1	Mise en place de système de collecte d'ordures ménagères																								
	Sb51	1	Construction de casernes de sapeurs-pompiers militaires																								
Santé	S1	1	Construction/réhabilitation des ESPC																								
	S3	1	Réhabilitation/Transformation HG en CHR																								
	S5	1	Mise en place centres/antennes de transfusion sanguine																								
Education	Ed1	1	Programme de développement du Préscolaire																								
	Ed2	1	Programme de renforcement du Primaire																								
	Ed3	1	Développement de la scolarisation en cycles Secondaires																								
	Ed4	1	Développement de la Formation Professionnelle																								
Culture et Sport	C1	3	Mise à niveau des infrastructures de diffusion artistique																								
	Sp1	1	Mise à niveau des infrastructures sportives																								
	Sp4	4	Construction de salles de sport																								



3.4.5. Projets de développement de BOUAFLE, connecteur local dans la zone Sud-Ouest

- a) Investissements à réaliser dans le PEC*
- b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC*
- c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC*

3.4.5. Projets de développement de Bouaflé, connecteur local de la zone

a) Investissements à réaliser dans le PEC

Bouaflé

**Un investissement total de 194 Milliards de FCFA est nécessaire pour le développement du PEC de Bouaflé.
Il générera une création de 7 300 emplois**

		2020
Investissement (en MMFCFA)	Projets privés	132
	Partenariats Public-Privé	1
	Projets publics	61
Budget de fonctionnement annuel des projets public (en MMFCFA)		18
Emplois	Directs	2 090
	Indirects	1 045
	Induits	4 180
Surface (en ha)	Projets privés	201
	Partenariats Public-Privé	2
	Projets publics	325

3.4.5 Projets de développement de Bouaflé, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Bouaflé

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise en place de prérequis

Facteurs de compétitivité

Infrastructures de transport

- Construction de routes bitumées, 1x2 voies à destination de Yamoussoukro ; revêtement lourd de routes bitumées, 1x2 voies vers Gagnoa et Divo
- Construction d'une gare routière satellite
- Construction de pistes revêtues



Logistique et distribution & MDG

- Réseau de véhicules frigorifiques



3.4.5 Projets de développement de Bouaflé, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Bouaflé

L'émergence du pôle se base sur le développement des secteurs productifs clés

Secteur halieutique : *commercialisation & autres*

Commercialisation :

- Mise en place d'un marché de vente au détail de poissons

Autres :

- Aménagement d'un Espace Intégré (EI) de débarquement, 1^{ère} vente, transformation et commercialisation

Industries & Mines

- Création d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie

Agriculture vivrière : *production, transformation & autres*

Production :

- Aménagement de 115 ha de périmètre rizicoles irrigués et mécanisés
- Aménagement de 90 ha de périmètres irrigués de cultures vivrières

Transformation :

- Création d'une unité de transformation de manioc en sous-produits

Autres :

- Création d'une plateforme multiservice
- Mise en place d'un réseau de champs-écoles
- Développement de 2 centrales de gazéification à partir de la balle de riz

3.4.5 Projets de développement de Bouaflé, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Bouaflé

Ce développement sera également porté par les vocations complémentaires du pôle

Tourisme

- Réhabilitation du Parc National de la Marahoué
- Aménagement d'un Village Nature à proximité du Parc National de la Marahoué
- Réhabilitation de 15 sites d'hébergement
- Mise à niveau de l'offre de restauration

3.4.5 Projets de développement de Bouaflé, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Bouaflé

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services de base

Assainissement

- Mise en place d'un système de collecte des ordures ménagères

Eau

- Augmentation de la production d'eau potable de l'ordre de 3 750 m³/j

Logement

- Mobilisation de 68 ha de foncier viabilisé pour le logement social et économique
- Création de 2 500 logements sociaux et économiques
- Création de 5 820 logements de moyen standing

Services à la population

- Réhabilitation d'une caserne de sapeurs-pompiers militaires d'un effectif de 68 pompiers



3.4.5 Projets de développement de Bouaflé, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Bouaflé

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Santé

- Construction de 5 ESPC
- Réhabilitation d'un CHR
- Construction d'une antenne de transfusion sanguine
- Transformation de HG en CHR

Education

- Construction de salles de classe : 70 salles de Préscolaire, 130 de Primaire et 159 de Secondaire
- Mise en place des unités spécifiques pour l'inclusion scolaire des enfants handicapés : une unité pour le Préscolaire, 2 pour le Primaire et 2 pour le Secondaire
- Création d'un Lycée Professionnel et un Centre de Formation Professionnelle, spécialisés dans le Tourisme et l'Industrie



3.4.5 Projets de développement de Bouaflé, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Bouaflé

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Culture & Sport

- Réhabilitation des infrastructures culturelles existantes :
 - un musée
 - un foyer des jeunes
- Développement de nouvelles infrastructures culturelles :
 - une salle de spectacle
 - un espace de projection plein air
- Réhabilitation des infrastructures sportives de proximité (terrains)
- Développement de nouvelles infrastructures sportives :
 - une salle de sport



3.4.5. Projets de développement de Bouaflé, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Bouaflé

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Infrastructures, NTIC, Logistique et Distribution	Inf11	1	Développement/mise à niveau des infrastructures routières																								
	Inf12	1	Construction de gares routières																								
	Inf31	1	Modernisation des infrastructures aéroportuaires																								

3.4.5. Projets de développement de Bouaflé, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Bouaflé

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Agriculture	Av01	1	Mise en place d'un réseau de champs école																								
	Av02	2	Création de plateformes multi-services																								
	Av11	2	Aménagement de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés																								
	Av13	3	Développement de centrales de gazéification (riz)																								
	Av21	1	Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières																								
	Av23	3	Création d'unités de transformation du manioc en sous-produit																								
Hal.	H1	2	Création d'un Espace Intégré (EI) de débarquement																								
	H7	3	Création de marchés de détail aux poissons																								
Ind.	I31	3	Mise en place d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie																								
Tourisme	T1	4	Réhabilitation et valorisation des sites touristiques																								
	T2	4	Construction d'un "Village Nature"																								
	T4	4	Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration																								

3.4.5. Projets de développement de Bouaflé, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Bouaflé

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Services de base	Sb11	1	Foncier viabilisé et création de logements sociaux et économiques																								
	Sb12	2	Mise en place de zones résidentielles																								
	Sb31	1	Augmentation de la production d'eau potable																								
	Sb44	1	Mise en place de système de collecte d'ordures ménagères																								
	Sb51	1	Construction de casernes de sapeurs-pompiers militaires																								
Santé	S1	1	Construction/réhabilitation des ESPC																								
	S5	1	Mise en place centres/antennes de transfusion sanguine																								
	S3	1	Réhabilitation/Transformation HG en CHR																								
Education	Ed1	1	Programme de développement du Préscolaire																								
	Ed2	1	Programme de renforcement du Primaire																								
	Ed3	1	Développement de la scolarisation en cycles Secondaires																								
	Ed4	1	Développement de la Formation Professionnelle																								
Culture et Sport	C1	3	Mise à niveau des infrastructures de diffusion artistique																								
	Sp1	1	Mise à niveau des infrastructures sportives																								
	Sp4	3	Construction de salles de sport																								

3.4.6. Projets de développement de GAGNOA, connecteur local dans la zone Sud-Ouest

- a) Investissements à réaliser dans le PEC*
- b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC*
- c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC*

3.4.6. Projets de développement de Gagnoa, connecteur local de la zone

a) Investissements à réaliser dans le PEC

Gagnoa

*Un investissement total de 404 Milliards de FCFA est nécessaire pour le développement du PEC de Gagnoa.
Il générera une création de près de 16 600 emplois*

		2020
Investissement (en MMFCFA)	Projets privés	319
	Partenariats Public-Privé	36
	Projets publics	49
Budget de fonctionnement annuel des projets public (en MMFCFA)		15
Emplois	Directs	4 740
	Indirects	2 370
	Induits	9 485
Surface (en ha)	Projets privés	498
	Partenariats Public-Privé	613
	Projets publics	610

3.4.6. Projets de développement de Gagnoa, connecteur local de la zone

b) Programmes et Projets à déployer par secteur dans le PEC

Gagnoa

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise en place de prérequis

Facteurs de compétitivité

Infrastructures de transport

- Construction de routes bitumées, 1x2 voies à destination de Daloa et Sassandra ; renforcement léger de routes bitumées, 1x2 voies à destination de Bouaflé, Divo, et Soubré
- Construction d'une gare routière satellite
- Réhabilitation de la piste non revêtue de l'aérodrome existant



Logistique et distribution & MDG

- Réseau de véhicules frigorifiques



3.4.6. Projets de développement de Gagnoa, connecteur local de la zone

b) Programmes et Projets à déployer par secteur dans le PEC

Gagnoa

L'émergence du pôle se base sur le développement des secteurs productifs clés

Agriculture de rente : autres

Autres :

- Mise en place de plateformes multiservices du café-cacao

Secteur halieutique : production & commercialisation

Production

- Aménagement et concession d'une Plateforme Piscicole Intégrée (PPI)

Commercialisation :

- Mise en place d'un marché de vente au détail de poissons

Industries & Mines

- Création d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie

Agriculture vivrière : production, transformation & autres

Production :

- Aménagement de 130 ha de périmètre rizicoles irrigués et mécanisés
- Aménagement de 90 ha de périmètres irrigués de cultures vivrières

Transformation

- Création d'une unité de transformation de manioc en sous-produits
- Développement de 190 ha de périmètres irrigués dédiés au maraîchage périurbain

Autres

- Appui à la mise en place de Groupements d'Intérêt Economique
- Création d'une plateforme multiservice
- Mise en place d'un réseau de champs-écoles
- Développement d'une centrale de gazéification à partir de la balle de riz
- Installation d'un silo permettant la mise en place de stocks de régulation et de sécurité alimentaire
- Création d'une station de conditionnement des produits maraîchers

3.4.6. Projets de développement de Gagnoa, connecteur local de la zone

b) Programmes et Projets à déployer par secteur dans le PEC

Gagnoa

Ce développement sera également porté par les vocations complémentaires du pôle

Tourisme

- Réhabilitation de 16 sites d'hébergement
- Mise à niveau de l'offre de restauration

3.4.6. Projets de développement de Gagnoa, connecteur local de la zone

b) Programmes et Projets à déployer par secteur dans le PEC

Gagnoa

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services de base

Assainissement

- Mise en place d'un système de collecte des ordures ménagères

Eau

- Augmentation de la production d'eau potable de l'ordre de 8 580 m³/j

Logement

- Mobilisation de 165 ha de foncier viabilisé pour le logement social et économique
- Création de 6 060 logements sociaux et économiques
- Création de 14 140 logements de moyen standing

Services à la population

- Réhabilitation d'une caserne de sapeurs-pompiers militaires d'un effectif de 261 pompiers



3.4.6. Projets de développement de Gagnoa, connecteur local de la zone

b) Programmes et Projets à déployer par secteur dans le PEC

Gagnoa

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Santé

- Construction de 15 ESPC
- Construction d'une antenne de transfusion sanguine



Education

- Construction de salles de classe : 145 salles de Préscolaire, 263 de Primaire et 283 de Secondaire
- Mise en place des unités spécifiques pour l'inclusion scolaire des enfants handicapés : une unité pour le Préscolaire, 4 pour le Primaire et 2 pour le Secondaire



3.4.6. Projets de développement de Gagnoa, connecteur local de la zone

b) Programmes et Projets à déployer par secteur dans le PEC

Gagnoa

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Culture & Sport

- Réhabilitation des infrastructures culturelles existantes :
 - un centre culturel
 - un foyer des jeunes
- Développement de nouvelles infrastructures culturelles :
 - une salle de spectacle
 - un espace de projection plein air
- Réhabilitation des infrastructures sportives de proximité (terrains)
- Développement de nouvelles infrastructures sportives :
 - une salle de sport



3.4.6. Projets de développement de Gagnoa, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Gagnoa

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021							
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
Infras., NTC Logis. et distr.	Inf11	1	Développement/mise à niveau des infrastructures routières																												
	Inf12	1	Construction de gares routières																												
	Inf31	1	Modernisation des infrastructures aéroportuaires																												
Agriculture	Ar43	3	Mise en place de centres de collecte café cacao																												
	Av01	1	Mise en place d'un réseau de champs école																												
	Av02	2	Création de plateformes multi-services																												
	Av03	1	Appui à la mise en place de GIE																												
	Av11	2	Aménagement de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés																												
	Av12	2	Installation de silos de stockage et de conservation																												
	Av13	3	Développement de centrales de gazéification (riz)																												
	Av21	1	Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières																												
	Av23	3	Création d'unités de transformation du manioc en sous-produit																												
	Av31	1	Dév. de périmètres irrigués (maraichage périurbain)																												
	Av32	3	Création de stations de conditionnement (produits maraichers)																												
	H5	2	Aménagement et concession de Plateformes Piscicoles Intégrées																												
	Hal.	H7	3	Création de marchés de détail aux poissons																											
Ind.	I31	3	Mise en place d'une zone de services de mécanique générale et de métallurgie																												
T.	T4	4	Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration																												

3.4.6. Projets de développement de Gagnoa, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Gagnoa

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Services de base	Sb11	1	Foncier viabilisé et création de logements sociaux et économiques																								
	Sb12	2	Mise en place de zones résidentielles																								
	Sb31	1	Augmentation de la production d'eau potable																								
	Sb44	1	Mise en place de système de collecte d'ordures ménagères																								
	Sb51	1	Construction de casernes de sapeurs-pompiers militaires																								
Santé	S1	1	Construction/réhabilitation des ESPC																								
	S5	1	Mise en place centres/antennes de transfusion sanguine																								
Education	Ed1	1	Programme de développement du Préscolaire																								
	Ed2	1	Programme de renforcement du Primaire																								
	Ed3	1	Développement de la scolarisation en cycles Secondaires																								
Culture et Sport	C1	3	Mise à niveau des infrastructures de diffusion artistique																								
	Sp1	1	Mise à niveau des infrastructures sportives																								
	Sp4	4	Construction de salles de sport																								

3.4.7. Projets de développement de GUIGLO, connecteur local dans la zone Sud-Ouest

- a) Investissements à réaliser dans le PEC*
- b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC*
- c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC*

3.4.7. Projets de développement de Guiglo, connecteur local de la zone

a) Investissements à réaliser dans le PEC

Guiglo

Un investissement total de près de 258 Milliards de FCFA est nécessaire pour le développement du PEC de Guiglo. Il générera une création de plus de 5 500 emplois

		2020
Investissement (en MMFCFA)	Projets privés	96
	Partenariats Public-Privé	1
	Projets publics	162
Budget de fonctionnement annuel des projets public (en MMFCFA)		22
Emplois	Directs	1 585
	Indirects	795
	Induits	3 175
Surface (en ha)	Projets privés	135
	Partenariats Public-Privé	2
	Projets publics	151

3.4.7. Projets de développement de Guiglo, connecteur local de la zone

b) Programmes et Projets à déployer par secteur dans le PEC

Guiglo

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise en place de prérequis

Facteurs de compétitivité

Infrastructures de transport

- Construction de routes bitumées, 1x2 voies à destination du Libéria
- Renforcement lourd du tronçon 1x2 voies vers Duékoué et vers Daloa
- Construction d'une gare routière satellite
- Réhabilitation de la piste non revêtue de l'aérodrome existant



Logistique et distribution & MDG

- Réseau de véhicules frigorifiques



3.4.7. Projets de développement de Guiglo, connecteur local de la zone

b) Programmes et Projets à déployer par secteur dans le PEC

Guiglo

L'émergence du pôle se base sur le développement des secteurs productifs clés et est également portée par des vocations complémentaires

Industries & Mines

- Création d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie
- Création d'un centre de promotion et d'encadrement du reboisement
- Création d'une unité pilote semi-artisanale de transformation du bois hévéa
- Mise en place d'une pépinière de reboisement en essences forestières

Agriculture vivrière : *production & autres*

Production :

- Aménagement de 90 ha de périmètres irrigués de cultures vivrières

Autres :

- Création d'une plateforme multiservice
- Mise en place d'un réseau de champs-écoles
- Développement d'une centrale de gazéification à partir de la balle de riz

Tourisme

- Réhabilitation de 10 sites d'hébergement
- Mise à niveau de l'offre de restauration

3.4.7. Projets de développement de Guiglo, connecteur local de la zone

b) Programmes et Projets à déployer par secteur dans le PEC

Guiglo

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services de base

Electricité

- Mise en place d'une ligne de 90 kV

Assainissement

- Mise en place d'un système de collecte des ordures ménagères

Eau

- Augmentation de la production d'eau potable de l'ordre de 2 410 m³/j

Logement

- Mobilisation de 45 ha de foncier viabilisé pour le logement social et économique
- Création de 1 640 logements sociaux et économiques
- Création de 3 830 logements de moyen standing

Services à la population

- Création d'une caserne de sapeurs-pompiers militaires d'un effectif de 60 pompiers



3.4.7. Projets de développement de Guiglo, connecteur local de la zone

b) Programmes et Projets à déployer par secteur dans le PEC

Guiglo

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Santé

- Construction d'un ESPC
- Construction d'une antenne de transfusion sanguine
- Réhabilitation du CHR



Education

- Construction de salles de classe : 47 salles de Préscolaire, 75 de Primaire et 143 de Secondaire
- Mise en place des unités spécifiques pour l'inclusion scolaire des enfants handicapés : une unité pour le Préscolaire, 2 pour le Primaire et 2 pour le Secondaire



3.4.7. Projets de développement de Guiglo, connecteur local de la zone

b) Programmes et Projets à déployer par secteur dans le PEC

Guiglo

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Culture & Sport

- Réhabilitation des infrastructures culturelles existantes :
 - un centre culturel
 - un foyer des jeunes
- Développement de nouvelles infrastructures culturelles :
 - un musée de l'exploitation forestière
 - une salle de spectacle
 - un espace de projection plein air
- Réhabilitation des infrastructures sportives de proximité (terrains)
- Développement de nouvelles infrastructures sportives :
 - une salle de sport



3.4.7. Projets de développement de Guiglo, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Guiglo

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Infrastructures, NTIC, Logistique et Distribution	Inf11	1	Développement/mise à niveau des infrastructures routières																								
	Inf12	1	Construction de gares routières																								
	Inf31	1	Modernisation des infrastructures aéroportuaires																								
Agriculture	Av01	1	Mise en place d'un réseau de champs école																								
	Av02	2	Création de plateformes multi-services																								
	Av13	3	Développement de centrales de gazéification (riz)																								
	Av21	1	Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières																								
Industrie	I31	3	Mise en place d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie																								
	I71	2	Mise en place d'une pépinière de reboisement en essences forestières																								
	I72	2	Création d'un centre de promotion et d'encadrement du reboisement																								
	I73	3	Création d'une unité pilote semi-artisanale de transformation du bois d'hévéa																								
T.	T4	4	Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration																								

3.4.7. Projets de développement de Guiglo, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Guiglo

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Services de base	Sb11	1	Foncier viabilisé et création de logements sociaux et économiques																								
	Sb12	2	Mise en place de zones résidentielles																								
	Sb21	1	Programme de mise à niveau de l'électrification																								
	Sb31	1	Augmentation de la production d'eau potable																								
	Sb44	1	Mise en place de système de collecte d'ordures ménagères																								
	Sb51	1	Construction de casernes de sapeurs-pompiers militaires																								
Santé	S1	1	Construction/réhabilitation des ESPC																								
	S3	1	Réhabilitation/Transformation HG en CHR																								
	S5	1	Mise en place centres/antennes de transfusion sanguine																								
Education	Ed1	1	Programme de développement du Préscolaire																								
	Ed2	1	Programme de renforcement du Primaire																								
	Ed3	1	Développement de la scolarisation en cycles Secondaires																								
Culture et Sport	C1	3	Mise à niveau des infrastructures de diffusion artistique																								
	C3	4	Construction d'un musée d'exploitation forestière																								
	Sp1	1	Mise à niveau des infrastructures sportives																								
	Sp4	4	Construction de salles de sport																								

3.4.8. Projets de développement de DUEKOUÉ, connecteur local dans la zone Sud-Ouest

- a) Investissements à réaliser dans le PEC*
- b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC*
- c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC*

3.4.8. Projets de développement de Duékoué, connecteur local de la zone

a) Investissements à réaliser dans le PEC

Duékoué

Un investissement total de près de 230 Milliards de FCFA est nécessaire pour le développement du PEC de Duékoué. Il générera une création de plus de 9 200 emplois

		2020
Investissement (en MMFCFA)	Projets privés	160
	Partenariats Public-Privé	13
	Projets publics	57
Budget de fonctionnement annuel des projets public (en MMFCFA)		18
Emplois	Directs	2 630
	Indirects	1 315
	Induits	5 260
Surface (en ha)	Projets privés	253
	Partenariats Public-Privé	35
	Projets publics	2 182

3.4.8. Projets de développement de Duékoué, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Duékoué

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise en place de prérequis

Facteurs de compétitivité

Infrastructures de transport

- Revêtement léger de routes vers Soubré, Man et Guiglo
- Construction d'une gare routière satellite
- Construction de pistes revêtues



Logistique et distribution & MDG

- Réseau de véhicules frigorifiques



3.4.8. Projets de développement de Duékoué, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Duékoué

L'émergence du pôle se base sur le développement des secteurs productifs clés et est également portée par des vocations complémentaires

Agriculture de rente : *autres*

Autres :

- Mise en place de plateformes multiservices du café-cacao
- Mise en place de laboratoires café cacao

Industries & Mines

- Création d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie
- Création d'un centre de promotion et d'encadrement du reboisement
- Mise en place d'une pépinière de reboisement en essences forestières

Tourisme

- Réhabilitation d'un centre artisanal
- Mise à niveau de l'offre de restauration
- Réhabilitation de 9 sites d'hébergement

Agriculture vivrière : *production & autres*

Production :

- Aménagement de 90 ha de périmètres irrigués de cultures vivrières
- Aménagement de 1 965 ha de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés

Autres :

- Création d'une plateforme multiservice
- Mise en place d'un réseau de champs-écoles
- Développement d'une centrale de gazéification à partir de la balle de riz

Secteur halieutique : *production, commercialisation & autres*

Production :

- Aménagement de Base à terre pour l'aquaculture en cages

Commercialisation :

- Mise en place d'un marché de vente au détail de poissons

Autres :

- Mise en place d'un point de débarquement aménagé (PDA)

3.4.8. Projets de développement de Duékoué, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Duékoué

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services de base

Assainissement

- Mise en place d'un système de collecte des ordures ménagères

Eau

- Augmentation de la production d'eau potable de l'ordre de 2 090 m³/j

Logement

- Mobilisation de 82 ha de foncier viabilisé pour le logement social et économique
- Création de 3 020 logements sociaux et économiques
- Création de 7 040 logements de moyen standing

Services à la population

- Réhabilitation d'une caserne de sapeurs-pompiers militaires d'un effectif de 72 pompiers



3.4.8. Projets de développement de Duékoué, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Duékoué

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Santé

- Construction de 7 ESPC
- Transformation d'un HG en CHR
- Construction d'une antenne de transfusion sanguine



Education

- Construction de salles de classe : 76 salles de Préscolaire, 203 de Primaire et 230 de Secondaire
- Mise en place des unités spécifiques pour l'inclusion scolaire des enfants handicapés : une unité pour le Préscolaire, 2 pour le Primaire et 2 pour le Secondaire
- Création d'un Lycée Professionnel et un Centre de Formation Professionnelle, spécialisés dans la Pêche et le Tourisme



3.4.8. Projets de développement de Duékoué, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Duékoué

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Culture & Sport

- Réhabilitation des infrastructures culturelles existantes :
 - un centre culturel
 - un foyer des jeunes
- Développement de nouvelles infrastructures culturelles :
 - une salle de spectacle
 - un espace de projection plein air
- Réhabilitation des infrastructures sportives de proximité (terrains)
- Développement de nouvelles infrastructures sportives :
 - une salle de sport



3.4.8. Projets de développement de Duékoué, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Duékoué

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Infrastructures, NTIC, Logistique et Distribution	Inf12	1	Construction de gares routières																								
	Inf31	1	Modernisation des infrastructures aéroportuaires																								
	Inf11	1	Développement/mise à niveau des infrastructures routières																								

3.4.8. Projets de développement de Duékoué, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Duékoué

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Agriculture	Av01	1	Mise en place d'un réseau de champs école																								
	Av02	2	Création de plateformes multi-services																								
	Av11	2	Aménagement de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés																								
	Av13	3	Développement de centrales de gazéification (riz)																								
	Av21	1	Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières																								
	Ar43	3	Mise en place de centres de collecte café cacao																								
	Ar44	3	Mise en place de laboratoires café cacao																								
Hal.	H2	2	Création de Points de Débarquement Aménagé (PDA)																								
	H6	2	Aménagement de bases à terre pour l'aquaculture en cages																								
	H7	3	Création de marchés de détail aux poissons																								
Industrie	I31	3	Mise en place d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie																								
	I71	2	Mise en place d'une pépinière de reboisement en essences forestières																								
	I72	2	Création d'un centre de promotion et d'encadrement du reboisement																								
T.	T3	1	Construction/réhabilitation de villages d'artisan																								
	T4	4	Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration																								

3.4.8. Projets de développement de Duékoué, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Duékoué

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Services de base	Sb11	1	Foncier viabilisé et création de logements sociaux et économiques																								
	Sb12	2	Mise en place de zones résidentielles																								
	Sb31	1	Augmentation de la production d'eau potable																								
	Sb44	1	Mise en place de système de collecte d'ordures ménagères																								
	Sb51	1	Construction de casernes de sapeurs-pompiers militaires																								
Santé	S1	1	Construction/réhabilitation des ESPC																								
	S3	1	Réhabilitation/Transformation HG en CHR																								
	S5	1	Mise en place centres/antennes de transfusion sanguine																								
Education	Ed1	1	Programme de développement du Préscolaire																								
	Ed2	1	Programme de renforcement du Primaire																								
	Ed3	1	Développement de la scolarisation en cycles Secondaires																								
	Ed4	1	Développement de la Formation Professionnelle																								
Culture et Sport	C1	4	Mise à niveau des infrastructures de diffusion artistique																								
	Sp1	1	Mise à niveau des infrastructures sportives																								
	Sp4	3	Construction de salles de sport																								

3.4.9. Projets de développement de SASSANDRA, connecteur local dans la zone Sud-Ouest

- a) Investissements à réaliser dans le PEC*
- b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC*
- c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC*

3.4.9. Projets de développement de Sassandra, connecteur local de la zone

a) Investissements à réaliser dans le PEC

Sassandra

Un investissement total de près de 488 Milliards de FCFA est nécessaire pour le développement du PEC de Sassandra. Il générera une création de près de 9 300 emplois

		2020
Investissement (en MMFCFA)	Projets privés	323
	Partenariats Public-Privé	1
	Projets publics	164
Budget de fonctionnement annuel des projets public (en MMFCFA)		73
Emplois	Directs	2 645
	Indirects	1 320
	Induits	5 285
Surface (en ha)	Projets privés	120
	Partenariats Public-Privé	2
	Projets publics	347

3.4.9. Projets de développement de Sassandra, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Sassandra

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise en place de prérequis

Facteurs de compétitivité

Infrastructures de transport & TIC

- Renforcement et élargissement de l'axe 2x2 voies à destination de San Pedro et d'Abidjan
- Construction de routes bitumées, 1x2 voies à destination de Gagnoa et Soubré
- Construction de gare routière satellite
- Réhabilitation de la piste non revêtue de l'aérodrome existant
- Amélioration de la qualité des réseaux mobiles



Logistique et distribution & MDG

- Réseau de véhicules frigorifiques



3.4.9. Projets de développement de Sassandra, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Sassandra

L'émergence du pôle se base sur le développement des secteurs productifs clés et est également portée par des vocations complémentaires

Industries & Mines

- Création d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie

Tourisme

- Construction de 7 sites d'hébergement de 100 lits
- Construction de 6 sites d'hébergement de 70 lits
- Construction de 7 sites d'hébergement de 40 lits
- Réhabilitation de 6 sites d'hébergement
- Mise à niveau de l'offre de restauration

Agriculture vivrière : *production & autres*

Production :

- Aménagement de 90 ha de périmètres irrigués de cultures vivrières
- Aménagement de 250 ha de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés

Autres :

- Création d'une plateforme multiservice
- Mise en place d'un réseau de champs-écoles

3.4.9. Projets de développement de Sassandra, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Sassandra

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services de base	Electricité	Mise en place d'une ligne de 90 kV
	Assainissement	Mise en place d'un système de collecte des ordures ménagères
	Eau	Augmentation de la production d'eau potable de l'ordre de 1 590 m³/j
	Logement	- Mobilisation de 40 ha de foncier viabilisé pour le logement social et économique - Création de 1 480 logements sociaux et économiques - Création de 3 450 logements de moyen standing
	Services à la population	Création d'une caserne de sapeurs-pompiers militaires d'un effectif de 72 pompiers



3.4.9. Projets de développement de Sassandra, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Sassandra

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Santé

- Construction d'un ESPC
- Transformation d'un HG en CHR
- Construction d'une antenne de transfusion sanguine



Education

- Construction de salles de classe : 32 salles de Préscolaire, 69 de Primaire et 93 de Secondaire
- Mise en place des unités spécifiques pour l'inclusion scolaire des enfants handicapés : une unité pour le Préscolaire, une pour le Primaire et 2 pour le Secondaire
- Création d'un Centre de Formation Professionnelle spécialisé dans les métiers de la Pêche



3.4.9. Projets de développement de Sassandra, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

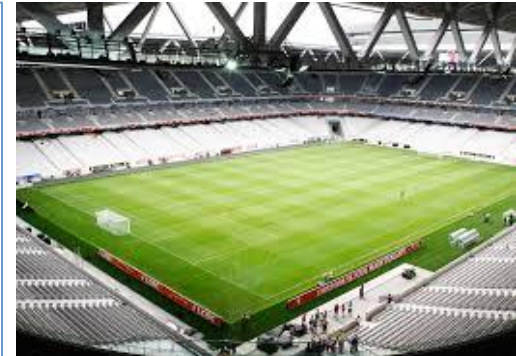
Sassandra

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Culture & Sport

- Réhabilitation des infrastructures culturelles existantes :
 - un centre culturel
 - un foyer des jeunes
- Développement de nouvelles infrastructures culturelles :
 - une salle de spectacle
 - un espace de projection plein air
- Réhabilitation des infrastructures sportives de proximité (terrains)
- Développement de nouvelles infrastructures sportives :
 - une salle de sport



3.4.9. Projets de développement de Sassandra, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Sassandra

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Infrastructures, NTIC, Logistique et Distribution	Inf11	1	Développement/mise à niveau des infrastructures routières																								
	Inf12	1	Construction de gares routières																								
	Inf31	1	Modernisation des infrastructures aéroportuaires																								
	Inf51	2	Amélioration de la qualité des réseaux mobiles																								
Agriculture	Av01	1	Mise en place d'un réseau de champs école																								
	Av02	2	Création de plateformes multi-services																								
	Av11	2	Aménagement de périmètres rizicoles irrigués et mécanisés																								
	Av21	1	Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières																								
Ind.	I31	3	Mise en place d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie																								
T.	T4	4	Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration																								

3.4.9. Projets de développement de Sassandra, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Sassandra

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Services de base	Sb11	1	Foncier viabilisé et création de logements sociaux et économiques																								
	Sb12	2	Mise en place de zones résidentielles																								
	Sb21	1	Programme de mise à niveau de l'électrification																								
	Sb31	1	Augmentation de la production d'eau potable																								
	Sb44	1	Mise en place de système de collecte d'ordures ménagères																								
	Sb51	1	Construction de casernes de sapeurs-pompiers militaires																								
Santé	S1	1	Construction/réhabilitation des ESPC																								
	S3	1	Réhabilitation/Transformation HG en CHR																								
	S5	1	Mise en place centres/antennes de transfusion sanguine																								
Education	Ed1	1	Programme de développement du Préscolaire																								
	Ed2	1	Programme de renforcement du Primaire																								
	Ed3	1	Développement de la scolarisation en cycles Secondaires																								
	Ed4	1	Développement de la Formation Professionnelle																								
Culture et Sport	C1	3	Mise à niveau des infrastructures de diffusion artistique																								
	Sp1	1	Mise à niveau des infrastructures sportives																								
	Sp4	4	Construction de salles de sport																								

3.4.10. Projets de développement de DIVO, connecteur local dans la zone Sud-Ouest

- a) *Investissements à réaliser dans le PEC*
- b) *Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC*
- c) *Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC*

3.4.10. Projets de développement de Divo, connecteur local de la zone

a) Investissements à réaliser dans le PEC

Divo

Un investissement total de 207 Milliards de FCFA est nécessaire pour le développement du PEC de Divo. Il générera une création de 7 000 emplois

		2020
Investissement (en MMFCFA)	Projets privés	171
	Partenariats Public-Privé	1
	Projets publics	35
Budget de fonctionnement annuel des projets public (en MMFCFA)		14
Emplois	Directs	2 005
	Indirects	1 000
	Induits	4 005
Surface (en ha)	Projets privés	261
	Partenariats Public-Privé	2
	Projets publics	283

3.4.10. Projets de développement de Divo, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Divo

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise en place de prérequis

Facteurs de compétitivité

Infrastructures de transport

- Renforcement de routes bitumées 1x2 voies vers Sassandra, Bouaflé et Gagnoa
- Construction de routes neuves 1x2 voies à destination d'Agboville, et vers l'axe Sassandra-Abidjan
- Construction d'une gare routière satellite
- Construction d'une piste revêtue



Logistique et distribution & MDG

- Réseau de véhicules frigorifiques



3.4.10. Projets de développement de Divo, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Divo

L'émergence du pôle se base sur le développement des secteurs productifs clés

Agriculture vivrière : production, transformation & autres

Production :

- Aménagement de 90 ha de périmètres irrigués de cultures vivrières
- Développement de 60 ha de périmètres irrigués dédiés au maraîchage périurbain

Transformation :

- Création d'une unité de transformation de manioc en sous-produits

Autres :

- Création d'une plateforme multiservice
- Mise en place d'un réseau de champs-écoles
- Développement d'une centrale de gazéification à partir de la balle de riz
- Création d'une station de conditionnement des produits maraîchers

Industries & Mines

- Création d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie

Tourisme

- Réhabilitation de 13 sites d'hébergement
- Mise à niveau de l'offre de restauration



3.4.10. Projets de développement de Divo, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Divo

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services de base

Assainissement

- Mise en place d'un système de collecte des ordures ménagères

Eau

- Augmentation de la production d'eau potable de l'ordre de 6 900 m³/j

Logement

- Mobilisation de 88 ha de foncier viabilisé pour le logement social et économique
- Création de 3 240 logements sociaux et économiques
- Création de 7 560 logements de moyen standing

Services à la population

- Création d'une caserne de sapeurs-pompiers militaires d'un effectif de 147 pompiers



3.4.10. Projets de développement de Divo, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Divo

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Santé

- Construction de 11 ESPC
- Construction d'un HG
- Construction d'une antenne de transfusion sanguine



Education

- Construction de salles de classe : 88 salles de Préscolaire, 54 de Primaire et 174 de Secondaire
- Mise en place des unités spécifiques pour l'inclusion scolaire des enfants handicapés : une unité pour le Préscolaire, 3 pour le Primaire et 2 pour le Secondaire
- Création d'un Lycée Professionnel spécialisé dans le commerce



3.4.10. Projets de développement de Divo, connecteur local de la zone

b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC

Divo

Le développement des activités créatrices de valeur passe par la mise à niveau des services de base et des services à la personne

Services à la personne

Culture & Sport

- Réhabilitation des infrastructures culturelles existantes :
 - un centre culturel
 - un foyer des jeunes
- Développement de nouvelles infrastructures culturelles :
 - une salle de spectacle
 - un espace de projection plein air
- Réhabilitation des infrastructures sportives de proximité (terrains)
- Développement de nouvelles infrastructures sportives :
 - une salle de sport



3.4.10. Projets de développement de Divo, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Divo

	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Infrastructures, NTIC et Logis. et distribution	Inf11	1	Développement/mise à niveau des infrastructures routières																								
	Inf12	1	Construction de gares routières																								
	Inf31	1	Modernisation des infrastructures aéroportuaires																								
Agriculture	Av01	1	Mise en place d'un réseau de champs école																								
	Av02	2	Création de plateformes multi-services																								
	Av13	3	Développement de centrales de gazéification (riz)																								
	Av21	1	Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières																								
	Av23	3	Création d'unités de transformation du manioc en sous-produit																								
	Av31	1	Dév. de périmètres irrigués (maraichage périurbain)																								
	Av32	3	Création de stations de conditionnement (produits maraichers)																								
Ind.	I31	3	Mise en place d'une zone d'activités de mécanique générale et métallurgie																								
T.	T4	4	Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration																								

3.4.10. Projets de développement de Divo, connecteur local de la zone

c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC

Divo

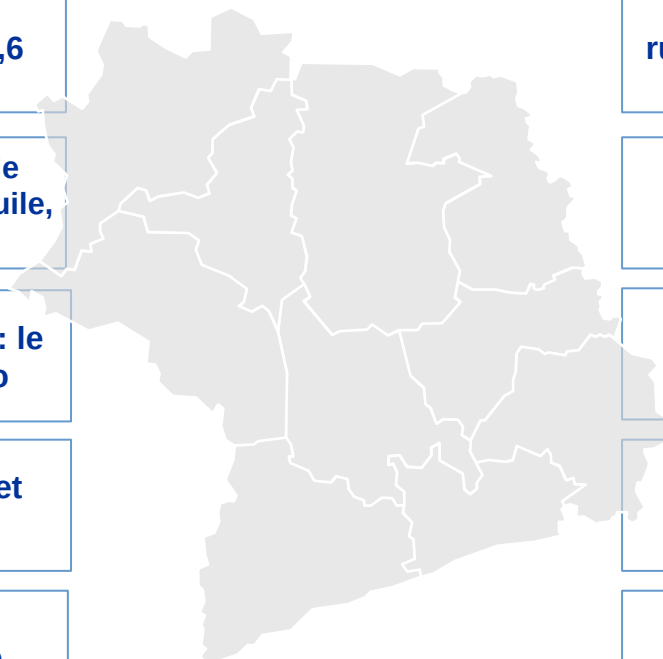
	Réf. PA	Priorité	Programme/projet	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Services de base	Sb11	1	Foncier viabilisé et création de logements sociaux et économiques																								
	Sb12	2	Mise en place de zones résidentielles																								
	Sb31	1	Augmentation de la production d'eau potable																								
	Sb44	1	Mise en place de système de collecte d'ordures ménagères																								
	Sb51	1	Construction de casernes de sapeurs-pompiers militaires																								
Santé	S1	1	Construction/réhabilitation des ESPC																								
	S2	1	Construction/réhabilitation des hôpitaux généraux																								
	S5	1	Mise en place centres/antennes de transfusion sanguine																								
Education	Ed1	1	Programme de développement du Préscolaire																								
	Ed2	1	Programme de renforcement du Primaire																								
	Ed3	1	Développement de la scolarisation en cycles Secondaires																								
	Ed4	1	Développement de la Formation Professionnelle																								
Culture et Sport	C1	4	Mise à niveau des infrastructures de diffusion artistique																								
	Sp1	1	Mise à niveau des infrastructures sportives																								
	Sp4	3	Construction de salles de sport																								

CONCLUSION

a) Synthèse du diagnostic de la zone du Sud-Ouest

5 atouts majeurs

- 1 Un important centre de consommation avec près de 8,6 millions d'habitants
- 2 Une zone de production agricole majeure (cacao, café, palmier à huile, hévéas, vivrier...)
- 3 Une infrastructure stratégique : le Port Autonome de San Pedro
- 4 Un potentiel minier, forestier et touristique
- 5 Un fort potentiel énergétique



5 faiblesses principales

- 1 Une population majoritairement rurale et vivant dans une précarité certaine
- 2 Des rendements agricoles en perte de vitesse
- 3 Faiblesse du tissu d'opérateurs structurés capable de jouer un rôle locomotive
- 4 Un niveau de service aux populations très insuffisant
- 5 Des infrastructures de transport insuffisamment développées et mal entretenues

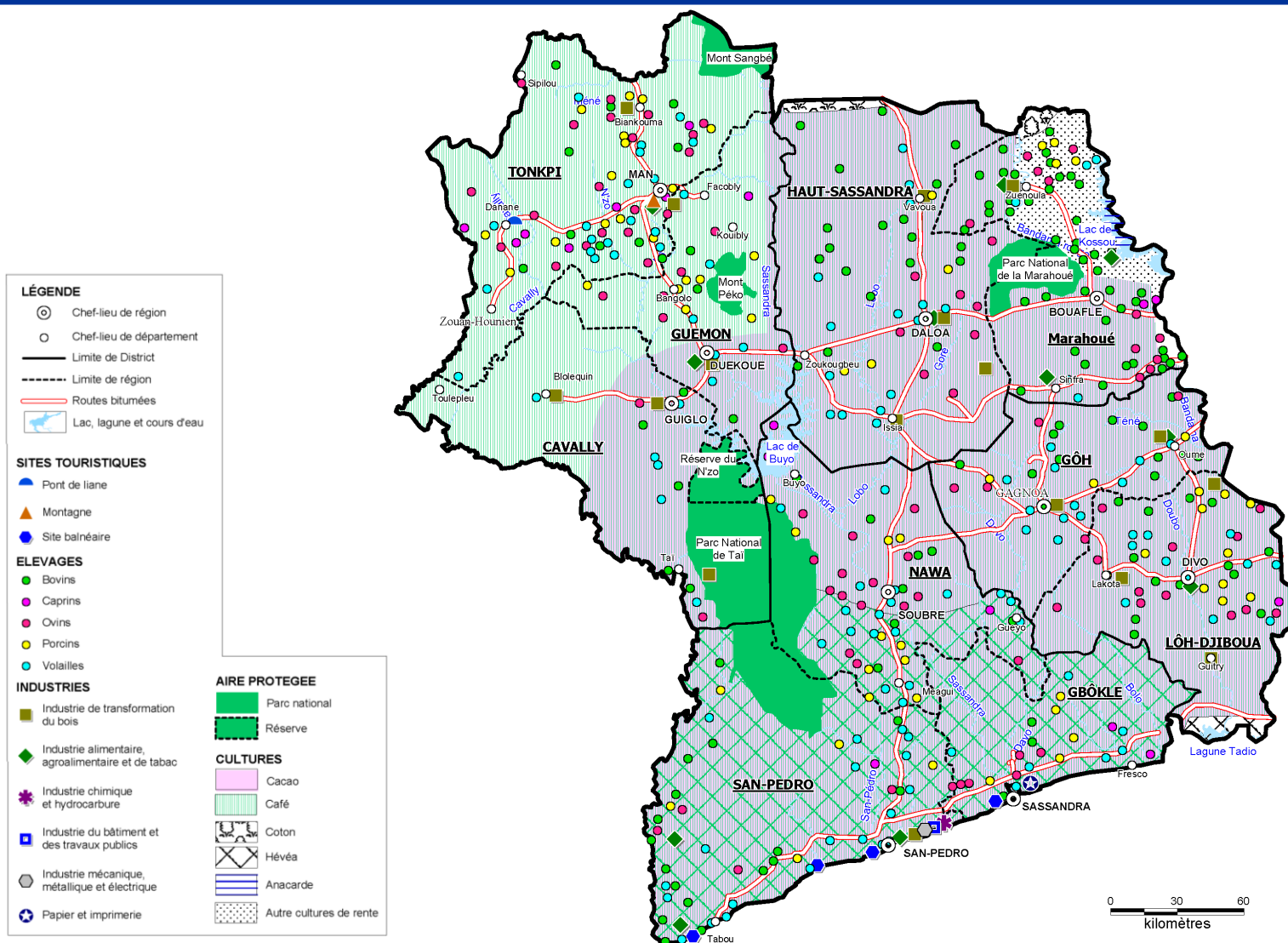
Une zone riche de sa population et de ses nombreuses ressources naturelles, mais nécessitant une rupture en matière d'infrastructures de développement économique

a) Synthèse du diagnostic de la zone du Sud-Ouest



a) Synthèse du diagnostic de la zone du Sud-Ouest

Une zone disposant de richesses économiques significatives (agriculture de rente, minéral, potentiel touristique...)



a) Synthèse du diagnostic de la zone du Sud-Ouest

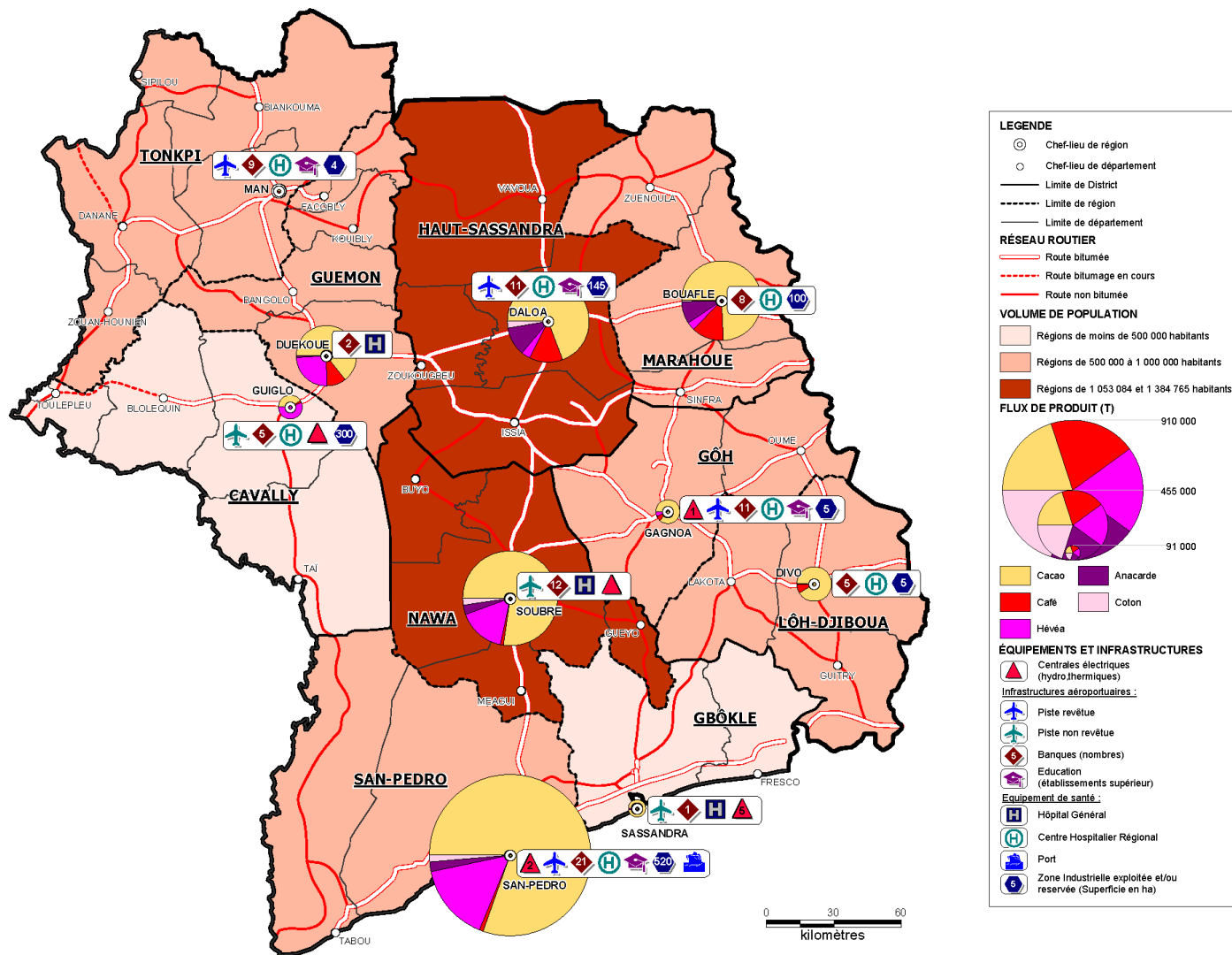
Infrastructures et facteurs de compétitivité

ROUTIER	Le réseau routier de la zone est plus dense que le réseau national, est pour l'essentiel non revêtu, ce qui constitue un frein au développement du transport de marchandises et de personnes	Longueur du réseau (km) 27 500 82 000 Densité routière (km/km²) 0,274 0,254	Longueur du réseau bitumé (km) 2 080 6 500 Taux de revêtement 7,7 % 7,9 %
PORTUAIRE	La zone dispose du 2nd port du pays, le Port Autonome de San Pedro (port en eau profonde), qui voit transiter un tiers du trafic conteneurs de la Côte d'Ivoire, dont plus de la moitié en transbordement	Trafic du PASP 2013 Importations (251 k tonnes) - Produits cimentiers (77 %) - Produits alimentaires (9 %) - Engrais (8 %) Exportations (1 141 k tonnes) - Café/Cacao (61 %) - Palme et dérivés (14 %) - Caoutchouc (12 %) - Bois et dérivés (9 %) Coût de passage d'un porte-conteneur type de 26 000 Tjb PASP : 4,58 M FCFA PAA : 7,37 M FCFA	
AERIEN	La zone compte 3 aéroports avec des pistes revêtues à San-Pedro, Man et Daloa pour lesquels les vols intérieurs permettent de relier Abidjan, ainsi que plusieurs pistes non revêtues	Aéroports (piste revêtue) - Daloa - Man - San Pedro Aérodromes/terrains (piste non revêtue) - Guiglo - Soubré - Sassandra - Gagnoa - Grand-Bereby - Tabou - Zuenoula	
TIC	Plus d'un tiers des localités de la zone n'ont pas accès au réseau mobile	Part des localités non couvertes en réseau mobile 35 %	

Enfin, si la zone ne compte à ce jour aucune infrastructure ferroviaire, un grand projet a été lancé afin de relier San-Pedro à Bamako, via Man et Odienné.

a) Synthèse du diagnostic de la zone du Sud-Ouest

Flux de production transitant dans les chefs-lieux de région



a) Synthèse du diagnostic de la zone du Sud-Ouest

Population et niveau de vie

- Zone la plus peuplée du pays, avec un taux de croissance démographique annuel de 2,6 % depuis 1998

- 5 des principales agglomérations du pays

- Une population rurale prédominante

- Près de la moitié de la population y vit avec moins de 757 FCFA par jour

- Les dépenses moyennes annuelles par habitant y sont inférieures à la moyenne nationale

- Des inégalités qui se sont creusées depuis 1998, mais qui sont inférieures à celles constatées au niveau national

- Un taux de chômage contenu

- Une faible proportion des entreprises nationales en comparaison au poids démographique de la zone

Population 2014 (en millions d'habitants)

8,6

22,7

Principales agglomérations (milliers d'habitants)

- Daloa (319)
- Gagnoa (214)
- Divo (106)
- San Pedro (262)
- Man (189)

Population rurale (en % de la population de la zone)

68 %

50 %

Taux de pauvreté 2015

48,6 %

46,3 %

Dépense moyenne par habitant 2015 (en kFCFA)

362

390

Indice de Gini 2015

0,377

0,400

Taux de chômage 2014

7,6 %

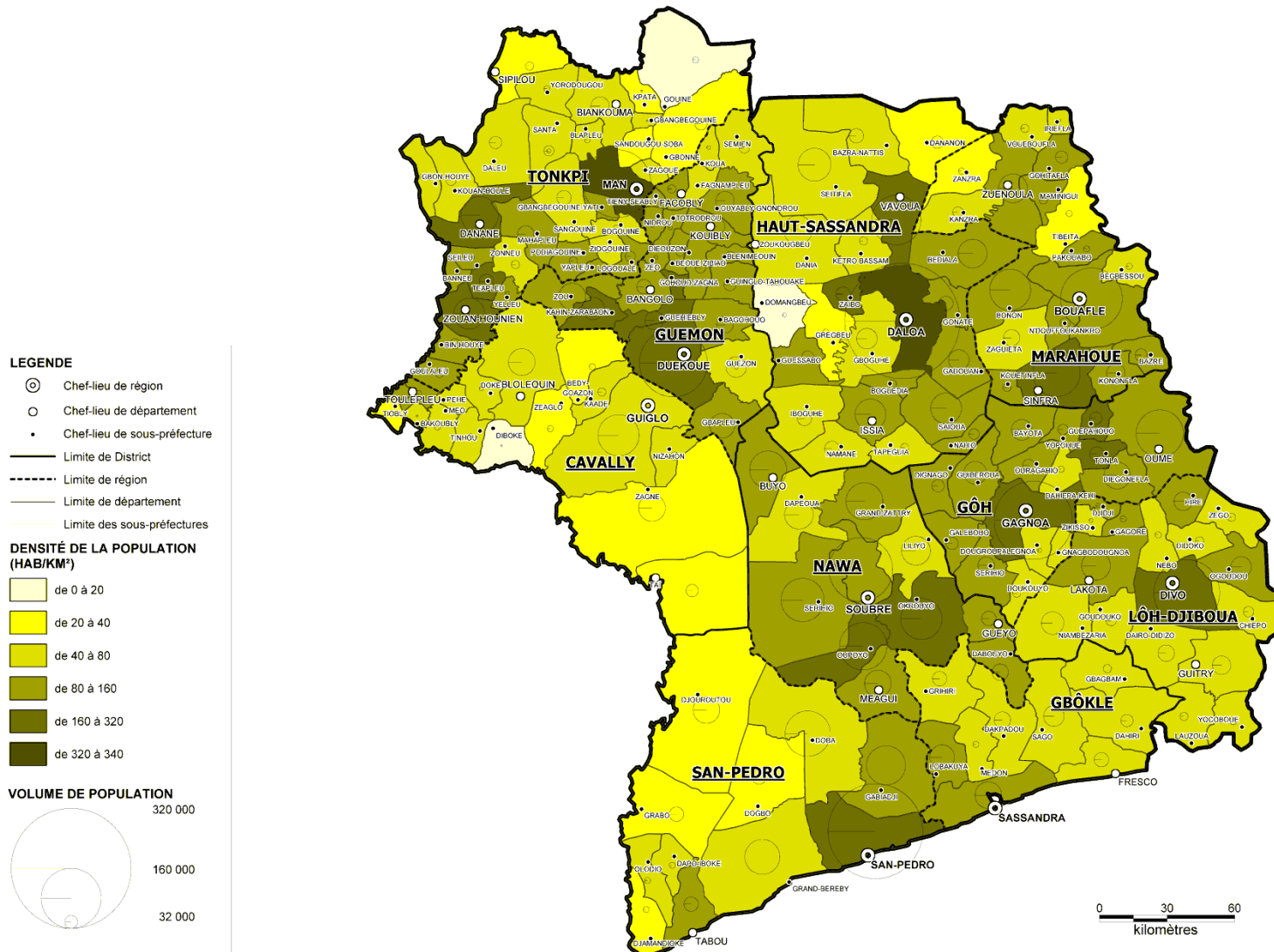
8,9 %

Part des entreprises nationales du secteur moderne

6 %

a) Synthèse du diagnostic de la zone du Sud-Ouest

La zone la plus peuplée du pays, qui concentre près de 38 % de la population nationale



a) Synthèse du diagnostic de la zone du Sud-Ouest

Conditions sociales et de développement humain – Education

- Une zone où, bien qu'il se soit amélioré depuis 1998, le niveau d'alphabétisation des populations est faible

Taux d'analphabétisme

65,2 %

57,4 %

- Une zone où les infrastructures éducatives offrent des conditions d'apprentissage et d'épanouissement nettement perfectibles

Taux d'équipement des établissements du Primaire en point d'eau

42 %

51 %

Taux d'équipement des établissements du Primaire en latrines

20 %

24 %

- Une zone marquée par des classes surchargées au collège

Ratio d'occupation (enfants/salle)

76

69

- Une zone où l'abandon scolaire est significatif, et en particulier chez les filles

Taux de transition CM2 – 6^{ème}

68 %

73 %

(dont filles)

65 %

71 %

Taux de transition 3^{ème} – 2nde

33 %

39 %

(dont filles)

29 %

37 %

- Une zone qui affiche des performances en ligne avec le niveau national en matière de scolarisation

Taux brut de scolarisation - Primaire

79 %

76 %

Objectif national 2020

95 %

Taux brut de scolarisation – 1^{er} cycle

40 %

43 %

Objectif national 2020

48 %

Taux brut de scolarisation – 2nd cycle

14 %

19 %

a) Synthèse du diagnostic de la zone du Sud-Ouest

Conditions sociales et de développement humain – Santé

- Près d'un habitant sur 5 vit dans une situation d'insécurité alimentaire

Taux de population en situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère

18 %

13 %

- Bien qu'elle se soit améliorée, la couverture de la population en établissements de santé est insuffisante et loin des objectifs du PNDS

Nombre d'habitants par ESPC (en milliers)

15,2

13,6

Objectif PNDS

10

- Le niveau de service offert, le nombre limité de moyens ambulatoires, le déficit en personnels de santé et les difficultés d'accès aux médicaments ne permettent pas une prise en charge optimale des populations

Taux de raccordement à la SODECI

28 %

41 %

Taux de raccordement à la CIE

66 %

74 %

Nombre d'habitants par médecin (en milliers)

23,7

15,0

Norme PNDS (en milliers)

5

Nombre d'habitants par pharmacien (en milliers)

114,8

83

Norme OMS (en milliers)

15

- Face à ces insuffisances, la population présente un état sanitaire peu satisfaisant, et un taux de mortalité élevé, avec pour cause principale le paludisme

Taux de mortalité (pour 1 000 habitants)

140

135

Norme OMS (en milliers)

176

Incidence du paludisme (pour 1 000 habitants)

113

106

a) Synthèse du diagnostic de la zone du Sud-Ouest

Services de base

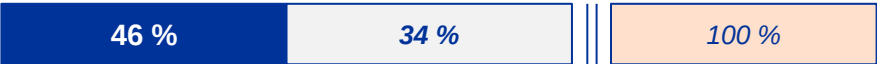
- Bien que la situation soit meilleure qu'au niveau national, moins de la moitié des localités de la zone ont accès à l'électricité

- Moins de 60 % des besoins en eau potable des populations sont couverts par les infrastructures AEP

- Le manque d'équipements sanitaires et de gestion des ordures ménagères amène les populations à évacuer leurs déchets dans la nature

Taux d'électrification des localités

Objectif 2030



Taux de couverture des localités éligibles en HU



Couverture des besoins en HU (m³/j)



Taux de pénétration en HVA

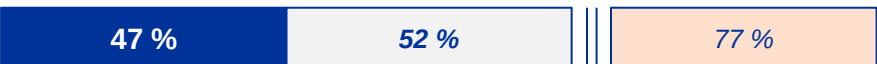


Taux de pénétration en HV



Taux d'accès à l'assainissement amélioré

Monde



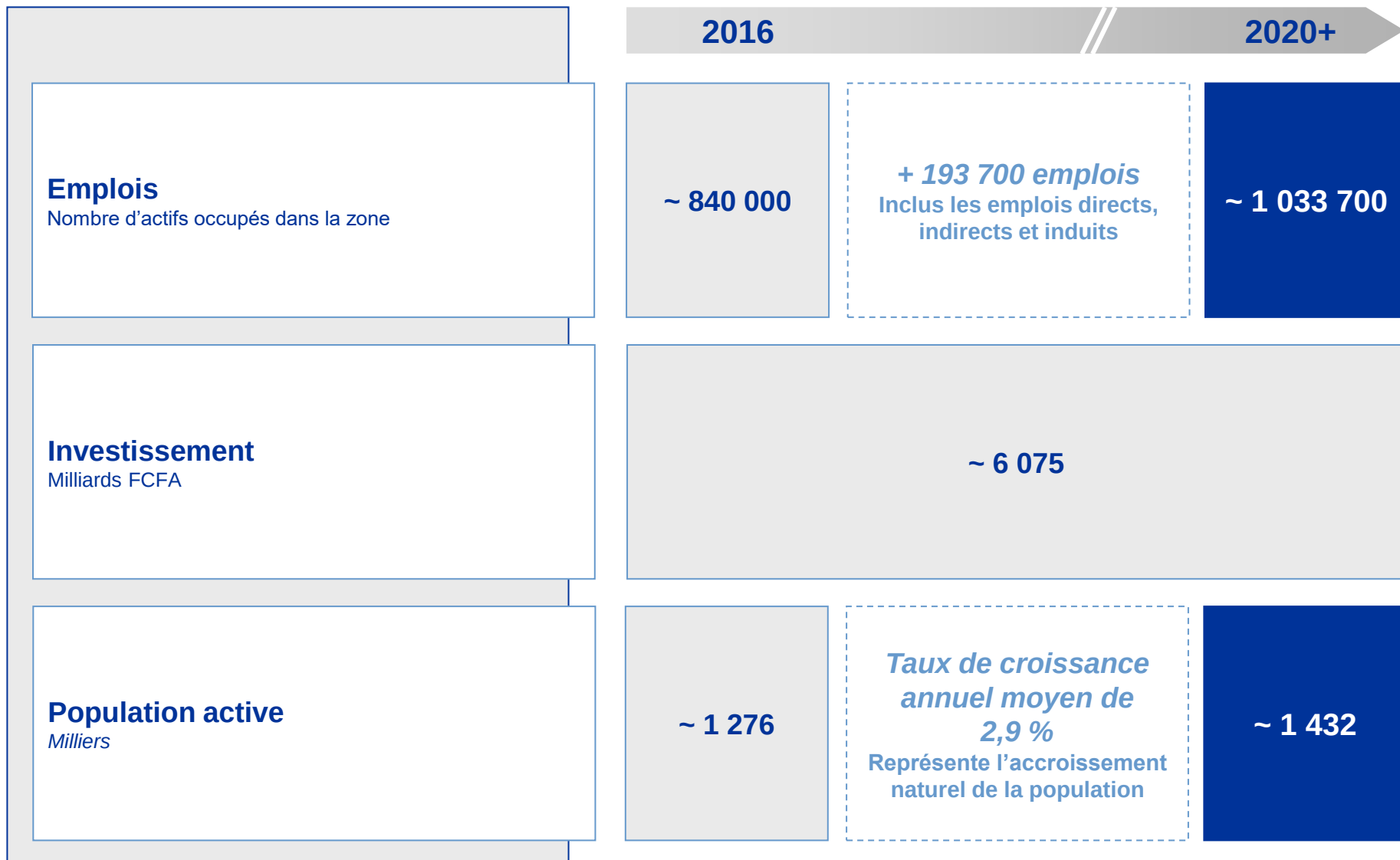
Taux d'évacuation des déchets liquides dans la nature



Taux d'évacuation des déchets solides dans la nature



b) Ambitions chiffrées pour la zone Sud-Ouest



b) Ambitions chiffrées pour la zone Sud-Ouest

		2016 Situation actuelle	2020
Services de base	Electricité Taux d'électrification	46 % (2013)	100 %
	Eau potable Taux de couverture moyen des connecteurs	52 % (2013)	100 %
	Assainissement Taux d'évacuation des ordures ménagères dans la nature	90 % (1998)	0 %
Santé	Infrastructures Nb. d'habitants par lit hospitalier.	5 486 (2013)	1 000*
	Médecins Nb. d'habitants par médecin.	23 652 (2013)	5 000*
Education	Préscolaire Taux brut de scolarisation	2,7 % (2015)	25 %
	Primaire Taux brut de scolarisation	79 % (2015)	111 %
	Secondaire 1^{er} cycle Taux brut de scolarisation	40 % (2015)	91 %
	Secondaire 2nd cycle Taux brut de scolarisation	14 % (2015)	50 %
	Secondaire Technique Taux brut de scolarisation	1,6 % (2015)	10 %

* Objectif PN.DS



c) Portefeuille global de la Zone Nord Ouest et impacts potentiels



Secteur	Nombre de projets	Investissement nécessaire <i>Milliards de FCFA</i>	Emplois directs	Emplois indirects	Emplois induits
Agriculture*	108	369	5 230	9 890	10 465
Industrie et mines	26	99	1 130	2 030	2 255
Tourisme	21	233	3 195	4 045	6 390
Infrastructures	32	1 683	-	-	-
Services de base et logement	63	2 539	13 630	14 930	27 260
Zones industrielles et logistiques	15	45	4 615	6 675	9 235
Education	45	541	9 635	13 965	19 265
Santé	125	193	5 920	8 245	11 840
Culture et Sport	69	372	875	1 260	1 750
Total	504	6 077	44 230	61 040	88 460

* Inclus élevage et halieutique

d) Portefeuille de projets structurants de la Zone et impacts potentiels



Secteur	Nombre de projets	Investissement nécessaire <i>Milliards de FCFA</i>	Emplois directs	Emplois indirects	Emplois induits
Agriculture*	108	369	5 230	9 890	10 465
Industrie et mines	26	99	1 130	2 030	2 255
Tourisme	21	233	3 195	4 045	6 390
Infrastructures	32	1 683	-	-	-
Services de base et logement	63	2 539	13 630	14 930	27 260
Zones industrielles et logistiques	15	45	4 615	6 675	9 235
Education	45	541	9 635	13 965	19 265
Santé	27	169	3 840	6 145	7 680
Culture et Sport	57	362	745	1 130	1 490
Total	366	3 790	30 930	47 315	61 860

* Inclus élevage et halieutique

e) Portefeuille de projets de proximité de la Zone et impacts potentiels



Secteur	Nombre de projets	Investissement nécessaire <i>Milliards de FCFA</i>	Emplois directs	Emplois indirects	Emplois induits
Agriculture*	-	-	-	-	-
Industrie et mines	-	-	-	-	-
Tourisme	-	-	-	-	-
Infrastructures	-	-	-	-	-
Services de base et logement	28	2 251,4	11 090	11 500	22 180
Zones industrielles et logistiques	-	-	-	-	-
Education	-	-	-	-	-
Santé	98	24,3	2 080	2 100	4 160
Culture et Sport	12	10,7	130	130	260
Total	138	2 287	13 300	13 730	26 600

* Inclus élevage et halieutique

ANNEXE

TABLE DES MATIERES 1/7

	N° PAGE
PREFACE	4
SIGLES ET ABREVIATIONS	6
RESUME	8
INTRODUCTION	9
I. DIAGNOSTIC STRATEGIQUE DE LA ZONE	13
1.1. Etat des lieux du territoire	14
1.1.1. Caractéristiques territoriales	15
a) Données géographiques	15
b) Réseau hydrographique	17
c) Ressources naturelles	18
d) Climat	20
1.1.2. Caractéristiques socio-économiques	21
a) Caractéristiques démographiques	23
b) Situation de l'emploi et du chômage	24
c) Situation de la pauvreté	25
d) Niveau d'alphabétisation	20
e) Consommation des ménages	26
1.1.3. Secteurs productifs	27
a) Filière Cacao	27
b) Filière Café	32
c) Filière Hévée	37
d) Filière Palmier à Huile	42
e) Cultures Vivrières	47
f) Elevage	50
g) Ressources Halieutiques	52
h) Industrie	55
i) Mines et Energies	63
j) Tourisme	66
1.1.4. Domaines sociaux	70
a) Education	70
b) Santé	77
c) Culture	80
d) Sport	82
e) Electricité	84
f) Eau potable	85
g) Assainissement	87



TABLE DES MATIERES 2/7

	N° PAGE
1.1.5. Facteurs de compétitivité	89
a) Routes	89
b) Chemin de fer	90
c) Aéroports	91
d) Télécommunications	92
e) Transports logistiques et de distribution	93
f) Infrastructures industrielles	94
1.2. Principaux constats (atouts et faiblesses)	95
1.2.1. Secteurs productifs	96
a) Cultures de rente et Agro-industrie	96
b) Cultures vivrières	97
c) Elevage	98
d) Ressources halieutiques	99
e) Mines, hydrocarbures et énergies	100
f) Industries	101
g) Tourisme et Artisanat	102
1.2.2. Domaines sociaux	103
a) Education et Santé	103
b) Facteurs de développement humain, Environnement et Cadre de vie	104
1.2.3. Facteurs de compétitivité	105
a) Infrastructures de transport	105
b) Infrastructures énergétiques / Infrastructures télécoms / Zones industrielles et logistiques	107
 II. ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA ZONE	 108
2.1. Opportunités clés de développement de la zone	109
2.1.1. Implications du diagnostic stratégique pour le développement de la zone	110
2.1.2. Opportunités clés identifiés par secteur	111
2.2. Vision et objectif stratégique pour le développement de la zone Sud-Ouest	115
2.2.1. Vision de développement de la zone	116
2.2.2. Piliers et Objectifs de développement de la zone Sud-Ouest	119

TABLE DES MATIERES 3/7

	N° PAGE
III. PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA ZONE	121
Présentation générale du programme d'aménagement et de développement de la zone	122
3.1. Projets pour améliorer l'attractivité de la Zone (Pilier 1 de la Vision)	123
3.1.1. Projets pour garantir l'accès au logement et aux services de base (Objectif c1)	124
a) Rappel des conclusions du diagnostic	125
b) Grille des équipements	126
c) Dossier stratégique	127
d) Synthèse du portefeuille global	128
e) Synthèse projets structurants et projets de proximité	129
Projet c1.1 : Mise à disposition de réserves foncières viabilisées pour la construction de logements dans chaque PEC	130
Projet c1.2 : Construction de logements économiques et sociaux	131
Projet c1.3 : Mise en place de zones résidentielles	134
Projet c1.4 : Programme de mise à niveau de l'électrification	137
Projet c1.5 : Renforcement des capacités de production et de développement d'eau potable	139
Projet c1.6 : Mise en place de systèmes de collecte des ordures ménagères	141
Projet c1.7 : Mise en place de décharges contrôlées avec centre de tri	131
Projet c1.8 : Mise en place d'un centre d'enfouissement technique	143
Projet c1.9 : Construction de casernes de sapeurs-pompiers	145
3.1.2. Projets pour développer une offre de soins de qualité accessible à tous (Objectif c2)	149
a) Rappel des conclusions du diagnostic	150
b) Grille des équipements	151
c) Dossier stratégique	152
d) Synthèse du portefeuille global	153
e) Synthèse projets structurants et projets de proximité	154
Projet c2.1 : Mise à niveau des infrastructures de proximité_Réhabilitation et construction d'ESPC	155
Projet c2.2 : Augmentation des capacités en lits hospitaliers_Construction des Hôpitaux Généraux	157
Projet c2.3 : Augmentation des capacités en lits hospitaliers_Transformation de HG en CHR/Réhabilitation des CHR ou création de CHR	158
Projet c2.4 : Augmentation des capacités en lits hospitaliers_Transformation de CHR en CHU ou création de CHU	159
Projet c2.5 : Augmentation des capacités en lits hospitaliers_Ensemble structures sanitaires	160
Projet c2.6 : Création de la Faculté de médecine de Korhogo	161
Projet c2.7 : Mise en place d'instituts spécialisés_Mise en place de centres/antennes de transfusion sanguine	164
Projet c2.8 : Mise en place d'instituts spécialisés_Création d'antennes régionales pour la PSP	166
Projet c2.9 : Mise en place d'instituts spécialisés_Construction d'un centre d'hémodialyse	168

TABLE DES MATIERES 4/7

	N° PAGE
3.1.3. Projets pour généraliser l'accès à l'enseignement et stimuler la réussite scolaire (Objectif c3)	170
a) Rappel des conclusions du diagnostic	171
b) Estimation des besoins à l'horizon 2020	172
c) Grille des équipements	173
d) Dossier stratégique	174
e) Synthèse projets	175
f) Synthèse Enseignement supérieur	177
g) Cartographie des programmes de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle	178
Projet c3.1 : Programme de développement du Préscolaire	179
Projet c3.2 : Programme de renforcement du Primaire	181
Projet c3.3 : Programme de développement de la scolarisation en cycles secondaires	183
Projet c3.4 : Programme de développement de la Formation Professionnelle	185
Projet c3.5 : Programme de construction/extension de CAFOP	187
Projet c3.6 : Construction de l'Ecole Normale Supérieure de Korhogo	188
Projet c3.7 : Programme de développement de l'enseignement supérieur	189
3.1.4. Projets pour favoriser le développement de la culture et du sport (Objectif c4)	190
a) Rappel des conclusions du diagnostic	191
b) Grille des équipements	192
c) Dossier stratégique	193
d) Synthèse Culture	194
Projet c4.1 : Création d'infrastructures socio-culturelles d'envergure dans les principaux PEC	198
Projet c4.2 : Construction d'un musée de l'exploitation forestière	200
Projet c4.3 : Construction d'un musée du chocolat	202
Projet c4.4 : Création d'écoles d'initiation à l'art	204
Projet c4.5 : Développement et mise à niveau des infrastructures sportives	206
Projet c4.6 : Construction d'une citée du sport	208
Projet c4.7: Mise en place de salles omnisports	210
Projet c4.8: Construction de salles de sport	212
3.2. Projets pour renforcer la compétitivité de la Zone (Pilier 2 de la Vision)	214
3.2.1. Projets pour doter la zone d'infrastructures logistiques et de distribution (Objectif e1)	215
a) Rappel des conclusions du diagnostic	216
b) Dossier stratégique	217
c) Synthèse	218
Projet e1.1 : Extension du parc de Zones d'Activité Industrielle	219
Projet e1.2 : Mise en place d'entrepôts frigorifiques et d'un système de logistique du froid	221
Projet e1.3 : Mise en place d'un port sec	223
Projet e1.4 : Création d'un marché de détail aux poissons	226



3.2.2. Projets pour renforcer les secteurs agricole et halieutique comme moteurs de croissance (Objectif e2)

a) Rappel des conclusions du diagnostic	231
b) Axes d'intervention	233
c) Prérequis au développement du secteur	235
d) Dossier stratégique	236
e) Synthèse	240
Projet e2.1 : Création d'un centre de formation cacao	241
Projet e2.2 : Mise en place de laboratoire café-cacao	243
Projet e2.3 : Mise en place de centres de collecte café-cacao	245
Projet e2.4 : Création d'une unité de fabrication de café labellisé	247
Projet e2.5 : Mise en place d'une unité de conditionnement	249
Projet e2.6 : Mise en place d'unité de broyage du cacao	251
Projet e2.7 : Création d'une chocolaterie	253
Projet e2.8 : Mise en place de centrales à biomasse	255
Projet e2.9 : Aménagement de périmètre rizicoles irrigués et mécanisés	257
Projet e2.10 : Installation de silos permettant la mise en place de stocks de régulation et de sécurité alimentaire	261
Projet e2.11 : Développement de centrales de gazéification à partir de la balle de riz	263
Projet e2.12 : Aménagement de périmètres irrigués de cultures vivrières	266
Projet e2.13 : Création d'unités de transformation de manioc	268
Projet e2.14 : Installation d'une unité industrielle de farine de manioc	273
Projet e2.15 : Installation d'unités industrielles de valorisation de plantain	276
Projet e2.16 : Développement de périmètres irrigués dédiés au maraîchage périurbain	280
Projet e2.17 : Création de stations de conditionnement des produits maraîchers	284
Projet e2.18 : Création de plateformes multiservices	287
Projet e2.19 : Mise en place d'un réseau de champs-école	299
Projet e2.20 : Appui à la mise en place de Groupement d'Intérêt Economique	303
Projet e2.21 : Mise en place d'une unité intégrée de production de viande porcine et de charcuterie	
Projet e2.22 : Développement d'un projet intégré de ranch d'élevage bovin	308
Projet e2.23 : Mise en place d'un abattoir régional de viande bovine et ovine	311
Projet e2.24 : Création d'Espaces Intégrés(EI) de débarquement, 1ere vente, transformation et de commercialisation	314
Projet e2.25 : Création de Points de Débarquement Aménagés (PDA)	320
Projet e2.26 : Modernisation des infrastructures de 1ere vente et création d'une halle polyvalente de transformation au sein du port de San Pedro	323
Projet e2.27 : Réhabilitation et exploitation des grandes stations piscicoles de la zone	326
Projet e2.28 : Aménagement et concession de Plateformes Piscicoles Intégrées (PPI)	328
Projet e2.29 : Aménagement et concession d'une base à terre pour l'aquaculture en cages	331

3.2.3. Projets pour développer une industrie valorisant les richesses naturelles de la zone (Objectif e3)

a) Rappel des conclusions du diagnostic	335
b) Dossier stratégique	336
c) Synthèse	338
Projet e3.1 : Création d'un centre de formation des mineurs	339
Projet e3.2 : Mise en place d'une unité de mélange d'engrais	341
Projet e3.3 : Mise en place d'une unité de formulation de phytosanitaires	343
Projet e3.4 : Création d'une unité de production d'emballages en polymères	345



	N° PAGE
Projet e3.5 : Création d'une zone d'activité de mécanique générale et métallurgie	347
Projet e3.6 : Mise en place d'une unité de montage de tracteurs agricoles	349
Projet e3.7 : Création d'une unité de fabrication de matériel agricole d'accompagnement	351
Projet e3.8 : Mise en place d'un laminoir de fer/ acier	353
Projet e3.9 : Création d'une unité de fabrication de tubes et tuyaux en fer/acier	355
Projet e3.10: Mise en place d'une pépinière de reboisement en essences forestières	357
Projet e3.11: Création d'un centre de promotion et d'encadrement du reboisement	359
Projet e3.12: Création d'une unité pilote semi-artisanale de transformation du bois hévéa	361
3.2.4. Projets pour mettre à niveau et enrichir l'offre touristique actuelle (Objectif e4)	363
a) Rappel des conclusions du diagnostic	364
b) Dossier stratégique	366
c) Synthèse	367
Projet e4.1 : Réhabilitation et valorisation des sites touristiques	368
Projet e4.2 : Construction de « villages nature » à proximité des parcs	370
Projet e4.3 : Création et aménagement de villages d'artisans	372
Projet e4.4 : Mise à niveau de l'offre d'hébergement et de restauration	374
Projet e4.5 : Création d'un centre de formation en tourisme et en hôtellerie	376
3.3. Projets transversaux pour accélérer le désenclavement de la Zone (Objectif t1)	378
a) Rappel des conclusions du diagnostic	380
b) Grille d'équipements	381
c) Dossier stratégique	382
d) Synthèse projet structurants et projets de proximité	383
Projet t1.1 : Réhabilitation et développement des infrastructures routières	384
Projet t1.2 : Développement/ mise à niveau des infrastructures routières	385
Projet t1.3 : Construction de gares routières	386
Projet t1.4 : Modernisation des infrastructures aéroportuaires	388
Projet t1.5 : Extension et modernisation des infrastructures portuaires	390
Projet t1.6 : Amélioration de la qualité des réseaux mobiles	391
3.4. Territorialisation des projets dans les Pôles Economiques Compétitifs (PEC) de la Zone	393
Présentation des pôles économiques compétitifs ou connecteurs de la zone	394
3.4.1. Projets de développement de SAN PEDRO, PEC principal dans la zone	395
a) Vocation du PEC	396
b) Investissements à réaliser dans le PEC et impacts potentiels	397
c) Projets phares à réaliser dans le PEC	398
d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC	399
e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC	405
3.4.2. Projets de développement de MAN, PEC principal dans la zone	408
a) Vocation du PEC	409
b) Investissements à réaliser dans le PEC et impacts potentiels	410
c) Projets phares à réaliser dans le PEC	411
d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC	412
e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC	418

TABLE DES MATIERES 7/7

	N° PAGE
3.4.3. Projets de développement de DALOA, connecteur secondaire dans la zone	421
a) Vocation du PEC	422
b) Investissements à réaliser dans le PEC	423
c) Projets phares à réaliser dans le PEC	424
d) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC	425
e) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC	431
3.4.4. Projets de développement de FERKESÉDOUGOU, connecteur local dans la zone	434
a) Investissements à réaliser dans le PEC et impacts potentiels	435
b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC	436
c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC	441
3.4.5. Projets de développement de BOUAFLE, connecteur local dans la zone	444
a) Investissements à réaliser dans le PEC	445
b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC	446
c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC	452
3.4.6. Projets de développement de GAGNOA, connecteur local dans la zone	455
a) Investissements à réaliser dans le PEC et impacts potentiels	456
b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC	457
c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC	463
3.4.7. Projets de développement de GUIGLO, connecteur local dans la zone	465
a) Investissements à réaliser dans le PEC et impacts potentiels	466
b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC	467
c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC	472
3.4.8. Projets de développement de DUEKOUE, connecteur local dans la zone	474
a) Investissements à réaliser dans le PEC et impacts potentiels	475
b) Programmes et projets à déployer par secteur dans le PEC	476
c) Planning prévisionnel de réalisation des projets dans le PEC	481
CONCLUSION	502
a) Synthèse du diagnostic de la zone	503
b) Ambitions chiffrées pour la zone	514
c) Portefeuille global de la Zone et impacts potentiels	516
d) Portefeuille de projets structurants de la Zone et impacts potentiels	517
e) Portefeuille de projets de proximité de la Zone et impacts potentiels	518
ANNEXE : TABLE DES MATIERES	519